Supplément «l'Économie»

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - Nº 14648 - 6 F

MARDI 3 MARS 1992

BOURSE

FONDATEUR : HUBERT BEUVELIERY - DIRECTEUR : JACQUES LESQUINE

Après le référendum en faveur de l'indépendance

La Bosnie-Herzégovine en proie aux violences ethniques

Sarajevo à son tour...

SARAJEVO, à son tour, est touchée par la violence. La mèche allumée lors de la eéces-sion de la Slovénie et de la Croatie continue ainsi à se consumer, répandant implecablament la querre à travers l'espace yougos-

A peine achevé le référendum sur l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine, recommandé par la Commission d'arbitrage de le Conférence européenne de paix en Yougoslevie que précide M. Robert Badinter, hommes en armee et barricades unt fait leur epparition dens le capitale de cette République de l'ex-fédéra-tion yougoslave, où les premiers coupa de feu, dimanche soir, ont sonné le glas de la coexistence.

Appelée de tous leurs vœux par les Musulmans, qui représentent près de la moitié de la population bosniaque, ainsi que per une par-tie de la communauté croate, la enneultation de samedi et tée par les Serbes – soit par plus de 30 % de la Bosnie – alignés sur les thèses belgradoises favorables à la survie d'une Yougoslavle

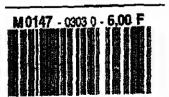
I ES Bosniagues avalent, jusqu'à présent, feit preuve d'une étonnante retenue en dépit d'un profond désaccord sur l'avenir de leur République. Les Musulmans na veulent, en effet, pae devenir une minorité au sein d'une fédération « yougoslave » dominée par les Serbes, ceux-ci n'eyant cessé de traveiller au grand dessein qui consiste à réunir tous les Serbes dans une seule nation. De leur côté, les Crostes sont divisés, une grande partie d'entre eux pronant un rattachement pur et simple de leurs terres à la Croatie tandis que les autres font cause commune avec les Musulmans.

Maigré une extrême tension et quelques incidents isolés, tous avaient capendant réussi à se préserver du conflit, comms si sucune des trois communautés. imbriquées les unes dans les autres, n'avait osé déclencher une supres, il avant cas becauter des batalle à côté de laquelle le guerre en Croatie risque de faire figure de simple escarmouche.

MAIS, mois après mois, la l'Ipeur et les antagonismes ont eu largement la tempa de s'alimenter de la haine développée par les atrocités commises en terre croate. Chacun a eu la temps de se radicaliser, de s'armer, de se préparer au combat. De plus, la Bosnie-Herzégovine a été transformée en immanse caserne par une arméa serbo-fédérale qui s'en est servie comme base arrière dans sa guerre contre base arrière dans sa guerre contre les forces de Croatie. Une armée qui, récemment encore, a affiché sa ferma intention de ne pas «làcher» cette République. Enfin, Zagreb comme Beigrade ne man-quent pas d'activistes peu pressés d'« oublier» leurs competitotes de Bosrie et qui révent de jeter tou-jours plus d'huile sur le feu.

L'extension du conflit à l'ensem-ble de la Bosnie-Herzégovine risque surtout de faire capoter tous laa afforts de paix de l'ONU et raffemer la guerre en Croatie.

Lire page 32, dans notre supplé-ment « Le Monde-l'Economie». le dossier sur l'économie yougoslave



Le référendum en faveur de l'indépendence de la Bosnie-Herzégovine s'est echevé, dimanche 1" mars, sur des fusillades à Sarajevo, paralysée par des barricades derrière lesquelles Serbes et Musulmans se sont retranchés.

«La Bosnie-Herzegovine est dèià indépendante et sera bientôl Herzegovine, qui, selon les pre-

SARAJEVO de notre envoyée spéciale

reconnue. » A la clôture des bureaux de vote, dimanche le mars à 19 heures, M. Alija lzetbegovic, président bosniaque et leader du parti musulman, était satisfait du taux de participation su référendum sur l'indé-pendance de le Bosniemières estimations, atteignait les 58,1 %.

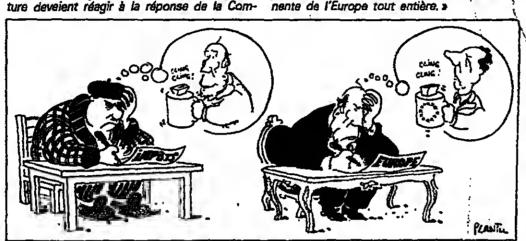
> FLORENCE HARTMANN Lire la suite et nos informations page 3

Tandis que M. Mitterrand relance son idée de « confédération »

M. Delors tente de convaincre les Douze d'accroître le budget de la CEE

M. Jecques Delors devait tenter, lundi 2 mars, de rallier les ministres des effaires étrangères de la CEE à ses propositions d'augmentation du budget communauteire afin de tenir les engagements de Meastricht. Plusieurs pays, dont le Royeume-Uni, sont tràs réservés. Le même jour, les ministres de l'agriculture deveient réagir à la réponse de la Com-

mission au projet de M. Dunkel sur le volet agricole des négociations commercieles de l'Uruguay Round, objet d'un conflit avec les Etats-Unis. Intervenant samedi 29 février lors d'un colloque organisé à Paris, M. Mitterrand e relencé son projet de confédération». ele plaide, a-t-il déclaré, pour une structure perma-



ESPACE EUROPÉEN Ratifiér Maastricht

Le satisfaction affichée au lendemain de Mesetricht a fait place au désenchante-ment. La «note» budgétaire présentée per M. Delore n'est pas aque en cause ni le modestie des réjultats per rapportaux intentional d'origine, notamment pour l'Union politique.

l'Union politique.

C'est plutot que l'intégration est entrée dens un engrenage la rendent quasiment ligérante les conséquences pratiques en sient été mésurées.

Ainsi s'explique la montée des peurs, qui ne dolvent pas toutes étax netionelismes étroits ou aux corporatismes époistes. Elles sont l'enjeu de batailles politiques qui ne fevorisent pas un débat serein.

Les treités de Maastricht seiont ratifiés, avec plus out moins de facilité selon les pays. Mais si les débats se percient dans des considérations partisenes ou électo-rales, l'Europe aura perdu une occasion de se rendre plus proche... des Euro-

Lire pages 10 à 12

A la veille de « primaires » cruciales, le ton est presque à l'injure entre M. Bush et M. Buchanan

de notre correspondant

«Jusqu'à quel point est-il affaibli?», s'in-terroge un grand hebdomadaire, «La rébel-lion des électeurs » (contre M. George Bush), titre un autre. Dans no troisième, Newsweek, M. Lyn Nofziger, vieux briscard de la politique et ancien conseiller du président Reagan, observe en connaisseur : «Je crois rraiment que Bush n des problèmes.»

La cause immédiate de ces « problèmes » s'appelle Patrick Joseph Buchanan, le bateleur de l'extrême druite républicaine, l'homme qui défie le patricien de la Maison Blanche. Tous deux s'expliquent à coups de féroces publicités télévisées et leur querelle est en passe de tourner au pugilat. Selon le New York Times, elle risque même à terme, de provoquer une « mim guerre civile» au sein du Parti républicain, entre un noyau dur idéologique, que M. Buchanan entend représenter, et une aile plus modérée qu'in-

camerait M. Bush. Ce sont les deux familles de la droite que M. Reagan evait réunies, formant ainsi la coalition qui, depuis 1980. assure le maintien des républicains au pou-

A ce stade de la campagne pour le scrutin du 3 novembre, il ne s'agit encore, chez les démocrates comme ehez les républicains, que de sélectionner celui qui sera le candi-dat du parti. Mais e'est maintenant, à la veille des primaires du 3 mars et de celles du «super-mardi», le 10 mars, que se for-gent les «images», qui vont sutant compter que les bilans ou les programmes, sinon plus, Jusqu'à présent, M. Bush s remporté toutes les primaires. En nombre de délègués obtenus (qui désigneront cet été le candidat officiel du parti lors des conventions), il écrase son seul concurrent républicain, « Pat » Buchanan.

ALAIN FRACHON

La portée nationale des élections du 22 mars ne doit pas masquer leur importance pour l'avenir des régions

par Thomas Ferenczi

Dans trois semaines, le 22 mars, les Francais éliment leurs nouveaux conseillers régionsux. Le même jour, ils voteront pour le premier tour des élections cantonales, destinées à renouveler pour moitié les conseils généraux. De ces deux scrutins le premier surtout retient l'attentinn. Parce qu'il a lieu à la proportionnelle départementale à un tour et que ses résultats reflèteront avec exactitude le rapport des forces politiques en France après onze ans de «mitterran-

Parce que la gestion des assemblées régio-nales qui sortiront des urnes posera des problèmes d'alliances - avec les écologistes ou evec le Front national - préfigurant assez bien ceux qui pourraient résulter des élections législauves de 1993. Parce qu'arrive à son terme le mandat de conseils régionaux élus pour la première fnis au suffrage universel direct il y a six ans et

devenus, de par les lois de décentralisation, des institutions dotées de réels, pouvoirs. Quant aux élections cantonales, leur enjeu n'es: certes pas négligeable, puisque les mêmes lois de décentralisation ont des aux posseils pénérales des crimméteners aux conseils généraix des compétences importantes, mais il fout reconnaise qu'en raison des conditions du scrutin et du découpage des cantens leur portée politique est moindre.

Lie la suite page 9

1986-1992 : le bilan des conseils régionaux

Nous commençous la publication d'une série d'articles consacrés au bilan des-conseils régionaux élus en 1986 et à leus perspectives d'action. Le premier décrit le rôle des assemblées dans le développement coon smillione.

Live page 9 l'inticle : de FRANÇOIS GROSRICHARD.

Les combats

au Haut-Karabakh

L'offensive arménienne ee poureuit slors que les troupes de la CEI s'apprêtent à quitter la région.

René Trager l'imprécateur

factures de l'Ouest.

Une enquête sur les fausses Lire page 16 les articles de **ROLAND-PIERRE PARINGAUX**

Un entretien avec Richard Rorty

Le philosophe américain demande aux intellectuels une attitude plus pragmatique à l'égard de la société.

Le sommeire complet se trouve page 26



L'ISG...

25 ans de présence mondiale

ÉTATS BALTES

LITUANIE Vilnius

LETTONIE

SEMINAIRE PROFESSIONNEL du 21 au 28 mars 1992

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE - APPROCHE CULTURELLE VISITES D'ENTREPRISES - ÉTUDES DE CAS



INSTITUT SUPERIEUR DE GESTION Etablissement recount par l Etat Dipiliste Streetogue par l'Etat Batterer an Bara graner i trente feife

6/8, rue de Lota - 75116 Paris Tél. (1) 45 53 60 00

T,ECONOMIE

Révoltes au Lloyd's

Rien ne va plus pour le plus grand marché du monde d'assu-rance et de réassurance, à la suite d'una série de catastrophes et d'une gestion un peu trop confiante. Une partie de see membres sont partis, d'autres sont en rébellion ouvert

Albertville: perdants mais contents

La fête est finie à Albertville. Si le spectacle s été réussi, si l'organisation a tenu, les Jeux laissent une «ardoise» importants aux pouvnire publics comme aux «sponsors» privés. Même pour les sports d'hiver, l'eeffet olympique » est

Les deux Corées se rapprochent

L'accord de réconciliation entre les deux Etats, signé le 13 décembre 1991, a été précédé par une multiplication des echanges commerciaint et par des projets d'investissements de grands groupes sud-coréens au Nord, notemment une veste zone de développement à la frontière de la Corée du

Nord, de le Russie et de la Chine. Avec la chronique de Paul Fabra, A travers les revues, les pages Mode d'emploi. Opinions, Conjoncture, Perspectives.

A L'ETRANGER : Algins 4.50 DA Merce, 8 DH. Torine, 750 m., Alemegre, 1.50 CM: Aprete, 15 SCM Because, 40 FE. Caredo, 2.75 S CAI, Archies Alement, 9 F. Chard-brane, 465 F CFA, Denoment, 14 KRO: Engages, 190 FFA: G. B., B5 p., Gitter, 2.20 CH; Hande, 1.20 F., Indie, 2.20 CL; Lovenbourg, 42 FL, Noviege, 14 KRN: Feys-Bes 2.75 FL, Portugat, 170 ESC., Sérégel, 450 F CFA, Subsey, 1,90 FS: USA ptVL 2.5: USA ptVL

Un entretien avec Richard Rorty

«Les intellectuels doivent cesser d'adopter une attitude critique radicale envers les institutions de la société»

« Quel rôle peuvent jouer les philosophes dans notre société? - Très franchement, je ne crois pas que les philosophes aient un rôle à jouer en tant que tels dans la vie publique de notre temps. Leurs recherches se limitent en fait à rappeler, à propos des problèmes d'au-jourd'hui, des solutions qui ont été opérationociles dans le passé. Ce faisant, ils peuvent offrir un choix d'orientations diverses et inattendues, esquisser des sortes d'utopies auxquelles le public n'aurait pas songé spontanément face aux problenes contemporains. Cele peut

» Malgré tout, il me parait impossible d'assigner aux philosophies une mission spécifique. Les historiens, les romanciers ont une täche à remplir. Mais les philo-sophes sont simplement des gens qui lisent une calégorie de textes que d'autres intellectuels n'ont pas appns à fréquenter. Ces livres appartenant au domaine de la philosophie peuvent parfois servir à alimenter des débats contemporains. C'est unisait. En réalité, il n'y a aucune raison de penser oue les questions obordées dans ces ouvrages soient réellement indis-pensables à notre époque.

et e parfois intéressant.

- Feut-il en conclure, comme beaucoup le disent, que la philo-sophie est finie ou morte? /

Je ne pense réellement pas que la philosophie puisse mourir un jour. Elle peut changer. Elle l'a d'ailleurs fait à plusieurs reprises dans son histoire. Au temps de Descartes, par exemple, les philo-sophes ont renoncé au monde tel que le voyait Aristote pour adop-ter. par la suite, la visjon du monde de Newton. Il y a régulièrement, dans le domaine de la pen-sée, des changements qu'on peut qualifier de révolutionnaires. Dans ces moments de crise, on a ten-dance à croire que c'est la fin de la philosophie. Ce n'est jamais le cas. Ce sont seulement des crises et des

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE

75501 PABIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206.806F

Edité par la SARL le Monde

Durée de la société :

cent ans à compter du t0 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principuux associés de la société:

Société civile Les rédacteurs du Monde »,

Association Hubert-Beuve-Méry

Société anonyme des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises,

M. Jacques Lesourne, gérant,

Né à New-York en 1931, Richard Rorty est l'un des philosophes américains les plus connus. Sa renommée est sans doute plus importante en Europe qu'eux Etets-Unis. « Dans la vie intellectuelle américaine la philosophie joue un rôle plutôt restreint. Nul n'en parle dans les grandes écoles et le plupert des Américains cultivés n'ont jamais lu un livre écrit par un philosophe», écrit-il avec un mélange de provocetion et de lassitude qui le caractérise.

Après avoir enseigné une vingtaine d'années à Princeton (New-Jersay). il est aujourd'hui professeur à Charlottesville (à l'université de Virginie). La principale originalité de son œuvre est d'evoir jeté des ponts multiples entre la philosophie enalytique dominante dans le monde englo-saxon et les styles de pensée allemand et français issus de Heidegger et de Derrida.

Deux de ses ouvrages sont traduits en français : l'Homme spécu-Bire (traduction de Thierry Merchaisse, éditions du Sauil, 1990) et Science et solidarité. La Vérité sans le pouvoir (traduction de Jean-Pierre Cornetti, édition de l'Eclet, 1990). D'autres sont en cours de traduction. Ses Philosophical Papers, Objectivity, Relativism, and Truth sont parus récemment chez Cambridge University Press...

Dans l'entretien qu'il nous e accordé, il eborde la question du rôle des intellectuels dans le société contemporaine, de la fonction de la philosophie, de la fin des utopies et situe la place théorique et pratique du « pragmatisme » américain, dont il est le principal représentant contemporain.

Aujourd'hui, vivons-nous une crise de ce type?

- Oui. Elle est même prohablement d'une Intensité et d'une radicalité supérieures à d'autres crises déjà traversées par la pensée. Notre époque est en effet sur le point d'éliminer les problèmes hérités du XVII^e, du XVIII^e et du XIX^e siècle. Nous allons pouvoir définir de nouveaux concepts. C'est pourquoi XX siècle doit être considéré comme le plus important de l'his-toire de la philosophie!

- Pour quelles raisons?

Le Monde

- Le principal changement intervenu concerne le fait que nous avons cessé de comprendre la réa-lilé à travers les concepts d'expé-

ADMINISTRATION:

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Jacques Lesourne, président Michel Crox directeur genéra

Philippe Dupuis, directeur

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia

75902 PARIS CEDEX 15 Tel.: (1) 46-62-72-72 Telex MONDPUB 634 128 F

Tetefar 46-42-98-13. - Société Rusie : a SARL le Mondret de Métins et Régies Europe SA.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

copieur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261.311F

rience et de conscience qui étaien: ceux de la philosophie tradition-nelle. Le langage est devenu la question centrale, le novau de la philosophie contemporaine. C'est là le fait majeur qui houleverse

» Depuis Darwin on avait pris l'habitude de définir l'être humain omme un animal intelligent doté de la capacité de se servir du langage. Cette conception du XIXe siècle était très insuffisante, Car on n'avait pas pris garde à ce que peut être cet «outil» particulier constitué par le langage.

» La réflexion contemporaine sur le langage - telle qu'elle s'est poursuivie dans les œuvres de Lud-wig Wittgenstein, de Jacques Derrida ou des pragmatisles améri-cains - conduit à une redéfinition de l'être humain qui rompt totale-ment avec les conceptions béritées de Descartes ou de Kant qui constituaient l'arrière-plan de la

«De Marx jusqu'à Michel Foncault, je pense que nous avons étè victimes d'un leurre»

- En quoi consiste cette rup-

- On a loagtemps oru que connaissance humaine constituali une représentation de la realité. Descartes of Kant formulent its problemes philosophiques in termes de représentation. Leurs interrogations tournent acteur de questions du type « Notre représen-tation est-elle adéquate à la realité 7 ». « Comment pouvens-nous savon qu'elle l'est aminent 1 », etc. Or, c'est de lien entre connaissance et représentation qui est aujourd'hui remis en cause.

» Le pragmatisme nous permet de nous défaire de cette manieje de tout concevoir en termes de representation. Neur devens reaser d'imaginer les relations des humains à leur monde comme vir jeu de représentations. Le langue ne doit pas être considéré cemme une représentation mentale mais comme une capacità qui nous d'a-tingue d'autres animaux inte legents, et nous permet de realiser des actions qui ne leur sont (a) accessibles. Le prognatisme cont. dère donc le langage comme une capacité d'attenuere des constitus superiours, hors de portee et même inconcevables pour les animaux qui en sont depourvus.

. En ce sens, ic progmatisme qui a sa source dans las mustas de Charles Sanders, de Petras, de Wilfram James, de John Dews) - 21 qui s'est reneavels à l'incres contemporaine avet les travaux di Willard van Orman Quine, Hillary Putman et Denald Davidson - mi un antiscupticisme. En eliet, 1775 que vous êtes dans une periete de

sous la menace du sceptieisme. Car il n'y a pas de réponse possible à la question de savoir si notre représentation correspond ou non à la realité, à moins de recourir aux solutions idéalistes de Kant ou de Hegel. Le pragmatisme permet de renoncer à ces formes d'idéalisme tout en évacuant toute possibilité de scepticisme.

» Avec l'essor du pragmatisme contemporain se développent des interrogations sur la science et sur la connaissance qui ne recourent plus aux catégories philosophiques traditionnelles, que ce soit l'essence ou la représentation. On a seule-ment besoin des catégories ordi-naires de la biologie. Il n'est pas nécessaire, pour définir les êtres humains, d'avoir recours à autre chose qu'à la biologie, la sociologie ou l'anthropologie. Si vous dispo-sez de ces disciplines, il est inutile d'en ajouter une nouvelle exté-rieure, qui serait la philosophie. En ce sens, la philosophie n'est plus, à proprement parler, une discipline.

- Tout en vous réclamant de la philosophie enalytique, dominante dans le monde engle saxon, vous la rapprochez para-doxalement de le philosophie européenne ou, comme on dit, continentale. Comment justifiez-

vous cette position singulière? - Il me semble que les philosophes qui se rattachent au pragmalisme aboutissent globalement, enters la philosophie traditionnelle, au meme jugement qu'un philosophe comme Nietzsche, ils enti en fin de compre, le même regard évolutionniste que lui et la même conception biologisante de l'être humain. Mais ils ne s'en rendent pas compte! La philosophie Cat 3 est développée en Europe à la saite de Nietzsche demoure très troublante pour les philosophes aménicains. Ils ne parviennent pas intrgrer a leur système de pensée rotte inquistante étrangeté. Il est soet qu'il y a, par ailleurs, un desarrord irréductible entre eux et Notzsche sur les questions politi-

gars of religiouses... - Le elivage entre philosophie analytique et continentale demeurant très vif chez les professeurs de philosophie amérisains, comment étes-vous considéré par vos collègues?

- Dark l'ensemble, on trouve que je suis trop lattéraire, pas assez godinary, pas assez préen. C'est uilleurs co que les intellectuels de en appage pensaient de John Dewey On lei reprochait d'avoir trat le Hogel. On me reproche d'avoir trat le Hogel. On me reproche d'avoir trap la Hendegger et Dergales Mes livres sont lus par des professeurs de sciences politiques. C'astorie ou de latérature.

 Vous accordez d'eilleurs une place fondamentale à la littéra-ture. Le philosophe doit il s'effacer au profit des écrivains?

- Je ne le cross pas, mais je canto que la philosophie doit citanit suffisamment pour lasser a la illestature un espace propre. La gralis opinis etait, jusqu'a present un entrepentaire des contaissances un entrepentaire des contaissances un entrepentaire des contains dus triliques. Nous n'avens plus berein de rela aujourd'hui. La phiicitette n'est pas la littérature, 2 vision da monde, discontinue,
 2 d'arrate de celle de Overartes que es intrilectuels et les convains rungeens, ont claboure depuis le NIN mode.

class fort, near autons tourours Sorair des philosophes, Mais if

positions modérées qui font du philosophe un meilleur citoven. aussi bien dans la république des Lettres que dans la société démo-cratique.

Le fait qu'il ne semble y avoir d'autre modèle économi-que envisegeable que l'écono-mie de marché ne vous attriste

- Non. C'est ainsi pour l'instant et sans doute pont longtemps! Jürgen Habermas a tiré nettement la leçon des événements qui se sont déroulés à l'Est en 1989 : les soni deroules à l'Est en 1989; les sociétés complexes ne peuvent pas se reproduire si elles ne gardent pas intacte la logique d'une écono-mie de marché. Il faudra du temps aux intellectuels de gauche pour opérer le résjustement psychanaly-tique et terminologique susceptible de leur permettre de concevoir qu'il n'y a pas désormais d'alterna-tive eu capitalisme. Il faudra que la gauehe sache devenir plus modeste: personne, de nos jours, ne propose mieux que l'économie de marché.

» Mais le système capitaliste ne va pas résoudre tous les problèmes de l'heure. Il va même renforcer les inégalités. Si la démocratie n'arrive pas à stopper la crise des pays de l'Est, le danger de renaissance du fascisme se profile à l'horizon. Dans ce domaine, je pense que les risques sont grands. Afin d'y parer il foudrait élaborer un système d'assistance pour les plus démunis. Sans quoi le passage à l'économie de marché peut conduire au désas-

» Je ne suis pas économiste ni expert en questions sociales. Mais je suis convaincu que les intellec-tuels, au lieu de rêver à la fin du capitalisme, pourraient s'appliquer à réfléchir à ce genre de questions

- A vos yeux ils devraient donc ebandonner la théorie ?

- Non, mais le croyance selon laquelle une théorie détient pour demain la clé de tous les problèmes. C'est Karl Popper qui a souligne le point communicatistant entre Pialon el Marx: tous deux pensaient comprendre les forces contres qui déterminent le destin cachées qui déterminent le destin des êtres humains. Platon soutenait que la justice ne pourrait régner que le jour où les phitosophes seraient rois, ou bien les rois philosophes. Marx montrait que la jus-tice ne pourrait régner que le jour où le capitalisme serait renversé par le mouvement irrésistible de l'Histoire. l'espère que nous arrivérons à nous débarrasser de ce genre de convictions. Au lieu de nous attendre à des lendemains imagi-naires, mieux vandrait que la réflexion théorique puisse nous ser-vir à combattre l'injustice dans

l'expérience quotidienne. » Par exemple, au lieu de discourir sur le travail comme aliém-tion, on pourmit se préoccuper des conditions de licenciement. Au lieu de s'interroger sur la division de la société en classes, on pourrait réfléchir aux manières de distribuer l'aide de l'État. Je suis persuadé que les intellectuels doivent cesser d'adopter une attitude crisique radicule envers les intilitations de radicale envers les institutions de la société. Ils doivent cesser de refuser les réalités. »

MARC UZAN

Š,

Marc Uzan est chercheur associé au département d'éco-nomie de l'université Harvard.

«Les sociétés complexes ne peuvent pas se reproduire si elles ne gardent pas intacte la logique

vaudrait mieux qu'ils cessent de

jouer les prophètes ou les rédemp-teurs et deviennent simplement des

commentateurs ou des conseillers.

- Cele signifie-t-il que c'en est fini de l'utopie?

de l'économie

de marché »

- La tradition marxiste et postmarxiste nous avait habitnés à croire qu'il fallait rompre avec la culture hourgeoise. Nous avions besoin d'une révolution pour que le monde soit enfin en ordre. De Marx jusqu'à Michel Foucault, je pense que nous avons été victimes d'un leurre. Nous n'avons pas à esperer un nouvel être humain, ni à rèver de casser les institutions, ni même a perdre notre temps à critiques de la constitution de la consti quer nos démocraties. A force de slogans nous avons oublié les vrais problèmes de tous les jours. Si nous, intellectuels, devons faire de la polifique, ce n'est pas avec des concepts miraculeux mais dans le cadre des lois et face aux réalités

- Cette forme de réalisme constitue-t-elle la face politique de votre pragmatisme?

- Tout à fait. S'il y a quelque chose de bon dans le pragmatisme, selon moi, c'est qu'il conduit à des

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde Comité de direction : is Lesourne, gérant directeur de le publi truno Frappat, directeur de la rédaction Jacques Guiu, directeur de le gestion Manuel Luchert, secrétaire général

Rédacteurs en chaf : Jean-Marie Colombeni, Robert Soli Jadjoints au directeur de la rédaction Yves Agnès, Jacques Amatric, Thomas Fr Philippe Herreman, Jacques François S

Daniel Vernet

trivecteur des relations internationales.

Anciens directeurs: Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Feuvet (1969-1982) André Leurens (1982-1985), André Fentaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL: 15. RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Tél: [1] 40-65-25-26 Télécopeur . 40-85-25-99 ADMINISTRATION:

1. PLACE HUBERT-BEUVE-MERY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tel.: |1| 40-65-25-25 Telécopeur: 49-60-30-10

PRINTED IN FRANCE

Commission paritaire des journaix et publications, cr 57 437 ISSN: 0395-2037

1. r. M. Gunsbourg 1920

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Composez 36-15 · Tapez LEM cu 36-15 · Tapez LM **ABONNEMENTS** pince Hubert-Benve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél.: (1) 49-60-32-90 SUISSE-BELGIQUE: AUTRES PAYS
LLXEMB.-PAYS-BAS Voie normale-CEE 460 F

1 123 F 1 560 F 1 620 F [2B . 2 086 F ÉTRANGER: par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

572 F

ou par MINITEL: 36-15 LEMONDE code d'accès ABO nde deux semaines avant leur dépurt, en indiquant leur

BULLETIN D'ABONNEMENT Durée choisie: 3 mois 🗆 6 mois 🗆 Prénom Adresse: Code postal: Pass:

Veuillez argir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerte.

la représentation vous demourre

ETRANGER

Alors que les troupes de la CEI s'apprêtent à quitter la région

L'offensive arménienne se poursuit dans le Haut-Karabakh

Les forces arméniennas ont poursuivi leur offensive samedi 29 fèvrier et dimanche 1º mars dans le Heut-Karabakh, cetta région peuplèa en majorité d'Arméniens, anclavée an Azerbaidian, Lea villes da Choucha, Koubatly et Veissely, où les Azéris sont majoritaires, ont subi un intense tir d'artilleria, provoquant, selon la ministère azerbaidjanais de l'intèrieur, la mort de trentecinq personnes. La ville d'Agdam, cent cinquente milla hebitants. situèe en territoire azerbaïdjanais en bordure du Heut-Karabekh, avait eussi èté soumise en fin de semaine à un tir de barraga da missiles Gred arméniena qui aurait fait un mort et une vingtaine de blessés.

Le fair qui de semble ; an d'autre modelle éconem; s'ens sagest à de éconem; s'en marche ; des ennige

PARAMETER STATE

 $A : \mathcal{C} = \{1, \dots, n\}$

不能 4、5、

4-1-7-1-1

17122

 $2 = - \sqrt{2} N_{\rm eff}$

3771 14

Section 1

A 175 17-1

Classification of the first

マリアップロック

erstagnig og sig Stormer i storm

L'Azerbaïdjan, qui a décrété un deuil officiel de trois jours en hommage aux victimes des combats du Haut-Karabakb, a accusé samedi les Arméniens de se livrer au « génocide » des populations azéries dans cette région. Le président azerbaidjanais, M. Ayaz Moutalibov, a déclaré qu'un millier d'Azéris avaient trouvé la mort lors de la prise de la ville de Khodjali par de femmes tenant encore des enfants dans leurs bras, la boite les Arméniens en milieu de

Plusieurs dizaines de réfugiés de Khodjali ont fait irruption, dimanche, au quartier général des responsables azerbaïdjanais pour réclamer les corps de leurs parents tués. Des centaines de réfugiés de Khodjali, arrivés depuis mercredi à Agdam, affirment que plusieurs dizaines de leurs parents sont morts lors de leur fuite, soit tués par des combatlants arméniens, soit de froid.

« Grossièrement exagéré »

De nombreux réfugiés affirment qu'outre les morts de Khodjali, un groupe de deux cent cinquante personoes a été pris sous le feu de blindés arméniens près de Nakhitchevanik, non loin de la frontière avec l'Azerbaïdian. Selon un enregistrement vidéo pris lors d'une tentative pour recupérer des corps, visionné par un journaliste de l'AFP, plus de vingt cadavres de femmes, d'enfants et de vieillards sont dispersés dans les collines. Les images, prises par un caméraman azerbaïdjanais lors de l'opération héliportée, montrent des cadavres

crânienne éclatée, apparemment par balles.

Du côté arménien, où l'on conteste les chiffres avancés par les Azéris, on fait état d'attaques azerbaidjanaises sur les localités de Martouni et de Tchartar. A Erevan, un responsable de la sécurité a estimé que le hilan présenté par Bakou était « grossièrement exugéré». Un porte-parole officiel a ajouté que les villages arméniens étaient aussi sous le feu de l'artillerie ennemie et que deux d'entre eux, Sekhsoulan et Yaroumjan, avaient été incendiés.

Dimanche, le retrait des troupes de l'ex-armée rouge de la région, conformément aux ordres du maréchal Evgueni Chapochnikov, commandant en chef des forces armées de la CEI, semblait proche. Huit hélicoptères et une dizaine de blindés d'assaut sont partis pour Stepa-nakert afin d'assurer le retrait du 366 régiment blindé motorisé actuellement basé dans cette ville, chef-lieu du Haut-Karabakh. Cette unité va se replier dans une autre région de l'Azerbaīdjan et continuera à faire nartie du district militaire transcaucasien, a indiqué dimanche le général Valeri Manilov, responsable de l'information

de la CEI. Interrogé sur une éveotuelle réaction du régiment en cas de teotative de saisie de son équipement, le général a répoodu que le règlement imposait aux soldats de « défendre la propriété militaire par tous les moyens, y compris par lo force des armes ».

Tentatives de médiation

Les tentatives de médiation et de bons offices se multiplient pour mettre fin au conflit. L'entrée offi-cielle, lundi, à l'ONU, de l'Arménie et de l'Azerbaīdjan pourrait ainsi accroître les moyens de la commuoauté internationale pour dénouer la crise. La CEE pourrait profiter de cette occasion pour rappeler aux nouveaux membres qu'ils doivent respecter les principes de la charte de l'ONU, en particulier en ce qui concerne te reglement pacifique des conflits.

Les ambassadeurs des Etats-Unis, de France, de Grande-Bretagne et de Russie, ainsi que le charge d'affaires allemand, ont été convoqués vendredi par le ministère turc des affaires étrangères. qui leur a demandé de faire pression sur l'Arménie pour éviter toute tentative de régler par les

noifs », avait-il déclaré, constatant

que les deux autres commuoautes

sont armées depuis que la situation

Pendant les deux jours de réfé-

rendum, les barricades se sont mul-

tipliées un peu partout en Bosnie-

Herzégovine, et notamment sur les

axes principaux empruntés par les

émigrés bosniaques, venus massive-

ment de l'étranger voter pour l'in-

dépendance. Dispersés, ces inci-

dents n'ont pas entravé le scrutin,

mais montrent bien la méfiance et

les rivalités existant désormais

La profanation des lieux sacrés,

les attentats à la bombe dans les

bureaux de vote ou dans les sièges

des partis, les barricades serbes

contre des villages musulmans ou croates ou les barricades contre

l'armée yougoslave et ses installa-

tions laisseot craindre une rapide

«libanisation» dans cette pou-

driére bosniaque où chaeun est

désormais armé jusqu'aux dents.

entre les trois communautés.

s'est dégradée en Yougoslavie.

armes le conflit avec l'Azerbaïdjan. La Turquie demaode aussi un cel sez-le-feu immédiat et un embargo sur les livraisons d'armes au Haur-Karabakh. Elle rappelle que la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) avait affirmé que le Haut-Karabakh faisait « partie de la Républi-que d'Azerbaidjan », ajoutant que « ses frontières ne peuvent pas être violées et que son intégrité territo-tiale est garantie ».

Au cours d'une rencontre ven Au cours à une rencontre, vendredi, avec le chef de la diplimatie turque, le premier ministrejazer-haïdjanais, M. Hassan Hassanov, a proposé une réuoion à quatre (Azerbaïdjan, Arménie, Turquie, Iran) pour tenter de régler le problème du Nagoroy-Karabakh.

A Paris, le secrétaire d'Etal à l'action humanitaire, M. Bernad Kouchoer, qui doit retourner mardi dans le Caucase pour tenue de mettre en place des couloir humanitaires vers le Haut-Kara-hakh, a estimé, dimanche, qu'il avait beaucoup de risques de ne pas reussir sa mission. Sur Radio-Shalom, le secrétaire d'Etat a, par ailleurs, jugé que, « dons cette offoire du Hout-Karabakh, il vaudroit mieux modifiet les frontières plutot que d'assassiner des hommes ». - (AFP, Reuter, AP.)

MOLDAVIE

Plusieurs morts lors de l'attaque d'un commissariat par les milices russophones

La «garde catiocale» de la « République » russophone du Dniestr, territoire proclamé indé-pendant de la Moldavie roumanophoce, a attaqué à l'arme automatique, lundi 2 mars, un poste de police moldave à Dou-bossary, (zone russophone de l'est de la Moldavie), faisant plusieurs morts et blessés, selon le ministère moldave de l'intérieur. A l'aide de blindés, les milices russophones ont ensuite bloqué les routes menant vers cette ville stratégique pour le contrôle de cette zone, selon le porte-parole du ministère de l'intérieur, M. Dumitru Corlateanu. L'attnque a fait des victimes des deux côtés, a déclaré le porte-parole, sans plus de precision.

Aidée en sous-main par des officiers de l'ex-armée soviétique, la « garde nationale » des russophones tente périodiquement de chasser, lors de sanglants affrontements, la police moldave de Doubossary, afin de prendre le contrôle de tout le territoire de l'est du Dniestr, majoritairement euplée d'Ukrainiens et de Russes mais rattaché à la Molda-vit à l'issue de la seconde guerre mondiale. – (AFP.)

La Bosnie-Herzégovine en proie aux violences ethniques

Suite de la première page

Samedi et dimanche, la communauté serbe (32 %), qui s'oppose à l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine, voulant « demeurer en You-goslovie », a suivi les directives de son parti et a boycotté le scrutin, A l'inverse, la communauté musulmane (44 %) et une majorité de Croates (17 %) se sont rendus aux urnes pour se prononcer, en géné-ral, en faveur de l'indépendance. Les premières estimations relatives au taux desparticipation étaient pane consequent suffisantes pour savoir, des dimanche, que le «oui» l'emporterait.

Mais dimanche soir Sarajevo n'a pas seté l'indépendance. Les salves de victoire ont été remplacées par de véritables fusillades, par des tirs meurtriers entre communautés ethniques. Havre de coexistence entre les trois communautés. Sarajevo, capitale de la Bosnie-Herzégovine, prenait les armes et connaissait ses premiers incidents interethniques.

Vers 22 heures, tous les accès conduisant du centre au quartier serbe de la nouvelle ville, sur l'autre rive de la Miljacka, étaient bloqués par des sutobus rouges de la ville. De jeunes Serbes armés de fusils automatiques avaient dressé les premières barricades et montaient la garde. Peu de temps après, la ville était complètement paralysée et tous les accès bloqués.

« Les Serbes de Sarajevo se sont souleves porce qu'ils se senient menacès», explique un grand barbu coiffé de la toque serbe ornée d'une cocarde de tchetoik (du nom des maquisards monarchistes serbes pendant la seconde guerre mondiale). « A partir d'ici.

ion, et il doit être reliè ò Pole.» L'homme en armes trace, par ces mots, la carte de «sa» future Bos-

nie partagée en trois Etats.

Dans cette partition, les dirigesnts de la communauté serbe réclament un tiers de la capitale qui serait rattaché à la commune voisine de Pale, où ils sont majo-ritaires, puis à tous les autres ter-ritoires de la Bosnie, où ils soot -ou ont été - majoritaires avant la guerre, Au total, les deux tiers de l'actuelle Bosnie-Herzégovine, qui comptait, en ce jour, fêter son indépendance en maintenant son intégrité territoriale. Dans la montagne, sur la route qui relie Pale au vieux centre de Sarajevo, d'autres barricades ont été placées pour empêcher les musulmans et les Croates de « pénêtrer dans les terres serbes a.

La nervosité des «rebelles»

A cette « frontière ethnique », les civils serbes ont ouvert le feu sur une automobile, blessant une jeune fille et un jeune homme. La nervosité et l'angoisse se sont emparées des « rebelles » qui ont tiré toute la nuit des rafales dans le centre de la capitale pour faire mooter la tension. Un mécanisme irréversible semblait se mettre en place, laissant craindre des affrontements sanglants dans un milieu multinational très imbriqué.

La tension survenue avec le référendum sur l'indépendance est montée subitement dimanche en milieu d'après-midi, après l'assassinat d'un Serbe daos le quartier oriental du vieux Sarajevo, aux petites échoppes et aux nombreuses mosquées. L'incident a éclaté lors-

que des jeunes gens, vraisemblablement d'origine musulmane, arrachèrent puis brûlèrent un drapeau serbe frappe du symbole religieux possédoient déià des structures pouque brandissait un cortège de vant évoluer rapidement en milice. En politique, il faut toujours prévoir Des coups de feu ont été tirés, le pire. Nous ne sommes pas

tuant sur le coup le père du marié et blessant son beau-frère. Ce pre-mier crime dans le Bascarslja de Sarajevo, immédiatement condamné par tous les leaders gationaux, et notamment par le président lzetbegovic, selon qui il s'agissait d'un « coup de feu contre lo Bosnie », avait déjà déclenche la machine infernale. Les appels au caime restaient vains.

« C'est la guerre»

Habituellement inondé par la foule, le Bascarsija était presque desert dimanche soir. Une aimo sphère étrange y régnait. Habité par une forte majorité musulmane, le Bascarsija était en train de prendre les armes. « Les Serbes nous ont provoqués. Ils n'ovoient pas à venir nous narguer avec le drapeau serbe le jour de l'Indépendance», tempétait un chauffeur de taxi affirmant s'ètre muni d'un pistolet mitrailleur et de trois grenades.

Quelques heures plus tard, des nuit. Les Serbes avaient placé leurs barricades et le vieux quartier de Sarajevo les siennes. « C'est lo guerre, vous ne pouvez pas aller nius loin. » A l'entrée du Bascarsija, sur la route qui mène au «territoire serbe» de Pale, la police locale « protège les gens du quartier, qui croignent lo vengeonce des Serbes ».

Armés de kalachnikovs et se réchauffant avec une tasse de thé chaud, les policiers montent la garde derrière des camions, prets à barrer completement la route. Des voitures arrivent sans cesse en trombe avec des renforts, des civils en armes. Sur le côté, un jeune Musulman porte le béret rouge avec un écusson à fleur de lys, emblème du premier Etat bosniaque, que l'on retrouve sur toutes les affiches du référendum. Serait-ce l'embryoo de la milice musulmane dont on parle, mais que l'oo ne voit jamais? « Les musulmans se soni révoltés, la ville s'est soulevée pour empêcher les Serbes d'entraver l'indépendance de la Bosnie-Herzegovine », disait-on

dans le Bascarsija. A Donja-Vakuf, où les Serbes avaient, vendredi et samedi, dressé des barricades et ouvert le feu sur les passagers d'uo mioibus, faisant deux morts, le maire musulman de cette ville du ceotre de la Bosnie, où s'élévent côte à côte une mosquee et une église orthodoxe, avait reconnu que, compte tenu de la

C KAZAKHSTAN : Alma-Ata sonhaite rejoindre la CEE. - A l'occasion de la visite à Alma-Ata, samedi 29 février, du commissaire européen chargé des relations extérieures, M. Frans Andriessen, le président Noursoultan Nazarbaïev a déclare que le Kazakhstan, en tant qu' « État eurasien », souhaitait adhérer à la Communauté européenoe. M. Andriessen, rappe-lant que le traité de Rome limitait la CEE aux seuls pays européens, a souligne qu'une coopération avec la Communauté était préférable à une adhésion, qui nécessiterait des « ojustements economiques draconiens » pour le Kazakhstan. -(Reuler.)

dégradation des relations inter-CROATIE* ethniques, les musulmans «ovaient orèvu des mesures de défense et

Le chef de l'extrême droite a échappé à un attentat

Deux personnes ont été tuées, dimanche le mars, dans un attenlat à la bombe à Vinkovei (est de la Croatie), au siège local du Parti eroate du droit (HSP - extrême droite), peu avant l'arrivée sur place du président du parti, M. Dobrosav Paraga, a indiqué un responsable du HSP. Selon ce dernicr, l'attentat a également fait eing blesses. Le président du HSP et son adjoint, M. Ante Djapie, étaient attendus au siège du parti à Vinkovci, au moment où la bombe a explosé, détruisant totalement le batiment. Un retard inopiné d'un quart d'houre leur a permis d'échapper à l'attentat.

« Nous devions ètre liquides comine l'a été uvont nous Ante Paradeik, l'ancien vice-président du parti » (tué en septembre dernier à un barrage par un policier croate). a déclaré un porte-parole du HSP. Les autorités croates ont exigé sans succès à plusieurs reprises le désar-FLORENCE HARTMANN | mement de la milier du Parti du catholique.

droit, le HOS, qui affirme disposer de plusieurs milliers d'hommes armés. M. Paraga, qui considére le président Franjo Tudjman comme un «trojire » à la cause croate, avait été arrêté puis relâché en décembre dernier, après avoir été accusé de « subversion » et de « rébellion armée contre le gouvernement croate v. - (AFP.)

tie. - Le Vatican a annancé, samedi 29 février, la nomination de Mgr Giulio Einaudi au poste de nonce apostolique en Croatie. Agé de soixante-quatre ans, Mgr Einaudi, archevêque italien, ctait, jusqu'à cette nomination, nonce apostolique au Chili. Il sera le premier nonce apostolique dans cette République de Croatie que le Vatican a reconnue le 13 janvier. et dont la population est, en très grande majorité, de confession

n Nomination d'un nonce en Cros-

PASHA DE CARTIER. EAU DE TOILETTE POUR HOMME.

Deux autres référendums ont eu lieu au Monténégro et dans le sud de la Serbie

Outre le référendum qui a eu lieu en Bosnie-Herzégovine, deux autres consultations se sont déroulées dimanche to mars en Yougoslavie : l'une au Monténégro, où les 410 000 électeurs (sur 600 000 habitants) étaient appelés à se prononcer sur leur maintien dans un Etat yougoslave, l'autre dans plu-sieurs communes à majorité albanaise du sud de la Serbie où le scrutin, qui se poursuivait lundi, porte sur l'autonomie politique et

Après la sécession de la Slovénie et de la Croatie, le vote de la Macédoine en faveur de l'indépen-dance et celui de la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro restait la seule République avec laquelle la Serbie pouvait envisager de maintenir un Etat yougoslave.

Les résultats de cette consultation n'étaleot pas encore connus Inndi matin. Deux heures avant la fermeture des bureaux de vote la veille, l'agence Tanjug avait annoncé que le taux de participa-tion s'élevait à plus de 50 %. La consultation a toutefois été faiblement suivie daos les communes où

les Albanais de souche et les Musulmans sont majoritaires. Les représentants de ces communautés et la plupart des partis d'opposition, pronant l'iodépendance du Monténégro, avaient en effet lancé un appel au boycottage du référendum qualifie d'a onticonstitution-

Dans trois communes du sud de la Serbie, quelque 45 000 Albanais de souche participaient dimanche et lundi à un référendum portant sur une autonomie politique et cul-turelle, réclamée par l'opposition albaoaise. Majoritaire à plus de 80 % à Medvedja, Bujanovac et Presevo, voisines de la province du Kosovo, la communauté albamaise demande également que les trois communes soient rattachées au Kosovo adans le cas où intervien-draient des changements dons les frontières intérieures et extérieures de la Yougoslovie. » Ce référendum est organisé par le Parti d'action démocratique local, lie à la Ligue démocratique du Kosovo, regroupant les partis d'opposition des Albanais de cette province. -

Ide

1 (12) 31-14

 $\gamma_{i}=2.7^{\circ}\cdot 10^{11}$

«Je plaide pour une structure permanente de l'Europe tout entière»

Le président de la Républiqua a fait, samedi 29 février, en fin de matinée, une longue intervention au colloque organisé au palaiside Chaillot, à Paris, par la SEPT, la FNAC et le mensuel Globe sur le thème «Les tribus et l'Europe».

Quelque soixante-dix persognelités françaises et étrangères ont participé, à cette rencontre eu cours de laquelle ont été anelysées les consé-

«Vous abordez le sujet majeur de notre époque en Europe. Je dis hien le sujet majeur qui commandera sans aucun doute le destin de nos peuples pendant les décennies prochaines. C'est un grand moment de notre histoire, difficile à démêter, qui n com-mence en 1989. La contradiction est partout : elle s'exprime par une sorte de dialectique, que vous avez déjà relevée, entre la dislocation d'aujourd'hui et le besoin d'unité qui continue d'habiter l'esprit des Européens. Mais enfin, pour/l'instant, la domi-nante, c'est la dislocation (...).

» (...) Ce qui s'est produit depuis 1989 est un gradd bonheur pour les peuples d'Europe. Un bonheur dan-gereux et très clier à payer! Ce bon-heur, e'est cehuide la liberté! Et je ne sais pas pourquoi on n dans la têtr l'idée que la liberté existe à l'état, naturel, Non. La liberté, e est use construction de l'hommel laissez les choses aller à l'état de nature, et la liberté sera confisquée au bénéfice d plus fort! Il en va de même, croye moi, dans les rapports sociaux du économiques. Tout Etat qui abadonne cette idée maîtresse doit se préparer à connaître les pires conflits intérieurs.

» Une première période se de l'exaspération (...)

» Nous allons done vivre des moments difficiles. L'exemple de la Yougoslavie ne fail qu'ea-précèder quelques mitres, mais il a le mérite de nous offrir là un banc d'essai de ce qu'il faut faire et de ce qu'il ne faut pas faire. (...) C'est un exemple-type, ramassé sur une superficie réduite dans une petite région d'Europe, mais formidsblement exemplaire.

- Multiplier les póles d'attraction

» La Communauté s'y est essayée. On a beaucoup daubé sur les difficultés qu'elle avait éprouvées à émetire des solutions et à se faire enlendre. Comme si e'était facile! Comme si la Communauté pouvait régler ce prohième par l'envoi de quelques

» Dans le drame yougoslave, l'Autriche et la Hougrie, et au-delà l'Alte-magne, éprouvaient une sympathie naturelle pour les Slovènes ou pour les Croates, sympathie dont je ne suis pas dénué, mais qui chez eux était plus instinctive. Ce qui est plus surprenant, c'est que les Slovènes et les Croates éprouvent en retour ce même attrait instinctif, bien qu'antravers le temps ces empires se soient

quences de l'effondrement de l'empire soviétique et de la montée des nationalismes dans l'Europe

M. Jecquas Delors, président da la Commission europáenne, M. Robert Bedintar, président du Conseil constitutionnel, M. Jean-Francois Deniau, ancien secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, et de nombreux hommes politiques et intellectuels

cela parmi vos conclusions. Ensuite nationalités. En vérité, les habitudes de l'Histoire, les nostalgies des grands ensembles, le sentiment de n'être pas seul à détendre ses droits sur la surd'attraction, il en existe. D'abord la Communauté économique européenne des Douze, qui deviendront d'iei peu, à partir de 1993, treize, quatorze, quinze, si j'en juge par les demandes d'adhésion de l'Autriche, de la Suède et de Finlande en nttenface de la Terre font que chaque fois qu'il sagit d'imaginer ce que l'on pourrait faire afin de se retrouver, en bien, ges ensembles-là ont tendance à se recréer. Lorsqu'ou a commence dant les autres, demandes d'adhésion qui seront acceptées. Je le souhaite, contrairement à ce que j'ai souvent entendu dire! Je le souhaite tout en naute, et même avant. l'Italie, l'Au-molie, la Hongrie nvaient commence de granter entre elles. Elles nvaient sachant que cette communauté ne peut exister qu'avec des pays capa-bles de supporter les contraintes qui ration, mais les antinomies d'autro-los étaient bien dépassées face à la déficulté d'aujourd'hui. On ne peut lui permettent d'être une structure solide (...). donc pas dire que tous les peuples bent abandonné leurs liens anciens, pas même les liens acquis par des proyens de la force ou de la terreur.

» Cette longue exaspération interdit le retour aux anciens ensembles d'ici un certain temps. Il faut done développer les moyens d'apaiser ou d'empêcher la naissance de conflits armés, par la création ou le développement de pôles d'attraction, par la multiplication des accords d'association, entre la Communauté et chacun

» Ainsi seront favorisées les ententes régionales, chaque fois que leur possibilité apparaîtra. Ce sera difficile, Mais e'est non seulement possible, ici et là, mais même désiré.

sovictique. M. Cornatchev a beaucoup travaillé, beaucoup espéré qu'il
serait possible de bâtir un traité de
l'Union entre les Républiques naissantes eues de l'anelenne Union.
M. Ettste l'espère encore. On sait
bien qu'il malgré tout, la machine
peu à le evance, en même temps
elle les les » Il faut aussi organiser des forums européens pour toute l'Europe. Je souhaiterais que la Communauté en prit l'initiative. Et au-delà de ces forums, qui sont des lieux de discussion, de conversation, il faut imagi-ner des structures permanentes qui lieront tons ces élats ou toutes ces entités qui auront accédé à un début de statut de droit international public. Il faut mettre en place une structure permanente. Un lieu où l'on se rencontre régulièrement, plu-sieurs fois par an, un lieu où queques personnes sont chargées de veil-ler aux intérêts communs : environnement, énergie, technologie,

que sais-je encore? » C'est à partir de là que j'ai per-sonnellement développé l'idée d'une confédération souvent faussement représentée comme concurrente de la Communauté. J'avais pourtant pris la précaution de dire : il faut d'abord renforcer la Communauté, puis l'élargir et, ensuite, bâtir une structure propre à l'Europe tout entière. Mais, il y a ici de nombreux écrivains,

russes, comme MM. Alexandre lakoviev ou Andrei Gratchev, polonais comme M. Bronislav Geremek, allemands comme MM. Peter Schnelder ou Hans
Christoph Buch, aspagnols comme MM. Jorge
Semprun ou Fernando Savater, anglisis, roumains,
tchécoslovaques, autrichiens, yougoslaves... ont
insisté sur les dangers que représentait la riragmentation » d'une pertie de l'espace auropaen

existe! Au demeurant, je le savais moi aussi!

» Il criste, en effet, des structures très utiles auxquelles je suis, et la France ovec moi, tout à fait favorable, dont je ne conteste pas l'extrême efficacité (...).

» Si j'ai marqué quelques réserves à l'égard de l'adhésion à la Commu-nauté des pays anciennement sous tutelle soviétique (sauf les pays baltes), ou bien relevant de l'ancienne Union soviétique (l'Ukraine, la Biélorussie, qui sait, la Moldavie), ce n'est pas sur le principe même de l'adhésion, mais e'est simplement parce que je pense que ces pays ne sont pas en état de supporter les contraintes dont je parlais tout à l'heure, et qu'eux-mêmes y per-draient. Vous imaginez les conséquences de la suppression de toutes frontières, l'envahissement des marchandises et des produits qui iraient inonder leur marché? La cessation de toute industrie nationale? La dépossession d'eux-mémes avant même d'avoir pris possession de leur

« Ces peuples que j'aime et que je respecte»

» On a prétendu ici ou là que j'étais hostile à la création de cette Europe-là. Hostile à l'adhésion de ces peuples, que j'aime et que je respecte lout autant que les autres. Mais je pense qu'on peut leur proposer d'au-tres systèmes et que la Communauté elle-même doit en prendre l'initiative sans que pour autant il soit question d'Europe des pauvres et d'Europe des riches. Les potentialités de ces pays les projetteront plus vite qu'on ne le croit vers des richesses, vers un statut de pays prospère, e est la génération actuelle quir va en supporter le poids et souffrir pour les autres, mais je suis sûr que pour la plupart d'en-tre cux la réussite les attend au ren-

» J'ai entendu des responsables d'nutres pays de la Communauté faire valoir que pour ce qui les concernait ils avaient les bras grands ouverts. Grands ouverts, oui! Jusqu'au jour où on leur demandera de payer leur contribution! Alors, vous apercevrez des bras qui se refermeront! C'est pourquoi je prétends que, des aujourd'hui, il faut renforcer la Communauté: elle s'en est donné les peuvent-ils s'assurer qu'ils sont lus avec assez d'attention pour que le lecteur ne saute pas ce qui était le plus important à leurs yeux! Peu importe le vocabulaire : « Je plaide pour une structure permanente de l'Europe tout entière». Mais vous me direz, cela existe! C'est vrai, cela

telle concession, telle ou telle charité. Ci sont des peuples fiers; si la dimité s'y perdait, ce serait déjà la révolte, ce serait la «vindiete». Le sentiment d'appartenir à un monde

différent reprendrait le dessus, après

pourtant tant de déchirements. » Il faut done une structure permanente où les pays de la Commu-naud – à égalité avec les autres États de l'Europe – hâtiront l'Europe future, chaque pays ayant une dignité égale et un droit égal, comme cela existe aujourd'hui au sein de la Com-munauté, où les trois pays les moins riches, Portugal, Irlande et Grèce, ont exactement le même droit de dire non aux décisions communautaires que les autres. (...)

» Je terminerai en réaffirmant ce que veut la France : la réussite de la Communauté, son élargissement, et la constitution de l'Europe permanente, tout entière. Vous me direz, la CSCE suffit à l'ouvrage, mais ce n'est pas tout à fait l'Europe puisqu'il y a les Etats-Unis d'Amérique et le Constitution in a demande Canada. Attention, je ne demande pas feur exclusion i Surtout, qu'on ne me fasse pas parler de travers dans la prochaine dépêche qui sortira ici ou là! l'aurai ensuite des difficultés avec George Bush; je peux les supporter, j'en ai eu quelques autres, mals celle-là est tout à fait inutile puisqu'elle serait infondée! La CSCE essentiellement axée sur la sécurité. Il était évident, il est toujours évident, que les alliés de l'Alliance atlantique doivent jouer en commun un rôle déterminant dans la sécurité en

comme on dit «Italia fara da se» -l'Europe pariera pour elle-même dans je ne sais quelle langue commune l La France, quant à elle, a pris une part éminente à la CSCE, alors qu'il y n simplement deux ans les peuples, les Etats de la Communauté, s'y refu-saient. Les Etats-Unis d'Amérique n'y montraient aucun enthousiasme. (En France, cela s'appelle une «litote», je crois!). Sculs M. Gorbatchev et moi-même avions décide de prendre des rendez-vous qui nous ont conduits finalement dans les différenles capitales jusqu'au rendez-vous de Paris en 1990. Toute une série d'événements montrent que nous sommes quelques pays, car nous ne sommes pas les seuls, nous, Français, à y avoir pris part et à désirer que les grands ensembles prennent le pas sur la dislocation de

» C'est également mon pays qui a proposé, non sans peine, l'adoption de la Banque pour le développement

sous la poussée des « crispations identitaires ». Ils ont souhaité une intervention plus compréhensive et mieux adaptée des responsables de l'Europe occidentale. Le Monde randra compte dans une page « Débats » des travaux de ce colloque. Nous publions aujourd'hui de larges extraits de l'inter-

> de l'Europe de l'Est. C'est également la France - je le rappelle, parce que cela est contesté, et mon devoir est de défendre la mission de la France proposé l'intervention des «casques bleus» en Yougoslavie. Propositions qui avaient été repoussées l'année dernière pour des raisons de droit que je peux comprendre, puisqu'il s'agissait de Républiques qui aspiraient à devenir Etats mais qui étaient encore au sein du même Etat, de telle sorte que cela n'était pas en taux des Nations unies. Les choses ont changé. Nous nous sommes faits, avec Robert Badinter, les défenseurs de cette idée qui a proposé la cour d'arbitrage, chargée précisément de répondre aux questions posées par les minorités ou l'établissement des frontières. C'est nujourd'hui devenu la loi. Et cela le deviendra au plan des Nations unies elles-mêmes, pour pré-

venir les conflits. » Enfin, e'est également la France, nvec Bernard Kouhteliner – qui n constamment représenté le gouverne-ment de la République française, qui a promu la présence humanitaire.

» Vous avez évoqué une riche idée, celle de la citoyenneté. Il est vrai que la citoyenneté est une notion qui grandit et qui peut désormais heureusement se substituer à celles sur lesquelles nous avons vécu, celles que j'apprenais lorsque j'étais étudiant en droit ou en histoire. Voilà une notion qui, après tout, est dans le droit fil des grandes révolutions libérales, dans le sens politique du terme, bien entendu, de ces deux derniers siècles, notion à laquelle, mesdames et messieurs, vous devez

» Voilà, nous sommes dans une période où une admirable dialectique sollicite les esprits : l'éclatement de l'Europe, comme on ne l'a pas connu depuis le Moyen Age, et même sans doute avant; après tout, il y avait déjà les empires, me semble-t-il. Nous avons nous-même vécu, faut-il s'en plaindre, sous la loi d'un empire qui n dicté nos lois : je parle de l'Empire romain. Très hien. Va-t-on s'arrêter là, constater que désornais chaque groupe tribal va disposer de ses propres lois, à l'exclusion de toute loi commune? Vous sentez hien combina c'est invascrible la la constate de la commune. combien e'est impossible. Il n'y a pas de racines historiques, et une racine, aujourd'hui, ne prendrait pas dans un sol devenu ingrat, car il y a l'au-tre mouvement, exactement contraire, je n'ai pas dit contradie-contraire, je n'ai pas dit contradietoire, qui est le mouvement vers

me to a run. 0225 A 32 TO 1 Contractor

AMERIQUES

Un «pirate» contre le «roi George»

Mais celui-ci s'accroche. Après le New Hampshire, e'est dans le Dakota du sud qo'il a indirectement «détourné» une partie, d'un électorat républicain qui a préféré s'abstenir plutôt que voter Bush. Au début, la Maison Blanche h'y voyait qu'une série de piques humiliantes pour le président, quel-ques coups de banderilles vexants, certes, mais qui ne devaient pas avoir d'effet durable. Un des conseillers du président, M. Charles Black, jurait que Pat ne serait qu'une nuisance passagère et pariait qu'il s'effondrerait à la mi-

Une image

Aujourd'hui, rien ne perait moins sûr, Patrick Buchanan pourmoins sur, Patrick Bachanan pour-rait bien continuer à «pirater» une partie de l'électorat républicain, dit-on à la Maison Blanche, et figu-rer dans la course jusqu'à la der-oière des primaires, celle de Cali-fornie en jnin. « Scénarlo cauchemardesque», disent les mêmes sources. Car «il ne fait pes mêmes sources. Car, s'il ne fait pes de doute que le président remportera toutes les primaires et la nomination républicaines, il arrivera en fin de parcours, épuisé, exsangue, mal en point d'avoir eu

à batailler si longtemps dans son propre camp

» Mail pendant assez longtemps

ayant besoin d'abord d'affirmer leur identité il sera difficile de leur parler

de souscrire à de nouveaux accords

nvoc les partenaires de la veille. C'est ce qui se produit en Yougoslavie, c'est/ce qui se passe, d'une certaine

manière, dans l'ancienne Union soviétique. M. Gorbatchev a beau-

" Tai tt, d'abord, une longue exacté de qui interdit dans l'im-médiat e retour aux ensembles;

ensuite, a faudm apaiser ou tenter d'apaiserules conflits armés. Pour cela, la Communauté européenne a

dejà servit continuera de servir; les Nations unies ont aussi un grand

» D'abord anaiser les conflits. (...) Cinq conditions rappelant les grands principes des Nations unies et les accords de la CSCE vont être trans-

mises aux Républiques yougoslaves :

respect de la démocratic, des droits de l'homme, des minorités et des groupes ethniques, inviolabilité des frontières modifiables sculement par commun accord, respect des accords

de desarmement et de non prolifera-

tion nucléaire, engagement à régler par la négociation tous les problèmes de succession d'Etat aiusi que les conflits régionaux».

» On ne sortira pas de là. A cette occasion ont été parfaitement défi-

nies des conditions qui permettront solt de régler ou d'apaiser les conflits existants, soit d'en arrêter le dévelop-

pement et donc de les bloquer dès l'origine. Il faut que vous inscriviez

retour aux ensembles;

Déjà, dans les sondages, dans la presse, à la télévision, son « imnge » est mal assurée. Il tâtonne à la recherche d'un style et d'un «message». Il gaffe, ayant tantôt peur de perdre des voix à droite, chez les républicains les plus militants, ou bien au centre, dans se famille politique naturelle. Devant des électeurs tranmatisés par la perspective du chômage, il s'excuse pour une « économie en chute libre »; l'observation est manifestement fausse à l'heure où, techniquement au moins, les Etats-Unis sont sortis de la récession.

Devant des auditoires qui réclament des réponses précises sur des points précis - les Américains sont lassés de la grandiloquente rhétorique des dix dernières années - il entonne un discours lyrique sur la a mort du communisme» ... et laisse son public parfaitement indifférent. Veot-il réconforter l'opinico en annonçant une série d'allégements fiscaux dans son disconrs de janvier sur l'état de l'Union? Effet unl ou à peu près : fin février, l'indice de confiance des consommateurs chutait à son plus bas niveau depuis dix-sept

Il y a deux semaines, le New

York Times titrait sur «l'ombre du pessimisme» en passe « d'éclipser le rère américain». La dernière couverture de Newsweek, sur fond noir de deuil, est consacrée au « rêve perdu de l'Amérique». Peu importe que l'article soit en fait assez optimisle ou que cette vagne de réflexions sur la «fin du rève amé-ricain» ait un côté déjà vu, très

Convrant la campagne présiden-tielle de 1972, le talentueux Hunter tielle de 1972, le talentueux Hunter Thompson, arrière-grand-père du « nouveau journalisme», consacrait déjà d'ironiques développements à « l'abominable effondrement du rêve américain (...) qui s'accèlère à un rythme soutenu depuis le dixneuvième siècle » (1). Ce qui importe, c'est cet écho d'extrême monsité qui rappelle la fin de la importe, c'est cet écho d'extrême morosité qui rappelle la fin de la présidence Carter, en 1980, et contre lequel M. Bush bataillait encore ce week-end en suppliant ses concitoyens de ne pas céder aux sirènes du pessimisme. Poids lourd de la démanagin par Poids lourd de la démanagin par Parchange se vante démagogie, Pat Buchanan se vante d'être uo fameux bagarreur de bar et frappe des deux poings. Lui, qui n'a jamais endossé le moindre uniforme militaire, projette une image de force et de détermination, là où M. Bush, pilote de chasse à dixneuf ans dans la guerre du Pacifique, parait indécis et hésitant.

Lui, le journaliste qui a consacré sa carrière à « démoniser » la moindre intervention de l'Etal dans la vie économique, eccusait, dans le New-Hampshire, l'administration Bush d'inaction devant les malheurs provoqués par la récession. Le voilà dans le Sud, en Géorgie, où la situation économique est bien meilleure et où il a, cette fois, choisi d'attaquer M. Bush sur le

dans la «ceinture biblique», nu pays des églises baptistes et des

Dans le New-Humpshire, M. Patrick Buchanan se présentait comme un rebelle contre l'autorité du «roi George», allusion à la guerre d'indépendance américaine. En Géorgie, il va se recueillir dans les cimetières des «confédérés» et assure qu'il aurait choisi à l'époque de la guerre civile d'alter se battre dans les mors des Sudieres Aura dans les rangs des Sudistes. A un publie que l'on dit traditionaliste, il sert une campagne télévisée réac-tionnaire. Sur l'écran, des hommes torse nu, harnachés de cuir, dan-sent; il s'agit d'un spectacle filmé qui aurait reçu une aide financière du Foads national pour les arts (un organisme dépendant de l'administration). En voix off, le commentaire annooce : « L'administration Bush a investi vos Impôts dans des manifestations artistiques pornogra-phiques et blasphématoires.»

Le «racisme codé» de Pat

ll attaque le fils de Murtin Luther King et refuse de dénoncer M. David Duke, aneien «grand sorcier» du Ku Klux Klan, candidat malheureux au poste de gou-verneur en Louisiane. Toujours dans la même veine, il joue avec les antagonismes raciaux, ce qu'on appelle ici le «racisme codé» : il stigmatise le président, qui a signé au début de l'hiver une loi sur les droits civiques assurant le maintien d'un certain nombre de programmes privilégiant les mioorités ethniques, nux dépens des « petits

L'assaut est féroce, sans aucune

retenue. M. Bush y répond avec une campagne de publicités télévisees qui mettent en doute le patriotisme de son adversaire, opposant farouche à l'intervention contre l'Irak. Sur l'écran, un général des Marines à la retraite, voix grave et sentenlieuse, tonne contre M. Buchanan: «Il ne croit pas que l'Amérique dotre mener le monde, alors comment pouvons-nous lui faire confiance pour mener l'Améri-

Défié sur sa droite, où il perd du terrain, M. Bush tente de donner des gages, pas toujours très glorieu-sement. Quelques jours avant même le spot de Buehanan sur a l'art blasphématoire », le prési-dent avait « démissionné » le directeur de ce Fonds national pour les arts, M. John Frohnmayer, timo-geage jeté en pâture à l'aile la plus réactionnaire du parti, dont le maihenreux administrateur était la bête noire. L'affaire n plutôt eu pour effet de confirmer le profil de caméléon du président : sans vraies convictions conservatrices, mais prêt à un coup de barre à droite

La même serusine, M. Bush est allé en Californie, où il risque an désastre électoral. Il espérait, là encore, calmer ses eritiques de droite en sollicitant l'appui du Californien Ronald Reagan, Las! L'ancien président e ouvertement snobé l'homme qui fut son viceprésident, n'acceptant de le recevoir qu'evec une extrême réticence. pour vingt minutes seulement et sans que le presse fut conviée à assister au début ou à la fin de l'entretien. Effet dévastateur, La veille, dans le Washington Post, le journaliste Lou Cannon, biographe

de M. Reagan, avait rapporté que l'ancien président jugeait que M. Bush risquait d'avoir des diffieultés en novembre, parce qu'il « donnait l'impression de n'avoir aucune conviction ».

L'assaut des ultraconservateurs mené par M. Buchanan va subir, le 3 mars, le test du Sud en Géorgie et, le même jour, l'épreuve de ter-rains plus disparates, dans le Colo-rado, le Maryland, le Minnesota. Une semaine plus tard, ce sera le «Super-mardi» avec des primaires dans onze Etats, dont certains des plus grands comme la Floride et le Texas. Le ton monte à l'approche de l'affrontement. Ce week-end, M. Marlin Fitzwater, le porte pa-role de la Maison Blanche, traitait M. Buchanan de e voyou du village, qui veut tout casser et ne propose

ALAIN FRACHON

(1) Hunter S. Thompson, La grande chasse au requin, chronique de la campagne de 1972, Les Humanoïdes associes, Paris, 1979.

COLOMBIE : tortures et assassinats d'indigents. - Les corps mutilés de sept hommes et de trois femmes sans domicile fixe, qui gagnaient leur vie en vendant eux entreprises de recyclage les objets trouvés dans des décharges, onl été retrouvés, dimanche la mers, à Bogota, portant des traces de coups et de torture. La police soupçonne les a escadrons de nettoyeurs sociaux», qui s'en prennent de plus en plus souvent aux clochards, aux enfants des rues, aux meodiants, aux toxicomanes et aux prostitués.

- (Reuter, AFP.)

ISRAEL : is prepa la désignation de M. du Likoud res at accord

> et que les pour l'un au clen ACTOR INC. DOM:

te scripted

A AFER

M LA

LINES OF

Tripoli propose le ju les deux auteurs présu ع≎سا ف

20 Table 1

leaders and a sec-

1215 J. 125 115

Pir.

- W M ... 2 TT 11 TE 1 TE 1 MARKET ! SCENE OF THE SECOND Action 2 MET THE STATE OF T SELECTION OF THE LETTER \$ F-2

dent but LAWF M Manhet i : stormer (Net)

a crispations identifiades a lie

arvantion plus comprehensive

es responsables de l'acrope

ide rendra compre dans ene

traveux de de contoque hous

oe larges extracts de l'inter.

ois Mitteriand

- ::- ·

\$6765.2mg (2)

A SE TORGE SENSE N CORRECT LANGUEST SES

Filtra del 1 5 2 fa dados - 1

Colonia .

Alleria Nov.

a without a little

Children Control

(8⁻¹ ····· <u>30</u> ·

STORE OF THE STORE

Colle 1807 a

10 mg 10 mg

34: 7.7

18" · · · ·

3 - 2

i gara

La désignation de M. Arens comme « numéro deux » du Likoud renforce le clan Shamir

Le ministre israélien de la défense, M. Moshé Arens, appuyé par le premier ministre, M. Itzhak Shamir, a ravi, dimanche le mars, la place de «numéro deux» du Likoud (droite nationaliste au pouvoir) au ministre des affaires étraagères, M. David Lévy. Le comité central de cette formation a en effet désigné M. Arens derrière la tête de liste, M. Shamir, puis le ministre de l'habitat, M. Ariel Sharon, chef de file des «durs», lors d'une réunion chargée de désigner fordre de ses candidats aux législa-tives du 23 juin, a annoncé uo porte-parole de la formation.

Cette réunion se poursuivait, lundi 2 mers, pour désigner les autres candidats aux vingt-huit premiéres places de la liste du Likoud pour uo scrutio législatif qui se

déroulera à la proportionnelle. Les part, ce vote peut s'interpréter proches de M. Lévy ont accusé MM. Arens et Sharon d'avoir passé un accord pour écarter ainsi le chef de la diplomatie israélienne. Avant le scrutin, M. Lévy avait dénoncé lui-même les « magouilles » au sein du likoud « qui violent toutes les règles du jeu». Pour sa part, M. Arens avait reconnu qu'il « coopérait » avec M. Sharon.

M. Lévy, qui briguait la succes-eion de M. Shamir, a subi un revers d'autant plus cuisant qu'il o'arrive qu'en quatrième position et que les autres candidats désignés pour l'instant appartienaent tous au clan Shamir-Arens. Ce camouflet risque de froisser les juifs orientaux pour qui l'ancien maçon d'origine marocaine a toujours été une figure emblématique. D'autre Reuter.)

comme un durcissement du Likoud, qui a préféré à M. Lévy, partisan avoué des négociations de paix en cours, M. Sharon, adversaire résolu de ces discussions. -

هكذامن التحهل

a Trois Palesticiens tués dans la bande de Gaza. – L'armée israélienne a tué, dimanche le mars, un jeune Palestinien dans le camp de réfugiés de Rafah dans la bande de Gaza, lors d'affrontements consécutifs à la mort, la veille, de deux autres jeuaes Palestiniens, tués eux aussi par l'armée. Uoe vingtaine de maaifestaots, qui laoçaieat des pierres sur les soldats, auraient en outre été blessés par balles. - (AP.

LIBYE

Tripoli propose le jugement dans un pays neutre des deux auteurs présumés de l'attentat de Lockerbie

LE CAIRE

de notre correspondant

Le ministre libyen des affaires étrangères, M. Ibrahim Al Bechari, a déclaré dimanche le mars, au Caire, que son pays acceptait l'extradition des deux Libyens soupconnés d'être à l'origine de l'attentat de Lockerbie. Il a toutefois posé comme condition que le procès « se déroule en territoire neutre et soit impartial».

Le ministre a ajouté que «la Libye acceptoit toutes propositions permet-tont de régler l'offaire à condition qu'elles ne portent pas atteinte à la souveraineté de la jamahiriya». Quel-ques heures euparavant, l'agence libyenne Jana avait annoncé que le juge libyen responsable de l'enquête contre les deux suspects voulait être déchargé, du dossier à cause «des pres-sions extérieures et intérieures qu'il

blemeot destioée à laisser entendre que le principe de l'extradition était accepté, le juge libyen ayant toujours refusé une telle éventualité. Le chef de la diplomatie libyenne a fait ces déclarations à l'issue d'eatretiens avec le secrétaire géaéral de la Ligue arabe, M. Esmat Abdel Méguid, et le président égyptien Hosni Moubarak. Le raïs rentrait d'une visite à Paris où il avait tenté de régler la crise entre la Libye et la France, les Etats-Unis et le Royaume-Uni, Ces déclarations interviennent à un moment où la Libye semble acculée. En effet, selon des ioformations en provenance de l'ONU, le Conseil de sécurité s'apprête à adopter des sanctions contre Tripoli pour son refus de coopérer dans l'enquête sur les attentats contre les avions de la Pan Am et d'UTA qui ont fait quatre cent quarante

subit». Une information vraisembla- morts. Mais la propositioo libyenne semble avoir peu de chances d'être acceptée par Washington, Londres et Paris qui oot jusqu'à présent rejeté tout compromis. De son côté, la Suéde a refusé, selon les révélations faites samedi 29 février par un porte-parole du ministère des affaires étrangères, une proposition de Tripoli pour que le procès des deux suspects libyens se déroule sur son territoire.

La Russie, autre membre permanent du Conseil de sécurité, a elle aussi implicitement rejeté la proposition libyenne par la voix de son miaistre des affaires étrangères, M. Andreï Kozyrev, Le chef de la diplomatie russe a déclaré dimanche qu'il avait conseillé à son homologue libyen de remettre les deux suspects au secrétaire général de l'ONU.

ALEXANDRE BUCCIANTI

Bagdad rejette le nouvel ultimatum de l'ONU

IRAK

L'Irak a déclaré samedi 29 février que la condamnation par l'ONU de son refus de laisser détruire des pièces de missiles Scud était injuste, hâtive et dictée par les Etats-Unis. Le communiqué du mioistère des affaires étrangères constitue la première réaction de l'Irak à la résolutioa adoptée vendredi soir par le Conseil de sécurité de l'ONU (le Monde daté 1=-2 mars).

Cette résolution donne moins de deux semaines au président Saddam Husseia pour se plier aux résolu-tioos exigeant l'élimination des armes de destruction massive. comme prévu par les accords de cessez-le-feu de la guerre du Golfe. « Cette déclaration, comme d'autres, montre clairement que les Etats-Unis ont foit du Conseil de sécurité leur instrument, et de ses résolutions et communiqués des outils politiques leur permettant d'atteindre leurs objectifs impérialistes », estime le mioistère irakien. L'Irak assure avoir respecté les accords de cessez-le-feu en autorisant l'élimination de ses demande en échange la levée des saactions économiques imposées depuis l'iavasion du Koweit en août

1990. Le représentant permanent de la France eux Netions unies, M. Jean-Bernard Mérimée, interrogé par France-Info, a estimé samedi 29 février que le Conseil de sécurité devra envisager « un certain nombre d'actions » qui pourraient aller, « de façon ultime », jusqu'à l'option mili-taire si l'Irak persistait dass son refus d'obtempérer. - (AFP, Reuter.)

D Première visite à Téhéran d'ua chef de goovernemeat de la CEE depuis 1979. - Le premier ministre grec, M. Constantin Mitsotakis, devait conclure luadi 2 mers une visite officielle de deux jours à Téhéran, la première d'un chef de gouvernement de la Communeuté européenae depuis l'avènement de la République islamique en 1979. -

ARABIE SAOUDITE: la création d'un conseil consultatif

Premier pas vers la libéralisation du royaume

Le roi Fahd d'Arabie saoudite a annoncé dimanche 1. mars d'Importantes réformes constitutionnelles, dont la création d'un conseil consultatif, qui, sans changer la nature du régima fondá sur la stricte application de la loi coranique, marque une évolu-

tion politique importante. Une « loi fondamentale du pouvoir », assimiléa à una Constitution – la pramiar du royaume depuie sa créatiot sn 1932 – a également été romulguée par décret royel, ne-voyent qua les lois dans la pays s'inapirent du « Coran et de la Sunna » (la tradition du prophès Mabomet). Un autre décret été publié, sur l'organisation dea provinces du royauma.

Annoncéa depuis plusieura moie par le roi, la création du conseil, baptisé Majis al-Choura et qui compte ecixanta membree, a été formellement adoptéa samedi à Ryad par la conseil des ministres, réuni en session extraordineire, pule annoncée dimancha par un décret royel. Selon ce texte, lea mambres du conseil, eon président et son secréteire général « sont nommés par le roi».

Le consell, qui doit êtra créé « dans un délai maximum da six mois», e le droit de « discuter la politique générele de l'Etat, eussi bien sur le plan Interne qu'externe ». D'un mandat da quatre ans, renouvalable, il prend ses décisions à la majorité. La loi fondementale eutorise le roi à dissoudre le conseil.

Le conseil aoumet sas décisions eu premier ministre pour les faire entériner. En cas de divergence evec le gouverne-ment, le décret prévoit «l'intarvention du rol » pour les départager. Un membre du conseil ne peut cumuler une fonction gouvarnementele avec una autre dens une entreprisa publique. Le conseil e le droh d'interroger un membre du gouvernement.

Inepirée de le loi corenique (charia) qui prévoit un systèma de gouvarnament par consulta tion, la cioi fondamentale a stipule que le pouvoir en Arabie saoudite est e fondé sur la justice, la consultation et l'égelité», ainsi que sur « le défense des droits de l'homme (conformément à la cheria) ». La loi ejoute que le pays, doté d'un régima « monarchiqua », ast un « Etat arabe et islamique ».

Contrecoup de la guerre du Golfe

Cas réformes, les pramières du genre dans le pays, avaient été ouvartement envisagéas ore da la crise du Golfa, avec encouragament pressant des tines de milliers de soldats non misulmane – notamment Amé-ricans – se trouvaisnt sur le sol saoudien.

Le souverain a dû donnar dee gages aux partisans - de plus en plue nombreux - d'une démocratication progressive de le vie politique. En novembre 1990, des femmes saoudiennas avaient, felt sene précédent, défilé dans les rues de Ryad au volant da voituree, ca qui eet strictement interdit dane le paye, pranant exemple sur la personnel féminin de l'armée américaine.

L'Arabia saoudite deviant la quatriàme pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) à se doter d'un tel conseil, après las Emirats arabes unis, le Qatar et Oman. - (AFP.)



Aujourd'hul. Caen crée l'événement avec

le lancement de la première ilgne

d'autobus accessibles de plain-pied à tous Pas de marche à monter pour les enfants.

les mamans, les personnes âgées et les

La qualité de notre vie en dépend,

la qualilé de notre ville est è ce prix.

Merc à Caen!

Enfin un bus accessible à tous



les constructeurs de malerrel de

Pour que ça roule, priorité aux transports en commun.

AFRIQUE

Aucun espoir de cessez-le-feu bats ont fait au moins cinq mille

Pour la première fois depuis sept mois, les Nations unies ont pu acheminer, samedi 29 février, quelque 45 tonnes d'aide alimentaire jusqu'à Mogadiscio. Ces secours ont été transportés par avion, à partir de Nairobi, capitale du Kenya voisin. Plus de quatre mil-lions de Somalicus sont menacés de famine, selon les estimations du Gomité international de la Croix-Rouge (CICR).

Cependant, malgré les efforts répétés de l'ONU et de l'Organisatien de l'unité africaine (OUA) pour obtenir l'application d'un ces-sez-le-feu. Mogadiscio semble condamnée à subir les ravages de la guerre fratricide que se livrent les deux factions rivales du Congrès de la Somalie unifiée (USC), l'une dirigée par le « prési-dent par intérim », M. Ali Mahdi Mohamed, et l'autre par le général Mohamed Farrah Aïdid. Selon les rares organisations non gouverne-mentales encore sur place, ces commorts depuis le 17 novembre. Les membres du CICR estiment

à près de cent le nombre de blessés qui arrivent, chaque jour, dans les hôpitaux. Le manque de carburant empêche, notamment, les chimirgiens d'opérer ces blessés, essentiellement des civils, touchés par des éclats d'obus ou des balles perdues. Scion certaines informations, plusieurs milliers de litres de carburant seraient pourtant parvenus à Mogadiscio. Mais les entrepôts où ils sont stockés restent sous le contrôle de gangs armés.

Ces bandes de «miliciens» sont composées d'adolescents, mâcbant le qat (plante eupborisante, traditionnelle dans toute la Corne de l'Afrique) et portant lunettes de soleil, voire perruque de femme, comme leurs lointaina cousins du Liberia. Ils font partie des quelque 15 000 pillards qui terrorisent la population de la capitale. - (AFP.)

DJIBOUTI

Les militaires ont occupé pour la troisième fois les locaux de la radio

NIGER

Pour la troisième fois en quatre jours, des soldats mutins ont brièvement occupé, dans la soirée du dimanche le mars, les bâtiments de la radio nationale, à Niamey, où la situation restait pour le moins confuse, lundi matin. Un premier groupe de soldats, dirigé par un certain capitaine Oumarou Soumana Gouro, avait d'abord exhorté, sur les ondes, « toutes les unités de l'armée » à sc rallier à la révolte et avait exigé la libération et la réintégration dans l'armée du capitaine Maliki Boureima, Impliqué dans le massacre des popula-tions touarègues, à Tchintabaraden, en mai 1990.

Un peu plus tard, vers 20 heures (heure locale), un second groupe de sane Ide, prenait, à son tour, le contrôle de la radio. Affirmant avoir fait « échec à une tentative de coup d'Etat », le sergent invitait les soldats à regagner leurs casernes et la radio à reprendre le cours nor-

mal de ses programmes. La population civile ne semble guère goûter ces facétics militaires à répétition. Dimanche, vingt mille manifestants s'étaient rassemblés dans les rues de la capitale, pour protester contre les « coups de force » de l'armée. Répondant à l'appel d'une trentaine de partis politiques et de l'Union des syndicats des travailleurs du Niger (USTN), les manifestants ont aussi fustigé l'attitude de la France, coupable d' «ingérence slagrante dans les uffaires intérieures» du Niger. scion le scerétaire général de l'USTN, M. Louali Moutari.

Le dirigeant syndicalizée s'est notamment étonné du fait qu'un « coopérant français, comptable de « cooperant français, comptante de l'armée nigérienne », ait « gardé avec lui, pendant plus d'une semaine », l'argent qui devait servir à régler la « solde des militaires ». Ceux-ci, des leur première mutine-rie, jeudi, réclamaient le paiement des arriérès de leur solde. - (AFP,

CAMEROUN Les élections législatives se sont déroulées

dans le calme

Les élections législatives à un tour, organisées dimanche l= mars, se sont déroulées dans le calme, malgre les eppels au boycottage des principaux partis de l'opposition. Les opérations de vote ont démarré lentement, en raison de difficultés techniques; les résultats définitifs du scrutin ne seront sans doute pas connus avant lundi soir. A Douala, un des ficfs de l'opposition, le nombre des inscrits - 305 000 personnes, sur une population en âge de voter estimée à 500 000 personnes - permettait de prévoir une faible participation. L'abstention semble devoir être particulièrement élevée dans l'ouest du pays, où des journées avilles mortes » étaient organisées à l'appel de l'opposition.

A Yaoundé, le président Paul Biya a exprimé sa salisfaction de voir « le processus démocratique se poursuivre». Interrogé sur l'éventualité d'un fort taux d'abstention, il a simplement indiqué que «le devoir de voter n'étnit pas une oblign-

Le porte-parole des rebelles a été libéré

Le porte-parole du Front pour la restauration de l'unité et la démo-cratie (FRUD) à Djibouti, le doc-teur Ebo Adou Abbattc. a été libéré, samedi 29 février, après soixante-douze jours d'emprisonne-ment. Interpellé le 17 décembre 1991, le docteur Abbatte, inculpé d'« assassinats », de « séquestratio de personnes » et de « complot contre l'Etat », reste placé sous contrôle judiciaire. Quelques heures après sa sortie de prison, le responsable du FRUD a pu s'entretenir avec le directeur des offaires africaines et malgaches du ministère français des affaires étrangères, M. Paul Dijoud, venu, selon M. Abbatte, « manifester su sympa-thie », « Je n'al aucune raison de ne *e co*n*nanc*e o de la France», a-t-il précisé au Monde, lundi matin.

Le régime du président Gouled, en acceptant de libérer M. Abbatte, e partiellement répondu aux revendications de la guérilla. Ce premier geste de conciliation fait suite à l'annonce de cessez-le-feu, proclamé vendredi dernier par le pré-sident du FRUD, M. Mohamed Adoyta Youssouf. Pour les rebelles, qui contrôlent la majeure partie du territoire national, deux conditions restent à remplir pour entamer des négociations de paix : la proclamation d'un cessez-le-feu par le gouvernement et la levée du blocus alimentaire sur les régions du

AFRIQUE DU SUD : vaste. npération antidélinguance. - Plus de 13 000 personnes ont été arrètées, vendredi 28 février, lors d'une rafle dans les milieux de la délinquance, a annoncé la police sud-africaine. Plus de 20 000 policiers et soldats ont participé à cette opération coup de poing lancée sur tont le territoire. - (AFP.)

COTE-DIVOIRE : le dirigeant étudiant Martial Ahipeaud transféré dans une autre prison. – M. Martial Ahipeaud, dirigeant de la Fédéra-tion estudiantine et scolaire (FESCI, dissoute) condamné à trois ans de prison ferme et incarcéré à la prison d'Abidjan, n'été transféré dans une prison de l'intérieur du pays, a annoneé, dimanebe le mars, la radio nationale. Selon l'entourage de M. Ahipeaud, celui-ci a été soustrait ce week-end de la prison d'Abidjan, avec dixneuf autres personnes. - (AFP.)

MALI: quatorze partis contes-tent les résultats des législatives. — Quatorze des vingt-deux partis ayant participé au premier tour des elections législatives, le 23 février dernier, ont contesté la validité des résultats da scrutin, publiés vendredi 28 février. Ces partis condamnent notamment la partia-lité de l'administration en faveur de l'Alliance pour la démocratie eu Mali (ADEMA). Sur les quinze députés élus au premier tour, dix sont de l'ADEMA. Le second tour est prévu le 8 mars. - (Reuter.)

D ZAIRE : nouvelles marches de chrétiens à Kinshasa. - Les forces de l'ordre ont dispersé plusieurs marches de chrétiens, organisées en faveur de la reprise des travaux de la conférence nationale au Zaïre, dimanche le mars à Kinshasa. a-t-on appris de différentes sources dans la capitale. Selon la police, un jeune geadarme a trouvé la mort au cours d'incidents qu' ont eu lieu après la dispersion des cortèges. -

Après le vote du Conseil de sécurité portant création d'une Autorité provisoire L'ONU au chevet du Cambodge

Depuis le 28 février, les Nations unies ont officiellement mis sur pied leur dispositif d'Intervention eu Cama bodge. Le représentant spécial du secrétaire général prendra prochainement ses fonctions à Phnom-Penh, où M. Boutros Boutros-Gheli est attendu en evril (le Monde daté 1-2 mars). L'opération de sauvetage du Cambodge peut commencer. Elle sera difficile.

Enfin I Après quatre mois d'ettente, le Conseil da sécurité des Nations unies a créé, vendredi 28 février, l'Autorité provisoire (APRONUC) chargéa de ramener la paix dans ce pays ravagé par plus de vingt années de guerres et de drames et d'y instaurer las prémices d'un système démocratique (le Monde daté 1=2 mars). Sa formation avait été décidée. le 23 octobre 1991, lora de la Conférence de Paris sur la Cartbodge. Désormals, la lente at lourde bureaucratie onusienne paul s'atteler à la tâche la plus impo tante de son histoire : alle dépas en effet en ampleur non seulen l'intervention de l'ONU en exgoslavie, maia mêma cella Congo dans les années 60.

La communauté internationale ne peut que s'en réjouir. D'apant plus que le misa aous tutelle du Cambodge – devenu un projecto-rat vietnamien aprèa avoir eté le charnier des Khmers rouges et le champ de tir des 8-52 américains - n'e pu voir le jour que grâce au enouvel ordre international» et à la fin de la guerre froide. Nul ne saurait cependant s'en réjouir davantage que les Khmers eux-mêmes, auxquels l'arrivée de l'APRONUC promet le paix, le retour chez eux da 350 000 réfugiéa et da nes de milliers de personnes fois, le choix de leur destin par le biais d'élections libres.

Maia, derrière ces congratulations, aussi justifiées soient-elles, se cache une brutale réalité que l'APRONUC eura de la peine à prendre à bras-le-corpa pendant les quinze mois de sa brève misaion. Un passé à axorciaar, un pays à reconstruire, des armées et des bandes à démobiliser et à

di doit' recouvrer confiance en e-même et dans l'avenir, des factions politiques le plus souvent préoccupéaa da leur propre pou-vol; mais aussi un budget da forctionnement encore à obtenir et/22 000 hommes à envoyer sur place, «casques bleus», policiers et administrateurs. Sans compter s myriades de mines à désamor-

Il sura fallu un trimestre pour que le secrétaire général de l'ONU nomine aon représentant spécial, ponais Yasuahi Akashi, et de avance de 200 millions de irs aoit débloquéa. Or, on estime entre 1,8 et 1,9 milliard de rs le coût de l'opération Cambodga. Et ca à un moment où l'ONU fait face à de sérieuses restions budgétaires et à d'autres pérations coûteuses et urgentes, n particulier entre la Serbie et la Croatie. Or, point d'ergent, point da paix, il faudra eusai que las làrent la sélection de leurs experts à dépêcher – dans le sens propre du temie – sur place.

La menace khmère rouge

Pour accélérer le mouvement, le France avait proposé que le repré-sentant spécial soit désigné penseriant special soit designe par-dant la Conférence de Paris. Le formalisme e été préféré à l'effica-cité, alors que l'APRONUC aurait di prefére ses fonctions immédia-tement La dégradation de la situation que e suivi ce vide de pouvoir aurait au, et dû. être évitée

après des manifestations mbre à Phnom-Penh contre la corruption, violemment réprimees, est venu le temps das attentals politiques qui ont causé la mortid'un opposant et en ont blessé in autre, Les « dura» de Phiom-Penh autour de l'« homme lement), ex-communistes convertis de damière minute su multipar-tisme, en ont profité pour renforcar leur main aux dépens des emodérés» tel le premier ministre Hun Sen. Ila ont, par exemple, modifié le structure du ministère de l'intérieur pour tenter de soustraire & l'APRONUC une partie de Beeucoup plus grave, las toute chance da perdre les élec-tiona de mai 1993. Mais lle se préparent déjà à tirer avantage de faiblessa du pouvoir qui sortira Enfin, les deux granda voisins du Cambodga, Thailande et Viet-

tenter d'étandre leurs bases. La

semaine dernière, das guérilleros ont ouvert le feu sur un hélicoptère

- français - de l'ONU qui survolait

une da leurs zones, blessant le numéro deux de la Mission prépa-ratoire onusienne (MIPRENUC). Ils continuent de refuser l'inspection

des «casques bleus» et de repré-

prétexte qu'ils ont peur das

«espions», et autres «agents viet-namiens». En fait, ils jouent des

faiblasses et da la lenteur da

l'ONU. Centes, ils savent qu'ils ne sont pas populaires et qu'ils ont

tants des autres factions sous

nam, n'ont pas renoncé à leur lutte d'influence. S'il n'est plus question de démembrar ce qui reste da l'ancien ampire d'Angkor, la presaion démographique et politique reste forte tout le long da frontières ancora conteatéas par endroit. Un échec de l'ONU ne Seul véritable point d'ancrage de

la paix et du retour à un état de droit, le prince Norodom Sihanouk. Apôtre ardent da l'indépendanca nationale dapuis des décennies, «Prince papa» a – à sa manière, souvent tortueuse et imprévisible - tout fait pour que son pays ne diaparaiase paa de le carte da l'Asie, il a'est un temps appuyé sur les Khmers rouges, a noué de bonnes relations avec M. Hun Sen, sana jamais rompre ni avec aes occidantaux comma la France nl avec la Chine.

Eviter les «pratiques du passé»

jeuna - il est né en 1922 - et certains de ses rivaux jouent la montre dana l'espoir de prendre sa place. Sa succession n'est pas essurée, san daux fils les plus proches avant, l'un, Sihamoni, railié le régima de Phnom-Panh, et l'autre, Ranaridoth, pris la tête de le faction sihanoukista. Enfin, la petite équipe qui l'entoure est mal armée pour gérer le pays dans des

refaira, le communauté internationale aura donné la preuve, encore une fois, de son inefficacité. Et les «pratiques du passé» risquent de

«se reproduire» eu Cambodge, selon le terme pudique employé par le résolution 945 da l'ONU pour définir le terreur de Khmers rouges toujours en embuscade.

contexte actuel n'encourage guère

les Khmers exilés à rentrer au

La tâche de l'ONU a'ennonce

donc redoutable. En particulier

celle de désarmer et de cantonner

toutes les forces en présence. Et,

tout d'abord, de les dénombrer en

vue d'en démobiliser des le début

70 %. Tous les moyens seront

bons, en particulier parmi les gué-

nileros ou les supplétifs gouverne-

mentaux, pour faire échapper au

recenaement un maximum

d'hommes, et dissimuler un mexi-

mum d'armes . Les factions lea

plus fortes, Khmers rouges et gou-

varnemantaux ex-communistes.

vont a'efforcer, l'une d'interdire

son territoire aux inspections. l'autre de soustraire à l'APRONUC un

maximum da pouvoir. En même

temps, elles feront leur possible

pour prendre le contrôle des réfu-

glés qui auront quitté leurs camps à la frontière thallandaise pour ren-

Il faut donc espérer que

M. Akashi at son équipe sauront

faire preuve da détermination,

d'autorité, d'audace et, quand le

besoin a'en fera aantir, de force

pour amener à résiplacence les

contrevenants aux accords. Il fau-

dra qu'ils en sient non seulement

la volonté, mais les moyens poli-tiques et matériels. Il faudra que

les signetaires de l'accord, à com-

mencer par les cinq membres per-manents du Conseil da sécurité,

l'ASEAN et le Japon - «patron»

économique de la zone - ne se

défaussent pas de leurs responsa-

bilités et fassent preuve de géné-

rosité envers un peuple que leurs erreurs et leurs faiblesses passées

ont plongé, en 1970, dans une

guerre qu'il n'avait pas voulue, et

qui lui aura coûté des millions de

trer au pays.

PATRICE DE BEER

MONGOLIE: la visite en France du premier ministre

Oulan-Bator poursuit activement sa politique de libération des prix et de privatisation de la République mongole pour en faire un Etat démocratique proté-

M. Dashym Bambasuren, d'un chef de gouvernament mongol en France. Au cours de son séjour, il a été reçu per M. François Mitterrand, qui l'e assuré que la France était disposée à contribuer au dévelopment de la Mongolie et à établir avec elle des relations d'un type nouveeu. L'ambassade de France i Oulan-Bator, fermée en 1983, devrait être rouverte à la fin de l'année. Mais, en raison du contexte économique intérieur, l'eide française ne pourre

M. Dashym Bambasuren, Entrée en perestrolka il y a trois achevé, samedi 29 février, la ans, la Mongolie ne relâche pas son première visite dans l'histoire tythme. Avant de quitter Oulan-Bator, M. Baubasuren a aigné un fixte instaurant la liberté des prix

- s compris de la plupart des produis de consommation – à partir du mars. Pendant son absence, son Parti populaire révolutionnaire (PPR ex-communiste, ex-parti unique sréuni en congrès, a offi-ciellement renoncé au marxisme. M. Bambasuren a déclaré, dans un entretien sin Monde, qu'il était « personnellement partisan de la démocratie et de l'indépendance

Il a mis en garde contre toute qualification hative du PPRM de « communiste », que lni attribuent

eertaina partia démocratiques d'Onlan-Bator : « Dès sn création, le parti a lutté pour l'Indépendance nationale. Un peu plus tard, il y a eu une certaine influence des communistes au sein du parti, mais la plupart des militants restaient des patriotes. » Une manière rapide de dédouaner le PPRM de sa longue dépendance envers l'URSS stali-nienne puis brejnévienne.

Un pays enclavé et peu peuplé

Les élections législatives prévues en juin prochain eu vertu de la nouvelle Constitution - adoptée le 12 février et qui a rayé d'un trait de plume le terme de « populaire »

a AFGHANISTAN: un tir de

roquettes fuit trente morts à Kaboul. - Une roquette tirée par la guérilla a explosé, samedi 29 février, dans l'enceinte du marché an change de Kaboul, alors qu'une centaine de personnes étaient présentes sur les lieux. Le bilan était, dimanche, de trente morts et soixante-dix blessés. a-t-on appris de sources bospitalières. Après une trêve de plusieurs semaines, les moudjahidins ont repris depuis quelques jours leurs tirs de roquettes sur la capitale. -

CHINE : des dissidents victimes des violences policières. - La police cbinoise a interpellé, samedi 29 février, plusieurs dissidents réunis à l'université de géologie de Pékin pour célébrer l'anniversaire d'un ami. Deux d'entre eux étaient toujours détenus dimanche, ont indiqué des amis des dissidents. Trois d'entre eux ont été battus par la police lors de leur arrestation. -

chain permettront au PPRM de se mesurer, à armes égales, avec les autres partis démocratiques nou-vellement éclos. Et qui rêvent déjà de victoire par les umes. M. Bambasuren, homme de forte stature aux cheveux blancs, pour-suit, après avoir offert - tradition

geant les droits de l'homme - puis le scrutin présidentel de l'an pro-

d'accueil mongole oblige - un peu de tabae à priser dans une petite tabatière en pierre dure. Son gou-vernement mène activement sa politique de privatisation a grande et petite : 60 % du cheptel, richesse de base d'un penple nomade, n dėja ėtė privatisė; c'est dėsormais le tour des petites entre-prises d'être vendues. Uoe partie des grandes seront privatisées sous forme de sociétés par actions. Au total, les deux tiers des entreprises devraient avoir quitté le giron de l'Etat d'ici la fin de l'année

Une politique d'autant plus difficile à mener que outre les contraintes du passage à l'économie de marché - eredo de M. Bambasuren - l'effondrement de l'ancien partenaire principal de la Mongolie, l'ex-URSS, représente une véritable catastrophe; que ne compensent pas, loin de là, les nouvelles relations avec la Chine ni l'aide interretionale.

Surtout que la Mongolie, forte de son expérience passée, e seut mener une politique indépendante. Nos relations avec nos deux grands voisins chinois et russe sont très importantes (...). Dans notre histoire, nous avons dépendu assec souvent une fois de l'un, une fois de l'nutre (...). Mais nous voulons mener une politique d'égalité et de bon voisinage». Difficile quand on est un pays enclavé, éloigné de la mer et si peu peuplé!

PATRICE DE BEER' tion ». - (AFP.)

Courne

Grand prix de la ville

Frank Margerin pour l'e

ceuvre. Edit

Les Humanoides

Alph'Art meilleur albe "Couma Aco" d'Edn Editions Future

Ont également été Avenir). Bravo a tous

E.LECLERC

MODE MASCULINE-

LE MOIS DU CACHEMIRE

Manteau laine et cachemire à partir de 1 650 F Manteau 100 % cachemire »» Veste laine et cachemire >> Veste 100 % cachemire » » Costume super 100» »

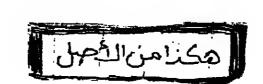
Les collections 92 au prix du dégriffé

Les griffes les plus prestigieuses des couturiers français et italiens (dont on ne peut citer les noms).

D.G.M., 15, rue de la Banque (75002) Mª Bourse. Tél.: 42-96-99-04

Atelier de retouches.

recommandé par « Gault et Millau » et « Paris pas cher »



APPROVED THE SOFT OFFI

Street Maria Transmission &

Taking to the Edit

Après les Césars de Paris, les Ours de Berlin, les Lions de Venise, voici les Alph'Arts d'Angoulême 1992.



Grand prix de la ville d'Angoulême. Frank Margerin pour l'ensemble de son œuvre. Editions Les Humanoïdes Associés.



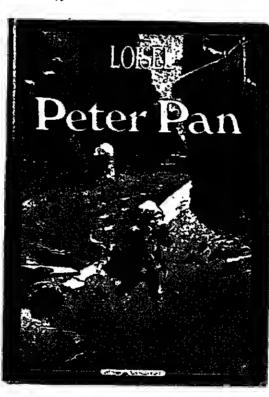
Alph'Art coup de cœur. "Adios Palomita" de Lamy, Vatine et Clément. Editions Delcourt.



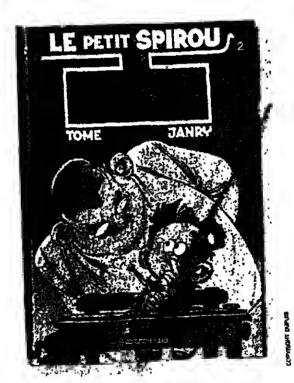
Alph'Art meilleur album étranger. "Calvin et Hobbes: en avant tête de thon" de Bill Watterson, Editions Presses de la Cité (hors collection).



Alph'Art meilleur album français 1991. "Courna Acò" d'Edmond Baudoin. Editions Futuropolis.



Alph'Art du public. "Peter Pan" de Régis Loisel. Editions Vents d'Ouest.



Alph'Art humour et Alph'Art jeunesse. "Le petit Spirou nº 2 : Tu veux mon doigt?" de Torne et Janry. Editions Dupuis.

Ont également été primés: Frédéric Rémuzat (Alph'Art scolaire), Hop (Alph'Art fanzine), Isabelle Dethan (Alph'Art Avenir). Bravo à tous les participants et à l'année prochaine pour le XXème anniversaire du salon.

ELECLERC Partenaire du salon international de la Bande Dessinée d'Angoulême.



Les Verts veulent «faire barrage au national-égoïsme»

Les Verts présenteront des listes autonomes dans quatre-vingt-qua-torze départements de la métro-pole, ainsi qu'à la Réunion, et ils seront présents sur la lisse des eutonomistes corses conduite par M. Edmond Siméoni, député euro-péen, ainsi que dans quelque mille quatre cents des mille huit cents cantons soumis à renouvellement. «Pour la première fois en dix-huit ans d'histoire de l'écologie politians d'histoire de l'écologie poilli-que, les Verts affichent une présence complète », a souligné le porte-pa-role du mouvemeot, M. Antoioc Wechter, lors de la réunion, samedi 29 février à Paris, de l'en-semble des têtes de liste aux élec-tions régionales (1).

Le chef de file des Verts a défini à cette occasion les trois princi-paux objectifs que se fixe son mou-vement, lors de l'échéance du 22 mars prochain : les écologistes représentent « une niternative forte» par rapport aux politiques conduites dans les régions tant par l'UPF que par le PS; leur e wopie réaliste» doit permettre de répondre à la crise du politique; les Verts, enfin, sont là pour « foire

A propos des politiques régio-nales, M. Waechter a résumé l'es pri des « objectifs incontournables : définis localement par les Ver pour servir de base de négociation le cas échéant, lors de la constitu tion des futurs exécutifs régionalix Ceux-ci portent notamment sur le refus de «l'obsession routières et refus de a l'obsession roullère et de a l'enflure urbaine ». Les yerts militent encore en faveur de la restructuration des quartiers d'habitat social, de la réhabilitation de l'habitat rural, de l'assaioissement de l'air et de l'eau, et pour la réinsertion des chômeurs de longue durée par une aide accrue eo directioo des entreprises intermédiaires. Ils prétendent aussi affirmer concrètement leur solidarité avec les générations futures et avec les exclus des pays du Sud. «Le développement d'une écologie politique indé-pendanie suiffice de rompre avec le modèle dominant. Les recettes d'hier ne peuvent pas être les solu-tions de demata », a affirmé

Scion la présentation qui en a été faite par M. Alaio Uguen, délé-gué aux élections, la moyenne d'âge des têtes de liste aux élections régionales est de quarante ans. La moitié d'entre eux ont un ans. La moitié d'entre eux ont un niveau supérieur au bac, et un tiers n'ont rejoint les Verts que depuis 1989, année des élections manicipales et européennes, qui, déjà, avait été marquée par une forte progression des résultats des écologistes. Enfin, qualone femmes seulement conduisent les listes vertes. On retiendra aussi, entre autres critères écologiques, que 65 % de ces candidats disposent d'an moins trois poubelles à leur domicile, et

que 15 % se chauffent au bois et 10 % à l'énergie solaire.

Les Verts ont, d'antre part, rendu publie leur comité de soutien. Celui-ci est composé d'Anémone, comédienne, de MM. Jean Cartier, journaliste, Henri Cartier-Bresson, photographe, Cavanna, écrivain, René Dumont, agronome, éctivain, Rene Dumont, agronome, Marc Jolivet, humoriste, Antoine Libeyrie, professeur au Collège de trance, René Maliète, photographe et poète; Théodore Monod, membre de l'Institut, André Dupont, dit Monag Pierre Richard, comédien, l'Institute Columbard, et Michel Henrifeao Schuboel et Michel Transfe, tous deux sous-directeurs au Miséum d'histoire naturelle.

(1) L. Monde a déjà publié la liste des apfidats Verts aux élections régionules Monde du 30 août et celui daté a novembre 1991). Voici la liste des indidats qui n'avaient pas encore été esignés à ce moment, ou qui ont

Anne:
Alpes-Maritmes: M. André Aschleri;
Anne: M. Maurice Bernardie; Bouchesdu-Rhôme; M. Gérard Monnier-Besombes: Corrère: M. Jean-Claude Chataur; Crèase: M. André Humbert;
Doubs: JM. Serge Grass; Drôme:
M. Alain Delcourt; Isère: M. Pierre
Verliard: Lozère: M. Martial Ruppert;
Maine-et-Loire: M. Martial Ruppert;
Tarne-t-Garonne: M. Pierre Ravailhé;
Haute-Vleime: M. Jacques Lamaud;
Var: M. Michel Pizzole; Val-de-Marue:
M. Alain, Lipietz.

PERSONNALITÉS EN CAMPAGNE

Antoine Waechter, commis voyageur de l'écologie

Candidat dans le Haut-Rhin, le chef de file; des Verts ne se contente pas d'arpenter son département. Il va aussi porter la bonne parole à travers la France

de notre envoyé spécial

La petite silhouette grise se rap-proche à petits pas pressés sur le quai du TGV. Une écharpe verte autour du cou, sa valise dans une main, une barre de chocolat dans l'autre, l'ancien candidat à la prési-dence de la République arrive seul, juste avant le départ du train. C'est qu'il a dû retirer lui-même, comme tout le monde, sa réservation au guiehet de la gare de Lyon. M. Antoine Waechter repart pour deux jours de campagne, six dépar-tements en deux jours, comme les grands. «Avant le 22 mars, j'aurai fait toutes les régions.»

On le dit coincé, figé, étriqué. Ses amis ne sont pas les moins sévères avec lui. Ils se moquent, dans son dos, de sa coiffure, de sa façon de s'habiller. C'est vrai, Antoine Waechter a quelque chose d'un moine triste, Frère Antoine de l'Ecologie. Le dernier sondage en date, dans Libérntion, vient justement lui rappeler qu'une majorité de Français lui préfèrent l'aura romantico-mondaine de M. Brice Lalonde. Il s'en moque: depuis que son courant est devenu majori-taire, en 1986, au sein des Verts,

ceux-ci ne cessent de progresser. Puisqu'il n'est pas le «chouchou», celui que tout le monde voudrait avoir pour copain, il s'appliquera, avec obstination, à rester le premier de la classe.

Sur son gros cahier à spirales, il a lui-même reporté avec soin, région par régioo et parti par parti, tous les résultats de la série de tous les résultats de la série de sondages de l'institut BVA. Page suivante, il a collationné des statistiques sur l'agriculture, l'énergie ou les transports, qui lui permettront d'étayer son discours de la soirée. Dans la presse du matin, il repère ini-même les sujets d'actualité sur lesquels on pourrait l'interroger. « Ah! lls ont évacué Rudloff! », dit-il en commentant la nominadit-il en commentant la nomina-tion au Conseil constitutionnel du président du conseil régional d'Al-sace, dont il rêve de prendre la

A quarante-trois ans, le spécia-liste du castor et de la fouine est aussi devenu un expert des modes de scrutin. e J'ni compris pourquoi les socialistes sont hostiles à la proportionnelle. Dans cette période de reflux pour eux, cela provoquerait l'éclatement du parti», dit-il au lendemain de sa rencootre avec M. Laurent Fabius. Mais une chose

M. Paul Quilès, ministre de

l'équipement, a dénoncé, dimanche

le mars, au « Grand Jury RTL-le

Monde», le programme économique e particulièrement dangereux » de M. Jean-Marie Le Peo. « On

connaît Le Pen comme tribun popu-liste», a indiqué M. Quilès, « on le

connaît, à travers son idéologie,

comme fascisant, pour ne pas dire fasciste, mais on ne connaît pas

bien son programme économique, qui est une somme de charinta-nismes invraisemblobles: suppres-sion de l'impôt sur les grandes for-

l'inquiète vraiment pendant le trajet, cette saignée dans la campagne qui longe la ligne de TGV. « Sans deute une nouvelle outoroute ».

Coup de chance, à Lyon, en gare de la Part-Dieu, on l'attend sur le quai. La trésorière régionale des Verts, M= Gilberte Thivolle, qui a Verts, M= Gilberte Thivolle, qui a justement fait ses classes dans le mouvement écologiste en Aisace, a tout organisé. Ce n'est pas tonjours le cas. Une voiture presque officielle, une Mercedes noire, attend sur le parking. A cent quarante à l'heure sur l'autoroute de Saint-Eitenne, le chauffeur, fort peu écologiste, en profite pour demander. logiste, en profite pour demander uo service : le porte-parole des Verts ne voudrait-il pas enregistrer un petit message sur magnéto-phone pour sa fille, devenue sou-dain végétarienne? « Allez, mon-sieur Wnechter, dites-lui qu'on peut manger de la viande, vous qui êtes le pairon des écologistes!» « Oul, mnls je ne suis pas le soint patron», répond Antolne Wae-

A Saiot-Etienne, changement de voiture, le temps de s'informer auprès de M. Christian Brodhag, tête de liste des Verts dans la Loire, de la situatioo locale : que

plus faibles. » « Il propose aussi la

médecine à deux vitesses, nvec lo suppression de la Sécurité sociale, a

précisé le ministre de l'équipement. Il propose également la suppression de la cinquième semaine de congés

payés, de la retralte à soixante ans, des trente-neuf heures, du SMIC et

du RMI, qui encourngerolent,

paraît-il, l'oisiveté... Il propose en

outre l'abrogation des lois Auroux,

ninsi que la privatisation de Remair, Thomson, Bull, Air France, comme celle des banques et de lo Caisse des dépôts. Il propose enfin la rupture du monopole de la

Poste et d'EDF. » « D'un côté, ce

seroit la jungle économique, et sur

demain du 22 mars : « Je ne consi-

déreral pas que les électeurs qui

voteroni communiste pour la première fois de leur vie le feront parce qu'lis partagent notre politique. Je

tiens à les rassurer : je ne dirai pas,

le 23 mars, qu'ils auront approuvé

les positions du Parti communiste.

Je dirai que ces gens-là, qui ne partagent pas nos opinions, ont voulu

sanctionner le pouvoir, sa politique,

la conclusion qu'il faut changer de

M. Marchais a souligné que les votes en faveur du Front national disent les sondages? combien de sièges y a-t-il à pourvoir? quels sont les candidats d'onverture? véritable commis-voyageur de l'écologie, Antoine Waechter n'a pas de fiche sur la région qu'il doit visiter, juste quelques pastilles pour s'éclaireir la voix et une simple feuille de route préparée par sa secrétaire de Mulhouse. Elle précise l'heure du rendez-vous à Lyon, puis les visites à Saint-Etienne, Lyon et Grenoble, et l'hébergement prévu à Romans (Drôme), an domicile d'un militant, pour épargner les finances du mouvement. Pour le reste, l'ancien député européen ne sait presque rien du pro-gramme concocté par les militants de la région.

Les Verts de Saint-Etienne lui ont ménagé une rencontre avec la ont ménagé une rencontre avec la presse, autour d'une choucroute, daos un Winstube, un restaurant alsacien. «La région est le lieu par excellence des solidarités territoriales. Ce n'est pas la même chose que d'organiser l'espace à partir de in métropole régionale ou sur in région tout entière. » Habilement, Antoine Waechter a adapté son discours à cette partie de la région Rhône-Alpes qui se juge quelque Rhône-Alpes qui se juge quelque peu délaissée.

A Lyon, on le conduit sur les berges du Rhôoe, à l'endroit où devrait déboucher un tunnel autodevrait déboucher un tunnel autoroutier dans quelques années. Le
chef de file des Verts en était resté,
uo peu oaïvement, au discours
natiooal de M. Michel Noir sur
l'asphyxie des villes et sur sa
récente proposition de taxe sur l'essence pour financer les transports
en commun. Mais lorsqu'on lui
explique qu'à Lyoo M. Noir se fait
le défenseur d'un projet de tunnel
qui risque de rameoer la circulation automobile vers le cœur de
l'agglomératioo, le petit homme
vert a vite compris. « Tous ces étus vert a vite compris. « Tous ces etus qui parlent, des transports collectifs, moi, je ne les vois jamais dans le train ou dans le metro », lance-t-il devant une cinquantaine de sympa-

> Reprendre les fondations

Une fois, deux fois, dix fois, les journalistes lui posent les mêmes questions sur la division des écologistes, sa rencontre avec le premier secrétaire du PS, l'attitude des Verts face au Front national. Antoine Wacchter répond toujours de beau green At. Antoine Waechter répond toujours de bonne grâce. Au passage, il égratigne « ceux qui prétendent repeindre ln façade, alors que ce sont les fondations qu'il faut reprendre», dénonce « l'obsession routière » des conseils régionaux et propose de consacrer l'existence des régions dans la prochaine réforme de la Constitution. Puis, il reprend une pastille avant d'alier négocier lui-même au téléphone les conditions d'nn face-à-face télévisé avec le ministre de l'environneavec le ministre de l'environne-

A Grenoble, M. Haroun Tazieff vient une nouvelle fois d'accuser les Verts d'être des « parafascistes ». « Cette fois, il faut déposer une plaine pour injures, tranche M. Waeehter. S'il nous traite de corporatistes, c'est qu'il ne connnît rien nux Verts. Oui, naus défendons une corporation: l'humanité tout entière l'» nité tout entière l'a

Entre une courte pause autour d'un thé-framboise et une brève visite du tramway grenoblois, il tente de convaincre les militants locaux d'intégrer dans leurs rangs l'ancien responsable de la Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature, M. Jean-François Noblet, qui a eu le tort de devenir conseiller technique pour l'environnement de M. Alain Carignon, au conseil général de l'Isère. «Le dimanche, je passe mon temps au téléphone à je passe mon temps au téléphone à régier les conflits. On me demande de trancher, en dernier ressort. C'est curieux pour un mouvement qui récuse l'autorité », ajoute-t-il,

Après le dioer, le militant qui l'accompagne fait encore un détour dans la ville pour aller chercher des tracts. « Combien de temps faut-il pour aller à Romans?», s'inquiète le porte-parole des Verts. « Ca dépend. Si tu boycotles l'autoroute, tu ne mettras que dix minutes de plus», lui propose le militant, insensible à sa fatigue. A la maison des associations, la salle de cent vingt places est déjà pleine. Il fant rajouter des chaises. A la tribune, Antoine Waechter sort sou cahier d'écolier. sort son cahier d'écolier.

JEAN-LOUIS SAUX

PROPOS ET DÉBATS

M. Tapie exhorte les socialistes à se «réveiller un peu»

MARSEILLE

de notre correspondant régional

A trois semaines do scrutio des régionales, M. Bernard Tapie a réuni l'ensemble de ses colistiers, samedi 29 février à La Tour-d'Aigues (Vaucluse) pour leur présenter son programme et leur tenir un véritable discours de combat.

La région Provence-Alpes-Côte d'Azur, qui est, selon lui, « en panne » a, pourtant, e tous les atouts pour figurer « dans le peloton de tête des régions françaises ». S'ill-sest muet sur le financement, contient quelques son programme contient quelques idées nouvelles, comme la création d'un groupe d'intervention éconod'un groupe d'interventioo écono-mique et d'agences de la région à l'étranger, dans le domaine écono-mique, ou, dans celui de l'environ-nement, la mise en place d'un groupe «feu vert», auguel seraient soumis tous les dossiers « sensi-bles ». Avec deux engagements de base : obtenir, en six ans, le plus fort taux de croissance et créer le

plus graod nombre d'emplois de toutes les régions françaises. Bernard Tapie se dit prêt, si ce double pari o'est pas tenu, à démissionner de tous ses mandats et à renoncer

Estimaot qu'il avait fait son e boulot », le présidéot de l'OM s'en est pris aux socialistes. e On s'en est pris aux socialistes. 'e On ne pourra pas gagner ailleurs qu'à gauche, leur a-t-il lancé. Moi, j'ai pris des électeurs à Gaudin. Mon public est là. Mais où est le vôtre? SI vous voulez reconquérir vos électeurs, il va falloir vous réveiller un peu. L. Parce qu'on ne fout plus rien dans ce parti! Que se marquer à la culotte la Comment sapper? Besdans ce parti! Que se marquer à la culotte!» Comment gagner? Bernard Tapie a une explication mathématique. « Il suffit de faire bouger, partout, les compteurs de 2 % à 3 %. Gaudin fera entre 34 et 38 sièges. Le Pen, entre 30 et 35. Il restera, alors, un grand réservoir de 50 à 60 sièges qui nuront un dénominateur commun. C'est là qu'on trouvera le président...»

sion de l'impos sur les grandes joi-tunes, suppression de l'impôt sur les bénéfices, suppression de la taxe professionnelle. On remplocerals tout cela par l'augmentation de la TVA [qui] frapperait les revenus les le plan social une régression sans précédent», a souligné M. Quilès. M. Marchais: «Le Parti communiste est la seule opposition de gauche»

M. Quilès dénonce les «charlatanismes

invraisemblables» de M. Le Pen

Comme M. Guy Hermier, chef de file du PCF dans les Bouches-du-Rhône, l'avait fait une semaine demain du 22 mars : « Je ne consiauparavant sur Antenoe 2, au auparavant sur Antence 2, au eours de «L'heure de vérité», M. Georges Marchais, qui était, dimanehe soir 1 mars, sur TF 1, l'invité de l'émission «7 sur 7», a invité tous les électeurs de gauche mécootents du bilan de M. Francois Mitterrand et de la politique gouvernementale à voter pour les listes communistes aux élections naces communistes aux élections régionales même s'ils ne partagent pas les convietions du PCF, afin d'apporter un e contrepoids de gauche » à l'évolution de la vie publique.

Mettant en garde contre un e vote refuge » en faveur des écolo-gistes, le secrétaire général du PCF a exhorté les « électeurs traditionnels» de son parti à «revenir» au vote communiste en affirmant que « le Porti communiste est nujourd'hui la seule opposition de gauche» et il s'est adressé aux élec-



et se prononcer pour une autre poli-tique, pour obliger M. François Mitterrand à réfléchir et à en tirer tendaient, an contraire, à soutenir une politique d'extrême droite qui se traduirait, si elle était un jour appliquée, par « une aggravation de lo politique actuelle », et non par une amélioration, comme le pen-sent les partisans de M. Jean-Marie

Le Pen. Il a toutefois estimé que, face au Front national, « In méthode utilisée par Bernard Tapie n'est pas la bonne». D France-Plus fait campagne contre l'abstentice. - L'association France-Plus, qui milite pour la participation à la vie civique des jeunes issus de l'immigration, a commence, dimanche i mars, une campagne en faveur de la participation aux élections cantonales et régionales. Cinq « flambeaux républicains » portes par dix jeunes, ont simultanément quitté Bordeaux, Quimper, Dunkerque, Nice et Strasbourg, pour un tour de France des eités, qui doit s'achever à Paris, mercredi 18 mars, avec une « journée nationale de la participa-

Non, un PC n'est pas forcément inutile, il peut vous servir à acheter moins cher un Macintosh.

(Voir page suivante)

mantonales et regional

Economie: Les consells régionan

15172-

1275 227

MELL

1 3. process -

Medium in a

distribution : :

MEZ 75 ... :

CON CLOCKS

Les enjeux

Sein de la promiera porto.

37 (Although

přes Children . -·· g'. · b . L 7.27-2 274 50

Lin Print. VICE ST

- 1 57 AF

d'un scrutin Daul: DEC 1 20 15.16 que d la Ka 100000

- FE TROMP

11 324 14 14 1

- 15 Act

7070 127

2 x24

Une repetition

3 Y 3 1 1 u n be 1 611 1 notati qear

MAC C que de la constante de la cons 2015 BECVE cha:e

Sen Trees eens incurrent and a second country grates du F

كالقات 1240 a le COUR

etpomer leur meconientument gant les socialitées de l'écontente de l'écontent de l'éco

on des élections

Per no comment

Marin.

 $\mathbb{M}_{\mathcal{F}} = \{ \{ \{ \}_{1 \leq i \leq n} \} \mid i \leq n \}$

v .

(a.

**

yera Sino-

Economie : la « montée en puissance » des collectivités locales

Les conseils régionaux ont fortement augmenté leurs budgets depuis dix ans, sans alourdir exagérément la pression fiscale Ils jouent désormais un rôle déterminant dans le développement

Bien que les sommes qu'elles brassent à travers leurs budgets solent heaucoup moins volumi-neuses que les crédits maniés par les présidents de conseils généraux et surtout par les maires, les régions sont devenues en dix ans des partenaires quasi obligés et souvent des initiateurs essentiels dès qu'il s'agit de lancer des opérations économiques d'envergue. Dans cette intime ques d'envergure. Dans cette iotime imbrication eo forme de poupées gigognes qui fait jouer, la plupart du temps ensemble, la Communauté européenne, l'Etat et les quelque 53 200 collectivités locales de métropole et d'outre-mer, les viogt-six régions ne sortent pas les chéquiers les plus épais (1), mais leur ardeur financière et leur « montée en puis-sance» s'affirment chaque jour.

Les vingt-deux régions métropoli-taines dépensaient 7,8 milliards de francs en 1982 et 31,5 milliards en 1988, soit un quadruplement en six ans. Pour 1991, les budgets primitifs s'établissent à 48,7 milliards, et à 54,7 milliards si l'on ajoute les dépenses des régions d'outre-mer, soit une hausse de 16 % par rapport à l'année précédente... elle-même en progressioo de 18 % sur 1989, Oo parlait jadis d'inflatioo galopante, vollà désormais des budgets superso-

La France cultivant volontiers sa diversité, si l'Aquitaine et le Limou-sin ont fait l'an dernier un bond de 29 % pour la première, de 18 % pour le second, Poitou-Charentes s'est cantonnée dans un raisonoable 2 % et la Lorraioe, seule région pré-sidée par un ministre, M. Jean-Ma-rie Rausch, s'est distinguée et a... réduit son budget de 6,1 %. Les pré-sidents des régions d'outre-mer, pour leur part, ont tous fait progresser leurs dépenses de plus de 23 %, avec la paime des records pour la Guade-loupe : + 66 % et même + 112 % au

Voilà qui devrait faire pousser des hauts eris aux contribuables, auxquels l'Etat un jour, leur ville, leur département, leur région voire leur communauté urbaine un autre, imposent des prélèvements fiscaux cumulatifs. Pourtant, contrairement à une opinioo largement répandue. la décentralisation n'a pas exagérément alourdi la pression fiscale opé-rée par l'ensemble des collectivités locales. Sans doute, selon un rapport récent du ministère de finances, les recettes fiscales des collectivités ontelles progresse annuellement de 4,23 % entre 1987 et 1990, alors que celles de l'Etat n'augmentaient que

Lycées, routes, métro...

Les régions consacrent 65 % da leur budget à des dépenses d'investissement at 35 % à daa frais da fonctionnament, alors que pour les communes le rapport est exactement l'inverse.

L'essentiel des dépanses d'investissement concerne l'enseignement - surtout les lycées et la formation (42 %), las transports at las communications (17 %), le développement économique, rural at urbain (12 %). En lle-de-França, las transports et communications représantant 33 % des dépenses d'investissement,

Entre 1986 at 1990, c'est en Haute-Normandie et dans le Cantra qua les dépansas d'investissement ont augmanté au rythma le plus rapide.

chapitre spécifique des investissements!

de 1,86 % Mais cette hausse est due des poupées-gigognes, les régions se pour plus des deux tiers à la revasingularisent. Comparées aux compar pour plus des deux tiers à la reva-lorisation périodique des bases d'im-position (qui reflètent les bonnes performances de l'économie nationale) et pour le solde seulement à un relévement délibéré des taux des impôts par les assemblées locales.

Les sollicitations de l'Etat

Surtout, l'impécunieux Etat a de plus en plus tendance à solliciter les collectivités - voire à se défausser sur elles - avant d'apporter luimême sa contribution; et ce sont souvent les mêmes ministres -M. Michel Charasse en tête - qui pressent les villes et régions de mettre la main à leurs poches et qui leur reprochent de dépenser trop ou mal. Les exemples abondent, depuis le programme Uoiversités 2000 jusqu'aux réseaux ferroviaires régio-naux, le futur TGV- Est, les primes à la création de petits ateliers indus-triels dans les cantoos ruraux co perte de vitesse, la rénovation de la flotte de pêche vendéenne ou hre-tonne, la cooquête d'entreprises japonaises en Lorraine, les autoroutes de rocade, les transports en commun ou le Grand Stade en lle-

Le temps n'est plus où les élus locaux o'étaient que des partenaires financiers d'appoiot. Autrement dit, le champ des charges qui ont été transférées, conformément à la loi, aux collectivités par l'Etat s'est eoosidérablement étendu. Des charges qui ont été, dans une large mesure, compensées par des dotations spécifiques de l'État et le transfert du produit de certains impôts. Là est, pour une bonne part, l'explication de cette hausse constatée des recettes fiscales locales (2).

Il reste, que, dans l'emboîtement

forte augmentation, elles pouvaient donner les impulsions déterminantes dans les principaux secteurs de la vie regionale (lire l'article cidessus) et qu'elles teodaient à devenir, à l'instar des grandes villes, des lieux reconnus de décision

Car même si l'écho ne dépasse pas les limites de la région, les multiples interventions des conseils régionaux dans la politique de développement, d'éducation, de reconversion industrielle, des transdiscussions qui sont aujourd'hui la substance de la démocratie locale. Si partout ou presque reviennent les mêmes thêmes - désenclavement, formation, solidarité entre les départements, création d'em- droite dassique. plois, environnement, - la mise en œuvre de ces orientations est souvent l'objet de vives controverses, qui ne releveot pas seulement de la polémique, mais aussi et surrout du libre débat sur les grands choix

Démontrer

des talents de gestionnaires

En même temps apparaît une nouvelle génération de dirigeants, qui ne se contentent pas, comme autrefois, de consolider localement leurs bases électorales en vue d'une carrière nationale, mais qui s'efforcent de démontrer sur place leurs

Noir à Lyon, Alain Carignon à Grenoble, Dominique Baudis à Toulouse, Georges Frêche à Montpellier - ont choisi de faire leurs preuves à la tête de grandes municipalités. Les présidences des conseils régionaux servent à leur sour de tremplins, et ce n'est pas un hasard si, après Jean-Marie Rausch en Lorraine, Jacques Blanc en Languedoc-Roussillon ou Char-les Millon en Rhône-Alpes, sans parler de Valèry Giscard d'Estaing en Auvergne, d'autres personnalités nationales aspireot à gouveroer des régions : Alaio Juppé en lle-de-France. Gérard Longuet face à Jean-Marie Rausch, en Lorraine, Michel Delebarre dans le Nord-Pas-de-Calais, Lionel Jospin en Midi-Pyrénées ou Laurent Fabius

Cette nouvelle pratique de la politique est sans doute, à terme, porteuse de plus de changements que ne l'est l'évectuelle redéfinition des alliances au niveau natio-

THOMAS FERENCZI

munes et aux départements, elles enregistrent les augmentations de recettes fiscales les plus rapides et l'accroissement des taux le plus marqué. En 1991, la fiscalité doit rapporter aux régions des ressources en hausse de 13,2 %, au lieu de 9,1 % aux départements et 8,6 % aux com-

Entre 1986 et 1991, seloo une étude réalisée pour l'Association nationale des étus régionaux (ANER) par le bureau BREEF, la Haute-Normandie à fait progresser menter les caisses régionales : la taxe sur le permis de conduire. En six ans, l'Alsace, le Centre, le Nord-Pas-de-Calais notamment n'ent pas touché au montaot fixé eo 1986. L'Aquitaine en revanehe l'a relevé de 6,3 % par an et la Haute-Nor-mandie l'a diminué de 1,7 %.

Les risques de l'endettement

La pression fiscale reste toutefois relativement modérée en valeur absolue car, lorsqu'un Français paye 100 francs d'impôts locaux, 8 francs sculement vont à sa région de rési-dence. Et lorsqu'uoe entreprise acquitte, en taxe professionnelle, un taux de 12,3 % pour sa ville, celui que prélève le département tombe à 5,9 % et celui de la région à... 1,4 %.

Cette montée en puissance, à la fois voulue et sollicitée, des collectivités régionales aurait-elle été cause de gestions aventureuses entraînant déjà des remootrances des autorités administratives, baocaires ou judi-

ciaires? A de très rares exceptions près, la réponse est non. Le rapport pres, la reponse est non. Le l'apport entre les emprunts et les recettes de fonctionnement reste stable dans le temps. « Toutefois, note M. Robert Hertzog, professeur de dmit public à l'université Robert-Schunan de Strasbourg, quelques région otteignent la limite de leur capacité d'endettement, et certaines chapters régionales des comptes commiscent à la muler des mises en garde fontre tégionales des comptes communent à formuler des mises en garde fontre des gestions dispendieuses. Tutes approchent d'un palier où leur apacité d'expansion se ralentira... Le problème d'avenir se trouve dans la trop foible morge de monaure financière que leur procurent les impôts directs de superposition y savoir le foncier bâti et non bâti, le taxe d'habitation et la laxe professionnelle (3).

Demain l'environnement

sionnelle (3).

Corse, Guadeloupe, Guyane et surtout Martinique affichent tout de surtout Martinique affichent tout de même, pour leur part, une dette par habitant colossale. Celle de l'Auvergne (706 francs par habitant) est presque deux fois supérieure à celle de l'Île-de-France (372 francs) et dix fois à celle du Centre (76 francs), « Une projection d'ici 1995, au rythme qu'on o connu depuis dix ans, de la fiscalité et de l'emprunt des régions aboutinuit à des chiffres des régions aboutinuit à des chiffres absurdes, et il faut être conscient que lo phase de l'essor massif, dans le cadre institutionnel actuel, est révolue», oote pour sa part M. Pierre Richard, president du directoire du Crédit local de France.

Réseaux de transport, formation professionnelle, grands aménage-ments géographiques (régulation du cours de la Loire, promotion commune de l'arc Atlantique), dévelop-pement de l'enseignement supérieur

EN BREF

a La LCR et les élections. - Le numéro de Rouge daté du 27 février, qui rend compte du Xe congrès de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), organisé les 20,21, 22 et 23 février à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), précise la position de la LCR lors des prochaines élections. Aux régionales et au premier tour des cantonales, la Ligue appellera à voter pour les listes de gauche se prononcant contre la politique gouverne-mentale. Au deuxième tour des cantonales, la LCR soutiendra le PC ou national, mais elle ne donnera pas de consigne lorsqu'un candidat du PS sera opposé à un candidat de la

I M. Léotard ; « Avec Le Pen, c'est le culte de la dégradation civique.» - Commentant dans le quotidien la Corse du lundi 2 mars la visite mouvementée de M. Le Pen en Corse, M. François Léotard a constaté que, « tout simplement, celul qui seme le vent ne doit pas s'étonner de récoher la tempète». «On ne peut s'attendre à rien d'autre quand on vultive un discours de haine et d'exclusion, à déctaré le président d'honneur du PR. Avec Le Pen, c'est le culie de la degradation civique, l'interdiction le PS face à un candidat du Froot totale du métissage, l'antisémitisme constant. (...) C'est l'apologie quatidienne du maréchal Pétain, l'éloge de Touvier. Quand on réveille des passions, tout est possible. »

et des pôles de recherche, aides aux entreprises (avances remboursables, garantie d'emprunts), initiatives sportives (les jeux méditerranéens organisés en Languedoc-Roussilloo l'été prochain), politique de coopération transfrootalière avec les provinces voisines ou comparables (Nord-Pas-de-Calais et Kent, Rhône-Alpes avec Bade-Wurtemberg, Lombardie et Catalogne) ou avec des bardie et Catalogne) ou avec des pays en voie de développement ou éprouvés (Alsace et Cameroun, Limousin et Pologne, Ile-de-France et Liban): le champ de compétences des instances régionales s'étend, de fait, chaque année. Car, au nom de développement économique qui sont des domaines d'action expressément énoncés par la loi, les présidents de région peuvent (presque) tout entre-

Demain, l'eovironnement, qui nstitue aussi un vaste program evrait pouvoir leur offir des appéthe nouveaux, ainsi que, si l'on en errit les suggestions de plusieurs «pitrons» de régions, l'agriculture, le développement social des quar-tiers, les ports, les hôpitaux ou le patrimoine culturel. A cooditiou évidemmeot que les gouvernements leur accordent le droit de lever de nouveaux impôts (en déduction des recettes fiscales nationales), comme une taxe sur l'énergie. Mais, pour l'heure, la récovation du parc des lycées illustre sans doute la plus remarquable des réussites régionales. Depuis 1986, 230 établissements ont été construits ou soot en cours de modernisation, soit une dépense de 47 milliards de francs.

Ni super-département ni mini-Etat, petit deroier des fioances locales, refuge des tecalés du suf-frage universel municipal ou législatif, theatre dangereux d'un fédéra-lisme contagieux. Que n'a-t-oo pas dit et écrit sur les régions! Retenons, à ce stade de leur croissance, dix ans après leur naissance à la vie politique autonome, qu'elles jouent eo pleine lumière un rôle de puissant bras de levier économique.

FRANÇOIS GROSRICHARD

(1) Les communes ont un budget de 357 milliards de francs, les départements de métropole (hors Paris) gèrem 175 mil-liards de francs et les régions à peine 50.

(2) La part des prélèvements obliga-toires opérès par l'Etat représentait en 1984 17,7 % du produit intérieur brut, celle des collectivités 5,6 %. En 1992, selon le projet de loi de finances, les pourcentages sont de 15,9 % et 0,1 %. (3) On 154 le rapport sur «Alsace 2 (0)5 - 165 Institutions » trapponeur Robert Hérizogt, décembre 1991, notam-ment les pages 47 à 85.

Avant d'offrir votre bon vieux Macintosh à votre cousine, sachez qu'il peut vous faire économiser jusqu'à 14 000 F.

(Voir page suivante)

Les enjeux d'un scrutin

Saite de la première page

La campagne n'a pas vraiment commence dans la plupart des régions. La loi du 15 janvier 1990, qui interdit l'affiehage et limite les dépenses, n'est pas étrangère à cette relative atonie. Mais celle-ci s'explique aussi par l'ambivalence d'une bataille qui porte d'abord sur le bilan des assemblées régionales mais qui, du fait de la proximité des grandes échéances électorales (législatives, présidentielle) et de la détérioration du climat politique, se transforme, plus qu'à l'ordinaire, en affrontement national. De sorte que eoexistent, sans parvenir à émerger complétement, deux débots, l'un sur les questions d'aménagement et de développe-ment qui sont du ressort de chaque région, l'autre sur la préparation de la prochaine alternance à Paris.

Chacun de ces deux débats para-site l'autre. Les controverses locales ne débouchent pas, comme le soubaiterait notamment Charles Mil-lon (le Monde du 26 février), sur une discussion globale et argumen-tée relative à la décentralisation, dix ans après les lois Defferre, et aux relations entre l'Etat et les collectivités territoriales. Le combat national, lui, se concentre prématurément sur la conquête de l'bôtel Matienon ou du palais de l'Elysée, alors que tel n'est pas l'enjeu du scrutin et que, de surcroît, la droite est déjà aux commandes dans les trois quarts des départements et la quasi-totalité des régions.

Une répétition générale

Outre le Front national, qui se saisit de toutes les occasions pour diffuser son message, ce sont les partis de l'opposition, et tout particulièrement le RPR, qui ont choisi de donner à ces élections une dimension nationale. Jacques Chirae multiplie les meetings, tout comme Alain Juppé, et ne cache pas sa voionté de faire des régionales uoe répétition générale des législatives. Sa tactique est aisée à comprendre. D'une part, il est de l'iotérêt de l'opposition, au moment ob la gauche au pouvoir se porte mal, d'inviter les electeurs à exprimer leur mécontentement sur la conduite des affaires du pays; les socialistes n'ogissaient pas autrement quand ils étaient gets encore restreints, quoique en

eux-mêmes dans l'opposition. D'autre part, M. Chirac, dont le parti apparaît aujourd'hui comme un «rempart» contre l'extrême droite, n'entend pas laisser le champ libre à M. Le Pen.

Enfin, dans la perspective des « primaires », organisées ou non, qui départageron, à droite, les futurs candidats à la présidence de la République, le président du RPR sait qu'il lui faut pousser son avantage sur M. Giscard d'Es-taing: le président de l'UDF, qui n'a pas tardé à se rendre compte qu'une politisation des débats servait son rival plus que lui, en a aussitot tire la condusion qu'il fallait respecter la nature locale de

Les socialistes, à l'exception notable de Michel Rocard, qui regarde hien au-delà de ce scrutin (le Monde daté 1"-2 mars), ont estimé, eux aussi, qu'ils avaient plus de chances de limiter les dégâts en menant des campagnes régionales qu'en se lançant dans une campagne nationale. A une importante - réserve près : le combat contre le Froot national, cense resserrer les rangs de la gauche et diviser ceux de la droite, est devenu le principal thème unifica-teur. Mac Cresson, qui n'a person-nellement rien à perdre, a pris la tête de cette croisade, dont elle escompte des effets sur la proehaine « recomposition » du pay-

Car la première leçon de ces élections sera, hien sûr. l'évolution de l'audience des différents partis, évolution que laissent devioer les sondages, mais dont seuls les votes diront l'ampleur. La fragmentation des forces politiques (plus de huit eents listes s'affronteront le 22 mars contre six cent cinquante il y a six ans), la percée des écologistes et du Front national, le recul du PS, le tassement de la droite classique sont autant de facteurs qui peseront. à l'évidence, sur l'après 22 mars.

Le deuxième enseignement du scrutin portera sur la place acquise désormais par les assemblées régionales dans le jeu des pouvoirs. Celles-ci ont en effet montré, au cours des six dernières années. qu'elles étaient capables de jouer un rôle-clé dans le développement économique, qu'en dépit de budtalents de gestionnaires avant de les appliquer, le cas échéant, à l'échelon du pays. Certains d'entre eux - Michel

en Haute-Normandie.

nal après le 22 mars.

ESPACE EUROPEEN

RATIFIER MAASTRICHT

France : un enjeu de politique intérieure

ES lampions de la « fête » électorale des régionales et des cantinnales à peine éteints, la France devra se plonger, à partir du mois d'avril, dans un débat de ratification des traités de Maastricht qui s'annonce pour le moins tnmultueux. « Ce débat se déroulera dans un climat difficile », prévoit le sénateur Jean François-Poncet (Rassemhlement démocratique et européen). Les premiers échanges, entre adversaires et par-tisans de Maastricht, donnent un certain crédit à cette prévision. « Les accords de Massiricht vont nvoir pour conséquence de rogner les ottributs essentiels de lo souverainelé », s'indigne inlassablement le député RPR des Vosges, Phi-lippe Séguia, en dénoncant le a tour de passe-passe » qui consiste à vendre aux Français a une morchandise qui n'o rien à voir avec le réalité ». « Philippe Séguin » trompe de siècle. Paur affronter le vingt et unième siècle, mieux vau-dro pour la France décider à douze que de subir toute seule », rétorqu Gérard Fuchs, député européen e secrétaire national du PS au rela

De part et d'autre, on affirme reflèter l'opinion de la gradde majorité du pays. Pour une sois, nne consultation en grandeur réelle pourrait trancher cette question si le chef de l'Etat décidsit de saisir le pays par référendum. Mais cette voie comporte nombre d'obstacles qui pourraient se révé-ler dissuasifs. Il n'est pas certain que le climat politique et le calendrier, qui place ce débat de ratification entre deux échéances (les élections législatives auront lieu dans un an), soient propices à un examen serein du dossier euro-

Occulté pour l'houre par la pers-pective des prochaines élections locales, ce débat de ratification sera, selon l'expression du président de la République, « le type même d'une affaire notionale ». François Mitterrand s'attend à une « batnille », notamment sur la anestion du droit de vote et de l'éligibilité pour les élections locales et européennes des ressortissants européens résidant dans un des douze pays de la Commu-nauté européenne (article 3). Une bataille qu'il entend bien mener même s'il affirme ne pas vouloir ouvrir à nouveau par ce biais la questinn du droit de vote des immigrés. Jacquas Chirac et Edouard Balladnr ant déjà exprimé sur ce point plus que des réserves, tandis que les centristés funt remarquer, avec quelque étonnement, que la France est le

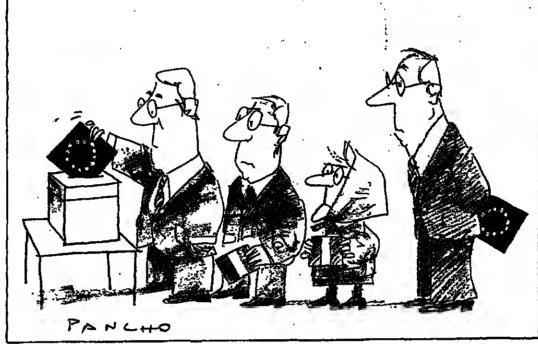
seui pays des Dauze dans lequel cette disposition suscite un début de polémique. Jean François-Poncet n'ose penser que le RPR cher-cherait à cristalliser l'attention sur ce point pour mieux refuser un traité dont bien d'autres disposi-tions le generaient, au premier rang desquelles la perspective de la monnaie unique...

Le front du refus

Les membres du front du refus des accords de Maastricht estiment avoir le vent en poupe dans ropinion publique. Dans son comba contre le traité qu'il envisage de na pas ratifier (*le Monde* du B février), Philippe Séguiu est gonvaincu que le réveil sera douureux pour la population et que le gouvernement ouvre un boule-vard à Jean-Marie Le Pen en maimenant les instruments de la souveraineté nationale. Il est rejoint par les traditionnels dénonciateurs de la «snpranationalité» qui comme Marie-France Garand, voient dans la perspective d'une mnnnaia unique (et pas seulement commune) une atteinte inacceptable à l'un des éléments fondamentaux de bette souveraineté.

A Popposé de l'échiquier politique français, Jean-Pierre Chevènement tient des propos qui ne sont pas très écloignés en proclamant qu'à ses yeux la décision de créer une monhaie unique n'est pas irréversible. Mais pour le reste, Maastricit n'anquiète pas outre-mesure l'ancien ministre de la défense qui estime che « la vocation fédérale estime ofie e lo vocation fédérole de cette construction o été évo-cuées du traité final. Du côté communiste, la réprobation est totalé. Le secrétaire général du Parti communiste, Georges Marchais, a exprime recemment sa « colère » devant « l'annonce par M. Bérégovoy de la création d'un impôt européen pour financer les décisions préparées à Maastricht ». It a d'ailleurs fait parvenir une let-tre au président de la République pour protester et pour « exiger que les Français soient consultés par référeddum sur Maastricht et ses conséquences».

Des arguments qui laissent froids les centristes. Même si les traités de Maastricht ne répondent pas à tous leurs espoirs, notamment en matière de politique écongère et de sécurité commune (PESC), ils estiment qu'ils marquent une étape décisive et positive dans la construction européenne. Pas question donc de bonder son plaisir pour de sombres raisons de politique inté-rieure. Mais en l'état actuel du débat politique français, Pierre



Méhaignerie et ses amis ne cacbent pas leur crainte de voir, en cas de référendum, une majo-rité de Français, être tentés de sanctionner le chef de l'Etat sans se préoccuper ontre-mesure des accords de Maastricht eux-mêmes.

Un autre rendez-vous historique

Une courte victoire laisserait, quant à elle, un goût amer et pour-rait nuire à la dynamique de Maastricht. L'Europe ferait alors les frais du débat politique francofrançais. Au demeurant, Jean François-Poncet, tout comme Catherine Lalumière, secrétaire général du Conseil de l'Europe (tous deux font également partie du Monvement européen), ne voit pas bien l'utilité d'un référendum. e Le résérendum est réducteur. Et il y o toujours un risque de dérive vers une forme de plébische», fait remarquer Catherine Lainmière, tandis que Jean François-Poncet iuge cette procédure plus adaptée pour les réformes constitutionnelles futures qui pourraient toncher à des sujets, selon lui plus sensibles, comme la durée du mandat présidentiel.

L'ancien ministre des affaires européennes, Bernard Bosson (CDS), est encore plus catégorique en affirmant qu'aujourd'hui le chef de l'Etat n'a plus les moyens politiques et moraux d'utiliser la voie du référendum : « Le prési-

dent de la République n'o pas le droit de se servir de l'Europe dans la situation actuelle. Mo terreur est que les Français disent « non » à Mitterrand quel que soit le sujet. Et, dans cette offoire, ou l'on a un comportement d'homme d'Etat, ou l'on est un politicien : le rendez-yous historique de Mitterrond auro lieu dans quelques mois!» Aussi Bernard Bosson souhaite-t-il, comme Valéry Giscard d'Estaing, une procédure purement parle-mentalre pour la modification de la Constitution (vote dans les mêmes termes de l'Assemblée nationale et du Sénat, puis convocation du Congrès à Versailles) et ponr la ratification elle-même (1).

Le président de la République, qui ménage encore le suspense, s'est engagé à ne pas « polluer » ce débat par des questions de politi-que intérieure. Aucune « question subreptice » ne sera donc glissée, a-t-il affirmé an début de l'année lors des Rencontres européennes organisés par Elisabeth Guigon. Mais il s'est également délecté à l'avance des contorsions auxquelles devront se livrer les composantes de l'opposition pour cancilier leurs points de vnes.

Malgré les très vives réticences d'une bonne partie du RPR à l'égard du droit de vote et de l'éligibilité des ressortissants de la Communauté, les centristes comp-tent sur le président du RPR pour calmer les esprits récalcitrants. A

nn an des prochaines élections législatives, Jacques Chirac ne veut pas courir le risque de fragillser la cohésion de l'opposition. Certains gaullistes souhaiteraient toutefois que le principe de l'éligi-bilité soit au moins remis en cause pour les élections municipales. Les conditions de résidence des ressor-tissants devraient, en toute hypotbèse, être précisées (une durée de cinq ans ou dix ans pourrait être

Electeur

Le CDS a pris les devants en proposant une modification de la Constitution qui tuerait dans l'œuf une polémique aussi fatale à l'Europe qu'à la cohésion de l'op-position. Ainsi Bernard Bosson a-t-il travaillé à un projet qui inscrirait dans la Constitution le principe de construction communantaire sur la base d'une « nation de nations». D'autre part, il scrait précisé que dans le cadre de la construction européenne, les ressortissants de la Communauté européenne seront bien électeurs et éligibles pour les élections an Parlement européen, mais qu'en revanche, ils ne seraicul qu'électeurs. « dans les conditions définies par la loi », pour les élections locales. « Je fais de cette réforme le verrou bloquant le droit de vote des étrangers à la Communauté européenne », souligne Bernard Bosson, qui rappelle qu'en droit fran-çais il y a déjà certains cas où l'on peut être électeur sans être éligible (pour les élections sénatoriales par exemple, si l'on a moins de trente-

Jean François-Poncet estime qu'il suffirait de prévoir que les élus locaux européens ne puissent pas participer aux élections senatoriales pour contourner l'obstacle. « De toute façon, rappelle aux esprits inquiets Daminique Bocquet, secrétaire général du Mouvement européen, les modalités pra-tiques concernant la participation nux élections nu Parlement européen et nux élections locales seront régies par deux directives (qui seront prises en 1993 et 1994) qui seront votées à l'unanimité par les

Dans l'attente de la future confrontation, les deux camps aiguisent leurs arguments. C'est ainsi que Marie-France Garaud a rassemblé une équipe de travail nu se côtoient des constitutionnalistes (comme François Goguel), des politiques (comme Philippe Séguin) ainsi que des économistes et des financiers, chargée de préparer un solide argumentaire pour s opposer aux dérives que contiendraient les accords de Maastricht.

En face, le Mouvement auropéen, par exemple, veut « contri-buer o la ratification des occords de Maastricht » en multipliant les réunions (dix rencontres régionales sur Maastricht auront lieu en avril et en mai), en développant la sensibilisation des parle-mentaires et en lançant, dès cette semaine, une lettre bimensuelle d'informations (2). De quoi ravir le président de la Commission européenne de Bruxelles, Jacque Delors, qui plaide depuis longtemps pour que s'instaure en France un débat national permanent sur l'Europe à l'image de ce qui se passe aujourd'hui dans un pays comme la Grande-Bretagne pourtant jugé peu européen...

PIERRE SERVENT

(1) Le président de la République a exprimé son intention de saisir le Conseil constitutionnel pour savoir quelles sont les révisions constitutionnelles préalables à l'approbation de Maastricht. Pour l'heure le chef de l'Etat est resté silencieux quant au choix de la procédure qu'il souhaite voir adopter ensuite pour, d'une part modifier la Crastitution, d'autre part ouvrir la voie de la ralification : la voie parlementaire, celle du référendum, les deux? « Rien ne s'accomplira qui n'aura. été parlementaire », a-t-il seulement pré-cisé jusqu'à présent.

(2) Le Musvement européen 2 été fundé en 1948 à La Hnye pour agir en faveur de la construction européenne.

Allemagne: regrets pour le deutschemark

FRANCFORT correspondance

ES Allemands seraient-ils suhitement devenus anti-européens? La lecture de la presse, depuis quelques semaines, pourrait le laisser penser. Apparus au moment de la préparation du sommet de Maastricht en décembre dernier, les gros titres alar-mistes visant à avertir les Allemands des dangers présumés liés à un abandon du deutschemark et à leur engagement dans le processus de l'union économique et monétaire (UEM) sans avoir obtenu les garanties politiques nécessaires ont de nouveau fait la « une » de certains journaux au moment de la signature du traité, le 7 février der-

Un complot de Paris

Cette campagne, souvent qualifiée d'bystérique par les commentateurs plus sérieux, semble toutefois avoir quelques effets. Plus qu'un débat sur le fond, c'est en fait un manque de préparation de l'opinion publique, particulièrement en ce qui conceroc l'abandon du deutschemark au profit de la monnaie commune et donc à terme la transformation de sa politique monétaire, garante de la stabilité. Ainsi le dernier sondage sur les intantions de vote des Allemands, réalisé en février par le magazine Der Spiegel, fait apparaître une très nette majorité (57 % des personnes iaterrogées) défavorable an remplacement du deutschemark par l'écu en 1999, contre 20 % qui y sont favorables et 22 % indifférents.

Mais en conclure, comme le font cerps, que l'Allemagne serait prête à rejeter en bloc la construction européenne et cher-chérait, par ses exigences, à saboter le pro-cessus d'intégration mis en route à Maastricht, c'est aller un peu vite en besogne. Certes cette polémique a été l'occasion d'exprimer pêle-mêle les «griefs» traditionnels des Allemands à l'encontre des «eurocrates» de Bruxelles, sans ouhlier les... Français qui auraient, dit-on, fomenté un noir dessein, afin d'affaiblir leur puissant voisin et l'obliger à renoncer à son unique force de frappe : sa monnaie! Audelà de la presse à sensation, le directeur du Spiegel, Rudulf Augstein, s'est fait depuis quelques semaiaes une spécialité dans la dénonciation des mauvaises intentions françaises.

Bien qu'il existe d'autres pommes de dis-corde, comme le droit d'asile, la contributinn allemande au hudget de la Communauté, le nombre des députés allemands au Parlement de Strasbourg, etc., le débat sur l'après-Maastricht s'est focalisé sur l'UEM. Le chanceliar Kohl, son ministre des affaires étrangères, Hans Dietrieb Genscher, le ministre des finances, Theo Wai-gel et même le président de la Bundesbank, Helmut Schlesinger, ont fait l'objet de vives critiques pour avnir cédé trop vite sur l'union économique à Maastricht sans avoir obtenn en échange des progrès substantiels sur l'union politique.

Polémique à la Bundesbank

Une première salve de ce combat d'arrière-garde a frappé la Bundesbank de plein fouet. Rarement les débats qui ont

mis sur la place publique. Selon la presse allemande, des présidents de banques cen-trales des Lander – parmi les plus influents – ayant manifesté leur désaccord avec les engagements pris à Maastricht, le président de la Bundesbank a dû organiser de toute urgence une conférence de presse pour ten-ter de ramener la querelle à de plus justes proportions. Il a rappelé que la Bundesbank avait été consultée par le gouverne-ment lors da la préparation du trailé de Maastricht, mais que ses prérogatives celles des politiques.

De fait, la plupart des exigences posées par l'Allemagne, particulièrement en ce qui concerne l'indépendance de la future banque centrale européenne, ont été remplies. Les inquiétudes exprimées par Helmut Schlesinger an sujet du calendrier trop précis pour l'entrée dans la troisième et dernière phase de l'UEM, les compétences de l'institut monétaire européen qui doit être créé à partir de 1994 ou, dernier point liti-gieux, la convergence nécessaire des économies des douze Etats membres avant l'entrée en vigueur de la monnaie unique, sont partagées par une grande majorité d'Alle-mands. Helmut Schlesinger a, d'autre part, regretté que les plus farouches partisans de l'intégration européenne - sous-entendu Helmut Kohl lui-même - n'aient pas assez expliqué à l'opinion allemande les conséquences de l'union monétaire et politique.

L'autre conséquence de l'après-Maastricht et du débat qu'il suscite outre-Rhin aura été de renforcer les prérogatives des

lieu lors des rencontres bimensuelles de son conseil d'administration, qui compte seize membres, ont été aussi ouvertement

Lander dans le processus de construction européenne. D'une certaine façon, le fédé-ralisme allemand en sort renforcé. Ainsi, les ministres-présidents des Lander, toutes tendances partisanes confondues, sont tom-bés d'accord pour apporter des «nméliorations » au traité avant de le soumettre à ratification. Dans l'état actuel, le Bundes-tag et le Bundesrat (la Chamhre des Lander) ont refusé de l'examiner. A l'avenir, il a également été décidé qu'un représentant du Bundesrat serait directement dépêché au conseil européen à chaque fois qu'un domaine d'intérêt nu de compétence rele-vant des lander y sera discuté. Les Lander se réservent également un droit de regard par rapport à l'Etat fédéral quand la législation européenne s'appliquera, ce qui ne peut, en aucune façon, être le cas tant que le Bundesrat n'aura pas donné son feu vert.

Les accords de Schengen

Au Bundestag, les sociaux-démocrates ont également menacé de bloquer le processus de ratification si le chancelier Kohl n'obtenait pas, des le mois de juin au sommet européen de Lisbonne, sinon au plus tard en décembre à Londres, davantage de garanties en ce qui concerne l'UEM. L'an-cien chancelier Helmut Schmidt a été très clair à ce sujet : Helmut Kohl n'obtiendra pas la majorité des deux tiers requise au Bundestag pour permettre d'amender la Loi fondamentale et tenir compte des changements apportes par le traité de Maastricht sans davantage de contrôle démocratique au seln de la Communauté. Les prérogatives du Parlement curopéen. mais aussi des Parlements nationaux en matière communautaires, devront être renforcées.

Ce n'est qu'à ce prix qu'un nouvel effort financier pourrait être consenti par les Allemands en faveur de l'Europe, sous la forme, par exemple, d'nn impôt. Les charges fiscales ont déjà augmenté lourdement ces dernières années pour financer la réunification. En 1991, un impôt de soli-darité de 7 % a été institué et à partir de 1993 la TVA sera augmentée, passant de 14 % à 15 % pour tenir compte de l'harmonisation des législations européennes et boucher un peu le trou des finances publiques qui a tendance à se creuser.

Enfin, l'Europe sert de prétexte à un autre débat de politique intérieure allemande. La démocratie-chrétienne a menacé de ne pas ratifier les accords de Schengen sur la libre circulation des ressor-1issants de la Communauté si la pratique du droit d'asile n'était pas révisée dans le sens d'une plus grande sévérité. L'article 16 de la Loi fondamentale promet l'asile à tout réfugié politique et il est interprété d'une manière très libérale, faisant de l'Allemagne le pays où les demandes d'asile sont les plus nombreuses en Europe. Le SPD refuse une réforme de la Constitution, alors que ses voix sont nécessaires pour obtenir la majorité des deux tiers requise. Le groupe parlementaire CDU-CSU se sert des accords de Schangen comme d'un moyen de pression sur le gouveroement qui s'en est jusqu'à présent sorti avec des

CHRISTINE HOLZBAUER-MADISON

date et Europ Corner

972 700

225 4 145 4 -: TRUCK! 1 C27 Property . dres ! : \ flactes 43516 A ... Darco + c - · · · The parties 3,00 por x ===== 1. SP42 6" d employ BEET THE STREET SE TE OF BUSE

PARTIES

Transiti

Corret

des l

1000

PAPORT

0

diant

Outres (the party with. E-F : ... *** * DOT 2: D. 7: 1: . We Labour. RESERVE TO THE PARTY OF - ME STO The contract of the posts general a service and confidence One are in the case of Communication 3 00 BURG BETTE ... THE MY BUSH delay. Fermina tes l'écrime : S DEVS de manage and a service a

Service of the servic Pas de zone de libre-échange

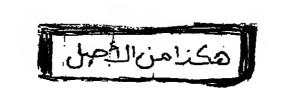
Bes besides and the more

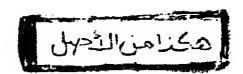
Bost Control of the C Be an State of the State of the

S TREE .

Street, Street 11111 Pion Oct 300 = 25 34 Bon 52 5 dene ca carrie Control of the contro Michigan Company of the Company of t Part of the second of the seco State of the second of the sec ratette à contraint de la cont desperation of the control of the state of t Mana Care and Second Comments of the Comments

pu Dopumer 15 to 1 440 by Dobrone St. Co. 18 Page 18 Comment of the second Nesse Is Commercial Section of the S at the party of Control of the Contr Applean is Commented in the constant of the second of the constant of the cons Detr ! OE present gaus cut a surcour con estimate and countries in a surcour.





ESPACE EUROPÉEN

LA RATIFICATION DU TRAITÉ DE MAASTRICHT

Grande-Bretagne : d'abord les élections

de notre correspondent

NS un pays sans Constitutioo écrite, où le gouvernement est l'émanation naturelle d'un Parlement par essence aouveraio, la ratification du traité sur l'onion européenne ne posera pas de problème institutionnel. Compte tenu, en outre, de la position de chacun dea deux granda partis britanniques s'agissaot des résultats du sommet de Maastricht, un coosenaus existe sur le principe de la ratification. Théoriquement, rien n'empêchait donc la Chambre des commuoes de se saisir rapidement d'uo texte visant à amender la loi de 1972 sur la Communauté européenne, puis de se prononcer ensuite sur un projet de loi portant sur les instruments de la ratification du traité. Dana la pratique, le calen-

er sitefi Site

interdit cependant une telle célérité législative. Des élections générales vont avoir lieu eo Grande-Bretagne avant l'été prochain, et c'est le nouveau Parlement issu de la consultation qui devra se pro-

Pas un sujet de débat électoral

En attendant de connaître le date exacte du scrutio, la campagne électorale bat son plein et l'Europe - sauf «accideot» «pro-voqué» par Bruxelles, - ne devrait pas figurer au nombre des thèmea lea plus cootroversés, conservateurs et travaillistes ayant chacun de boones raisons d'éviter un tel débat.

Au sein du parti du premier ministre, John Major, l'Europe demeure uo sujet porteur de divi-sions, essentiellement en raison de la position fondamentalement

cher. Les conservateurs paraissent avoir conclu uoe sorte de gentlemen's agreement, à la fois entre eux et avec les travaillistes, pour que la question de l'union économique et monétaire soit provisoi-

Du côté travailliste, les amis de Neil Kiooock ont réalisé que l'Eu-rope oe pouvait pas être un thème porteur pour affaiblir le parti tory. S'ils l'emportent lors du scrutin parlemeotaire, la ratification pourrait s'effectuer dans la foulée de leur victoire électorale. Le Labour se veut en effet plus européen que oe l'est le Parti conservateur, notamment en ce qui coocerne la politique sociale.

Eo cas de victoire travailliste, la présidence britanoique de la Communauté - qui commencera le le juillet, après celle du Portugal, serait sans doute marquée par des initiatives tendant à faire

protocoles relatifs à ce chapitre social, en matière de protection du travail et d'emploi. En revanche, s'ila sont reconduits au pouvoir. les conservateurs mettront à profit cette période de six mois pour, conformément à la position coostante du gouvernement de John Major, insuffler uo élan dans deux directions : l'achèvemeot des diapositions sur le marché uoique (notamment s'agissant des services financiers, de la libéralisation des transports et de l'énergie), et surtout l'élargissement de l'adhésion au «club» européen au profit des démocraties naissantes d'Europe

Rien de bien surprenant à cet égard, puisque la Grande-Bretagne s toujours privilègie l'élargissement de l'Europe au détriment de l'approfondissement des tiens existants entre ses membres fondateurs : plus nombreux seront les

dres, moins il sera facile de prendre des décisions à l'unanimité au sein de la Communauté, et plus il sera aisé de bloquer toute nouvelle percée en direction de l'union économique et monétaire, ainsi que de l'unioo politique.

Belles empolgnades:

Restent, avent la ratification parlementaire, les « improdéra-bles », comme cette annonce par le président de la Commission péenne, Jacques Dolors, d'un accroissement du budget commu-nautaire (le Monde du 14 fétrier), qui a déchaîoé les vieux réfexes britanniques, nationalistes et inti-Parti cooservateur aux travil listes, en passant par les libéra démocrates, une quasi-« coter cordiale» dans le refus des pro

empoigns des entre la Commission et le prochain gouvernement britannique, quelle que soit sa cou-

La position de la Grande-Bretagoe o'est cependant pas aussi figée qu'on pourrait le penser. Si, bien souvent, Jacques Delors -« l'homme que nous aimons hair », disent les Anglais, - sert de bouc émissaire aux querelles nationales, le temps aide à aplanir bien des contentieux : un accord vient d'interveoir pour mettre fin à une longue dispute sur l'octroi d'aides financières de la Communauté (1 milliard de livres) aux régions les plus défavorisées de Grande-Bretagne: Loodres a fini par accepter le code de cooduite européen pour le versement de ces

LAURENT ZECCHINI

TRIBUNE EUROPÉENNE

Pour une Ostpolitik communautaire

par Joachim Bitterlich

E traité sur l'Union politique ainsi doit continuer ses efforts pour la sucque sur l'Union économique et monétaire adopté ls 10 dé-cembre 1991 à Maastricht constitue, non seulament un pas décisif sur la voie menant à l'Union européanne, mais revêt aussi une importance particulièrs pour l'Europe entière,

Le sommet contient également un signal d'encouragement pour les voi-sins immédiats d'Europe centrala, orientale et du Sud-Est qui traversent un moment difficile de leur histoire at mettent plus que jamais leurs espoirs dans la Communauté.

Dès le début de la mutation dramatique à l'est de l'Europe, la Comtés et e eccompagné, evec ses partenaires occidentaux, les étapes du renouveau à l'Est. Une vaste panoplie de mesures, certes parfois trop compliquées et dispersées, en témoigna. Il faut cspsndant ss demander si les réponses et l'aide fournies jusqu'à présent sont suffi-santes et si elles vont dens le bon sens pour faire face à ce défi paneuropéen, qui dépasse de loin les problèmes intérieurs et extérieurs posés à la Communauté depuis sa création. Quelle devrait être la stratégie de la Communauté à moyen et è long terme envers l'Est afin d'arriver à une dans l'économie et la politique européennes ? Ces questions font partia du mandst «adhésion» confié à Maastricht à la commission en vua du sommet de Lisbonne en juin prochain.

PERMIT

g New York of the Mad St.

Pas de zone de libre-échange

Dans beaucoup de milieux politiques et économiques da ces pays, l'appartenance repide à la Communauté est souvent présentée comme la meilleure réponss aux difficultés économiques at politiques actuelles. C'est néanmoins une vision simplifica-

Ni aujourd'hui, ni dans un avenir proche, la Communauté des Douze ou bientôt des quatorze ou des dixsept - est en mesure d'accueillir tous les pays du continent. Elle ne pourrait surmonter sans dommage un tel couo de force ni sur la plan des institutions ni sur celui des structures, en raison des différences énormes entre les niveaux de développement économique de ces pays. Une entrée trop hâtive ne pourrait d'ailleurs qu'être contraira à leurs proprea intérêts. Rappelons-nous les délais et l'étendue des mesures transitoires décidées en faveur de l'Espagne, un pays pourtant économiquement avancé l

La Communauté européanna risquerait, en outre, de devenir une zone de libre-échanga amélioréa. C'ast peut-être la vœu caché de certains an Europe, qui pronent l'élargissemant repide de la Communauté, mais cela ne peut pas être notre objectif, car l'Europe a besoin plus que jamais d'un point d'ancrega solide at durable - tâche que seule une Communauté auropéenna forte peut accomplir I Celui qui souhaite l'unification politique et économiqua de toute l'Europe doit donc développer at renforcer la Communeuté, afin qu'elle puisse jouer plsinamant son rôla

Ce faisant, la Communauté ne doit et ne veut pas axclure ses voisins européens, ni en faira das «Europáens de deuxième classe», ni ériger des efrontières da prospénté»; elle doit, au contraire, les amenur graduellement dans cot « ensemble européen». D'une part, la Communeuté

cès du processus da réformes dans svec eux non aeulemant dans las domaines économiqua at politiqua, mais également monétaire, scientifiqua, culturel, écologiqua, dans la domaine des infrastructures ainsi que de l'immigretion - et surtout da la

Nous nous trouvons au début d'un long processus qui exigera des deux parties beaucoup da patience ainsi qua da la volonté et de l'énargie, sans oublier la souplessa at l'esprit

De par sa position géostratégiqua au centre de l'Europe, l'Allemagne, dont l'aide fournie à l'Est dépasse de loin celle de tous ses pertenaires européens et occidentaux, est particulièrement préoccupée des risques d'instabilité dens les pays est-euro-péans. Mais il est clair que catta tâche fondamentalement européenne dépesse les possibilités de la seule Allemagne, C'est pourquol le gouver-nement fédéral considère ce soutien, conséquence en partie de l'unité allemande, surtout comme un investissement au bénéfice de l'Europe et dans l'intérêt de l'Occident tout entier.

Durant cette longue période de soutien actif, il est dans l'intérêt de la Communauté de créer un cadre commun, une Ostpolitik commune, dans laquells s'Intégrerait l'aida bilatérale dss Etats-mambres. Les accords d'association que la Communauté vient de conclure constituent un élément fondamental, mêma s'il est regrettable que le contenu économique ne corresponde guère sux ambi-tiona politiques initialas. Si l'on veut vraiment qua les Etats de l'Europe de l'Est aient les moyens d'achever leurs réformas économiques et qu'ils ne dépendent pas des subsides occidentaux, les membres de la Communauté devraient ouvrir plus rapidement que prévu leurs frontières aux produits de s partenaires ou du moins chercher d'autres marchés pour eux. D'autra part, la Communauté

davrait donnsr un signsl policqua beaucoup plus clair, concrétisant la perspective européenne ouverte dans les traités d'association. Même si, en étant réaliste, l'adhésion ne peut être envisagée qu'à long terme et mêma si la fixation d'una data, mêma approximative, est prématuréa, il faut développer des structures d'accueil aires, comprenant un dispositif de gestion de l'aide et de l'assistance technique ainsi que de promotion de la coopération économique. Il va de soi que l'examen de ces questions devren égalament comportar - à l'intérieur da la Communauté une réflaxion sur l'adsptation des structures communautaires, prévue par ailleurs pour 1996 par le traité de Maastricht comme conséquence des adhésions des pays européens de l'ancienne AELE.

Les premières idéas ont déjà été lancéas : faut-il par axempla una union douanière ou une extension de e l'Espace économiqua européen », avec les pays de l'Est, ou bien une adhéaion an tant que « mambres associés » ? Les idéas avancées récemmant psr l'ancian sacrétaire général de la Commission, Emila Noël, iors d'une conférence è Berlin, méritant attention, surtout en ce qui concerne la création d'un dispositif permanent comparable à celui de OECE à la fin des années 40, pour gérer l'aide du plan Marshall et pour promouvoir la coopération économique, ou même des réunions régutières du Conseil européen élargi une fois par sn à l'ansambla des chafs d'Etat ou de gouvernement des pays démocratiques d'Europe candidats à

Un tel processus progressif devrait étre développé non seulement avec les trois partenaires d'association privilégiés (Hongrie, Pologne, Tchécoslovaquie) mais étre étendu aux autres pays de l'Est de l'Europe : en premiar lieu avec les Etats baltas, ensuite avec les pays du Sud-Est, si l'évolution démocratique et la stabilité vont de pair. En ce qui concerne l'ex-URSS, il faudrait procéder de la mêma façon, mais veiller à na pas brûler les étapes, avancer pas à pas avec las précautions nécesssaires pour les deux côtés, à partir d'accords de coopération, en ayant toujours à l'esprit le développement glo-

Des structures de sécurité

Une vraie Ostpolitik commune devrait même alter plus loin. Il n'est pas possible d'esquisser dans ce cadre tous les aspects d'une telle epproche globale, mais il me sembla important d'en souligner deux. En premier lieu il est indispensable que la développent - et la nouvelle politique étrangera at da sécurité communa, adoptée à Maestricht, le permet une approche commune pour la aucun cas être dissociée de la coopération dans les autres domaines. Des amorces axistent déià dans d'sutres enceintes - dans l'OTAN par la création du Conseil de Coopération, dans l'UEO ou au sein de la CSCE. L'insécurité liée à la présence d'armes nucléaires, biologiques et chimiquas sur le territoira de l'ex-URSS at la suivi das accords de désarmement, les inquiétudes légitimes de nos partenaires en Europe centrale ainsi qua le réveil des tendances netionalistas dans certains pays de l'Est mattant clairament en évidance la nécessité de créer et da développer une vraia structura paneuropéanna dans le domaina de la sécurité. Il est clair que les différentes « préstructures » existantas sont ancore trop disparsées pour permettre de relever ce défi.

Psr aillaurs, il conviant d'utilisar davantsge le Conseil de l'Europe comme structure d'accueil et pour développer la coopération paneuropéenne. Il a déjà fait ses prauvas dans des domaines politiques-clés at il a vocation à définir les critères d'appartenance à l'Europe et aux valeurs fondamentales que nous défendons.

Nous nous trouvons face à un défi extraordinaire qui doit mobiliser nos forces, pour un engagement de longua halaine et pour ls recharche de solutions « tailléaa sur mesure ». partenaires à l'Ouast et dans la monde entier strendant qua la Communauté et ses Etats-mambres prennent leurs responsabilités, c'est-à-dire qu'ils assument le « leadership », pour l'Europe entière, et que nous sommes e condamnés » à réussir, si nous voulons assurer aux futures générations dans toute l'Europe un avenir, dans la paix et la liberté, la sécurité at le

▶ Joachim Bitterlich aat conseiller pour les affaires euro-péannes à la chancelleris fédérele à Bonn. Il s'exprima lei à

Jusqu'au 27 mars 1992, les revendeurs agréés Apple reprennent jusqu'à 10 000 F votre vieux PC ou votre vieux terminal et jusqu'à 14 000 F votre ancien Apple ou votre ancien Macintosh pour l'achat d'un Macintosh.

Pour un PC, au moins : 2 000 F de réduction sur l'achat d'un Macintosh Classic, 3 000 F de réduction sur l'achat d'un Macintosh PowerBook 100, 3 000 F de réduction sur l'achat d'un Macintosh Classic II, 4 000 F de réduction sur l'achat d'un Macintosh LC, 5 000 F de réduction sur l'achat d'un Macintosh Hsi, 7 000 F de réduction sur l'achat d'un Macintosh IIci, 9 000 F de réduction sur l'achat d'un Macintosh Quadra 700, 10 000 F de réduction sur l'achat d'un Macintosh Quadra 900.

Pour un Macintosh ou un Apple, au moins : 2 000 F de réduction sur l'achat d'un Macintosh Classic, 3 000 F de réduction sur l'achat d'un Macintosh PowerBook 100, 3 500 F de réduction sur l'achat d'un Macintosh Classic II, 4 500 F de réduction sur l'achat d'un Macintosh LC, 6 500 F de réduction sur l'achat d'un Macintosh Hsi, 10 000 F de réduction sur l'achat d'un Macintosh IIci, 12 000 F de réduction sur l'achat d'un Macintosh Quadra 700, 14 000 F de réduction sur l'achat d'un Macintosh

Conditions applicables: offre valable chez les revendeurs (y compris les détaillants, pour certains produits) agréés Apple participant au programme. Les prix de reprise mentionnés sont des prix minima, variables en fooction du matériel repris et du modèle Macintosh acheté. Offre valable pour l'achat d'un Macintosh à l'exclusion des Macintosh PowerBook 140 et 170. Consultez votre revendeur pour connaître les matériels bénéficiant de cette offre de reprise et les matériels à rapporter pour bénéficier de la reprise. Les matériels repris doivent avoir été achetés avant le 30 juin 1991. Offre limitée à un modèle repris par Macintosh acheté. Cette offre ne se cumule pas avec

certains programmes particuliers en vigueur (consultez votre revendeur agréé Apple).

Pour plus d'informations, tapez 3614 code Apple.

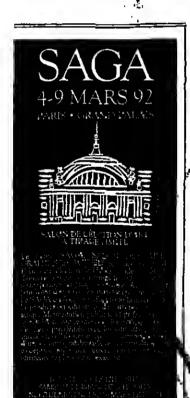
LE NOUVEAU CONCERT EUROPÉEN de Jacques Delors

M. Jacquee Delors, qui depuie toujours regrette l'absence d'un vral débat de fond sur les questione européennee dans le classe politique frençaise, publie quelques-uns des principaux discours qu'il a prononcés depuis sa nomination à la présidence de la Commission européenne en janvier 1985.

Au moment où, pour cause de ratification des accorde de Mazstricht, lee parlementaires vont être saleis des questione européennes dans un contexte peu favorebla puisque soumie eux Interférences ¿ des échéances électoreles frençaisee, l'idée est d'éviter que « quelques mois de déraison » ne compromettent l'impressionnent renouveau qu'e connu le Communauté depuis 1984.

Cette rétrospective fournit certes une solide contribution au débat. Mais ca sont des discours, c'est-à-dire qu'il feut frenchir les obstacles assez rébarbatifs du genre pour eccéder à la démarche qui est celle du président de la Commission depuis buit ans.

► Le Norveau Concert eur péen, de Jacques Delors, Ed tions Odile Jacob, 349 pages



BELGIQUE En attendant le nouveau gouvernement

Ascune date n'est encore fixée out le débat de ratification par le souvernement actuel e bornest expédier les affaires couantes, an ettendant la formation run nouveau cabinet à la suite des d'un nouveau cabinet à la suite des élections de covembre 1991. La nouvelle coalition gouvernementale est difficile à mettre sur pied, mais, co matière européenne, il y a un large consensus parmi les partis tra-ditionnels (socialistes, sociaux-chrétiens et libéraux); et la ratification ne fait guèse de doute. Il faudra tou-tefois une réforme constitutionnelle terois une réforme constitutionnelle (qui doit être adoptée à la majorité des deux tiers du Sénet et de la Chembre des représentants) pour l'octroigne droit de vote eux étranoncerne les serutins commuce quiconcerne les serutins commu-naux et curopéens. Il o'y a aucuo référmidum en perspective puisque ceréprocédure n'existe pas en Bel-

DANEMARK Référendum le 2 juin

Le premier ministre danois, Poul chlüter (conservateur), e beaucoup ésité avant de fixer la date du réféendum qui permettra aux Danois de se prononcer sur les accords de Maastricht Après avoir covisage l'automne, il e opté pour le 2 jain, contre l'avis de ses partenaires libé-

contest avis de ses partenantes not-raux, après s'être entenda evec l'op-position social-démocrate.

Poul Schiliter e fait valoir que le Danemant pourrait ainsi accélérer les pourraiters que devraient eu principe enamer d'autres pays canprincipe estamer o annea par exem-didatsia de CEE, la Suède par exemment que le préparation do référencem de pourra se faire sérieusement dans des délais eussi courts et d'analyser à fond un texte de phis de 300 pages sera littérale-

ment impessore.

Le résultat de ce référendum sera contraignant, comme celoi du 2 octobre 1972 qui evait donné le feu veit à Copenhague pour adhérer danoise exige à l'article 20 que toute délégation de souveraineté soit votée à une majorité des cioq sixièmes des membres du Folketing (Perlement). Au cas où le texte serait voté seulement à une majorité simple, il doit être soumis à référen-

Le Foretiog commencera, le 10 mans une première lecture des accorde et la procédure devrait dures un moins deux mois. Uo texte dure sau moins deux mois. Uo texte d'une centaioe de pages sere distri-bué à quelque 300 000 exemplaires par l'administration.

La perspective do référendum e jeté le trouble au sein de plusieurs partis, y compris les partis gouver-nementsux. Ainsi, le groupe partie-mentaire des chrétiens populaires a décidé de recommander le « oui», tandis que les instances extra-parle tandis que les instances extra-paremeotaires du parti, dont le jeunc
président n'est pas député, ont
annoncé qu'elles étaient à 100 %
ur le «000». Mais le premier
relatre a averti qu'un rejet do
unté de Maastricht aurait « des
representations de la convirait la porte
le Marché commun». Il se

Trimestrielle, dirigée par Charles-Etsenne Gualin, avocat.

Rédigée par des universitaires et des praticiens

spécialistes des questions communique de

juridique, économique et financiere,

politique et culturelle.

Droit. Economie et finance. Experiences et perspectives

européennes, Jurisprudence. Bibliographie.

ENVOLD'UN NUMERO SPECIMEN

SUR SIMPLE DEMANDE À

 $[\cdot G \cdot D \cdot J]$

26, rue Vereingetorix, 75014 Paris, Tel.: (1) 43-35-61-67

— Son content ———

— Pluridisciplinaire ——

LA RATIFICATION DU TRAITÉ DE MAASTRICHT

dit convaince d'une large majorité

ESPAGNE Le verdict du Tribunai constitutionnei

Le secrétariat d'Etat pour la CEE et les Cortes (Parlemeot) ont indi-que qu'encune date d'était encore fixée dans le calendrier du Congres (Assemblée) pour la ratification des accords de Maastricht. D'sutre part le gouvernement a décidé de consul-ter le Tribunal constitutionnel afio de savoir s'il était nécessaire de réformer la Constitution pour per-mettre aux ressortissants europeens qui résident en Espagne de partici-per aux élections municipales et sur-

Dans son article 13 alioéa 2, le Constitution espagnole stipule que seuls les Espagnols sont titulaires du droit de vote défini par l'article 23, « excepté que, comple tenu de critères de réciprocité, le droit de suffices de réciprocité, le droit de suffices de réciprocité, le droit de suffices de sufficient de suffic frage actif pour les élections municipales peut être établi par traité ou lois, Le suffrage passif (droit d'être élu) prévu dans les accords de Maastricht oe fait pas partie de cette exception. L'article 13 parle bien et uniquement de suffrage actif ment de suffrage actif.

La plupart des constitutionnalistes pensent donc qo'il feudra modifier la Loi fondamentale et que cela peut se faire evec l'eccord des deux Chambres à une mejorité des trois cinquièmes. D'autres assureot qu'il faudra également modifier l'artiele 23 et que dans ce cas il sera oéces-saire de dissoudre la chambre.

GRÉCE Large consensus

Dix ans après soo adhésion à la CEE, la route tracée par le traité de Maastricht constitue une voie à seus unique pour le Grèce. Fortemeot critiquée par la moitlé du corps électoral à son départ, la direction euro-péenne imposée par l'actuel chef de l'Etat Constantin Caramanlis, alors premier ministre, est maintenant edmise par le grande majorité des Grecs. Toutefois, la Grèce, avec une écocomie en crise, e peur, après Maastricht, d'être marginalisée par les riches pays du Nord. Les craintes cont les pays du Nord. Les craintes dans les rangs du Parti communiste (KKE).

La ratification du traité devrait se faire sans difficulté. Il n'existe pas de problème avec la Constitution grecque. Aucuo référendum o'est prévu. Les priocipaux partis, Nou-velle Démocratie (conservateur, su pouvoir), Pasok (socialiste), Coali-tion de gauche et du progrès (gauche indépendante) et Parti communiste grec, ont seulement demandé que le traité soit au préalable adopté par le parlement de Strasbourg, lis le rati-fieront ensuite à la Vouli, le Parle-ment retires!

Pour le gouvernement et la Nou-velle Démocratie, Maastrieht e constitué un « triomphe » de la politique grecque, car ses objectifs ont été e entièrement satisfaits ». Sur le plan de la sécurité d'abord, par la plan de la sécurité d'abord, par la partieipation à part entière de la Grèce dans l'Union de l'Europe occidentale (UEO) qui «garantit les intérêts nationaux de la Grèce». Sur le plan économique ensuite, par la création d'un fonds spécial pour les pays les moios développés de la Communauté, qui règle la «grande question de la cohésion» et de la convergence des économies.

Les cooservateurs, au poovoir depuis avril 1990, soot coovaincus qu'ils pourront après une période transitoire d'adaptation adhèrer à la troisième phase de l'UEM. Le Pasok considère que « le com-promis politique de Maastricht sau-vegarde le présent sans cependant assurer la perspective d'une Europe unie » et que la participation de la Turquie comme membre observa-teur dans l'UEO «constitue un dan-

IRLANDE Le problème de l'avortement

C'est eo juin, et par référendum, que la République d'Irlande doit ratifier le traité européen. Du moins -ce ainsi que le calendrier evait été fixé avant que o'éclate le «bombe» politique de l'avortement. Le texte signé à Maastricht est complété par un protocole qui exclot l'Irlande de l'epplication des directives européennes eo cas où celles-ci seraieot en cootradictioo evec la Constitutioo irlandaise, laquelle interdit l'evortement. Or, le débat sur ce sujet évolne très vite en Irlande, à tel point qu'il est possible que ce référendum se transforme en consultation netionale sur la ques-tion de l'interruption de grossesse.

En cas de «non», c'est l'entrée en vigueur du traité de Maastricht qui est remise en cause. Or, une sup-pressioo éventuelle de ce protocole «irlandais», voire sa simple modifi-

consacrées à ce genre de réforme. Le ministre des affaires étrangères, M. Giovanni de Michelis, a rappelé, au lendemain de la signature des traités, que « l'avenir du pays doit être désormais pensé et géré en fonction de l'intégration ». Uo récent sondage enprès de le classe diri-geante confirme que l'Europe attire, mais fait peur tout à la fois et présente deux facettes : un mirage loin-tair et un défi actuel, consistant à se donner des obligations externes pour résoudre les problèmes natio-

Du point de vue de la ratification, il ne davrait pas y evoir de grosses difficultés, quel que soit le nouveau Pariement, mais le débat oe devrait pas avoir lieu evant septembre prochain, eprès les législatives, le formation du nouveau gouvernement, 'élection du nouveau président de la République – prévue pour le mois de juin – et la trève estivale. L'Italie n'aura pas besoin de modifier sa

LUXEMBOURG

Le vote des étrangers

Le gouvernement luxembourgeois a indiqué qu'il souhaitait un débat



catioo, doit être approuvée par les douze Etats signataires du traité.

ITALIE Respecter les contraintes

Avec les élections législatives fixées eux 5 et 6 avril prochain, l'Europe oe figure pas eu premier plan du débat politique italien. Les partis ne manquent pas toutefois de proelamer leur engagement en faveur de l'Europe et des décisions de Maastriebt. Mais le débat europé de l'Europe et des décisions de Maastriebt. Mais le débat europé. péeo se coocentre sur les engage-ments que l'Italie doit respecter afin de pouvoir participer sux pro-chaines phases de l'uoioo économi-que et monétaire. La occessité d'un que et monétaire. La occessité d'un assainissement économique pour rester eo Europe pourrait forcer enfin les indispensables réformes eu système actuel : en premier lieu, une réforme des mécanismes qui règlent l'approbation de la loi budgétaire (legge finanziaria), evec l'iotroduction d'une limitation du pouvoir d'amendement du Parlement.

Les deux premières années de la nouvelle législature devraient être

sur la ratification evant les vacances parlemeotaires, qui commeoceot en juillet. On attend ce débat pour juin. Les socialistes et les sociauxehrétiens, qui constituent la majorité actuelle, approuveroot évidem-meot le traité. L'opposition libérale e annoncé qu'elle « ne fera pas défection » pour la coostruction curopécune, meis « elle proposera un référendum sans se faire d'illusions sur les chances qu'il soit accepté ». Elle affirme que la matière est assez importeote pour justifier une consultatioo populaire dens le Grand-Duché. Une révision constitutionnelle (à la majorité des deux tiers de la Chambre des députés) sera nécessaire pour le droit de vote des ressortissants des autres pays de la Communauté. L'affaire est sensibic, dans la mesure où le Luxembourg est le pays qui, proportionnel-lement, comporte le plus d'immigrés européens : plus de 100 000 sur une population totale de 400 000, il-y a des endroits où l'hypothèse d'uo maire portugais n'est pas théorique. C'est pourquoi le gouvernement ne prendra sans doute pas le risque d'un référendum.

PAYS-BAS

ENVIRONNEMENT

te Japon accuse is a Kyoto

2 au 13 =3:5 3 = 124 = 1

minon mennue are signatures

le le Consettent sur e sure

mare international DES EXPECTED

more ordered to the metacine of the ferincies of the feri

into le cache di Transactione

des Nations ...es pro-

to rement United

diffe entire

lards de source et au no cerroe

margen des - 5 de pois

ME CISES E

English Co. N

*:

Special ...

ter top: " --

5 7 7 7

p. 25 - 20

(62: ::-

1381

28 -51-6 12-1215 1 - 5 m 5

La conférenc

ca 143

: Inda

E Miger v

CHEFT

C-31-58

STATE OF LA

James 4

Ou

Se Pas

QUC C

£ 200

Delate

4.10

Con

perfo

77.8

ex Esp

TIQUE

prote

141

1. 1. 1. 5 T. CE

~~.

Le couronnement de la présidence néerlandaise

Le débat de ratification du traité de Maastricht est à peine lancé. Les parlementaires viennent de recevoir le texte définitif du traité, sur lequel le Conseil d'Etat doit formuler un evis evant que la procédure ne soit formellement ouverte. Ecrite dans un pre mier temps, puis orale, elle devrait durer plusieurs mois.

Du côté gouvernemental, on ne craint guère que Maastricht ne provoque les mêmes états d'âme que les accords de Schengen. Bien sûr, l'ex-tension minimale des pouvoirs du Parlement européen provoque un certés d'un pays prêt à des transferts importants de compétences... à condi-tion que ceux-ci o'approfondissent pas le déficit démocratique de la Communanté. Un avis oégatif du Parlement européen sur le texte de Maastricht pourrait encourager les Néerlandais à faire la forte tête, Mais une promesse ferme de révision du traité sur ce point en 1996 suffirait sans doute à ramener le calme.

Le «succès» du sommet de Maastricht a effacé l'amertume laissée dans l'ensemble de la classe politique néerlandaise par le rejet brutal, fin septembre 1991, du projet d'union politique présenté par La Haye. Même si la Banque centrale des Pays-Bas, dans la foulée de la Bundesbank, fait monter la pression à propos de l'union économique et monétaire, on voit mal le Parlement rejeter un texte qui constitue, quoi qu'il en pense, le couronne ment de la présidence néerlandaise.

PORTUGAL Avec ou sans les communistes

La ratification du traité de Maastricht oe pose sucun problème su Portugal, oi du point de vue technique ni du point de vue politique. Il o'y e pas de problèmes d'iocompatibilité entre les accords de Maastricht et la Constitutioo portugaise. Coocernant le droit de vote des étrangers, l'alinéa 4 de l'article 15 de la Constitution, révisée en 1989, indique que « la loi, sous réserve de réciprocité, peut accorder à des citoyens étrangers résidant sur le territoire national la capacité électorale pour l'élection des membres des organes des collectivités locales ». Il suffit d'un simple vote do Parlement pour ratifier un traité ioternational, et comme il existe un consensus entre le majorité PSD (Parti socialdémocrate, droite libérale), les socialistes et les centristes, sur ce poiot l'issue du scrutio ne feit eucun

Le seul point d'interrogation est l'attitude des commuoistes, qui risquent soit de voter contre, soit de s'abstenir, mais leur choix ne changera rien au résultat final.

Sur le fond il n'y a done aucune polémique majorité-opposition. Les socialistes oot simplement reproché au gouvernement de oc pas evoir organisé un débat au Parlemeot evant le signature des accords de Maastricht. Ils espèrent que ce débat aura lieu à l'occasion de la ratifica-

Informations des correspondants du Monde dans les capitales européannes

REVUE DE PRESSE

Le Royaume désuni?

Aprèe le faillite de l'Union soviétique, les déchirements de la Fédération yougoslave, la querelle tchécoslovaque, la Grande-Bre-tagne est-elle à son tour sérieusement menacée de devenir petite? Le Royaume-Uni est-il guetté par le désunion? «Le discoure de M. Major à Glasgow, écrit, le 25 février dernier, M. Joe Rogaly dans le Financial Times, peut être lu comme une intimidation des Ecossais, s'ils choisissant la séparation du Royaume-Uni (...). Il peut être interprété comme une mise en garde : el les Ecossaie s'en vont, les Gallois et les Irlandais du Nord pourraient faire de même. Ce qui laisserait une petite Angleterre (...). >

L'éditorialiste examine les solutions à la disposition du gouverne-ment de Sa Majesté et n'exclut pas que M. Major puiese lancer « au nationalisme écossais un défi à la De Klerk, par un référendum ». Référendum que les nationalistes «pourraient» perdre, selon l'édi-

torialiete. Les eondages publiés dans la presse britannique varient, selon qu'elle est englaise ou écos-saise. Dans la journal The Scotsmen, 50 % des Ecossais, sondés par l'institut ICM, ee disent favorables à l'indépendance (le Monde du 27 février). Mais dans The Independent, à Londres, qui cite un autre institut de eondage, ils ne sont plus que 30 % à se pronon-cer pour elle... Une choee est sure : une large mejorité d'entre eux refuse la statu quo et veut une profonde décentralisation.

Le correspondant du Guardian à Bruxelles s'inquiète et rapporte que « les Ecossals at les Gallois construisent des bases de pou-voir en Europe». « Jusqu'à récemment, écrit-il, le gouvernement britannique a insisté pour que toutes les négociations entre les institutione publiques écossaises et galloises se fassent à travers la représentation permanente du Royaume-Uni à Bruxelles, Cependant, poursuit le journeliste, un nombre de plus en plus important d'autorités locales et d'autres institutions d'Ecosse et du pays de Galles contournent tranquillement Whitehall et forgent leurs propres liens directs avec la Commission européenne. »

En Beigique ou, plutôt, « dans ce pays qu'on appelle encore la Belgique », comme l'écrit Jeen Gayetot, ex-précident du cyndicat socialiste frencophone FGTB, «l'echèvement de la réforme fédéraliete » est un «vrai pro-blème », « A moins que l'on veuille aller vers une situation à la serbocroate», écrit sans rire M. Gayetot dans le Libre Belgique, « le défenee nationale, la justice, le sécurité sociale, les problàmes monétaires, voire les effeires monétaires » ne peuvent échapper à la compétence de l'Etat fédéral. D'ailleurs, souligne-t-il, « personne parmi les plus radicaux des fédéralietes n'e conçu cette idée ». Pour compliquer un peu plus la situation, le division ettaint les frencophonee, opposent les Bruxellois à le région wallons. eS'il s'agit d'un malaise, écrit M. Gayetot, j'eepère qu'il e'agit d'un maleise passager qui ne deviendra pas une vraie blessure (...)».

Le 31 jenvier demler, le Financial Times faisait état d'une intéressante décision du gouvernement itelien : l'octroi de plue d eutonomie à la minorité germanophone du Sud-Tyrol. «La guerre civile dans la Yougoslavie voisine e, peut-être, donné à Rome l'élan nécessaire pour régler eu moins l'une de ses disputes ethniques », estime le «FT». Comme le monde eet mal fait, la presse allemande se préoccupe toujours à longueur de colonnes, non de la désunion, mais des difficultée financières et des questions morales, que pose... la réu-

J.-B. N.

In pare nations à l'étude en me

图 并 ... 2000年。数

les etues sont ancees pour la mentar dur dierrier parc napprai main en france, en men a mise zone conière que 1 4472 seen ar 60 . . - - tres à l'ex-\$110 tremte de la Brytagne. Les S. William scentifices et es défenseurs de l'engitairement applaudis. sent les crafes a comeis de fa marticat gode annon

BFEST de rote or mean or cam? la promise du tombre de sept. Redit Mest Service Conta Enn: Guade litary and a series of the ser

507 9 B

Logical States

The second secon EDUCATION UNEFAD demande des garanties sur le projet de reforme

Wiversitzire

te tradecti stector - NEE-ID | ia p

Pode Language Control of the Williams

Hang to the second seco ge nure tenne Car BOULTON CONTROL OF THE PROPERTY OF THE PROPERT Montement constant to the control of bestellen de Des personal de Tarille Estation necessary of a management of references as Art and the references as Art and Ar de réforme lanceurs par 7 7 2 8 mg La majorità dal considera degang time. placement and a second a second and a second a second and page Community of the page of ippe Campings . M. Pratility . M. Pr maintenant no contract of the tion a ful remediate a series and a series are a series and a series and a series and a series and a series a

details objective to the state of the state Les legges - 500 -

PAYS-BAS Le couronnement

de la presidence

neerlandaise

4

Arteriories de la companya della companya della companya de la companya della com

4 47 75

service of the service of

TOTAL TO LONG OF

المراجعة المستخدمة

orania. Galeria de la composição de la composição

PORTUGAL

Avec ou sans

ies communistes

Arrange -

n was train

La conférence de Kyoto sur la protection des espèces en danger

L'interdiction du commerce de l'ivoire est remise en question

Le Japon accueille à Kyoto, du 2 au 13 mers, le huitième réunion triennale des signataires de le Convention sur le commerce international des espèces de flore et de faune menacées d'extinction (CITES), établie dans le cadre du progremme des Nations unles pour l'environnement. Un tel commerce se chiffre annuellement à cinq milliards de dollers et concerne notamment des millions de poissons, oiseaux et reptiles.

ENVIRONNEMENT

TOKYO

de notre correspondant

La réunion de Kyoto va se pen-cher sur le sort d'innombrables espèces menacées, à commencer par les éléphants, dont certains pays d'Afrique estiment qu'ils ne sont plus en voie de disparition, On va parler du thon rouge, dont les Japonais sont grands consom-mateurs, mais aussi des grenouilles et des perroquets, du hareng, du bois de rose, de la vipère de Wagner ou des léopards, au cours de débats qui ne manqueront pas d'être enimés et derrière lesquels se profile l'opposition latente entre les pays industrialisés, qui défendent la nature, et les pays pauvres, qui dépendent d'elle pour survivre.

Cette réunion sera aussi l'occasion pour le Japon, en quête d'un rôle international non militaire, de montrer s'il entend assumer une position avancée en metiére de défense de l'environnement, en prévision notamment du « sommet

de la Terre» qui doit se tenir eu Brésil en juin.

Lorsque la convention fut signée en 1973, le Japon refusa de se joindre au groupe qui réunit aujour-d'hui 112 pays. De manière symp-tomatique, alors que la plupari des Elala donnaient mission à leur agence pour l'environcement de surveiller le commerce des espèces en danger, il confiaît cette tache à son ministère du commerce et de l'industrie... Signeteire de la convention depuis 1980, le Jepon a pris une série de mesures visant à interdire le commerce d'espèces en voie de disparition dans le cadre d'une lei adoctée en 1927. d'une loi adoptée en 1987.

D'eutres mesures proposées par l'Agence pour l'environnement sont en cours d'examen au Parlement. Elles comportent des interdictions concernent tant l'archipel que le reste du monde. La fronde parle-mentaire de l'oppositinn, qui cherche à mettre en difficulté un gouvernement empêtré dans les scandales, ne permettra cependant pas de faire adopter ces disposi-tions pour la réunion de Kyoto, ce qui affaiblit la position japonaise. Ces mesures, qui préconisent notamment la création de sanctuaires naturels, soulevent l'opposition du ministère de la construc-tion, inquiet de voir bloquer nombre de projets.

Le débat entre la protection des espèces en danger et les exigences du développement reste vif sur l'arebipel. Toutefois, les écologistes admettent que la position du gouvernement a changé, sous la pres-sion internationale surtout. Le Japon a été mis à l'index des réunions de la CITES à plusieurs reprises, notamment en raison des

dérogations consenties aux petits 524 espèces menacées dont le comartisans qui travaillent l'ivoire et l'écaille de tortue.

«L'amour de la nature» à la mode

La défense de l'environnement est à l'ordre du jour sur l'arebipel. Le patronat a adopté sa « charte pour l'environnement », les entreprises ont leurs «services pour l'environnement » et l'agence de publi-cité Dentsu a fait de l'«amour de la nature » l'une des tendances des consommeteurs nippons en 1991. Ces initiatives répondent à une prise de conscience de l'opinion publique qui, malgré l'attachement traditionnel des Japonais à la nature (mais une nature peut-être plus construite – jardins, arbres nains, – qu'écologique), a tardé à réagir contre la dégradation de l'environnement à laquelle condui-sait la logique de profit de la civili-sation matérielle.

Mais il y a aussi un phénomène de mode. L'Association pour la protection de la nature, qui existe depuis quarante ans, n'a que t7 000 membres alors que la National Wildlife Foundation, aux Etats-Unis, en compte 5,5 millions. Le Japon ne connaît pas non plus de mouvement écologique comparable à celui de l'Europe.

A Kyoto, le Japon devrail soutenir la position de six pays d'Afrique australe (Afrique du Sud, Botswana, Malawi, Namibie, Zambic et Zimbabwe) partisans d'une reprise du commerce de l'ivnire. Ces Etats demandent que l'éléphant d'Afrique, placé en Annexe I du traité lors de la réunion de Lausanne, en 1989, c'est-à-dire sur la liste des

merce est interdit, soit remis en Annexe II, qui comporte des restrictions moins sévères. Le Japon s'opposera aussi à une limitation de le pêche du thon rouge.

En ce qui concerne la baleine, il reste intransigeant. Au titre de la « recherche scientifique », il continue à chasser 400 baleines par an. Les écologistes estiment que la réglementation concernant l'importation des animaux rares est insuffisante. En 1989, Tokyo e soutenu l'interdiction du commerce de l'ivoire et. l'année dernière, il a suspendu la pêche des calmars aux filets ; qualifiés de « murs de la mort », ceux-ci tueni sans discrimination la flore et la faune marines.

Le Jepon no sera pas le seul sur la sellette au cours de la réunion de Kyoto. La demande de pays d'Afrique d'interdire le commerce international du hareng traduit, selon certains, le ressentiment des désenscurs de l'environnement de l'bémisphère sud à l'encontre de leurs homologues de la partie septentrionale de la planète qui veulent interdire le commerce de certaines ressources naturelles que les premiers estiment vitales. Derrière eette opposition Nord-Sud, se posent des questions de fond sur le rôle de la CITES, Faut-il préserver les espèces ou les utiliser rationnellement? Doit-on seulement protéger la « mégafaune », ces animaux nobles qui parlent à l'imaginaire, ou toutes les espèces, y compris les moins attrayantes?

JUSTICE

S'estimant menacé depuis l'affaire de la tour BP

M. Christian Pellerin a demandé à bénéficier d'une protection policière

elle un pastiche de roman noir? Mélangeant promoteura immobiliers et policiere € ripoux s, euicidea anigmatiquea, commissione occultes et trafice d'indulgeneas policièras, elle connaît un nouvel épisode diseret avac lea mystàrieuses menaces reçues par M. Christian Pellerin, le PDG de la SARI-

Il y a une quinzaina de jours, la préfecture de police el eçu un coup de téléphone aronyme annonçant que le promotur de la Défense était etteblé dans tel restaurant parisian et que l'on allait « le faire sauter ». Das policiera ae rendirent immédatement dene l'àteblissamentoù ment dane l'àteblissementoù, en effet, M. Pellerin àtaiten train da déjaunar. Qualqua jours plue tard, la promni affirma être suivi et recevoir d

L'affaire de la tour BP eareit- menaces par téléphone. La Brigede da ràprassion du banditisme (BRB) a été chargée d'une enquête préventive, sans résultats probants, tandis que le préfet de police invitait M. Pallerin à déposer plainte contre X.

Dapuia, ee darnier bénéficia d'una protection policière qui, finelement, n'est pes aasurée par la préfactura da polica da Parie, efin de ne pas ajouter à l'imbroglio puisque l'affaire de la tour BP ambarraaaa, tout à la foie, la police de la capitale et le monde de l'immobilier parisien. Aussi est-ce au niveau du ministère da l'intérieur et da la direction générale de le police nationale que des policiers ont àtà chargés de jouer les enges gardiens euprès da M. Pellarin...

Le financement du PS par le bureau d'études Urba

Ouverture d'une information judiciaire contre un ancien maire de l'Aude

La chambre criminelle de la Cour de cassation vient de déclarer recevable la requête du procureur de la République de Narbonne, M. Charles Puig, pour « escroquerie, corruption et complicité», à l'eneonire de l'ancien maire socia-PHILIPPE PONS | liste de Fleury (Aude), M. Chris-

testé durant la première semaine de mars). Les besoins de l'armée de

l'air finlandaise sont estimés à une

Pour emporter le marché, le

groupe Dassauli compte beaucoup sur la nature et le volume des com-

pensations de toules sortes que la

France est en mesure d'offrir à la

Finlande. Outre les discussions entre

les deux pays sur une centrale

pays envisagent d'accroître leurs

échanges dans le domaine maritime (bateaux et matériels portuaires), et Helsinki serait sollicité de prendre sa

part de l'assemblage, sur place, de ses propres Mirage 2000-S et de l'indus-trialisation du même avion pour

d'autres pays clients.

soixantaine d'avions.

tian Montagné. La chambre d'accusation de Montpellier a été désignée pour instruire ce dossier, confié à M. Pairick Derdeyn, conseiller à le cour d'appel, Cette décision met fin au blocage de louie information judiciaire dans l'affaire de l'Observatoire aquatique de Fleury, qui implique le burcau d'études Urba lié au financement occulte du PS (le Monde de 26 octobre 1990].

Instruit depuis 1990 au parquet de Narbonne, le dossier porte sur la construction d'une bulle aqualique à vocation touristique, pour un montant de 45 millions de francs, dans la petite commune de Fleury. L'enquête policière avait établi l'existence de fausses factures entre une société languedocienne de travaux publics ayant participé à la construction et le cabinet Urba.

Dans un rapport adressé à la Chancellerie, le parquet de Narbonne évoquait alors « la découverte d'un système organisé de détournements de fonds publics : celui d'Urba». Aussi l'ancien maire nucléaire et le soutien de la France à l'adhésion de la Finlande à la CEE (le Monde du 29 février), les deux de Fleury, battu aux élections municipales de mars 1989, avait-il earde à 16 octobre/1990. Mais, le même jour, un rélex de la Chancellerie indiqualy au parquet de Narbonne qu'il no convenait ni d'ouvrir une information judiciaire concernant le bircau d'études, ni de placer en détention les personnes mises en cause. Le procureur de Narbonne avait aussitot remis M. Montagné en liberté, dans l'attente d'aune autorisation de la Chancellerie pour presenter une requête à la Cour de cassation v.

Quatre Basques écroués pour blanchiment d'argent de la drogue

Soupçonnés d'avoir partieipé à un résean de recyclage de capitaux d'origine illicite, quatre Basques deux Espagnols et deux Français -ont été inculpés de recel et blanchiment de capitaux et écroués, samedi 29 février, par M. Jean-Luc Delahayc, magistrat instructeur à Paris. Il s'agit de MM. Antonio Michelena Arsuaga, agriculteur en France et bijoutier en Espagne, Manuel Oliva Sanz, Baston Hiriart, et Jean-Jacques Azpeitia, sans pro-

Depuis mai 1991, dix autres personnes ont été inculpées dans ce dossier mettant en cause trois sociétés - la Société générale de ehange à Paris, la Basco-Landaise de change à Bayonne, et Interas à Genève - participant à ce réseau utilisé notamment par des trafiquants de drogue et par l'organisa-tion séparatiste ETA (le Monde du

Ecroué depuis le 20 mai dans cette affaire, Joseph-Xavier Gui-mon, gérant de la Basco-landaise et militant de l'ETA, a été condamné à trois ans de prison dans un autre dossier, le 4 juillet 1990, pour des faits relevant de l'association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste (le Monde du 6 juillet 1990).

Premier du genre en France

Un parc national marin à l'étude en mer d'Iroise

Des études sont lancées pour la création d'un premier parc national marin en France, en mer d'Iroise, zone côtière qui s'étend sur 60 kilomètres à l'extrémité de la Bretagne. Les scientifiques et les défenseurs de l'environnement applaudissent. Les professionnels de la mer font grise mine.

de notre correspondant

Les pares nationaux, au nombre de sept, sont essentiellement montagnards, à l'exception du pare méditerranéen de Port-Cros, seulement dolé d'une pelile zone marine, el du pare de la Guade-loupe, qui englobe des mangroves. L'Etat à également pris sous son aile protectrice celle qui va de trois reserves naturelles marines : Cer-bere à Banyuls, Scandola et les îles

Le projet de la mer d'Iroise a unc autre ampleur : 20 000 hec-tares au large, englobant les îles d'Ouessant, l'archipel de Moléne et

ÉDUCATION L'UNEF-ID demande des garanties sur le projet de réforme universitaire

Le syndicat étudiant UNEF-ID (indépendante et démocratique) a appelé les étudiants et les enseignants à une journée de « grère civique » contre le Front national, mercredi 18 mars. Cette décision a été prise samedi 29 février, lors de la tenue d'un collectif national extraordinaire, le premier depuis 1986. Convoqués afin d'analyser le mouvement étudiant, les élus de l'UNEF-ID ont, en revanche, décidé de ne pas eppeler à la manifestation nationale contre le projet de réforme universitaire, prévue

La majorité au sein du syndicat a considéré que les étudisnts de chaque université devaient voter, en assemblée générale, leur participation à la manifestation. M. Philippe Campinchi, président de l'UNEF-ID, a indiqué qu'il « fallait maintenant passer de la contestation à la revendication. Nous devons obtenir des garanties sur le projet de rénovation universitaire. Les textes sont aujourd'hui flous ».

Sein. Un site sauvage et redouté des navigateurs. C'est sur cette route maritime, parmi les plus fré-quentées au monde, que l'Amoco Cadiz a fait naufrage en 1978. Un sile, aussi, dont les scientifiques soulignent l'exceptionnelle richesse.

Ouessant et l'archipel de Molène font partie, depuis 1989, du réseau mondial des réserves de biosphère de l'UNESCO, terme qui définit l'enveloppe de l'écorce terrestre où se forme la vie. Le milieu océanique d'Iroise a été retenu pour sa grande diversité biologique. Cette petite mer recèle le plus important champ d'algues français. L'eau y est d'une qualité exceptionnelle. C'est là que les derniers phoques gris se reproduisent. Des dauphins. parfois, accompagnent les bateaux. C'est encore un paradis de l'orni-thologie avec 20 % du stock national d'oiseaux marins, dont des espèces rares qui viennent nicher dans les ilnis inhabités.

La moitié de la récolte nationale d'algues

Le pare naturel régional d'Armo-rique, préside par M. Jean-Yves Cozan, consciller général d'Ouessant, assure la gestion de cette réserve de biosphère en liaison avec la Société pour l'étude et la protection de la nature en Bretagne (SEPNB). Un pare national permettrait un tout autre suivi scientifique, avec une dotation de l'Etai vingt fois supérieure à celle d'une structure régionale. Et il se trouve que les spécialistes de la mer et de la protection de l'environnement ne manquent pas à Brest.

Les études, qui dureroni de quatre à einq ans, devront comprendre une importante phase de concertation avec les professionnels. Les activités humaines sont irès diverses, en effet, en mer d'Iroise récolte des algues de fond, aquacul-ture, exploitation des amendements calcaires, pêche professionnelle.

Dejà, le projet de l'Iroise soulève des inquiétudes. Le pare régional d'Armorique a du organiser une réunion à Ouessant et à Molène pour atiénuer les craintes de la population. Dans le Finistère, les goemoniers, qui recolieni ici la moitié des algues exploitées en France, redoutent des contraintes supplémentaires. « Notre profession est la plus encadrée qui soit. On ramene 57 000 tounes par an alors qu'on a des capacites pour 90 000 toones», souligne M. François Calvez, vice président du Comité interprofessionnel des algues

GABRIEL SIMON ! fixée au 2 mars.

DÉFENSE

A la mi-mars

La Finlande va tester le Mirage 2000-5

La Fiolande a officiellement demandé à tester l'avion de combat français Mirage 2000-5 du groupe Dassault dans le cadre de son projet de moderniser son armée de l'air. Depuis les années 60, la Finlande met en concurrence des appareils occidentaux – généralement de source britannique ou suédoise – et soviétiques, dans le souci de maintenir une politique de neutralité entre l'Est et l'Ouest. Et elle partage, en fin de compte, ses commandes entre les deux sources d'approvisionnement. Mais, cette fois-ci, il apparaît, en rai-son même de l'éclalement de l'URSS, que l'avion produit par la (CEI), le Mig 29, est d'ores et déjà exclu de la compétition.

C'est entre les 16 et 27 mars prochain que le Mirage 2000-5 sera en Finlande pour subir une série d'exa-

La France veut aider

an maintien

du potentiel

scientifique de la CEI

Le ministre de la recherehe et de

la technologie, M. Hubert Curien,

a rappelé, à l'occasion d'une ren-

SCIENCES

l'aviation de ce pays. L'appareil pré-senté est la version biplace. C'est la première fois que cet avion sort des frontiéres nationales.

Le biplace a fait son premier vol en octobre 1990, la version mono-place en avril suivant. Un Mirage 2000 biplace avait dejà été envoyé en Finlande, au début de l'an dernier, pour des essais traditionnels par lemps froid. Mais ce Mirage 2000 n'était pas équipé du nouveau radar RDY, du réacteur M,53 P2 (qui pro-pulse le Mirage 2000-N pour des missions nucléaires) et du nouveau missile air-air MICA, aulant de matériels modernes qui sont à bord du Mirage 2000-5.

Le Mirage 2000-5 français a comme n'vaux les F 16 et F 18 amé-ricains (déjà évalués sur place en février), et le Gripen JAS 39 du

FAITS DIVERS En Gironde

Deux suspects entendus après le meurtre du curé de Castillon-la-Bataille

mens d'évaluation par des pilotes de groupe suedois Saab-Scania (qui sera

BORDEAUX

de notre correspondante

contre avec le nouvel embassadeur Jean-Pierre Sart, le curé de Casde Russie en France, M. Youri tillon-la-Bataille (Gironde), a été tué Ryjov, la volonté de la France d'aidans son presbytére dans la nuit du der au maintien sur place du 28 au 29 fevrier. Le prêtre a été roué potentiel scientifique et technologide coups et son corps portait des que de la CEI. La recherche de la CEI, note le ministère, se trouve menacée du fait des diffieultés économiques et de la reconversion d'industries de pointe vers des productions banalisées et l'on risque, à ierme, de voir disparaître des secteurs et des installations uniques, où s'étaient développées dea

approches originales. Face à cette situation, l'initiative Rubbia, du nom du prix Nobel de physique, visant à la création d'une fondation internationale destinée à aider les chercheurs de la CEI pourrail, en complément des efforts de reconversion du potentiel militaro-industriel recemment proposé par MM. Baker, Genscher et Kozyrev, apporter quelques éléments de solution. Le conseil des ministres de la Communauté devrait définir sa position sur cette question, au cours d'une réunion

traces de strangulation. Deux suspects, âgés d'une vingtaine d'années, ont été placés en garde à vue le 29 février après une enquête menée par les brigades de recherche de gen-darmerie de Libourne el de Bordeaux. Ces suspects, dont l'identité n'avait pas été révélée lundi matin, vaient être présentés au parquet de Libourne dans l'aprés-midi du 2 mars. Originaires de la région, ils squartaient un appartement dans la commune vilicole girondine.

C'est une paroissienne venant régler des obsèques qui a découvert le corps du prêtre, au rez-de-chaussée de sa maison, le 29 février. Jean-Pierre Sart, cinquante-cinq ans, avait, semble-t-il, été réveillé en pleine nuit. Il a ouvert la porte à ses deux agres-seurs. Le prêtre était connu à Castillon-la-Bataille, où il exerçait son ministère depuis 1983, pour son attention aux jeunes marginaux. Il aurait ainsi invité ses visiteurs à entrer avant d'en être la victime. Homme de haute stature, le prêtre s'est cependant violemment défendu.

Né à Bordeaux-Caudéran le

22 janvier 1937, Jean-Pierre Sart avait été ordonné prètre ca 1965. Il a exercé son ministère dans plusieurs communes de la Gironde : Arcachon, Libourne et Talence, puis Castillonla-Bataille depuis 1983. Il avait été nommé, il y a six mois, doyen du Libournais et avait ainsi la responsa-

bilité de dix-huit paroisses. GINETTE DE MATHA

O Voi d'un Picasso à la Fondation Sophia-Antipolis. — Un tableau de Picasso, l'Hidalgo, estimé à plus de cinq millions de francs, a été volé, vendredi 28 février, à la Fondation Sophia-Antipolis (Alpes-Maritimes). La toile, qui n'est pas signée, avait été offerte à la fondation au début des ennées 80 par Jacqueline Picasso, la veuve du peintre. Le vol a été commis sans effraction.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde **MÉDECINE**

SPORTS

AUTOMOBILISME: Grand Prix d'Afrique du Sud'

Le deuxième grand chelem de Nigel Mansell

Nigel Mansell (Williams Renault) e dû attendre sapt ens pour signar, dimanche 1" mars à Kyalami, sa ... dauxième victoire consécutive dans le Grand Prix d'Afrique du Sud de formule 1 automobila. Pour fêter la réintégration de cette course dans la champion-, nat, eprès sept ans da boycottage pour une performanca exceptionnalla : la grand chelem (pole position, victoire,

meilleur tour en course et course an tête de bout en bout). Un exploit qua sauls l'Autrichian Gerhard Barger (Grand Prix d'Australia en 1987) et luimême (Grand Prix de Grande-Bretagne en 1991) ont réussi au cours des treize dernières années.

La domination écrasante des Wilcause d'apartheid, le Britannique e ¿ liems Reneult, eux essais comme en offert au nombreux public de Kyalemi course, leur e d'eilleurs permis de réalisar un double evec l'Italian Riccardo Patrese, qui, eprès un excellent départ,

a réussi à préserver sa deuxièma place convoitée par le Brésilien Ayrton Senna. En courant avec les mêmes châssis et las mêmaa motaurs que ceux qui avaiant dieputà les deux damiars grands prix 1991 au Japon et en Australia, McLaren Honda e surtout permis à Williams Renault de mesurer ses progrès. Contrairement à l'équipe anglo-japonalse, l'écuria de Frank Williame e préféré attaquer la saison avec des voitures aquipées d'une suspension active

testéa sur prèa da 15 000 km cet hiver, une évolution du V10 Renault plus puissant, surtout en reprises, et de nouveaux carburants spéciaux mis aux point par Elf pour répondre à la règlementation 1992 (baisse du taux d'octane à 100 RON at 90 MON et interdiction des additifs pouvant augmenter la puissance afin de se rapprocher des carburants commerciaux).

Il faudra désormais attendra le présentation, aux Grands Prix du Brésil

(5 avril) ou d'Espagne (3 mai), de la future McLaren Honda dotée d'une boîte de vitesses semi-automatiqua et d'un nouveau V12 Honda pour avoir une idéa précisa des forces en présence. Meis Williams Renault, qui avait peche l'an demier par manque de fiabilité da la boîte da vitesses semi-automatigua dans les premièree courses, est bien placé pour savoir que le titre peut aussi se gagner gräce aux points accumulés en début de saison.

L'audacieux et le pragmatique

KYALAMI

de notre envoyé spécial

Ron Dennis et Frank Williams n'ont pas beaucoup de points com-muns. Si ce n'est d'être Britanniques et managers des deux écuries de formule I qui ont obtenu les huit derniers titres mondianx des constructeurs. Frank Williams a, au moins, deux bonnes raisons d'en vouloir à son compatriote. Akram Oijeh, puis son fils Mansour. devenu actionnaire majoritaire de McLaren international, avaient commence leurs investissements en formule 1 avec lui, tout comme Honda, avant que Ron Dennis ne réussisse à les convaincre de char ger de camp.

Championne du monde depuis quatre ans, McLaren est devenue un modèle d'organisation et d'effi-cacité en formule 1, mais Frank Williams ne désespère pas de la détrôner en misant sur ce qui peut paraître comme une force ou une laiblesse de Ron Dennis : son pragmatisme et son refus du risque. «Ron Dennis fait des voitures avec des solutions classiques et éprouvées. Il les fait très bien et les résultats lul ont donné raison. Nous, nous essayons des solutions nouvelles »,

La saison dernière, les deux Wil-

lians Renault avaient sinsi été équipées, dès le début du cham-pionuet, d'une boîte de vitesses senisautomatique. Les avantages d'une telle boîte sont incontestables. Le milote n'utilise plus la pédale d'embrayage que pour le départ et ige ses rapports au moyen de ax manertes placées sur le volant. Fayant plus à lâcher son volant, le ote peut passer ses vitesses en deine courbe rapide, ce qui n'était as toujours évident avec un levier. Surtoul, ce nouveau moyen de transmission procure un gain de temps, donc moins de perte de régime du moteur, et écarte a priori les risques de surrégimes provoqués par de manyaises manipulations du

McLaren n'avait du son salut en 1991 qu'augmanque initial de fiabilité de la hoîte des Williams Renault, et au talent d'Ayrton Senna, qui avait profité de ces problèmes pour s'assurer une confortable marge gavance après les quatre premièrs gands prix (40 points contre/6 à digel Mansell). La nouvelle McLagen Honda sera équipée d'une telle boîte au Brésil ou en Espagne. Henetton Ford, Ligier Renault et Minardi Lamborghini pourraient Jadopter la même pourraient ladopter la même

les responsables techniques de Wiltiams, ne se sont pas contentés cet hiver d'améliorer encore la vitesse de transmission de leur boîte. Leurs recherches ont surtout porté sur la mise au point d'une suspension active et d'un embrayage automatique. Des suspensions actives ont déjà été testées en formule 1. Avec Lotus, Ayrton Senna avait même gagné en 1986 les Grands Prix de Monaco et de Detroit, tandis que Nelson Piquet s'était imposé l'année suivante à Monza avec Williams. Mais le coût prohibitif des recherches (de 30 à 50 millions de francs) et quelques incidents techniques avaient entrainé la mise en sommeil de ces programmes.

> Embrayage automatique

Comme pour les hoites de vitesses semi-automatiques, l'avan-tage théorique d'une suspension active est évident. Un système de gestion électronique prend en compte la diminution progressive du poids de l'essence embarquée (plus de 200 kg pour un ensemble châssis et moteur de 605 kg), les dénivellations du terrain et les mouvements provoqués par la

hydrauliques pour assurer la stahilité (hauteur et incidence par rap-port au sol) du châssis. Outre le confort de pilotage, la suspension active améliore le rendement aérodynamique et peut ainsi permettre un gain de temps de près d'une seconde au tour sur certains circuits bosselés.

A l'occasion d'une semaine d'essais à Estoril, début février, les pilotes des Williams ont également testé un système d'embrayage auto-matique pour les départs. Une formule 1 doit démarrer avec un moteur déjà lancé à plus de 10 000 tours/minute. Jusqu'ici aucun sys-tème n'avait pu remplacer le dosage de la pression du pilote sur la pédale d'embrayage. Un système électronique prenant en compte le régime moteur, la boite de vitesses et l'embrayage, devrait permettre aux pilotes des Williams Renault de se contenier d'appuyer sur la pédale d'accélérateur au moment du départ. Ce système devrait aussi éviter le patinage souvent constaté avec la traditionnelle pédale d'em-

Si la suspension active a été montée sur les Williams Renault dès le premier grand prix, en espérant que les problèmes de fiabilité Patrick Head et Adrian Newey, voiture, et agit sur des vérius de vitesses semi-automatique ne se

renouvelleront pas, l'embrayage automatique ne devrait pas apparaître avant la mi-saison, peutêtre pour le Grand Prix de France.

McLaren et ses partenaires japo-nais de Honda et de Showa (amor-tisseurs) ne restent pas inactifs dans ces domaines de haute technologie. Ron Dennis a même débauché cet hiver le pilote britannique Mark Blundell, qui avait effectué les premiers tests des suspensions actives des Williams Renault, « Mark ne connaît heureusement pas le fonc-tionnement interne de notre boite de vitesses ou de notre suspension octive. Il pourro apporter quelques informations à Ron Dennis, mais rien de capital», estime Frank Wil-

A la différence des Williams Renault, qui ont multiplié les tests et les confrontations cet hiver sur les circuits européens, les McLaren Honda ont presque exclusivement tourné en essais privés à Suzuka. Fidèle à sa politique, Ron Dennis n'utilisera ces nouveautés techno-logiques en course que lorsqu'elles seront «fiables à 110 %», «Avec un championnat long de seize courses, dont chaque épreuve compte pour l'attribution du titre, nous préférons ovoir une politique conservatrice,

réaliste. Notre nouvelle voiture équipée d'une boîte de vitesses semiautomatique accouplée à un moteur V12 Honda entièrement nouveau n'apparaîtra qu'en début de saison européenne à Barcelone.»

GÉRARD ALBOUY

AUTOMOBILISME

GRAND PRIX D'AFRIQUE DU SUD 1. Mansell (G-B, Williams Renault), les 306,763 km en 1 h 36 min 45 s (moyenne : 190,248 km/h); 2. Patrese (Ita., Williams Renault), à 24 s; 3. Senna (Bré., McLaren Hondaj, à 34 s ; 4. Schumacher (All., Benetton Ford), à 47 s.; 5. Berger (Aut., McLaren Honda), à 1 min 13 s; 6. Herbert (G.B., Lotus Ford), à 1 tour; 7. Comas (Fra., Ligier Renault),

FOOTBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE Première division (trentième journée)

Monaco b. Caen. Saint-Etienne b. 'Nancy

En réservant aux plétons des rues et

des pistes cyclables et des parking

Strasbourg ouvre la voie

La qualité de notre vie en dépend

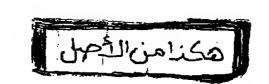
Strasbourg!

Aujourd'hui Strasbourg montre l'exemple et libère son centre ville.



La Comité de promo les entreprises de transport public.

Pour que ça roule, priorité aux transports en commun



VATATION

lars 305 +4 11

0.25

Marie 6- 1-1

g ::E\$::: . . .

去 (** 1.25) ...

1584 24 - - 1 · ·

Barre Barre

Deport income

· ^

70-1 77 7 7 1 1 A 11 1

0.7 (52 b)

THE RE

. - 3 .. 10 de ş

Au sommaire L'ETAT DE LA FRANC

150 PAYS A LA LOUP Pane Day Cave | 388/48 gr Monde economiches es secial

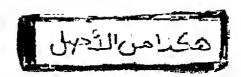
> الأخال الم 7 AF CODE

Save P 3135en de ≥f an dan

S CETTE 25. Les : Tarburge est

THE BUILDING

DAYS



SPORTS

NATATION Nouveau record du monde du 100 mètres nage libre dames

r d'Espagne (3 mail de L

Laren Hornad Corde d'une

leaces semi-3 100 matiche to san A15 House bent group

procise des toices en pré

s Wissams Renaud our avail

demier par mangue de fish.

site de vicesses semiaus

ane les premières courses

acé pour saisse que le trap

se gagner grace aur Ponte

GERAFO ALBON.

AUTOMOBILISME

SRAND PRIX 2 ATT 2.5 2. 502

3 1 2 1 1 No. 25 1 4 4 1

FOCTBALL

CHAMP-DANATICE FRANCE

From employing

2_11_11_

...

Service of the service of

್ ಅವಿಕರ್ಗಳಿಂದಲ್ಲಿಗಳ ಪತ್ರಿ

pendicular per direct

te of few part flag.

PROCESS OF USE OF

山田 さんがん しょうか

マッ・マラングかい

with the state of the second

 $A^{2} \rightarrow B + b + c$

4.5

4 ± 1 mg - --

en debut de saistri

95 4. 3.5 2

(- - -

Ca. --

L'Américaine Janny Thompson a établi un nouveau racord du monde du 100 mètras nage libre en couvrant le diatance en 54 s 48, dimanche 1= mars, lore das sélactiona olympiques américaines disputées à Indianapolis (Etats-Unis).

Catte negeusa âgée da dix-neuf ans, étudiante è l'univarsité de Stanford, e amélioré de 25 centièmes da seconda l'ancien record établi par l'Allamanda Kriatin Otto (ex-RDA), la 19 août 1986 à Madrid an 54 a 73. En 1988, Janny Thompson avait tar-miné troisièma du 50 mètres nage libre lors das sélections an vues des Jeux olympiquaa da Sécul. Sur 100 mètrea. alle n'était classée qu'au qua-trième rang mondial an 1990 et au septième en 1991. Ella espère désormaia être championna olympiqua à Barca-

Les athlètes français ont remporté quatre médailles lors des championnats d'Europe en salle orgenisés du vendredi 28 février au dimancha 1 mars à Gênes (Italie). Dans des apreuves dévalorisées par l'absence de nombreux favoris, Serge Helan, Monique Ewange-Epée et Daniel Sangouma ont remporté chacun una médaille d'argent, respectivement en triple saut (nouveau record de France, à 17,18 m), au 60 m féminin, et au 200 m masculin. Le décathlonien Christian Plaziat est devenu le premier

6 418 points. GÊNES

de notre anvoyé spécial

tiquee uniquament en salla, avec

« Parfois, ce sont les bons résultats les plus inattendus qui arrivent. Pour les obtenir, mieux vaut ne pas trop les

son record du monde, tout près de la surprise de sa meilleure performance personnelle au saut à la perche. Mais ses paroles prennent une autre direc-tion. Elles retournent à ces champioonats du monde de Tokyo au mois d'août dernier. A ce décathlon de deux jours et dix épreuves que le Français a paru perdre en 30 mètres et quelques secondes, le temps de voir filer un phéoomèoe américaio nommé Dan O'Brien.

En ce décathlon-là, Christian avait place plus que des espoirs. Il pensait sa victoire certaine et il l'avait dit sans nuance. «La présence d'O'Brien m'aidera à battre le record du monde», avait-il claironné à la veille champion d'Europe d'heptathlon d'une épreuve qui allait le reléguer au neuvième rang, à près de 700 en améliorant son propre record points de l'Américain. du monda de cette discipline, pra-

Une fois de plus, Christian Plaziat s'était pris au piège de ses déclara-tions. Car chez le Français le verbe a toujours cherché à rivaliser avec le corps, parfait, de l'athlète. Les yeux bleus, les proportions idéales, aiman-tent les regards. Les formules, l'aisance d'élocution, attirent les micros. A tel point que, dans les très grands rendez-vous de sa carrière, le Plaziat

ENDURO DU TOUQUET

Le motard Irançais Yannick Guédard (Kewazaki 250) a remporté le dix-septième

SKI ALPIN

(Massieurs)

Super-G de Shizukulshi (Japon)

Le Suisse Paul Accola est assuré de rem-

porter, pour la première fois de sa carrière, la Coupe du monde masculine de ski alpin

COUPE DU MONOE

espèrer. « Christian Plaziat parle de qui court, saute et lance a parfois semblé à la remorque du Plaziat qui rêve, parle et promet. Les performances semblaient annibilées par les effets d'annonce. Les bons mots enchaînés sans y penser se transfor-maient, avec le recul des défaites, en colliers de perles. Seuls les champion-nats d'Europe de Split en 1990 avaient amené l'or espéré et annoncé. Les Jeux olympiques de Séoul s'étaient achevés sur une cinquième

ATHLÉTISME: championnats d'Europe en salle

Christian Plaziat revient sur terre

s etalent acheves sur une cinquieme place et des pleurs, Tokyo, sur une déroute (le Monde du 30 août 1991).

«A Tokyo, j'étais fou, dit Plaziat. J'étais impressionné par tous ces journalistes qui m'attendaient.» Mais, conscient que l'excuse reste courte, cobbiéte aigute aussitét que «dans le l'athlète ajoute aussitôt que, « dans le sport on ne peut parler que des choses que l'on a acquises. J'ai oppris qu'on rêve pour soi, on s'explique seulement sur ce que l'on a fait. A Gênes, Plaziat a cessé de rêver à haute voix. Son langage oe s'est certes pas fait humble. Les phrases restent percutantes, au risque de se contredire souvent. Mais elles sont devenues plus mesurées, plus rondes, polies,

comme le personnage, par l'expé-nence d'une nouvelle défaite. Car Christian Plaziat avoue avoir

acrès sa victoire lors du Super G de Shizukuishi (Japon), dimenche 1º mars. Ce skieur polyvalent âgé de vingt-cinq ens s'est imposé avec deux secondes d'avance sur son dauphin en Coupe du monde, l'Italien Alberto Tomba, qui participait exceptionnel lament à un Super G afin de tanter de rédura l'écart au classement général.

> COUPE DU MONDE (Dames)

Slaiom et sislom géant de Narvik (Norvege)

La Suissesse Vreni Schneider a remporté le slalom de Narvik (Norvège), semedi 29 février, en s'imposant devant la Suédoise Pernilla Wiberg at l'Autrichienne Patra Kronberger qui occupe toujours la première place du classement général de la coupe du mende. Vreni Schneider, qui n'avait guère brilé lors des épreuves olympiques, a repris ainsi la seconde place du classement général à la Française Carole Merie.

touché le fond après Tokyo jusqu'à se trouver tout au bord d'arrêter la compétition. Jusqu'à ce que, pour gagner à nouveau des points, il décide de tout reprendre de zéro. Aux relations passioonelles avec Daniel Aligne, l'entraîneur de ses débuts, a succéde un travail plus contra le la contra de la contra del contra de la contra del contra de la contra del serein avec Claude Monoi et Jean-Yves Cochant. L'un est entraineur national des épreuves combinées, national des épreuves combinées, l'autre s'occupe du nouveau centre national consacré à cette discipline à Montpellier, où Plaziat s'est installé. « Nos fonctions nous interdisent de nous occuper de lui à pleu temps, explique Jean-Yves Cochept. Il a donc du réapprendre à vre en groupe, à aller boire un café sendant que les juniors sintsseut de s'entrainer. »

> Le principe du plaisir

Convalescent de la vie en groupe Plaziat, qui a toujours entendu re un cas à part dans l'athlétisme fra çais, a du subir à Gènes un trait ment de choc. Car, au splendide is lement de la maison de bois d Japon, au moment de la préparating des championnats du monde, a suc cédé la plus symbolique des promis-cuités, celle d'un bateau, un car-ferry amarré dans le port de la capitale ligure, dans lequel vivent les athlètes. De cette proximité forcée, Plaziat n'a pas sculement reteou l'étroitesse des cabines. Il dit aussi avoir apprécié la compagnie de sportifs qu'il semblait luis, « l'échange des douleurs et des emotions v.

Descendu du piedestal qu'il s'était construit, Christian Plaziat a aussitot entanté une sorte de psychanalyse par le sport. Sur le tarian, ses deux entraîneurs ont entrepris de lui faire confesser les blocages qui l'ont empêché de s'épanouir à Séoul comme à Tokyo. « Cette approche psychologique passe uniquement par l'entrainement, dit Claude Monot. Nous essayons de lui montrer en per-manence que le décathlon est composè de dix épreuves, et qu'il ne peut tout gucher parce qu'il en rate une. Nous enchaînons donc les disciplines comme dans une compétition, » Grace à cene méthode, le Français a

retrouve un priocipe qu'il semblait avoir oublie, celui du plaisir.

désir du beau geste, la joie de concourir, que le décathlonien est parvenu à battre de 10 centimètres son record personnel à la perche, à 5,20 m. «Jusqu'à 4,90 m. j'avais sauté crispé, en fosbury » Plaziat nou-velle méthode : « J'at seulement cherché à me décontracter, sans voulois passer en force. Cela m'a fait franchis une attaque monstrueuse. » Moins tendu au moment d'agir, Plaziat semble aussi aborder l'ensemble de la compétition moins nerveusement. A Gênes, il a supporté stoïquement l'interruption du concours de la hauteur par la cérémonie d'ouverture ou les injonctions des officiels. Deux faux départs au 60 m. baies, sa relative cootre-performance dans cette discipline, ne l'ont pas affolé.

«Il a une approche plus sereine de la compétition, confie encore Jean-Yves Cochant, Et cela se voit dans le détail des résultats. Il est parsenu à gagner 150 points en améliorant un seul record personnel.»

Certes, comme tout le monde, Plazist sait que, dans l'amputation qu'il a du subir pour devenir heptathlonien pour entrer daos les limites troites d'une compétition en salle, il à dû abandonner deux de ses points fables : le disque et surtout le jave-loi. Le record battu à Gênes n'a de mondial que le nom : les Américains ne pratiquent pas l'heptathlon, inscrit pour la première fois en Italie dans une compétition officielle. O'Brien s'est d'ailleurs chargé de répliquer en améliorant la meilleure performance mondiale du pentathion, cinq épreuves en saile.

Pour le Français, les championnats d'Europe en salle ressemblent tout de même à une résurrection à moins de cinq mois des Jeux olympiques de Barrelone, celle d'un Plazist nou-veau, Est-il à l'abri d'une rechute mégalomaniaque? « En repartant de zero, quelque chose était clair : pour moi, à Barcelone, il n'y aura pas de mauvaise médaille. Je veux me battre pour une des trois. »

JEROME FENOGLIO

Les résultats

Life b. Toulon...... 1-0 'Montpellier et Lens...... 0-0 *Cannes et Metz..... 1-1 *Marseille b. Auxerre 2-0

"Le Havre et Toulouse ...

Deuxième division (vingt-huitième journée) GROUPE A

*Bourges b. Bouen. "Tours at Beauvais ... 'Amiens et Sedan

"Valenciennes et Orléans ... MOTOCYCLISME

*Dunkerque et Louhens-Cuiseaux...... *Laval b. Red Star...... 1-0 Angers b. "La Roche-sur-Yon.... Guingamp b. Le Mans.... (Exempt : Ancenis)

Enduro du Touquet (Pas-de-Celais). dimanche 1-mars, devant plus de trois cent mile spectateurs. Il s'est imposé au terme de trois heuras de course devant le Suisse Charly Torus (Honda 500) et un autre Fran-cais, Frédéric Bolley (Yamaha 250). Classement. - 1. Angers, 39; 2. Valenciennes, 34; 3. Le Mans et Laval, 31; 5. Guingamp, 30... GROUPE B Saint-Orientin et Nice.....

*Mulhouse b. Bordeaux. *Gueugnon at Epinal ... Rodez et Istres..... Alès h. Châteauroux...... Bastia b. Granoble..... Perpignan et Martigues... Annacy el Strasbourg Classement - 1. Bordeaux, 44 pls; 2. Strasbourg, 40; 3. istres, 38; 4. Bastia, 34; 5. Ajaccio, 32...

SOCIAL 1991

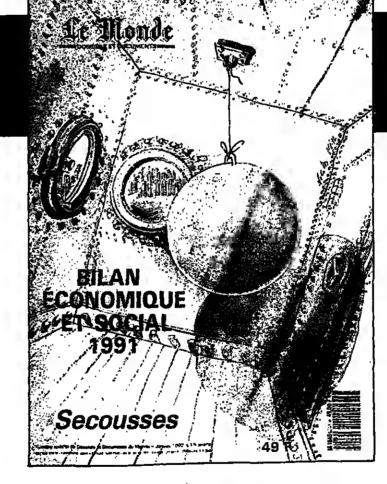
Yougoslavie. Putsch manqué et la crise? désintégration de l'Union soviétique... Stagnation dans les grands pays industriels, licenciements... Multiples secousses. Les ondes de choc ont gagné le monde entier en 1991, et 1992 s'ouvre sur autant d'incertitudes. A la place de l'ancianne URSS, la nouvelle Communauté des Etats indépendants va-t-elle trouver un équilibre ?

Guerre dans le Golfe. Guerre civile en L'économie mondiale va-t-elle sortir de

Le Bilan économique et social - véritable rapport annuel sur l'état de la France et du monde - rassemble les dernières statistiques, présente de nombreux graphiquas et analyse les faits économiques marquants dans leur contexte économique et social.

Au sommaire

- L'ÉTAT DE LA FRANCE
- 150 PAYS A LA LOUPE :
- économiques et sociaux des correspondants du Monde.
- L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL
- DEUX DOSSIERS SPÉCIAUX :
- Pays par pays, l'analyse et les commentaires 20 ans d'économie mondiale (1970-1990).
 - L'Europe de l'Est.



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 49 F

BON DE	COMMANDE: BILAN	ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1991	
NOM :	PRÉNOM :	FRANCE (métropola uniquamant) Nombre d'ex 55 F (port inelus)=	F
ADRESSE :		DOM-TOM at ÉTRANGER	_
CODE POSTAL	LOCALITÉ:	Nombre d'exx 60 F (port inclus)= Bulletin à découper et à envoyer à LE MONDE : Service vente au numéro – 15, rue Falguière	P
PAYS :		75501 PARIS Cedex 15 France	1/2 LN

xemple

ville

14 4 Mills 214

Nantes, Angers, le Mans... Les socialistes de l'Ouest semblent pris au piège des « affaires »

par Roland-Pierre Paringaux

Chrame un filet émergeant de profondeurs opaques, la trame des réseaux de collecte de fonds du Parti socialiste dans l'ouest de la France remonte sn jour. Sous l'impulsion de magistrats déterminés, le mouve de magistrats déterminés, le mouve-ment s'accélère du côté de Nantes, de Reunes, d'Angers et du Msns. Dans le nasse, surnsgent des affaires» dant les inventaires ne doivent rien à Prévert. Sur fond d'opérations frauduleuses, de rivali-tés de courants et de millions esca-motés des champions de l'accession motés, des champions de l'extorsion de fonds et des élus socialistes se croisent à tous les carrefours, sans que l'on puisse toujours dire à quel point les premiers oot compromis les seconds. Un déballage protéiforme que l'on ne peut visiter qu'a-vec prudence et précaution.

Les élus de Loire-Atlantique et de la Sarthe sont bien représentés dans les affaires actuellement à l'instruc-tion. Mais, au fil des confidences de magistrats, d'avocats et de policiers, les noms de personnages haut placés sont également cités – alors qu'ils ne sont pas formellement mentinanes dans les dossiers judiciaires, - tels que ceux de M. Laurent Fabius, premier secrétaire du PS, Mª Georgian Dufoix, ancien ministre des affaires sociales, ou M. Jean-Marie Bockel, député (PS) du Haut-Rhin.

Ici, un rapport de police, consacro à des acrobaties financières qui lais sent reveur, mentionne un courrie du ministre délégué su budge. M. Michel Charasse. Là, un projet de résidence mirifique et ruineux compte déjà plusieurs inculpés et deux suicidés. Certes, les étus, à l'exclusion de ceux qui seraient convaincus d'enrichissement personnel, sont couverts par les amnisties de 1988 et 1990. Mais cette remontée saumâtre, doot tout iodique qo'elle est loin d'être terminée, ne cesse de les déstabiliser en minant leur crédit dans l'opinion.

L'essentiel de ce dossier du finanl'Ouest au cours des années 80 est constitué par trois affaires, dont les points de départ sont à Nantes. À Angers et su Mans. Au cœur des deux premières, on trouve un indus-triel âgé de cioquante aos, René Trager. Originaire de le région de Metz, il est venu s'installer à Nantes vers la fin des années 70, mais il e gardé de solides amitiés dans l'Est. L'homme connaît la métallurgie et se lance dans la fabrication de nièces d'aluminium. Débordant d'activité, d'hinnimus de pouvair à activité, persuasif et entreprenant, c'est un débrouillard. « Un de ces types qui côtolent le pouvoir pour faire des affaires et qui finissent par faire des affaires pour le pouvoir », résume un

La première «affaire Trager» commence evec les infractions financières de plusieurs sociétés diri-gées par l'industriel nantais et miss en liquidatinn judiciaire : Déambs, nox (matériels d'aluminium); ATAO (Atelier de transformation d'alumi nium de l'Ouest); SOGECI (gestion financière); Franceville Conseil (publicité-communication) et LRTP (Loisir-Travaux publics). Après une enquête de routioe, Reoé Trager écope à la fin des années 80 d'un contrôle fiscal qui fait ressortir des éléments susceptibles de poursuites pénales. Les enquêteurs ont mis an jour les liens qui unissent ces sociétés et qui, selon eux, font apparaître «un dispositif ayant permis sous couvert de fausses factures de faire transiter par plusieurs intermédiaires des fonds à l'origine collectés par une SARL. Deep (antinée par René Tiage), auprès d'entreprises de travaux publics». On en restera là pendant melemes mois.

L'affaire repart en evril 1989 avec une demande d'enquête du procu-reur de la République de Nantes à la section économique et financière do SRPJ de Rennes. Pour progresser dans le labyrinthe du système Tra-ger, et pour tenter de comprendre, au-delà de mécanismes alambiqués qui en sont les bénéficiaires, les policiers vont s'appuyer sur le travail de leurs collègues du fisc. Le tout sera consigné dans un rapport d'une cin-quantaine de pages daté du 13 mars

Le système Trager, c'est d'abord la famille. Antour de lui, oo retrouve, d'un conseil d'administration à l'autre, sa femme, sa fille, ses frères, son beau-frère. Et des amis de Metz et Sarreguemines: Jean Bering, Richard Gaul et sa femme, trois des SARL contrôlées par René Trager étant domiciliées dans l'Est. Parfois, comme dans le cas de Deep dont le gérant, Gilbert Bianchin, était son beau-frère, Trager n'est pas juridiquement le patron. Mais, dans les faits, il contrôle tout. Jongiant avec les sociétés, les comptes en banque et les millions, c'est l'homme orchestre. Les autres font de la figuration.

La constellation de sociétés créées

par René Trager à partir de 1981 est un embrouillamini qui donne le tournis. Aux sociétés déjà citées s'ajoutent: Deep (Publicité), San Francisco, Peek et Dinagra (com-merce), Est Diffusion (bibelots en gros) et Ingésim (gestinn immobi-lière). Le rapport montre, chiffres à l'appui, comment des millinns de francs, aspirés et refoulés à coups de fausses factures et d'opérations fictives circulent à travers ce réseau pour revenir, invariablement, dans les mains de Trager. Par exemple, Déambinox facture pour 3,2 mil-lions de francs de «matériel urbain» à Deep En contrepartie, Déambinox encaisse pour la même période une somme totale de 3 millinns de Alleurs, de mai à novembre

1985, Deep paie 1,1 million de fraca sur le compte «taxi» de Jean la la Saint-Sébastien-sur-Loire, banlieue de Nantes. Dans le temps, un million repart du rinvraisemblance le dispute imprudence : Est Diffusinn à Sarregnemines et specialisée le bibelot) adresse une facture 44 534 francs à Franceville onseil (communication) pour la rénovation de bureaux, rue de la Boétic, à Paris. Or l'adresse est celle du siège de l'association « Maires, Villes et Bantieues de France» (AMVBF) que préside M. Jacques Floch, maire de Rezé, dans la ben-lieue de Nantes, et député (PS) de Loire Atlantique.

*Un courrier M. Charasse»

Le détai de ces chassés-croisés ficanciers au passage desquels les intermédiaires prélévent leur pour-centage, es étourdissant et fasti-dieux. Mais ces flux, embrouillés à plaisir, intriguent d'eutent plus qu'ils économiquement», scion la police economiquements, scoit la ponce judiciante, Si certaioes sociétés (Déambinox, ATAO) ont une réelle activité économique, les eutres sont des sociétés-écrans. Pour compliquer les choses, la comptabilité de certaines sociétés - si tant est qu'elle ait existé ailleurs que dans le cer-veau de René Trager - est introuva-

Aprèsicette plongée dans la fiscalité, le capport évoque « un certain nombre de documents singuliers », découverts lors de perquisitions chez René Trager et dans les locaux de Dinagra. Évocation succincte, mais qui colore l'affaire d'une lumière politique. Il s'agit, dans l'nrdre : d'une facture de la société « Presse de l'Estuaire» relative à une cam-pagne d'affichage du maire de Saint-Nazaire, M. Joël-Guy Batteux, et d'uoe secture du même mantaot libellée à l'ordre de la SARL Deep; de deux factures à en-tête Urba-Techaic dnot I'une porte la mention Deep; d'enveloppes et de papier vierge à en-tête de la mairie de Sant-Nazaire, du ministère des traisports au titre de la marine mar-chande, ou encore de l'office HLM de Sant-Nazaire.

Les enquêteurs ont également saisi

ferme les listes des directeurs de cabinet et des maires socialistes des villes de 9 000 à 30 000 habitants. Dans une autre, relative à la crés-tinu d'un magazine d'informations municipales et d'un guide-ennuaire, M. Batteux demande de réserver le meilleur accueil au délégué enmmercial chargé de leur promotion. La perquisition à la SARL Dinagra per-met aux enquêteurs de mettre la main sur « un courrier de M. Charasse, en date du 7 septembre 1939, concernant la réponse du ministre délégué à Mª Georgina Dufaix au sujet de la situation fiscale de M. Tragers. Ils récupèrent sussi une lettre de la direction des impôts de Nantes edressée à René Trager et concernant la demande d'interven-tion qu'il a faite au député Jacques

Le rapport iodique ensuite que « les recherches bancaires ont révêle que des chèques ont été émis à partir du compte «Taxi» Jean Bering au profit de M. Michel Maurice, qui aurait été un collaborateur de Mus Genraina Dusin de M= Genrgina Dufoix, et de M. Le Lann, ex-directeur de cabinet du maire de Saint-Nazaire». Il précise que M. Maurice est le bénéficisire de trois chèques, tirés en 1988 sur le compte personnel de René Trager, pour un montant global de 45 000 francs.

La déconverte de ces documents, notaient sobrement les policiers du SRPJ de Rennes, « permet de pro-poser une nouvelle orientation de l'enquête». L'apparition, à ce stade de l'affaire, de personnalités socia-listes, et a fortiori leurs interventions en faveur de Trager, ne permettaient peut-être pas d'affirmer que ses contorsions financières étaient le fait d'un collecteur de fonds du PS. Mais, compte tenu de la nature des faits reprochés à René Trager, ces faits nouveaux exigeaient des inves-tigations complémentaires. ort fut remis le 13 mars

1991. Le même jour, le juge d'instruction nantais Pierre Pétriat inculpait René Trager d'abus de biens sociaux, banqueroute et escroquerie. L'industrici était incarréré le leudemain. Il en aurait fallu plus pour l'inquiéter. René Trager n'avait-il pas des amis haut placés? Grace à eux, l'affaire de son contrôle fiscal ne s'était-elle pas bien terminée? Mieux encore, quelques semaines avant son incarcération, René Trager affirme qu'il evait récemment accompagne une délégation intermi-nistérielle française pour l'Europe centrale. Il s'agissait, semble-t-il, d'un projet de rénovation du port de Cnostanza, mais nn ne sait qui l'avait invité.

«Un affabulateur» et des noms haut placés

Pourtant ic temps passe et notre bomme reste en prison. Impatient, le détenu commence alors le petit jeu des révélations. Il commence par s'épancher suprès de ses svocats, M= François Chéron, du barreau de

plusieurs lettres. L'une, adressée en 1983 par M. Yves Le Lann (ex-directenr de cabinet du maire de Saint-Nazaire) à René Trager, renle PS et affirme qu'il a des clients hant places à Paris. Cela paraît tellement gros que Me Chéron prendra officieusement l'avis du PS. On lui répondra qu'« un a vaguement entendu parler de Trager, mais qu'il n'intervient pas au niveau national», en concluant : « C'est un affabula-

Il n'empêche que des nams, qu'aurait mentionnés René Trager devant ses avocats, enflent bientôt la rumeur: M. Laureot Fsbius, M= Georgina Dufnix, M. Jean-Marie Bockel, ancien ministre du com-merce, de l'artisanat et du tourisme. L'Evénement du jeudi les public et évoque de grosses sommes : buit millions de francs pour la campagne électorale de 1986. L'hebdomadaire prête à René Trager des détails précis sur des opérations financières concernant des bypermarchés et l'importation de scanners américains. L'industriel nantais bluffe-t-il? En dit-il plus qu'il n'en a fait pour impressimmer et sortir plus vite? S'agit-il de fuites politiquement malveillantes? Interrogé par l'Evêne-ment, M. Bockel déclare que son directeur de cabinet « connaissait sans doute Tragers. Il admet que des groupes commerciaux ont cer-tainement contribué à sa campagne. M. Fabrus fait démentir. M^m Dufoix

Mals eux juges qui lui mettront implicitement le marché en main les noms des bénéficiaires contre sa remise en liberté, - René Trager ne donnera jamais ces trois noms. Il en donnera d'autres, mais pas ceux-là. Maigré ces rumeurs explosives, ou peut-être aussi à cause d'elles, il va donc rester en prison. Cousolation temporaire pour les étus éventuelle-ment impliqués, le juge Pétriat est dessaisi en mai 1991. Le dossier est confié au président de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Rennes, M. Robert Cornu. Pendant près d'un an, jusqu'à son départ à la retraite, cette affaire-la pe fera plus de vagues. La seconde affaire Trager, dite

affaire de Rezé, débute en 1988. Elle tourne autour d'un projet de rési-dence-service pour personnes agées à Rezé, une commune nantaise dont Rezé, une commune nantaise dont le maire est M. Jacques Floch (le Monde du 7 février). C'est un pro-moteur dn Mans, M. Serge de Sinety, qui entreprend de réaliser le projet avec le Crédit local de France immobilier (CLF-lumno) et le Crédit industriel de l'Ouest. Le CLF-lumno quivre une liene de crédit de 10 milouvre une ligne de crédit de 10 mil-lions de francs. Survient René Trager, qui va jouer à la fois l'intermé-diaire et le partenaire dans un projet mirifique de multiplication des résidences-service. Il obtient que M. de Sinety verse 2,1 millions de francs à la société Ingésim, de Montigny-lès-Metz, dant le gérant est son frère, Marcel Trager. L'industriel affirme qu'il s'agit d'une commission qui lui était due; Serge de Sincty prétend que René Trager s'est présenté dans cette affaire comme le «trésorier» de M. Floch pour lui soutirer l'ar-

Pour le maire de Rezé, il s'agit tnut bonnement d'une escroquerie. inculpés de ce chef par le juge Anriel, René Trager et Serge de Sinety auraient conçu le projet seuls et auraient dilapidé les crédits pour monter leur coup; mais, au dernier monent, un financement promis par un partenaire suisse aurait fait défint et tout serait tombé à l'ean. défint et tout serait tombé à l'eau. M. Floch, qui dément evoir jamais donné des instructions à René Trager dans cette affaire estime que le juge d'instruction n'e pas de preuves tangibles contre lui. Sa mise eo causé aurait deux objectifs : politiser l'affaire et la médiatiser à outrance pour nuire au Parti socialiste.

« C'est du Balzac, tout le monde se tient»

Cependant M. Floch n'ignore pas qu'il existe une lecture autremeot plus politique de cette seconde affaire Trager. Et qu'à défaut de preuves formelles, elle oc manque pas d'arguments. Cette lecture prend d'abord en compte les relations que le maire de Rezé et René Trager entretiennent depuis longtemps. A tel point que l'épouse du maire, M= Colette Floch, siégera au conseil d'administration d'une société de Trager, Franceville Conseil, par ailleurs étroitement liée à l'association déjà évoquée « Maires Villes et Banlieues de France» (AMVBF) prési-dée par M. Floch.

Autre lecture politique : c'est M. Raymond Douyère, député (PS) de la Sarthe, qui e recommandé de Sinety à M. Floch, Or M. Douyère préside le conseil de surveillance du Crédit local de France, dont une filiale a evancé l'argent du projet de Rezé à M. de Sinety. M. Douyère fait anjourd'hui partie des élus « sus-ceptibles d'être inculpés » dans l'af-faire de financement du PS sarthois — la troisième «affaire» de l'Ouest. Or on trouve au cœur de ce dossie un bureau d'érudes que l'on retrouve parfois aux côtés de René Trager en Loire-Atlantique : la Sages. Coîncidence? L'agence Aravis, que dirige Evelyne Reyt, fille de Michel Reyt, le patron de la Sages qui vient d'être placé sous mandat de dépôt par le conseiller Renaud Van Ruymbeke, e consener Remand van Ruymbett, e occupé des bureaux an siège de l'AMVBF, l'association présidée par M. Floch. Quant à M. de Sinety, il bénéficiait, à l'époque de l'affaire de Rezé, de bureaux dans les locaux de la Sages, à Paris...

Où est la vérité? M. Floch, qui, dans ce dossier, s porté plainte an nom de la société d'économie de nom de la société d'économie de Rezé, est-il, comme l'affirme son avocat, M^a Jean-Pierre Mignard, du barreau de Paris, «un platgnant en pasture d'inculpé dans un contexte qui le rend coupable a priori»? Pour sa part, le juge Auriel e choisi d'inculper M. Maurice de recel et abus de confignee et M. Flort de compilie. de confiance et M. Floch de complicité d'abus de confiance. Liens d'amitié et relations d'af-

faires ne sont certes pas répréhensi-bles. Mais les «affaires Trager» sont d'un autre ordre, dévollant un écheveau de troubles solidarités ayant pour tnile de fand une sorte de racket des marchés publies. « C'est glauque et compact. C'est du Balzac, tout le monde se tient », confie l'svocat d'un des ioculpés. Récemment,

en pleine audience, le président de la chambre d'accusation d'Angers, M. Jean Gouyette, jugea toute cette bistuire « parfaitement nauséabonde ».

D'eutant plus qu'entre-temps, René Trager s'est à nouveau permis de jouer les imprécateurs. En juillet 1991, accusé par Serge de Sinety, il passe à la contre-attaque dans le cabinet du juge Auriel. Il e rédigé une dizaine de feuillets, dant le contenu est à peine moins explosif que celui de sa précédente « confession» à ses seuls evocats, et il com-mence à les lire. Des nnms et des chiffres. Des dizaines d'élus : maires, edjoints, directeurs de cabinet. Parmi eux, Yves Laurent, maire de Saint-Sébestien-sur-Loire, qui se donnera la mort en septembre (lire ci-contre). En face des ooms, Trager e inscrit des sommes. Le juge Auriel est impressionné, mais il estime qu'on s'écarte de son instruction. Les feuillets ne seront pas versés au

Deux dossiers du juge Van Ruymbeke

Ainsi Trager menace et, si l'on ent dire, réclame justice. Lui est l'intermédiaire, pas le commandi-taire. Or, il se sent lâché. Après un an de prison, gagné par l'amertume, il poursuit les règlements de comptes. Thut récemment, en février, il e lâché une nouvelle bordée de noms. Ceux d'élus affiliés à la Sages, contre laquelle il semble avoir une dent. On e parté d'en-tente, de partage des affaires puis de rivalités entre Trager et la famille Reyt. M. Michel Reyt, qui pesait d'un autre poids politique dans les antichambres du pouvoir, a-t-il parfois battu Trager sur soo propre ter-C'est einsi qu'eu terme d'une

tien ou non en détention et où ses evocats évoqueot une guerre des courants au sein du PS, Trager explose. S'il y a dans ce doss ramifications politiques, dit-il, il faut les chercher «du côté de Reyt, le courtier des réseaux poperénistes et rocardiens, le financier des Ayrault, des Douyère, des Evin ». Comme s'il vnulsit entraîner son concurrent dans sa chute. Mais il n'est pas niable que les «affaires» qui accablent les socialistes de l'Ouest soient soustendues par les rivalités de courants. C'est parce qu'Urba, l'incontournable maison-mère de la collecte de fonds, favorisait les mitterrandistes que les autres courants se sont adressés ailleurs. A des Trager, à des Reyt. De surcroît, dans l'Ouest, la carence prolongée des représentants d'Urba semble evoir laissé le champ libre aux autres.

Concurrence et surenchère jouent entre les émules d'Urba, provoquant une fuite en evant. Alors qu'Urba centralisait et contrôlait l'usage politique des fonds, ses coocurrents n'bésitent pas à entraîner les élus dans des combines incontrôlées. Ceux-ci se laissent parfois prendre au ieu, où la bonne cause justifie les pires moyens. Et parfois au piège de l'enriebissement personnel. C'est M. Floch qui le dit lui-même, affirmant que la «carence d'Urba» en Loire-Atlantique a laissé le champ libre sux pires excès et ajontant : «C'est dingue, le degré de perversion du système». Une perversion qui a gangrené un autre bastion socialiste de l'Ouest, la Sarthe, où les pratiques de financement occulte du PS par Urba et la Sages sont au cœur du débat.

Par un étonnant concours de circonstances, un magistrat de la cham-bre d'accusation de la cour d'appel Ruymbeke, se trouve sujourd'hui à la croisée de toutes ces affaires. Il a hérité, d'un côté, du premier dossier Trager, nantais à l'origine, après le départ à la retraite du président Robert Cornu, et, de l'autre, de celui de la Sarthe, relancé spectaculairement il y e un an par le juge dn Mans Thierry Jean-Pierre. Depuis le début de cette année, en multipliant les perquisitions en province et à Paris, notamment su siège de la Sages et à celui du PS, M. Van Ruymbeke semble s'être donné les moyens de renouer de nombreux fils. Et, même en tenant compte des inis d'amnistie, il n'est pas certain que cet exercice se résome à de «l'archivisme judiciaire», selon la formule d'un avocat socialiste, tant le magistrat semble oe pas vouloir s'en tenir aux seules pistes locales.

Décidément, la ville de Rennes et les ides de mars ne portent pas chance aux socialistes. C'est là, lors du congrès de mars 1990, qu'ils avaient fait l'étalage désastreux de leurs déchirements...

Le drame de la pointe Saint-Gildas

Le 13 septembre 1991, Yvea Laurent était trouvé mort dans sa volture à le pointe Ssint-Gildee, face à l'neéan Atlantique. L'enquête conclusit eu suicide. Le eune maire de Saint-Sébastiensur-Loire (Loire-Atlentique) était la deuxième personne dant le nois avait été évoqué dans l'affaire Tirager à se donner la mort. En août 1991, le président de la société de traveux publice Unibāti-Ouest, Peul Bréthamé, avait mis fin à ses jours après avoir été interrogé dans le cadre du dossier da Rezé. Sa eoclété avait été choisia pour réaliser le gros œuvre da la résidence-service du promateur Serge de

La veille de le mort d'Yvee Laurent, l'habdomadeire l'Evénement du jeudi avait publié un articie intitulé : «Les ennfessions d'un racketteur du PS», en l'occurrence Rané Trager. Cet article, jugé avec le recul « précis et bien informé » par des gens proches de l'affaire, indiquait notamment que le juge Ivan Auriel examinerait bientôt « une histoire d'implantstion d'hypermarchés, an particulier à Saint-Sébastien-sur-Loire, dant le maire, Yves Laurent, est accusé per Tragar d'avoir reçu 600 000 francs de Après ce dreme, M. Pierre

Mauroy, dont Yves Laurent était proche, déclerait que son nom avait été « jeté an pâture dans des conditions qui ne sont pes celles de la justice et de l'information d'une démocratie digne de ce noms. Le parquet d'Angare publisit un communiqué affirmant que le nom d'Yves Laurent n'apparaissait dens aucune procédure. « C'est feux », nous s déclaré M. Jacques Floch, maire de Rezé, inculpé depuis lors, qui ejoute : «Le nom d'Yves Leurent et le mien y étaient bien. En juillet, Trager evait répondu au juge, qui lui demandait pourquoi il avait retiré de l'argent sur son compte à la Banque Rothschild, à Paris : c'est pour payer de Sinety, Floch et Leurent. Lors d'une confrontation en décembre dernier, Trager a admis qu'il ne m'avait pas remis d'argent et qu'il avait fait cette déclaration pour politiser l'affaire, pour sortir plus vite. »

Il est eujourd'hui établi que Seint-Sébastien-sur-Loire, où le premier edjoint au meire est un Parielen proche de M. Febius, les affaires Trager. C'est à le suc-cursale Incale du Crédit lyonnais qu'il disposait d'un compte eu nom de son emi Jean Bering par lequel ont transité des millions de francs, souvent retirés en liquide. Aucun repport evec Yves Laurent, affirme toutefnis M. Floch qui défend celui qui fut son « sup-pléant » et son « ami ». « Ni lui ni moi n'avons été malhonnêtes et n'avona manqué è l'honneur dans nns activités», écrivalt-il en novembre 1991, dans sa lettre communale.

«La frilosité de camarades de parti»

La député socieliete ajoute aujourd'hui : « Yves Leurent étalt un garçon brillant, meis il a démarré trop tot en pulitique, c'est ce qui a provoqué sa perte (...). Il était devenu un personnage important rapidement, mais il ne s'était jamais coltiné avec certaines réalités, evec certeines pretiques, avac las patrons...» Dane ce même bulletin de novembre 1991, M. Floch écrivait : « Sa disparition (...) est aussi le résultat d'un mélenge explosif de phrases qui blessent

occupait une position-clé dans à mort, de le frilosité de certains esmarades de parti, de l'incompréhensinn des appais répétés qu'il e lancée evant d'en finir. » Cette phrees sibylline signifiet-elle, dans l'esprit de M. Floch, qu'il y eut, eussi, un manque de solidarité eu sein du PS?

Car M. Floch n'Incrimine pas la presse maie la politique. « Depuis des mois, Yves Laurent savait que son nom sortirait. Il ne s'est rien mis dens les poches mais il ne pouveit pas supportar l'idée d'être mêlé à tout cele. » Ce qui l'eveit le plus touché, selon le maire de Rezé, c'est d'être présenté comme la bénéficlaire d'une commission da 600 000 france dans l'effaire de l'hypermarché. « Cette affeira, il ne l'a même pas vue pesseria, a'exclame M. Fineh. Autrement dit, ce ne serait pas Yves Laurent qui eureit traité cette implantation, parce que e les grosses affaires se traitent au niveau national».

Curiouse embiance. Un avacat nnus précisera : « Dans cetta effaire, Laurent a prêté sa commune; ça se fait. »

R.-P. P.

المانان

La dynamic Dans les années

> 1 -2 DE 44 ----4/47 Later # - . · . 465 1.25

ng m

كنانط Market - 2

40.5

ar in Afr

 $\mathcal{O}(2^{2n-2n})$

25 4" 1"

700 CO

M 2013 (1-7)

STATE OF THE PARTY OF THE PARTY

E HERE

KE 2 ! ! ...

#= #: .T

500 mg

₽E

RE LATER AND A SECOND AND A SECOND ASSESSMENT AND A SECOND ASSESSMENT ASSESSM

צמש

tzan:

1 - 142 M 1987 - 11 L THE WAR ---3.747.8

1744 STATE AND ADDRESS. 3 70 CAST 1 24 165 Company of the --- 3 Bes TO E ITS PASE · 一个人的 中央电路

A A COR AT TOWNS WAS ENGLISHED SERVICES SET BE SERVICE OF THE SERVICE STREET

> Fo Les collections de

ei les TERRET CONTRACT NO. 1 Billiame to a more of the fact per a legal to the legal description Henneste former mile of the prior and the

Cana in the co Et : cs duce de Received of Challegers Entrance of det plus merce : one le pre-2 × 7. THE PLACE Le second the a property of he in properties de gloire sux in a in the case demente

the Land State of the State of - Promier cm Section 1 Trender de the second pose PROFESSION OF SCHOOLS to a Good and House, Several le die 5 Ses herriers. Set MARKET STATE OF THE STATE OF TH

les commissaires pr à l'heure de

de la contra del la contra de la contra del la contra del la contra del la contra de la contra del la con Son ice some 3 2 F 1500 ---- C+Ofine to your course qui fine to comme carrier qui Remarkable Comments of the Com Miles descriptions The second of th denote Par les company of plant pas button on Paris South Cardina South Cardina

Boundary of Lyon, of reci-Désarrais se la communicación processar se la communicación processar se la communicación processar se la communicación de la Business Commission of the State of the Stat Member di presidente directions of the second differences de la companya del companya de la companya de la companya del companya de la companya del companya de la companya de la companya de la companya del companya de la companya del companya de la companya de la companya del companya de la companya de la companya de la companya del companya del comp school de les de et de les de

Described of the Control of Principles Bisant others pour que les comdesign a soil a language of the source of the soil a soil a soil as a soil Company and a first trans and appearance of the contract of th while property of the contract soil a leverent as serve fundion of the control of the contro exclusion tours, constant and continued to the continued on the continued of the continued

La dynamique de Munkacsi et de Tabard

Dans les années 30, photo créative et photo appliquée se rejoignaient

A écouter deux des principales figures de l'image fixe, Martin Mun-kacsi (1896-1963) est une personnalité majeure de l'histoire de la photographie. Henri Cartier-Bresson aime rappeler son bonheur à la vue d'une image verticale représentant des gamins s'éclaboussant dans l'eau au Libéria : « La phato de Munkasci, c'est comme un lanceur de fusée qui vous met sur orbite, c'est d'oilleurs la seule photo accrochée au mur chez moi. » Quant à Richard Avedon, il a déclaré à Harper's Bazaar, en 1964 :
« Munkacsi a apporté un goût pour le bonheur, l'honnêteté et l'omour des femmes dans un art qui était avant lui sans joie, sans amour, menteur. Il a été le premier. Et avjourd'hui, ce que l'on appelle le monde de la mode. est peuplé des enfants de Munkacsi, de ses héritiers.»

Tour à tour photographe de sport, de mode, journaliste, photoreporter, scénariste, écrivain, poète, cameraman, éclairagiste, cet ancien peintre en bâtiment fait partie avec Brassaï, Kertesz et Capa de la génération hon-groise qui a révolutionné la photographie dans les années 30. Il fait ses gammes dans le quotidien sportif Az Est (1921) avant de se rendre à Ber-lin en 1927 d'où il sillonne le monde pour la presse illustrée et notamment le Berlin illustrierte Zeitung.

La montée du nazisme pousse Munkacsi à s'établir à New-York en 1934 où il travaille pour Harper's Bazaar et devient le plus réputé des photographes de mode, au point, seion certains, de gagner cent mille dollars par an. Aux Etats-Unis, son passé de journaliste et de découvreur

de grands espaces va faire merveille, bousculant le petit monde figé et conventionnel de la mode. Tout vient du sport, où Munkacsi aimait saisir l'envole du footballeur, trouver les angles les plus interacteurs les angles les plus improbables, dynami-ser ses prises de vue. Dans un seul but : traduire le mieux possible le mouvement et la vitalité du genre. Il appliquera la même formule dans ses reportages à travers le monde, en quête d'instantanés frais et sa réputa-tion grandira. Elle atteindra les sommets avec sa photo de mode.

Soutenu par le grand directeur artistique Alexei Brodovitch et par Carmel Snow (Harper's Bazoar), Munkacsi fait sortir les mannequins du studio pour leur donner plus de vie, elles épousent l'architecture, elles courent, volent, sautent sur les plages, elles éclatent de rire dans les rues. Les fonds sont parfois flous, le blanc se superpose au blanc.

L'importance du cadrage

Ce maître hongrois invente un style au point de devenir référence : «Julie entra dans la pièce, sa cape rejetée en arrière comme dans une photo de Munkocsi», peut-on lire dans une nouvelle du Saturday Evening Post des années 30. S'opposant aux références antiques d'un Hoynin-gen Huene et aux fastes surchargés de Beaton, Munkacsi a apporté une fraîcheur et une vitalité qui ont influencé des auteurs aussi divers que Cartier-Bresson, Avedon, Kertesz, Newton ou Horvat.

vision partielle de l'apport de Mun- ble activité. Certains vantent ses phokacsi. Les expositions ne sont pas en cause. Elles traduisent bien la diffides années 20 et les États-Unis de culté qu'il y a à montrer un photographe dont on a perdu la plupart des négatifs et des plaques de verre. Une crise cardiaque en 1943 a en effet plongé le photographe dans une semi-retraite qui l'a poussé vers l'oubli et la ruine. Son œuvre ayant subi le même sort, il faudrait un travail minutieux et gigantesque, notamment dans les archives des magazines bertinois et new-yorkais, pour reconstituer

Les deux expositions parisiennes ont été réalisées à partir d'un fonds appartenant à la fille de l'auteur. Les photos out été dénichées et tirées par Pierre Gassman, créateur du laboratoire Pictorial service (Picto), ami de Kertesz, Brassaï et Capa dont il tirait les photographies. Il présente aujour-d'hui, à la Bastille, plusieurs cadrages réalisés à partir d'un seul négatif en se fiant aux repères tracés par l'auteur sur les plaques de verre : verti-caux, horizontaux, plans plus ou moins serrés. Pierre Gassman rappelle judicieusement que les grands maîtres des années 30 recadraient leurs négarifs, dans la chambre noire, en fonction de la demande des magazines. Cartier-Bresson sera le premier a affirmer l'importance du cadre dans la création de l'image.

On voit où Gassman veut en venir : dans les années 30, le plus novateur, le plus «artistique» des photographes s'exprimait dans la presse, la publicité, la mode ou l'in-dustrie. Maurice Tabard (1897-1984) Les images présentées à la FNAC dustrie. Maurice Tabard (1897-1984) et à Picto Bastille ne donnent qu'une est le plus bel exemple de cette dou-

par ses recherches : solarisations et surimpressions. Car à la différence de ses contemporains, et de Munkacsi en particulier - les deux photographes se sont rencontrés à New-York et ont travaillé pour Harper's Bazaor avec Brodovitch, - Tabard « a maintenu un clivage entre photo-graphie utilitaire et expérimentations plastiques ».

Dans un livre instructif et brillant, Dominique Baqué cerne bien un photographe à l'esprit trop indépendant pour ne pas proposer une œuvre contradictoire. Du pictorialisme aux relations avec les surréalistes, Dominique Baqué rend limpide une œuvre dont elle cerne tous les tenants : la fonction du mouvement « qui déplace les lignes », le refus de «l'image hasardeuse». l'importance de la géométrie dans la composition, « la musique fugitive de lo lumière », le positif et le négatif. Tabard était un «curieux», possédant une culture impressionnante, qui a beaucoup écrit et enseigné et qui a toujours défendu la spécificité de l'œuvre photographique tout en l'inscrivant dans l'histoire de l'art.

« ll ovait conscience de foire œuvre. » C'est ce qui a séduit Dominique Baqué: un personnage qui, pendant près de cinquante ans, savait parfaitement ce qu'il faisait et pourquoi il le faisait. Une rareté.

MICHEL GUERRIN



Martin Munkac

➤ « Martin Munkacsi, Photographies 1920-1961, » FNAC Étoile, 26-30, avenue des Tarnes, 75017 Paris. Jusqu'au

reportage, cadrage. » Picto Bas- 110 F.

15011 Paris. Juaqu'au 10 avril. Maurice Tabard, da Dominiqua Baque. Collaction «Laa grands photographes ». Belfond-➤ a Martin Munkecsi, moda. Peria Audiovisuel, 1B2 p.,

ARTS

HOLDING STATE

du juge Van Raimben

Fortune ducale

Les collections du château de Goodwood sont à Paris et les peintres anglais à l'honneur

Parce que Louise de Keroualle, fille de Guillaume de Penancoet était fort jolie en dépit d'un rien de strabisme dans le regard, parce qu'Henriette d'Orléans en fit l'une de ses dames d'honneur, parce qu'elle plut au roi Charles II et lui donna un fils en 1672, la famille des ducs de Richmond, de Lennox et d'Aubigny, issue de ce royal bătard, est des plus aristocratiques d'Angleterre, Le pre-mier duc, fils de roi, tirait une partie de ses revenus d'un impôt sur le charbon et bnyait trop. Le second adorait les chevaux, la guerre et la

Son principal titre de gloire aux reux de ses concitoyens demeure cependant d'avoir, le premier, en 1725, couché par écrit les régles du cricket. Le troisième (1735-1805) fut le grand homme de la lignée, ambassadeur à Paris, savant, protecteur des arts, fondateur d'une académie pour jeunes artistes, démocrate et construc-teur de Goodwood House, devenu le

sont appliqués à entretenir le patri-moine et la fortune familiale par des moyens variés, en créaut un hippodrome, en travaillant à améliorer la race ovine, en inventant un modèle d'avion appelé « autoplane » et en organisant des courses automobiles. En dépit des lois successorales et de l'évolution des mœurs, ils ont conservé intacts Goodwood House et ses collections - celles-là mêmes qui sont exposées à Paris, à la Fondation Mone-Bismarck. Le parcours des salles s'achève dans une sorte de tente plastifiée où des prospectus et des photographics proposent d'organiser séminaires et soirées chics en louant lambris et parc. Ce doit être charmant, quoique assez onéreux. En tout cas, la preuve est faite : les ducs de Richmond, de Lennox, d'Aubigny et de Gordon - un quatrième titre écossais gentiment ajouté par la reine Victoria – ne jugent pas l'esprit d'en-treprise indigne de leur noblesse.

A défaut d'un week-end dans le Sussex, on se contentera done d'une visite à la Fondation. Son décor vic-

torien convient assez bien aux meubles, porcelaines de Sèvres et souve-nirs ducaux et royaux. La galerie de peintures de Goodwood y a été deployée dans l'ordre chronologique. Les portraits les plus anciens ont pour auteurs des Français et un Hollan-dais, Mignard, Rigaud et Van Dyck. Le Charles le et sa famille, de ce dernier, est un beau morceau de peinture officielle gamie de drapés et de moitures. L'effigie du Cardinal Fleury par Rigaud et son atelier n'est ni moins théâtrale ni moins voluptueuse.

Un Reynolds éclatant

Au dix-buitième siècle, le second duc invite Canaletto à Londres, qui peint le paysage londonien par les fenètres de la salle à manger de Richmond House, vastes panoramas d'un style morne, peu faits pour aug-menter la réputation de leur auteur. Antre italien, celui-ci frotté de néoclassicisme, Pompeo Batoni repré-sente le troisième duc avec ses chiens, bien platement. Vient ensuite, pour ne plus se démentir, la mode anglaise. C'est là la part la plus intéressante de l'exposition, qui réunit des Lawrence, des Romney et des Reynolds, autre-ment dit l'aristocratie de la Royal Academy of Arts. Lawrence est plus crémeux, Romney plus sobre et appli-que et Revnolds alternativement mignard et terrible. Il suffit de comparer son portrait du troisième duc, le visage blanc, vêtu d'écarlate sur fond crépusculaire, à la toile de Batoni pour mesurer la distance qui sépare un artiste consciencieux d'un artiste de coups d'éclat. Sur le mur où il est accroché, ce tableau met en péril ceux qu'il côtoie.

PHILIPPE DAGEN

Fondation Mona-Blsmarck, 34 evenua da New-York, 75016; tèl.: 47-23-38-88. Jus-qu'au 21 mars.

Le ministre épinglé

Dans son édition du 2 mars, l'International Herald Tribune brocarda à la una la remisa par Jack Lang du titre de chevalier daa Arts at Lettres à Sylvester Stallona, traduisant la perplexité des Américains devant cet honneur réservé à l'interprète de Rambo par un ministre iadis pourfendeur da l'invasion du cinéma hollywoodien. Lundi 2 mars, le ministre da la culture devait remettre les insignes da commandeur des arts et lettrea à Werren Beatty, quatrième Américain à être ainsi décoré rue de Valois depuis le début da l'année.

92: L'ANNÉE

MICCON

- ROUSSET. Le chef de file du jeune clavecin enregistre Rameau et crée son propre ensemble. Un entretien.
- LILYA ZILBERSTEIN. Une surdouée du piano russe à la conquête de l'Ouest.
- FRANCIS LEMARQUE. Le gamin de Paris raconte ses souvenirs. Toute une époque!
- GEORGE BENJAMIN. Carte blanche au plus jeune des grands compositeurs anglais.
- JEUNES TALENTS. 80 compositeurs préparent le troisième millénaire.
- 250 CONCERTS. Les rendez-vous à Paris et en province.

- ROSSINI. Deux siècles après sa naissance, il est plus que jamais à l'affiche. Les raisons d'une immortalité.
- IANNIS XENAKIS. Les soixante-dix printemps d'un inventeur de génie.
- ABBEY LINCOLN. Femme et militante : un portrait d'une des grandes voix du jazz.
- L'OPÉRA DE PARIS. La bibliothèque-musée fait peau neuve. Une visite guidée.
- HI-FI. Au banc d'essai : dix amplis de la nouvelle génération autour de 3 000 F.
- 200 DISQUES. La sélection du Monde de la Musique.

...Le Monde de la Musique chez votre marchand de journaux

VENTES

4

Les commissaires-priseurs français à l'heure de l'Europe

grand marché enropéen, la profession des commissaires-priseurs évolue lentement en France. Le Journal officiel vient de publier le décret qui affirme leur compétence nationale. Jusqu'à présent, les champions du marteau devaient limiter leurs acti-vités à leur lieu de résidence, et éventuellement à leur département. Un « archaïsme protectionniste » dénoncé par les études les plus dynamiques qui ne voyaient pas pourquoi un Parisien pouvait vendre à Genève et Tokyo, alors qu'il n'avait pas le droit d'exercer son métier à Bordeaux ou Lyon, et réci-

Désormais, selon le nouveau décret, les commissaires-priseurs l'ensemble du territoire national». Néanmoins, « ils ne peuvent procèder à titre habituel aux ventes publiques aux enchères de meubles en denors du siège de leur office et, le cas échéani, d'un bureau annexe attaché à l'office ». Et si le décret autorise «l'ouverture d'un ou plusieurs bureaux annexes» pour que les commissaires-priseurs puissent y décentraliser leurs activités, il en limite la création e soit à l'intérieur du département soit à l'extérieur du département dans un canton ou une commune limitrophe de la commune ou du canton où est établi l'office, à l'exclusion toutefois des communes

Aiguillonnée par l'ouverture du où est établi un office de commis-

Ces réformes, annoncées depuis quelque temps (le Monde du 11 février) sont jugées insuffisantes par une partie de la profession. De nombreux commissaires-priseurs avaient déjà critiqué la «timidité» de la loi du 31 décembre 1990 créant les SEL (Sociétés d'exercice libéral). Alors qu'ils espéraient que cette loi leur donnerait les moyens de mobiliser des capitaux extérieurs, elle en avait en fait fortement ver-rouillé la possibilité. Un autre décret publié dimanche au JO concerne l'application aux commissaires-priseurs de la loi relative aux Sociétés civiles professionnelles (SCP). Il devrait simplifier le fonctionnement interne des SCP et faciliter la mobi-

lité à l'intérieur de la profession. En revanche, la rémunération des commissaires-priseurs devrait être modifiée. Le ministère des finances s'est en effet engage à leur accorder un tarif acheteur proche de leurs concurrents européens, soit 9 % sur les ventes au lieu de la commission dégressive actuelle qui tourne autour de 3 %. Mais la TVA pour les objets importés et un certain nombre de taxes spécifiques à la France continuent de handicaper les commissaires-priseurs français face aux deux poids lourds anglo-saxons, Sotheby's

L'Europe de l'incertitude

James Saunders s'interroge brillamment sur l'avenir d'un continent en révolution

« C'ÉTAIT BIEN » au Théâtre La Bruyère

Les auteurs de langue anglaise ont, de tout temps, eu l'envie, et souvent le talent, de s'emparer de l'actualité, de l'histoire immédiate ponr en faire la substance de pièces de théâtre. En France, cet exercice perilleux n'est plus aujourd'hni très prisé. A l'exception du travail de Bernard-Marie Koltès et de quelques tentatives beaucoup plus marginales, comme celles de Daniel Lemahieu, la dramaturgie se méfie du présent, de la réalité, du quotidien, un champ d'investigation dont a est emparé un café-théâtre devenu presque infréquentable et les adeptes, caricaturaux, du une-man-show.

James Sannders, auteur anglais de soixante-sept ans, se nourril essentiellement du monde et des hommes qui l'entourent. Dernier exemple, sa pièce intitulée C'était bien, créée simultanément à Londres et à Paris, dans une mise en scène de Stephan Meldegg. Elle met aux prises un quatuor plutôt dissonant: Diana Harrington (Béatrice Agenin), journaliste d'une radio britannique à vocation internalionale, comme son mari Adrien (Jacques Frantz).

Tous deux ont une quarantaine d'années et nous les découvrons en pleine crise; Adrien a décidé, après vingt ans de vie commune, d'assumer au grand juur sou homosexualité. Il a pris cette décision après avoir fait la conoaissance d'un jeune bomme, Tomas' Kratky (Stéphane Freiss), étudiant en biologie, venn de Prague pour suivre les cours de l'Université de Londres. Sous le choc de la séparation, Diana fait la connaissance, dans un pub, d'un autre Tchèque, Josef Pavlicek (Maurice Garrel), sexagénaire qu'elle séduit aussitôt, jusqu'à le conduire dans sa chamapparaîtra que Josef est le parrain de Tomas et qu'ils ont tous deux

L'expulsion

des juits d'Espagne en 1492

Parallèlement à la découverta da l'Amériqua par

Christophe Colomb; un autre

anniversaire est célébré cette

annéa en Espagna : celui de

la signature, le 31 mars

1492, par las Rois Catholi-

quas Fardinand et labelle.

de l'édit ordonnant l'expul-

elon des juife d'Espegne. Cette expuleion de quelque

150 000 peraonnas a einsi

provoqué la disparition d'une

part fort active da la bour-

geoieie espagnole de l'épo-

que - c'est un julf converti

au catholicisme, Luis da San-

tangel, qui a financé, en

grande partie, le premiar

voyage de Cristophe Colomb.

culturel dea juifs d'Espagna

(séfarades) au quinzième siè-

cle, sera cette ennée la pla-

que tournante des principales commémorations de catte

date. Sous le dénomination

de « Sefarad 92 » elles auront

pour hut d' eapporter quel-

ques éclaircissements à une

période bien sombre de l'his-

toire de l'Espagne moderne»,

axplique M. Manuel Sasot,

responsable des différentes

Après una première expo-

sition sur la culture séfarada

au cours de laquelle plus de

45 000 personnes ont pu

admirer des manuscrits et

des documents de l'époque,

un colloque réunira le 4 mai,

toujours à Tolèda, à l'occa-

sion du 44 anniversaire de la

fondation de l'État d'Israel (le

15 mai 1948), les principaux

responsables des commu-

nautés juivas mondialas. -

Le Monde

SCIENCES

ET MÉDECINE

Tolèda, ancien centra

EXPOSITIONS

ua lien autrement plus fort, que l'histoire dramatique de la Tchécoslovaquie a noué entre leurs deux familles.

Le choc des deux mondes ainsi créé est, de bout en bout, passion-nant. En habile tisserand, Saunders a imaginé une trame solide dont les fils principaux sont plutôt somhres. L'action de C'était bien se déroule sur la seconde moitié sc déroule sur la seconde moitié de l'année 1989, jusqu'à l'élection à la tête della Tchécoslovaquie de l'écrivain fraclav Havel. Tandis que la Grande-Bretagne se déhat dans un sibéralisme thatchérien dur aux faibles – Saunders s'en prend à la spéculation immohible à l'avent ière, à l'exclusion, à l'argent facile par petites touches senties,
- l'Est entame son chemin vers la

Progrant des quelques mois de recul qu'il a manifestement mis à profe l'auteur anglais évoque déjà tour les risques, tontes les désilles s. toutes les revanches que avons constatés depuis cette ée-phare. A l'Europe du matétisme dialectique succède l'En-pe du matérialisme tout court. Saunders ne s'en tient pas à ces

onsidérations politiques et échappe, sans didactisme, vers la obilosophie. Il réfléchit sur un thème récurrent des grandes litté-ratures : l'exil. Qn'il soit géogra-phique, physique ou intérieur. A

phique, physique ou intérieur. A ce titre, le personnage du vieux Josef est absolument magnifique. Il rappelle d'ailleurs nn homme qui existe écellement, lui, le dramaturge tabéque Karei Kraus, compagnon de Krejca, dont oo jurerait que Saunders s'est inspiré.

Ancien gournaliste, Josef a quitté Pragie en 1968, sur qu'un long hiver juccéderait au Printemps Refugant toute compromission avec les stalinicos qui, pourtant, lui avaient fait des avances, il s'est ingéné, loin de son pays, à vivre, le plus sonvent d'expédients, jusqu'au chapardage dans jusqu'au chapardage dans les huffets des salons de la démo-

cratie. Il a tenté d'être anglais : « Certaines personnes s'intégrent très rapidement et d'autres, comme moi, restent des immigrés perpé-tuels. Parfois, j'oublie. Mais très vite, quelque chose me rappelle à l'ordre et me fait sentir étranger à nouveau. » Rien à faire. Malgré l'embellie de sa relation amonreuse evec Diana, malgré un courage qui lui a permis d'achever le scrit d'une pièce de théâtre, Josef se sait condamné à mourir. sans douleur particulière ni regrets élernels. Il n'a plus rien à dire. Pire, dit-il, plus rien à lire. Ce seront ses derniers mots...

Egoïsme anxiété factice

A ses côtés, les trois autres personnages sont plus convenus mais astucieusement peints. Adrien est une charge contre l'égoïsme, l'anxiété factice, le pen de profondeur de la plupart des hommes qui vivent aujourd'hui dans le confort des villes riebes et font métier de la communication. Diana est l'archétype de la femme entre deux âges, entre deux cul-tures, entre deux tentations, tâcbant de négocier an mieux le virage vers sa maturité. Tomas, jeunc bomme séduisant, pervers, pret à tout, qui a accepté d'espionner la communauté tchèque de Londres au prnfit de son pays pour payer ses études, élaie en toute conscience ses certitudes glacées. Son personnage jette un pont assez jusie entre les « calculateurs» de tous bords.

James Saunders écrit avec une précision et un sens du récil typiquement anglais. Il connaîl tous les secrets de la conduite d'une pièce de théâtre et maîtrise cette facon de dire des choses graves sur un ton à l'abord léger, afin de susciter chez le plus vaste public possible les remises en question qu'il s'impose d'abord à lui-même. Une sorte de cours magistral de theatre populaire intelligent.

A ce jeu, le directeur du Théâtre La Bruyère, Stephan Meldegg, arrivé en France en 1962 des confins de l'Allemagne et de la Hongrie, n'est pas en reste. Toutes les préoccupations de la pièce sont à tel point les siennes qu'il règle

un spectacle simple et fort. Malin eussi, comme ce choix de faire parler Maurice Garrel et Stéphane Freiss evec un accent tchèque longuement appris pendant les répétitions. L'effet est garanti : d'abord comique, puis d'une très efficace aulhenticité. Les deux acteurs se sortent impeccablement de la difficulté. La distribution est cohérente, maigré les accents un peu tonitruants du géant Jacques Frantz. Mention spéciale à Maurice Garrel.

OLIVIER SCHMITT Du mardi eu eemedi à heures. Matinée le dimanche å 15 h 48-74-76-99.

haures. Tél. :

DANSE **CLAUDE**

BRUMACHON 3 ET 4 MARS 20H30 LE PALAIS DES VENTS

6 ET 7 MARS 20H30

FOLIE LOC. 42 74 22 77 2 PL DU CHATELET PARIS 4º CÍNÉMA

Miroirs indiens

Le deuxième Festival international du film documentaire s'est tenu à Bombay

BOMBAY

correspondance

Dans l'immense sous-continent indién, aux cultures variées (quinze langues «régionales» officiellement recounues), avec 50 %. d'analphabètes en moyenne (mais à 100% d'alphabétisés au Kerala, par s'empale), plusieurs centaines par exemple), plusieurs centaines de millions d'indiens vivent an seuil de la pauvreté absolue, mais une centaine de millious connaissent des standards de vie équivalents à ceux du monde développé La complexité du pays explique peut-être, en partie, le « boom » du genre documentaire dans les années 70-80, et il s'en tourne toujours quelque deux cents par

La télévision nationale possède un public potentiel estimé à 144 millions de spectateurs, mais la chaîne Doordarshan, si elle suhventionne nn certain nombre de documentaires, n'en diffuse qu'une infime partie, pour d'obseures raisons politiques. Reste alors un espoir pour les réalisateurs : le réseau considérable des ciné-clubs indiens... et l'hospitalité de Channel Four à Londres.

Le deuxième Festival international du film documentaire, do court métrage et dn dessin animé de Bomhay, qui s'est tenn au mois de février, a permis de faire le point. Marqué par une longue tradition illustrée par les plus grands maîtres, Satyajit Ray, Mrinal Sen, Dasgupta, Girish Kar-nad, Mani Kaul, et enseigné à l'excellent iostitul du cinéma de Pune, il aborde, souvent avec une remarquable liberté de ton, tous les domaines : politique, pro-blèmes sociaux, écologie, ethnographic, patrimoine culturel, agri-culture, éducation...

Sur les quelque cent cinquante (dont un bon tiers de films d'animation), plusienrs, réalisés en 1990-1991, se détachent par leur force et leur intérêt. Ram ke Naam (Au nom de Dieu), du jeunc Anand Patwardhan, a soulevé les passioos à l'instar du sujet ahordé : la violence religieuse intercommunantaire, attisée par le parti bindouiste fascisant du BJP (Bharatiya Janata Party) et son hras séculier le Vishwa Hindu Parishad (Organisalion mondiale hindoue), qui faillit en 1990 plon-ger l'Inde dans une sanglante guerre de religions. Après avoir « prouvé », grace à une « appari-tion miraculeuse » que la mosquée séculaire d'Ayodhya (Uttar-Pradesh) se trouve sur le lieu de naissance du dieu-roi Ram, ces gronpes prétendeient faire détruire le sanctuaire musulman pour hâtir un temple.

Défenseur virulent des brahmanes

Le BJP, qui se félicite de l'assassinat du Mahatma Gandhi par un fanatique hindou en 1948, et de celui d'Indira et de Rajiv Gandhi, comhat violemment le laīcisme inscrit dans la Constitution indienue et soutenu par une par-tie de l'establishment politique, se fait le défenseur virulen1 des brahmanes et du système des castes. Malgré les émeutes san-glantes qu'il déclencha, le BJP rallia à lui des millions d'électenrs et dispose aujourd'hui de 260 sièges au Parlement de Delhi.

Sachant distinguer le fanatisme de la religion, Patwardhan piège les militants hindouistes et dénonce leur démagogie et leur corruption (détonrnement des dons des fidèles). Au lien d'opérer un faux purallèle entre les « vic-times » musulmanes et leurs adversaires, le réalisateur laisse parler des gens « de base » des deux communautés (unanimement attachés à leur pacifique coexistence multiséculaire), et il donne la parole à une courager «intouchable» qui ponrfend la caste brahmane.

Cette introspection cinématographique de la société indienne contemporaine, cri d'alarme d'un bindou à ses coreligionnaires majorilaires, a peu de chance d'être diffusée (sauf par Channel Four), mais des milliers de cas-settes en ont déjà été achetées par nombre d'associations pour la défense de la liberté religieuse.

Tout récent également, Un peu comme une guerre de la joune Deepa Dhanraj, malgré l'insertion pesante de citations écrites, est une réflexion « coup de poing » sur la politique du planning fami-

lial, inaugurée en Inde en 1952. Avec une impudique sincérité, des villageoises parlent de leur sexualité, du harcèlement conjugal pour donner des fils (seuic manière d'être un peu considé-rées) et de leur dépendance, même si 30 % des familles indieunes susbsistent grâce à l'apport des femmes.

Mais Deepa Dhanraj dénonce surtont la hrutalité inefficace de la politique étatique de stérilisation et d'avortement de millions de femmes (scènes insoutenables dans des «hôpitaux» de cam-pagne), et l'utilisation de médicaments dangereux à l'instigation de fonctionnaires et de chefs de village sans scrupules, «stakhanovistes» désireux de remplir leurs quotas, et leurs poches. Elle n'esquive pas non plus la barbare sté-rilisation forcée, par vasectomie, de six millions d'hommes durant «ère» d'Indira Gandhi. La réalisatrice souligne aussi le rôle joué par des organisations «charita-hles » américaines, obsédées par l'explosion démographique dans le tiers-monde. Conclusion d'une vieille femme interrogée : « Ils tuent les puvres, pas la pau-

La conception du mariage

Le prix de la critique internalionale est allé à un autre témoi-gnage dénonciateur : les Enfonts de Mini-Japan, de Chalam Bennurakar, qui fail appel au commentaire off pour, dans un parallèle irooique avec la fête lénifiante de Krishna célébrant l'enfance, jeter uo regard saos concession sur «Mioi-Japan», la plus grande concentration en Asie d'enfants (de cinq à quinze ans), exploités dans la dangereuse industrie des allumettes et des feux d'artifice à Sivakasi (province du Tamil-Nadu). Dans Living on the Junk (Vivre des ordures), le jeune Ben-gali Debal Basu atteint à l'œuvre d'art en 26 minutes d'images et de paroles des damnés de la terre de Calcutta, les milliers de chiffouniers survivant au jour le jour dn « recyclage » des tonnes d'or-dures abandonnées par la société de consommation de la métropole dn Bengale.

Nilita Vachani, lauréate du prix du meilleur documentaire, pour son premier film Eyes of Stone, doune une extraordinaire descriplion, dans un village du Rajasthan (Etat considéré comme particulièrement traditionnaliste), de la « possession » d'une jeune femme, délaissée par son mari. De rite en pèlerinage, elle déploie son hystérie et sa douieur sans complexe devant la camera, tant elle e la foi dans sa délivrance par la grace de la déesse qu'elle révère. L'interview du mari est édifiante sur la conception du mariage de nombre d'hommes en inde.

Achin Manush (l'Inconnu), deuxième œuvre du Bengali Sivananda Mukherjee, fait partie de ces films de déconverte (par les Indiens enx-mêmes) d'aspects obscurs de leur société multiforme : ici les chanteurs errants de la secte-ethnie des bauls du Bengale, dont les porte-parole sont les femmes âgées. En butte à l'hostilité de son entourage, ce groupe, pauvre entre les pauvres el «enarchisant», qui s'oppose violemment au système des castes, est totalement tourné vers la recherche déiste de l'Inconnu eternel. Un danger pour eux : les « promoteurs » qui veulent commercialiser leur culture.

Dans le vaste domaine de l'exaltation de patrimoine cufturel indien, nn autre prix a couronné l'un des réalisateurs indiens les plus raffinés et cultivés ; Kumar Shahani. Son magnifique Bhavantarana (Immanence) va bien au-delà du documentaire proprement dit. Hymne jubilatoire à l'un des plus grands danseurs indiens conlemporains, Keluchara Mahapatra, maître de la danse «sacrée» odissi, il offre un superbe contrepoint entre la musique, les chants védiques, l'art dn guru, la nature luxuriante de l'Orissa et la vie villageoise, servis par des couleurs et une photographie à couper le souffie. Ce regard nullement «touristique» constitue un scte de reconnaissance envers une cuiture artistique et religieuse tout à fait vivante pour des millions de spectateurs.

YVES THORAVAL



رې

MUSIQUE

SAUTHARE 2018 T : - ツア1008

RESERVED STREET

TE RED C FRANCE

EU 7. COLOR KING AVEC

The Delivery

to y

78C 定 : . . .

10 25 Mg

30 mar. 196 I EVIC VAL THE SALE PAYABL 3 C1 580-19 का अधीर के 07EA:

Eatt'e 20 P diffication in The state of the s ben i. . . S DEW T. . . CTA-

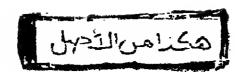
V. 15.400 25 22 h · ebasses antich.

ROSEAU-THEATRE 4 THE VIOL State State 20-20 "State BALLE GAVEAU CO VASCA

-COLUMN TO SERVICE Capon Co Courses Control Contr About the control of the control of

Programme Grande the temperature and the

Top them Eve Warrant France Manage Course and the de the take a back the de take the take th William (20213-23). James 862. Shore Exa team



inemainal Lienu a Bombay

A AND MARKET TO A PROPERTY OF THE PARTY OF T will section to the last Services of the services of th

lass Deuva Deur ide dangereut i 177 (Febb. Therefore the second of the second CAN GEORGE TO the case which is the first state of A 724 hand to as a first the cation forces to a first the cation forces to a first the cation force and the cation

te femme migre et the company of the La convention du mariage

prosent agreements - 12 324

so was factoring to the fig. A NAME AND THE STATE OF T tradia turi 医克尔克曼克勒氏 医二二苯二苯二二二甲基乙二 TALL A GLOBAL STATE OF THE

on the warry article of the control away total tour out of Approximately and a second SWINN AN GOTTON company and the second APPLICATION OF THE demand and the production of Server :

Professional Section 19 melicu Caruni tiriti. Daga ariti e are as rest with a contract of tweet than to be a general and the first Singer Fri 6 -147 - 4 1022 1 14 5 - 1 11 1 12 12 1 Server du y(t)/2t(t) = t + t

. sta Mostin III Sime Decide Communication 1,21, 17, 18, 17 30.2 The state of the state of 5 5 - wa

A Think of the second of the s

CORS THORAGA

MUSIQUE

CONCERTS

AMPHITHEATRE RICHELIEU. Ensemble de vents de l'Orchsetre Peris-Sor-bonne : 20 h 30 mar. Sai nt-Saan, Pou-lenc, Rimski-Korsakov, Krommer. AUDITORIUM DU LOUVRE (40-20-52-29). Wang Jian, Huseyin Sermet: 20 h 30 mer. Violoncells, piano.

Beethovan, Alkan, Chostakovitch, Chopoin Vincent Pasquier, Angeline Ponde-payra: 12 h 30 jeu. Contrebasse et piano. uvre de Bottesini, Desencios, Kodaly, Gière. BATEAU-THEATRE LE NAUTILIUS

BATEAU-THÉATRE LE NAUTILIUS (40-51-84-53). Par si, par la : jusqu'su 3 mai. 20 h 30 mer., jeu., ven., sam. ; 17 h dim. Spectacle musical de et avec Frédéric Fontenarosa (piano), Renaud Fontenarosa (vicloncella). Bach, Fsuré. Paganini, Scriabine, Prokofiev, Streuss, Chopin, Satie, Chostakovitch, Debussy. CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-74-42-19). Solletae de l'Ensemble InterContemporain: 18 h 30 ven. Stravinsky, Stockhausen Ensembla 2e2m: 20 h 30 lun. Paul Méfeno (direction). Leroux, Hural, Pesson, Zimmermann Guezec Jean-Pierre Arneud, Cleude Delangle: 20 h 30 km. Hb., sax., Jec-queline Méfeno (piano), Serge Garcia (violon), Robin Clevreul (cello), Psul Méfano (dir.), Leroux, Hurel, Guezes, Passon, Timmerman

CHATELET. THÉATRE MUSICAL DE PARIS (40-28-28-4D). Orchestre de Paris : 20 h 30 jeu. Ana-Bele Chaves (alto), Cerlos Roque-Alelna (pleno), Semyon Sychkov (dir.). uvres d'Alsina, Hindemith, Reselves. Hindemith, Beethoven.

EGLISE SAINT-EPHREM-LE-SYRIA-OUE. Thérèae Hindo : 18 h 30 dim. Chants areméena du Ile au XIIIe siècle Agnès Gillieron ; 18 h 30 sem. Pieno-forte. Mozart. Dans le cadre du Festival

EGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS. Merie-Elisabeth Toussut, Nicole Chau-deau : 20 h 30 mar, Chent, Sylvie Com-bal (flûte), Jorge Lozano-Corres (dir.). EGUISE SAINT-LOUIS-EN-L'IIE, Le Concert classique : 20 h 30 sam. ; 17 h dim. Charles Limouse (direction). Le Pas-sion aelon saint Jean de Bach William Turner: 20 h 30 mer. Contre-ténor. Tom Finucane (luth, théorbe), Paulina Van Laahoven (viole de gambe), Dow-land, Purcell, Haendel Frédéric Deveno: 16 h dim. Accordéon. Scarlatti, Coupe

MAISON DE RADIO-FRANCE (42-30-15-16), Pascel Lecorre: 12 h 30 mer. Pieno, Renaud Capucon (violon), Françoia Castang (récitent) Orchestre national de France : 20 h 30 jeu. Phyllis Bryn-Julson (soprano), Philippe Plerlot (fl.), Chosur de Redio-France, Kent Nagano (dir.), Verèse, Bartok, Grand euditorium Marle Mesole, Philippe Bian-coni: 12 h 30 km. Soprano, piano. Su-dio .101: Orchestre, philharmonique de Radio-France: 18 h ven. Jean-Pierre Radio-France: 18 h ven, Jean-Pierre Armengaud (plano), Poulenc, Grend auditorium Alexandre Lagoya, Kun Woo Psik: 12 h 30 jeu. Gultere, plano, Hélène Delavault (soprano), Yves Prin (plano), (e Ouatuor Prat. Studio 101 Claire Désert, le Ouetuor Kandinski: 12 h 30 ven. Piano Georges Rabol, Margot Pares-Reynes: 12 h 30 mar. Philippe Blanconi (plano). Guatavino, Villa-Lobos. Surfio 101.

Lobos Studio 101 OPÉRA-COMIQUE, SALLE FAVART (42-86-88-83). Les Arts florissants : 19 h 30 lun. Bouzignac, Moulinie, Char-pentier, Lambert. Concert eu profit de pentier, Lambert, C l'essociation Aides.

OPÉRA DE LA BASTILLE (44-73-13-00). Kathleen Battle : 20 h jeu., ven. Soprano. Orchestre et chœurs de l'Opéra de Paris, Myung-Whun Chung (direction). Berlioz, Strauss Cinq No modernes : jusqu'au 11 avril. 20 h lvn., mar. D'eprès l'œuvre de Yukio Mishima adaptée par Marguerite Yourcenar. Mari Laurile (plano), Christophe Brault, Gabriel Le Doze, Lara Guirao, Vincent Nemeth, Véronique Samakh, Catherine Vuillez (comédiene), Isabelle Aboulker (dir.), Dominique Quahec (mies en acène), Alain Marty (chor.).

OPUS CAFÉ (40-38-09-67). William Fitzpatrick, Elisebeth Schlesinger: 22 h mar. Violon, piano. Brahms, Kreisler, Dabussy, Ravel Trio Kryelere st Kompany : 22 h jeu. Taro Hakase (violon). Yoshinobu Takeshita (contrebesse). Tauneyoshi Saito (plano) Sechiko Segawe, Yoko Miyegawe : 22 h ven.. m. Violon, Mika Kamiye, Nicolaj N. sam. Violon, Mika Kamiye, Nicolaj N. Andersen (elto), Miwsko Henzawe Andersen (plano), Johann 9. Paetsch, Troal S. Hermaaen (cello) Jean-Luc Bourra, Devid Selig : 22 h km., mar. Vio-

loncelle, piano. Dvorak. ROSEAU-THEATRE (42-71-30-20). Marguerite, ida et Helene-Annabelle : jusqu'au 3 avril. 21 h mar. Evs Schwabe (chent) Didler Doumergue (mise en scène). d'après Doctor Faustus Light the Light de Gertrud Stein.

SALLE GAVEAU (49-53-05-07). Kre-SALLE GAVEAU (49-53-05-07). Kremerata Musica: 2D h 3D mer. Gidon Kremer, Annette 8ik (violon). Catherine Metz (alto), Clemens Hagen (violoncelle), Sabine Mayer (clarinetta), Oleg Malsanberg (plano). Messiaen, Schubert Anne Gastinel, Véronique Pelissero: 11 h dim. Cello, plano. 8rehme, Dutilleux, Debuters, Abestiaen.

SALLE PLEYEL (45-63-88-73). L'Or du Rhin: 2Dh mer. Opéra de Wagner, ver-sion de concert. James Morris (barytori), Graham Clark, Uws Paffer, Jemea Anderson (rénors), Ekkehard Wiashiha, Michael Ebbecke, Matthias Hölle, Philip Kang (basses), Hanna Schwarz, Badwiga Rappe, Sirgit Calm (mezzo-sopranoa), Julie Kaufmann, Hanna Schaer (sopranoa). Orchestre philharmonique de Radio-France, Marek Janowski (dir.) La Walkyrie: 18 h sam. Opéra de Wagner, version de concert. Eva Marton, Francoise Pollet (soprenos), Jamse Morris, Matthies Holle (bassea), Robert Schunk (ténor), Mariane Lipovsek (mezzo-so-prano), Orchastre philharmonique de Radio-Francs, Marek Janowski (direction) Slegfried: 18 h mar. Opéra de Wagner, version de concert. Toni Kre-mer, Graham Clark (ténors), Eva Marton, Julia Kaufmann (sopranos), James Mor-

ris, Ekkeherd Wlashiha, Philip Yang (bassea), Orchestre philharmonique de Radio-France, Marek Janowski (direc-

THÉATRE DES CHAMPS-ELYSÉES (47-20-36-37). Jorg Demus, Maria Kile-gel, Ingolf Turben : 15 h sam. Planot, cello, violon. Schumann, Schubert, Demus, Violon. Schumann, Schubert, Demus, Brahms, Franck Christian Ivaldi, Raphasi Oleg, Gérard Caussé: 11 h dm. Piano, violon, alto. Mozart, Stravinsky, Britten.

PÉRIPHÉRIE

COM8S-LA VILLE. LA COUPOLE [64-88-68-11]. Orchestre de Melun : 14 h dim. Yvss Lestang (direction). ale du concoure international d'aito

NEUJLLY-SUR-SEINE. LES FEUILLES LIBREB (46-24-41-41). Lorenzo Cipriani : 21 h mar. Clavecin. Facoli, Radino, Karll, Frescoldi, Siret, Bach.

OPÉRAS

OPÉRA DE LA 8ASTILLE (44-73-13-00). Elektra : jusqu'au 23 mers. 19 h 30 mer., sem. Orchestre et chœurs de l'Opéra de Paris, Gwyneth Jones (soprano), Sabine Haas (soprano), Philippe Rouillon (beryton), Jean Dupouy (ténor), Léonie Rysenek (mezzo-soprano), Philippe Oesert (bases), Michael Schonwandt (direction)

THÉATRE DU TAMBOUR-ROYAL (48-06-72-34). Cost fan turte : jusqu'au 15 mera. 20 h 30 mer., jeu., ven., mer. ; 18 h 20 h 30 sam. ; 14 h 17 h dim. Berbere Franch-Weselak, Stéphanie Vugnier, Isabelle Sauvegeot, Joëlle Brun-Coame, Julie Hassler, Dominique Hand (Grangere). Henri (soprano), Abella Betienko, Cayhe-rine Renoult-Bary, Sandrine Suter (mez-zo-soprano), Martial Defontaine, Terance Newcomba, Grégorio Rangel (ténore), Philippe Cambacérès, Marc Guillard, Matthieu Lecroat (barytons), Jean-Pierre Belfort, Olivier Peyrebrune (basses), Anne Chambert, Pierre Muller (piano et dir.(, Serge Catanèse (mise en scène). ELDORADO (42-49-60-27). Sisai ; jusqu'au 30 avril. 14 h 30 mer., jeu. ; 14 h sam., dim. Opératte de Frencis Lopez, livret de Nadine de Rothschild. Avec Richard Finell et Kriss Keller.

JAZZ, POP, ROCK

ALLIGATORS (42-84-11-27). Paris-Barcelone Swing Connection: 22 h mer, ; André Villéger, Patrice Galas; 22 h jeu. Bill Tekae, Al Levitt; J. R. Monterose Quartet: 22 h ven., sam, ; Talib Kibwa Quartet: 22 h mar.

Quartet: 22 h mar.

AU DUC DES LOM8ARDS
(42-33-22-88). S. Huchard, 8. Demesmay, A. ds Biossa; 22 h 30 mar., jeu.;

Makinio: 22 h 30 ven., sem.; Trio s
Boom: 22 h 30 dim.; Antoine Larcher,
Paneme Tropical: 15 h dim. Music hall
muserte; J.-Ph. Viret, E. 8ex, C.
Leborde, Q. Renne: 22 h 30 km; Jam
Session: Viveniu 31 mars, 22 h 30 Sassion : Jusqu'eu 31 mers. 22 h 30

AUDITORIUM DES HALLES (40-28-28-40). Shirley Horn: 20 h 30 sam. Charles Ables (basse), Steve Williame (percussions); Abbey Lincoln: 20 h 30 mar. Rodney Hendrick (piano), Grady Tate (batterie), Dwayne Dolphin

BAR DU POTAGER (40-26-50-96). Jacky Samson, 8ibi Louison: 22 h mer., jeu. Ctb., piano; George Makinto: 22 h lun., mar. Piano.

LE SILBOOUET (45-48-81-84). Jean-Loup Longnon Quartet: 22 h 45 mer., Jeu., ven., sam.; Alex Sanders en trio: Jusqu'eu 22 mars. 22 h 45 dim.; Jan

BLUES DU NORD (42-09-00-77). Les eseurs, Solid Stuff : 22 h jeu. CAFÉ DE LA DANSE. Mônica Passos :

20 h 30 mer., jeu., ven., sam. CAFÉ DE LA PLAGE (47-00-91-60). Miguel Gomez : 23 h ven. ; Ouartet CAFÉ RIVE-DROITE (42-33-81-82). Touche pas au grisbi : jusqu'au 15 mars. 22 h mer., jeu. ; Les Blankass : 22 h 30

lun., mar. CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-85-05). Tony Marlow Blue Five : 21 h 30 mar. ; Olivier Frenc Jazz Quintet : 21 h 30 jeu., ven., sam., dim.,

LA CIGALE (42-23-38-00), Little Village: 20 h ven. CITY ROCK (43-59-52-09). Zou: 0 h mer.; Joker Rendez-vous: 0 h jeu.; Ze Boom: D h ven., sam. Fredy Mayer; SCJ & CO: 0 h dim., lun.; Les Cochons

dans l'espace : O h mar. CONWAY'S. David Landon Band: 22 h

DÉJAZET-TLP (42-74-20-50). Merlon Jordan Cuintet, Monty Alexander Trio : 20 h 30 lun. ; Ars Nova Musicollège : ESPACE ORNANO. Guena 8atz :

18 h 30 dim 18 h 30 jeu. ; BSA, lea Petrone : 18 h 30 ven. ; Scatterbrain : 18 h 30 L'EUSTACHE (40-26-23-20). Makinto :

22 h 30 mer., jeu. ; Jeen-Marie Brière : 22 h 30 ven., sam. ; Franck Clayton Trio : 22 h 30 km. ; J. Ph. Viret, E. Bex. C. Laborda : 22 h 30 mar. FRONT PAGE (42-38-98-68). Chris Lancry: 22 h 30 mar. : Vincent Abail : 22 h 30 jeu.; Blues Maniac : 22 h 30 ven.; Blues'n Bluesy : 22 h 30 sam.; House Bend : jusqu'au 29 mers. 17 h 22 h dim.; Frogs Mouth Blues Bend :

22 h 30 mer. GIBUS (47-00-78-88). Mawashigen CPC: 23 h mer.: Paul Newman, The Block Die: 23 h jeu.; Edouard Maniac: 23 h ven.; Factor Nin8: 23 h aam.: 8ecketts: 20 h mar. HIPPOCAMPUS (45-48-10-03). Trio

Naw Orleane : jusqu'au 28 mars. 21 h sam. : Trio Jazz Middle : juaqu'au 27 mars. 21 h ven. Jean-Pierre Gélineau (saxophone), Jean Chaudron (baesa), Jean-Pierre Pothier (piano). HOLLYWOOD SAVOY (42-38-16-73). Marina Xavier: 22 h mer.; Tha Transcontinental Cow-boya: jusqu'au 26 mars. 22 h jeo.; Soul Time: jusqu'eu 20 mare. 22 h ven.; Fraddie Meyer: jusqu'su 16 mera. 22 h un.; Chris et 20 h 30 mer., jeu., ven., sam., mar.

Nous publious le lundi (daté mardi) la liste des concerts de la semaine, dont une sélection commentée figure dans le supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté

AGENDA

Azad : jusqu'eu 10 mars. 22 h mar. ; The Dixie Stompers : 22 h sam. JAZZ CLUB LIONEL-HAMPTON 140-68-30-42). Troy Turner: Jusqu'su
14 mers. 22 h 30 mer., jeu., ven., sam.,
dim., lun., mar. Gult. et chant, David Fisk
(bases), Harold Scott (bett.); Gérard Guatin Jazz Group: jusqu'eu 22 mars. 12 h dim.; Boto e Novos Tempos: jusqu'au 28 mars. 22 h 30 dim. LATITUDES SAINT-GERMAIN (42-61-63-53). 8onnie Lowdermilk

Trio: 22 h mer.; Jazz Ouartet Band: 22 h jeu.; Bobby Helma Quartet: 22 h ven., sam.; Bernsrd Maury Quartet : jua-qu'su 16 mars. 22 h lun.; Gillea Rea Quartet : 22 h mar. LOCOMOTIVE (42-57-37-37). Billy the

Kick : 0 h mar. LE MONTANA (45-48-83-08). Trio René Urtreger : 22 h 30 mer. Au bar ; Ouartet Stardust : 22 h 30 jsu., ven., sam. Au bar ; Chris Henderson Duo : jusqu'au 29 mars. 22 h 30 dim. Au ber ; Trio Rahærson : 22 h 30 dim., mar. Au MONTGOLFIER (40-60-30-30). Pierre

Calligsris, Serge Rehoerson: 22 h mer., jeu., ven., sam.; Serge Rehoerson et Nivo: jusqu'eu 28 mare. 22 h dim.; Michel Denis: 22 h hun., mar. NEW MOON (49-85-92-33). L'Ordonnance de l'Albatros : 21 h 30 jeu.; Fac-tor Nine : 0 h 30 ven.; Siristres Kidnap-pers : 0 h 30 aam.; Calvin Russel; 21 h 30 iun., mar.

NEW MORNING (45-23-51-41). Femi Anlkulepo Kuti : 21 h 3D ven. ; Tim-Berne, Henk Roberts, Joey Baron : 21 h 30 mar. Saxophone, basse, drums. PASSAGE DU NORD-OUEST (47-7D-81-47). Brendan Croker ; 22 h mer. ; Benoît Blue Boy et les Tortilleurs ; 22 h jeu. ; Gérerd Marais Sextet : 22 h lun. ; Wild Child Butler : 22 h mar, PETIT JOURNAL MONTPARNASSE: (43-21-56-70). Michel Gaucher, Jean-Jecques Milteau : 21 h mer. ; Juet Friends : 21 h jeu ; Anne Ducros Quin-

tet: 21 h ven.; Middle Jazz Ouintet: 21 h aem, Jean-Pierre Gélineau; Coun-try Journal: 21 h lun, Vincent Abeil; Martial Solal, Toota Thielemans, Richard Galfiano: 21 h mar. PETIT JOURNAL SAINT-MICHEL (43-26-28-59), Tempo Swing : 21 h mer. ; Leroy-Zappa : 21 h jeu : The Southern Stompers : 21 h ven.; Jacques Caroff Jazz Band : 21 h sem.; The Old Timers : 21 h lun.; Claude Luter :

21 h mar. PETIT OPPORTUN (42-38-01-38). Jimmy Gourley; 23 h mer. Dominique Lamerle (contrebasse), Philippe Com-belle (batterie); 3 S + 8: 23 h jeu., ven., sam. Sylvein Sourdeix (sex.), Emmanuel Sourdeix (piano), Carlos Baretto (contre-basse), Charles Saudrais (batterie); Deald Hark Questet: 23 h mer. Daniel Huck Quertet : 23 h mar.

REX CLU8 (45-08-93-89). Milk, Sentinels : 23 h 30 mer. ; Pulsar : Jusqu'au 2 avril. 0 h Jeu. ; L'Etudiente : Jusqu'au 3 avril. 22 h 30 ven. ; Nuit exotique : jus-qu'au 4 avril. 23 h sam. SLOW CLUB (42-33-84-30). Alcotest Blues Band : 22 h mer., jeu., ven., sam. ; Maxim Saury Jazz Music : 22 h

mar. SUNSET (40-26-46-60). Frencie Lockwood, Jean-Pierre Oebarbat Ouares: 22 h 30 mer., Jeu., ven., sam.; Emmanuel Sourdaix Trio; jus-qu'eu 9 mare. 22 h 30 lun.; Pazape: 22 h mar.

THÉATRE OES CHAMPS-ELYSÉES du Kurdietan Payam Akhehik : 20 h 30 (47-20-36-37), Lou Reed : 20 h 30 dim. THEATRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). Françoise Pujol : 19 h 30 mer., jau., ven., sam. : 14 h dim. Piano, Jean-Luc Arramy (contre-basse), Daniel Garcie-Bruno (batterie). TOURTOUR (48-87-82-48). La Tordue 2D h 30 dim., lur.

UTOPIA JAZZ CLU8 (43-22-78-68). Péril jaune : 22 h mar. ; Longue Distance : 22 h jeu. ; RMB : 22 h ven. ; Syousoon : 22 h sam. ; J.-J. Milteau & Co : 22 h mar. ; Luc Bertin : 1 h sam. LA YULLA (43-26-60-00), Le Quartet de François Jeanneau : 22 h 30 mer., jeu., van., sam. Françoia Jeanneau (sexophone), Andy Elmer (pieno), Michel Benita (bassel, Joel Allouche (batterle); Jam Session : 22 h lum.; le Quartet du guitarista : 22 h 30 mer. Gilles Clément (guitare), Alain-Jeen Marie (piano), Jeen Bardy (basse), Eric Dervieu (batterie).

PÉRIPHÉRIE

MONTREUIL INSTANTS CHAVIRÉS MONTREUIL INSTANTS CHAVIRES (42-87-25-91), leie Quartet: 21 h vsn. Petrice Thomas (guitare), Jean Larche (saxophone), Gus Nemeth (contrebesse), Jean-Louis Mechati (drums); lkuyenkory: 21 h sam.; Pierra Coulon-Cerisier Quartet: 21 h mar.

BAINT-DENIS. MJC (42-70-27-21). No man'a land, De Médicls: 20 h sam. SUCY-EN-BRIE. CENTRE CULTUREL (45-90-25-12). Groupa Zed: 20 h 45

(45-90-25-12). Groupa Zed : 20 h 45

CHANSON AKTÉON-THÉATRE (43-38-74-62). Lou Volt : jusqu'eu 28 mars. 20 h 30

mer., jeu., ven., sem., mar.; Francis Médoc: 20 h 30 dim. 8ATEAU-THÉATRE (40-51-84-53). Jacques Grillot: jusqu'eu 21 mens. 22 h 15 mer., jeu., van., sam.; 20 h 30 mer. Chansons de Brel. CAVEAU DES OUBLIETTES (43-54-94-97). Cabaret de la chanson Irençaise: jusqu'au 30 juin. 21 h mar., jeu., ven., sem., lun., mar. Chansons à la carte tous les soirs DEJAZET-TLP (42-74-20-50). Lacou ture, Georges Moustaki, Sapho : 20 h 30 mer. Juaon, Njila, Cora Vau-caire. Concert donné su profit de l'asso-

OLYMPIA (47-42-25-48). Anne eu pays d'EuroDisney : jusqu'au 16 mars. 20 h 30 18 h 30 mer., jsu., ven., sam. ; 14 h 15 17 h 15 dim.

PALAIS DES SPORTS (48-28-40-90). Holiday on Ice : juequ'au 21 avril, 14 h 15 17 h 30 21 h sam. ; 20 h 30 mar. : 14 h 15 17 h 30 dim. **SENTIER DES HALLES (42-36-37-27).**

Eric Guilleton : jusqu'au 21 msrs. 20 h 30 mer., jeu., ven., ssm., mer. ; Jean-Pierre Kalfon, Black Minestrone : jusqu'au 7 mare. 22 h 30 mer., jeu.

THÉATRE DE DIX-HEURES (46-06-10-17). Qua resta-t-il da l'abetjour? : jusqu'au 7 mars. 20 h 30 mer., jeu., ven., sam., mar. Avec Josiane Pinson (voc), Roger Pouly (piano). THÉATRE DE LA MAINATE (42-08-83-33). Cleude Oague : 19 h jeu., ven., sam. ; 15 h dim.

TOURTOUR (48-87-82-48). Oamer jusqu'au 7 mers. 22 h 30 mer., jeu., ven., sam. David Venltucci (accordéon midl, errangements), Remi Resse (guitares), Patrick Argentier (batterie, percuaeion midl); La Mermailla nue; 22 h 30 mer. 22 h 30 mar,

TROTTOIRS DE SUENOS AIRES (40-26-28-68). Trio Trottoirs de Buenos Aires : Jusqu'au 14 mers. 22 h 30 mer., mer. ; Tango for Tre : jusqu'au 31 mers. 20 h 30 mer., jeu., ven., sem., mer. ; Apache Tango : juequ'su 14 mare. 22 h 30 jeu., ven., sam. ; Trio di Giusto : jusqu'au 14 mars. 0 h 30 ven.,

BALLETS

DIX-HUIT THÉATRE (42-26-47-47). Les Jaioux de le danse : 20 h 30 jeu. ven., sam. Je peux feire pire, le retour, ven., sam, se peux terre pire, le recoir, Ami Germon (chorégraphie); Upim, Gilles Mussard, Catherine Bezeix (choré-'graphie); Chant d'anere, Nathalle Col-lentea (chorégraphie); En merche errière, Catherine Berbessou (chorégra-

OPÉRA DE PARIS. PALAIS GARNIER (47-42-53-71). Ballet de Ball : 18 h 30 mer., jeu., ven., sam. ; 14 h 30 dim. PROCRÉART (42-23-71-57), Compa gnie Dominique Marcille : jusqu'au 13 mars. 20 h 30 jeu., sam. Trilogne Com-pagnie Volt Emmanuel Accard : 20 h 30 van. ; 15 h 30 dim. Extra-Teschaisas. THÉATRE DE LA VILLE (42-74-22-77). Claude Brumachon : 20 h 30 mer., ven., sem. Le Palais des vents, Folie, Chor.

Claude Brumachon. THÉATRE DES CHAMPS-ELYSÉES (47-20-36-37). White Oak Dance Pro-ject : jusqu'eu 12 mera. 20 h 30 jeu., ven., sam., mar. Avec Mikhail Baryshniven., sam, mar. Avec Mikhai Baryshin-kov. Nocturne, Martha Clark (chor.), Har-monica Breakdwon, Jane Dudley (chor.), Punch & Judy, David Gordon (chor.), El Penitente, Martha Grahem (chor.), Weiting for the sunrise, Duet from concerto six twenty-two, Lar Lubovitch (chor.), Break, Meredith Monk (chor.), Canonic 3-4 studies, A Lake, Ten suggestions, Mark Morris (chor.). Le 5 mare aolrée réservée eu Conseil Pasteur Weizmann (47.04.97.65.)

MUSIQUES DU MONDE CENTRE MANDAPA(45-89-01-60).

CINEMA

sam. Musique persane.

LA CINÉMATHÈQUE CENTRE

GEORGES-POMPIDOU SALLE GARANCE (42-78-37-29) LUNDI

Hommege à la Wemer Broe : Une femme dangereuse (1940, v.o. a.t.f.), de Raoul Walsh, 14 h 30 ; Femmes en caga (1950, v.o. s.t.f.), de John Crom-well, 17 h 30 ; Air Force (1943, v.o. a.t.l.), d'Howard Hewks, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2. Grende-Galeria. porte Saint-Eustache, Forum dea Halles MARDI Voisins, voisines : Voisins, voisines : H

comme huis clos : Essal de reconetiturion (1871) ds C. Boltanski, la Vie è l'envers (1964) d'Alain Jessua, 14 h 30 ; F comme Isite divers: Bands annonce: Peris vu par... (1966), le Crime de M. Lange (1936) de Jean Renoir, 18 h 30; E comme enquête: Bande annonce: le Couple témoin (1975) de William Klein, Place de le République (1972) da Louie Maile et Fernand Mozskovicz, images de Erlenns Becker et Jacquee Dorot, mon-tage de Suzenne Baron et Jocelyne Rivière, 18 h 30 ; R comme rénovation : Scopirone (1881) de Laurent Perrin. Comme les Anges déchue (1978) de Jean Schmidt, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

A LA VITESSE D'UN CHEVAL AU GALOP (Fr.) : Ciné Besubours, 3-(42-71-52-36) ; Lucerneire, 6-(45-44-57-34).

(45-44-57-34). L'AMANT (Fr.-8rit., v.o.): Forum Horizon, 1• (45-08-57-57); UGC Danton, 8• (42-25-10-30); Pethé Merignen-Concorde, 8• (43-69-92-82); La Bastille, 11• (43-07-48-60); UGC Maillot, 17• (40-68-00-16); v.f.: Gaumont Opéra, 2• (47-42-60-33); Bretegna, 6• (42-22-57-97); Les Netion, 12•

(43-43-04-67) ; UGC Lyon 8astilla, 12-(43-43-01-59) ; Feuvette, 13-(47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14-(43-27-84-50); Gaumont Convention, 16: (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18: (48-22-46-01); La Gambetta, 20: (48-38-10-86).

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : iné Beeubourg, 3⁻ (42-71-52-36); espace Saint-Michel, 6⁻ (44-07-20-49); Denfert, 14⁻ (43-21-41-01).

AMELIA LOPEZ O'NEIL (Fr. All. espa-gnol, v.o.): Espace Saint-Michel, 5-(44-07-20-49).

(44-07-20-49).

AMOUREUSE (Fr.): Gaumoni Lee Halles, 1- (40-26-12-12); Gsumoni Opéra, 2- (47-42-60-33); Pathé Haute-feuille, 8- (48-33-78-38); Pathé Merisnan-Concorde, 8- (43-59-92-82); La Bastille, 11- (43-07-48-60); Fauvette, 13- (47-07-55-88); Gaumoni Pamasse, 14- (43-35-30-40); Gaumoni Aléeia, 14- (43-27-84-50); Gaumoni Aléeia, 14- (43-27-84-50); Gaumoni Convention, 15- (48-28-42-27); Pathé Wepler II, 18- (45-22-47-94); La Gimberia, 20- (48-36-10-98).

(46-36-10-98). L'ANNONCE FAITE A MARIE (Fr.-Can.): Epée de Bois, 5- (43-17-57-47). ATTACHE-MOI I (Esp., v.o.) Latina, 4-(42-78-47-86); Studio Galinde, 6-(43-54-72-71).

(43-54-72-71).

LE BAL DES CASSE-PIEDS (R.): Gaumont Lsa Hallas, 1- (40-28-2-12); Gaumont Opéra, 2- (47-42-60-3): Rex, 2- (42-36-83-93); Pathé Hautefaille, 6- (46-33-79-38); Gaumont Ambassade, 8- (43-58-19-08); Pathé Marunan-Concorde, 8- (43-59-92-82); Salt-1azare-Pasquier, 8- (43-87-35-43); Bthé Français, 9- (47-70-33-88); UGC Iron Bastille, 12- (43-43-01-59); Fauvets bla, 13- (47-07-56-88); Gaumont Pirnaese, 14- (43-27-84-50); Mirama, 14- (43-20-89-52); Gaumont Convent Alesse, 14° (43-27-84-50); Mirama, 14° (43-20-89-52); Gaumont Convention, 15° (48-28-42-27); Pethé Clichy, 18° (45-22-46-01); La Gambetta, 20° (46-36-10-96).

SAR DES RAILS (Fr.) : Utopia, 5. (43-26-84-85). 8ARTON FINK (A., v.o.) : Républic Cinémaa, 11* (48-05-51-33) : Grend Pavois, 15* (45-54-46-85) : Saint-Lam-bert, 15* (45-32-91-88).

LA BELLE NOISEUSE (Fr.): Lucemaire, 8- (45-44-57-34(: Républic Cinémas, 11- (48-05-51-33).

BETTY (Fr.): Gaumont Les Halles, 1-(40-26-12-12); Rex, 2- (42-36-83-93); Ciné 8eaubourg, 3- (42-71-52-38); 14 Juillet Odéon, 6- (43-25-58-83); UGC Montpernasse, 6- (46-74-94-94); Gau-mont Ambassade, 8- (43-59-18-08); mont Ambassade, 8: (43-59-18-08); Seint-Lezere-Pasquier 8: (43-87-35-43); UGC 8iarritz, 8: (45-82-20-40); Paremount Opéra, 8: (47-42-58-31); 14 Juliet Bastille, 11: (43-57-90-81); UGC Lyon Bastille, 12: (43-43-01-59); Fauvatte bie, 13: (47-07-55-88); Miatral, 14: (45-39-52-43); 14 Juliet Beaugrenelle, 16: (45-75-79-79); Bienvence Montpernasse, 15: (45-44-25-02); Gaumont-Convention, 15: (43-28-42-27); Pathé Wepler II. 18: (45-22-47-94).

8LANC D'ÉBÈNE (Fr.-guinéen) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09).

LES BRANCHES DE L'ARBRE (Fr.-Ind., 8- (43-59-19-08); Sienve v.o.) : Images d'ailleurs, 5- nasse, 15- (45-44-25-02).

ı (4S-87-18-09) ; Studio 28, 18-(46-06-36-07). CHER INCONNU (Nor., v.o.) :

L'Entrepôt, 14 (45-43-41-63). LE CIEL DE PARIS (Fr.): Passage du' Nord-Ouest, caféciné, 9 (47-70-81-47). 588. RUE PARADIS (Fr.): George V, 9-(45-52-41-46): Pathé Françaie, 8-47-70-2 ee (47-70-33-88).

LES COMMITMENTS (Irlandais, v.o.) : Ciné 8saubourg, 3* (42-71-52-38) ; Grand Pavois, 15* (45-54-46-85). CONTE D'HIVER (Fr.): Forum Orient Express, 1• (42-33-42-28); La Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 8• (42-22-87-23); 14 Juillet Bastille, 11• (43-57-90-81); Escurial, 13• (47-07-28-04); Sept Parnassians, 14• (43-20-32-20)

143-20-32-201. LA COTE D'ADAM (Sov., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Seint-André-des-Arts II, 6 (43-26-80-25).

CROC-8LANC (A., v.f.): Cinoches, 6-(45-33-10-82); Club Gaumont (Publicia Matignon), 8- (43-58-31-97); Grand Pavois, 15- (45-54-46-85); Saint-Lam-bert, 15- (45-32-91-68). DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.f.) : UGC Opéra, 9- (45-74-85-40) DANZON (Mex., v.o.) : Espace Saint-Mi-

chel. 5- (44-07-20-49). DELICATESSEN (Fr.): Ciné Beaubourg. 3* (42-71-62-36); UGC Danton, 6* (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6* (45-74-84-84); UGC Triomphe, 8* (45-74-83-50); UGC Opére, 9* (45-74-84-84)

(45-74-85-40). LE DERNIER SAMARITAIN (*) (A., v.o.) : Forum Horizon, 1-(45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 6-(43-25-59-83) ; Pathé Merignen-(43-25-59-83); Pathé Merignen-Concorde, 8 (43-68-92-82); UGC Nor-mandie, 8 (45-63-16-16); v.l.: Rex, 2-(42-36-83-93); Pethé Frençais, 9-(47-70-33-88); Feuvette, 13-(47-07-55-88); Gaumont Alésia, 14-(43-27-84-50); Pethé Montpamasss, 14- (43-20-12-08); Pathé Wepler II, 18-

445-22-47-94). DINOSAURES (A., v.l.) : Forum Orient Express, 1* (42-33-42-28); George V, 8* (45-62-41-48); Les Montparnos, 14* (43-27-52-37) : Pethá Clichy, 18-(45-22-46-01).

LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr. Pol., v.o.) : Ciné Beeubourg, 3-(42-71-52-36) ; Epée de Boie, 6-(43-37-57-47) ; Reflet Médicla Logos salle Louis-Jouvet, 5- (43-54-42-34), ECRANS DE 9ABLE (Fr.-It.-Tun.) : George V, 8- (45-62-41-46); Sept Par-nassiens, 14- (43-20-32-20).

LES ENFANTS DU NAUFRAGEUR (Fr.) : Gaumont Ambeseade, 8 (43-59-18-08); George V, 8 (45-52-41-48); Pathé Frençals, 9-(47-70-33-88); Fauvette, 13-(47-07-55-88); Gaumont Alésie, 14-(43-27-84-50); Pathé Montparmasse, 14- (43-20-12-06); Grend Pavois, 15- (45-54-46-85).

EPOUSES ET CONCUBINES (Fr.-Chin. v.o.): Gaumont Les Halles, 1-(40-26-12-12): Pathé Hautefeuille, 6-(46-33-79-38); Le Pagode, 7-(47-05-12-15); Gaumont Ambassade, 8- (43-59-19-03); Sienvende Montpar-

LES FILMS NOUVEAUX

L'AFFUT. Film français de Yannick mont Les Halles. 1• (40-26-12-12); Relion: Ciné Beaubourg, 3° (42-71-52-38); UGC Montpamasse, 6° (46-74-94-94); Gaorge V, 8° (45-82-41-46); UGC Triomphe, 8° (45-74-93-50); Paramount Opéra, 9° (47-42-63-31); UGC Convention. 15° (45-44-43-61-58); Gaumont Champs-Flyedes, 8° (43-59-04-67); UGC Convention. 15° (45-74-42-56-31); UGC Convention. 15° (45-74-42-56-31); UGC Convention. 15° (45-74-42-56-31); UGC Convention. 15° (45-74-42-56-31); UGC Convention.

93-40). AU NOM DU PERE ET DU FILS. Film Irançais de Patrice Noia : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; George V, 8 (45-62-41-46).

AU SUD DU SUD. Film Irançais de Laurent Chevaltier : George V, 8- (45-**62-41-46).**

EN LIBERTÉ DANS LES CHAMPS DU SEIGNEUR, Film américain d'Hec-DU SEIGNEUR, Film american of Pec-tor Babeneo, v.o.: Forum Horizon, 1-(45-08-57-57); UGC Danton. 6- (42-25-10-30); UGC Blarritz, 8- (45-62-20-40); v.l.: Paramount Opéra, 9-(47-42-58-31); UGC Gobelins, 13-(46-61-84-95); Pathé Montpamesse, 14- (43-20-12-06); Pathé Wepler, 18-45-22-46-01) 145-22-46-01).

GRAND CANYON, Film américain da Lawrenca Kasdan, v.o.: Forum Horizon, 1- (46-08-57-57(; Reflet Médicis zon, 1• (46-08-57-57/; Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5• (43-54-42-34); Publicis Champs-Elyséee, 8• (47-20-78-23); Sept Pamassiens, 14• (43-20-32-20); v.f.: Peramount Opéra, 9• (47-42-56-31); Les Moni-pamos, 14• (43-27-52-37); Pathé Ci-chy, 18• (45-22-46-01); Le Gembette, 20• (46-36-10-96).

LE PRINCE DES MARÉES. Film américain de Barbra Streisand, v.o. ; Gau-

(43.35-30.40); Gaumont Alésia, 14-(43.27-84,60); 14 Juillet Beaugre-nelle, 15-(45-75-79-79); Kinopano-rama, 15-(43-06-50-50); v.l.: Pathé França's, 9- (47-70-33-88); Lae Nation, 12 (43-43-04-67); Fauvette, 13-(47-07-55-88); Pethé Montpar-nesse, 14- (43-20-12-06), Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27); Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-94).

STORM80Y. Film australien de Henry Safran, v.o.: 14 Juillet Parnasse, 8-(43-26-58-00); v.l.: 14 Juillet Parnasse, 8- (43-26-58-00).

VILLE A VENDRE. Film Irançais de Jean-Pierre Mocky : Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26) : Bretagne, 6- (42-22-57-97) : Pathé Hautefeuille. 6- (45-33-79-38) ; George V, 8- (45-62-41-45) ; Pathé Marignan-Concorde, 8- (43-59-92-82) ; Saint-Lezare-Pesquier, 8- (43-87-35-43); Pathé Francais, 9 (47-70-33-88); Fauvette, 13 | 47-07-55-88); Gaumont Convention, 15. (48-28-42-27); La Gambetta, 20. (46-36-10-96).

VOYAGE A MELONIA. Film suédois de Per Ahlin, v.f.: 14 Juillet Parnasse, 6- (43-26-58-00); Saint-Lambert, 15-(45-32-81-68).

PARIS EN VISITES

MARDI 3 MARS

«Les passages merchands du dix-neuvième siècle (premiar parcours), une promenade hora du tempa a, 10 h 30, 19, rue Jean-Jacques Rousseau (Peria eutrefois).

La Père-Lachaise méconnu », 10 h 30 et 14 h 30, porte principale, boulevard Ménilmontsnt (V. de Lan-

s La nouvel Opéra-Bastille, se salle de epectecle, la scène et see cou-fisses », 12 heuree, sur lea merchee de l'Opéra (M.-C. Lasnier). «L'Opére Gernier, das dessoue mystérieux aux faetes des foyera» (limité à trente parsonnes), 13 h 15, dene le vestibule, statue de Luili

ente historiques). «Le Conciergerie», 14 h 30, 1, quai de l'Horloge, dans la cour (Visite pour les jeunes-Monuments

historiques). s Cours et ruelles méconnues du

vieux Montmartre », 14 h 3D, métro Lamerck-Caulaincourt (Mme Cazes). a La chinetown du treizième arron-dissement s, 14 h 30, métro Porte de Choisy (C. Merle). s.Le meison de Nicolee Flamel

(1407) st autres vieux logis peri-siens s. 14 h 40, métro flambuteau, sortis rue Grenier Salnt-Lazare (Psris eutrefois). s Autour du chantier de la Très Granda Bibliothèque », 16 heures, RER Masséne, eu pied de l'ascalier (P.-Y.

s La Conciergerie, de Philippe-le-Bel à Merie-Antoinette s, 15 heures, 1, quai de l'Hortoge (D. Bouchard).

CONFÉRENCES

Selle Notre-Deme dea Champs, 92 bia, boulevard du Montparnasse, 15 heures : s Trois géants rusees : Pouchkine, Toletoï, Tchsikovski (Peris et eon histoire).

Les négociations commerciales du GATT

Nouvelle échéance

C'est le 15 avril qui e été fixé

par M. Arthur Dunkel, directeur général du GATT, comme nouvelle échéance pour tenter de conclure les négociatione sur le commerce international de l'Uruguay Round. Il n'est pas évident qu'elle puisse être tenue - on ignore encore si l'administration Bush fera du forcing dans ca sens ou préférera prudemment attendre que les élections soient passées. Quoi qu'il en soit, la Communauté doit être prête à éviter tout dérapage. Tel était l'objet du déjauner qui réunissait lundi 2 mars à Bruxelles les ministres de l'egriculture et leurs collègues du commerce extérieur. Le scénario mis eu point par M. Dunkel prévoit que les parties à la négociation doivent transmettre courant mars des «listes d'engagements agricoles ». Selon dix Etats membres, celles qui om été préparées par la Commission, théoriquement neutres, préjugent en fait du résultat de la négociation dans le sens voulu par M. Dunkel et par les Américains. Le premier soud des ministres sera de trouver une présentation permettant d'éviter cet écueil. Soucieux de mener à son terme

l'Uruguay Round, le Royaume-Uni et l'Allemagne ont accueilli favorablement le projet de la Commission. Une des préoccupations de MM. Louis Mermaz et Dominique Strauss-Kahn sera de s'essurer que le gouvernement de Bonn ne les « lächera » pas dans cette partie difficile. A lire la presse allemende qui tire à boulets rouges sur les Français, les accusant d'empêcher un accord au GATT, y parvenir n'ira pas de soi. Dans ce type de débat, les Allemands oublient volontiers qu'ils ont une large part de responsabilité, que c'est eux qui ont toujours plaidé pour des prix élevés dans la CEE. Ce qui rendait nécessaire pour vendre aux pays tiers l'octroi de subventions à l'exportation, que nous reprochent aujourd'hui tellement les Américains. Peut-on être libérel lorsqu'il e'agit du commerce avec les pays tiers et ultra-protectionniste à l'intérieur

Le meilleur moyen de sorte de l'incertitude serait d'accélérer le débat sur la réforme de la politique agricole commune (PAC), de faire accepter par les Allemands une baisse senelble des prix des céréalee, se situant entre 25 % et 30 %, ce qui noue rapprocherait des prix mondiaux. Afin de tirer profit de leur avantage de compétitivité, les Français aureient même intérêt à ce que cee baisses de prix ne ecient pas complètement compensées par des versements à l'hectare, à ce qu'une baisse réelle « reprenne e au moins les gains de productivité. Mais, vis-à-vis de nos paysans, c'est là un objectif politiquement difficile à gérer.

PHILIPPE LEMAITRE

de la CEE?

M. Bérégovoy entorise le lan-cement de Villexpress. - Villexpress, deuxième société privée concessionnaire d'autoroutes après Coliroute, vient d'obtenir l'accord de M. Pierre Bérégovoy, ministre lancer dans deux mois la construction d'une autoroute de 22 km entre Orgeval (Yvelines) et Mérysur-Oise (Val-d'Oise), d'un coût total d'environ 2,5 milliards de francs. Alors que les investisseurs (sociétés du bâtiment et travaux publics et banques) souhaitaient disposer d'une marge de manœuvre totale sur les tarifs, un compromis a pu être tronvé avec la mise en place de tanfs-plafonds. De même, si la rentabilité du projet atteignait un taux élevé (environ 18 %), l'Etat se réserve le droit de racheter la concession dès 2015. M. Bérégovoy s'est félicité d'un tel accord qui pourra servir d'exemple tant nour son «imagination financière» que pour sa « maîtrise des

M. Louis Mermaz appelle à une solidarité européenne

Le ministre de l'agriculture, M. Louis Mermaz, a estimé, dimanche le mars, qu'une solidarité sans faille entre les douze pays européens était la garantie d'un accord équilibré au GATT (Accord général sur le commerce et les terifs douaniers). Lors d'une conférence de presse en marge du Salon de l'agriculture, M. Mermaz a indiqué que la réunion du lundi 2 mars à Bruxelles entre les ministres de l'agriculture et les ministres du commerce européens devrait consolider la «solidarité eurovienne» pour s'opposer aux exigences américaines nux négociations du GATT.

« Nous ne pouvons pas accepter des ispositions qui auraient pour consévence de soumettre le commerce our

impératifs des Etats-Unis et non de le libéraliser», a déclaré le ministre. «La France s'en tient au mandat qui a été donné à la Commission le 6 novembre 1990», a ajouté M. Mermaz. Ces propositions portent sur une réduction de 30 % des soutiens agricoles sur dix ans à compter de

Interrogé sur l'état d'avancement de la réforme de la politique agricole commune (PAC), le ministre e précisé que, sur le dossier des céréales -abordé mardi 3 mars à Bruxelles, le projet de la Commission de retenir rendement par exploitation comme base de référence devrait faire place à la référence régionale voulue par la France, « La PAC dois demeurer l'af-faire des Européens», a-t-il affirmé. Le « paquet Delors II » 1992-1997

Le coût du traité de Maastricht est présenté à Bruxelles par la Commission

Le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors. présente lundi 2 mars, aux ministres des affaires étrangères de la CEE réunis à Bruxelles, des propositions d'augmentation du budget communautaire connues sous le nom de «paquet Delors II».

Dans les propositions déposées mercredi 12 février devant le Parlement européen, la Commission de Bruxelles evait estimé qu'il était nécessaire d'augmenter d'ici à 1997 de 20 milliards d'écus (140 milliards de francs) le budget de la CEE, cela afin de tenir compte des engagements de Maastricht. La Commission avançait pour le bud-

812 milliards d'écus (609 milliards allemands. An total, evec les de francs) contre 61,2 millions en

La rallonge 1992 devrait servir, seion la Commission, à améliorer le compétitivité de l'économie européenne : 3,5 milliards d'écus (24.5 milliards de francs) iraient ainsi aux infrastructures de transports : et télécommunications (30 %), à la formation des personnes (30 %) et à la recberche industrielle (40 %).

D'autre part, un fonds de cobésion bénéficierait aux pays les plus pauvres de la CEE (Espagne, Portugal, Grèce, Irlande) suxquels on

get européen 1997 le chiffre de ajouterait les oouveaux Lander summes coosacrées oux fouds « structurels » (régional, social, d'orientation agricole), les crédits prévus en 1992 seraient relevés de 1t milliards d'écus, soit 77 milliards de francs.

Enfin, le renforcement de l'action extérieure qui bénéficierait aux pays méditérranéens et aux pays de l'Est nécessiterait 3,5 milliards d'écus supplémentaires en 1992, soit 24,5 milliards de francs. En 1997, estime le Commission, les fonds consacrés à l'action extérieure doubleraient.

Le projet de budget 1992-1993

Le gouvernement indien confirme un changement radical de sa politique

Les propositions du gouvernement indien pour le budget de l'année 1992-1993, annoncées samedi 29 février devant le Parlement par le ministre des finances, M. Manmohan Singh, confirmentique les dirigeants du pays sont bien décidés à pour-suivre le processus de libéralisa-tion éconopique engagé depuis

EW-DELHI de notes correspondant

Le nouveau budget indien prévou une convertiblité partielle de la rou-ple, l'abaissement des barrières douanières, anoe réduction des secteur pétrolier aux compagnies étrangères. Pour l'Inde, ces décisions témorgnent d'un changement radical de politique : le gouvernement indien entend démontrer que le temps du protectionnisme et de la gestion socialiste est révolu. Depuis plus de quatre décennies, l'économie de la plus grande démocratie du monde est corsetée dans un apparcil complexes de réglementations sur lequel étille jalousement une

lonne. A cet égard, l'Inde fait encore figure d'épouvantail pour les inves-tisseurs occidentaux et japonais, qui bésitent toujours à se lancer plus avant dans la cooquête de cet

« Les réformes sont irréversibles », répète pourtant le premier ministre Narasimha Rao. «Il n'y a pas d'autres solutions pour le pays. » A son arrivée au pouvoir, en juin 1991, le nouveau chef du gouvernement avait trouvé une nation au bord de la faillite. Au milieu de 1991, la dette totale de l'Inde s'élevait à 73 milliards de dollars, l'inflation frôlait les 17 % l'an, et les caisses de l'Etat ne disposaient guère de plus de trois semaines de réserves en devises

Attirer les capitaux étrangers

Huit mois plus tard, la situation reste inquiétante mais les menaces de banqueroute ont disparu et l'économie ve mieux. Le ministre des finances, M. Manmohan Singh, un ancien gouverneur de la banque cen-trale à la réputation de gestionnaire rigoureux, aura dû se plier aux

injonctions de la Banque mondiale, qui e accordé à l'Inde deux prêts de 6,7 et 5 milliards de dollars. La rounie a été dévaluée à deux reprises, l'inflation a été ramenée à 12 % l'an et, pour réduire le déficit du commerce extérieur (1,3 milliard de dollars l'année dernlère), New-Delhi a dû freiner le rythme de ses importa-tions. Le nouveau budget est aussi destiné à ramener le déficit budgétaire de 8 % du produit national en 1991 à 5 % et à stabiliser l'inflation

souplissement de la « loi de régle-mentation des devises étrangères » (FERA) attirera enfin les capitaux étrangers. Les milieux d'affaires indiens ont d'eilleurs accueilli avec enthousiasme les propositions bud-gétaires et l'« indice de sensibilité » de la Bourse de Bombay, l'équivelent de notre CAC 40, s'est envolé samedi 29 février, progressant de 10 %. Cette nouvelle politique économique a cependant provoqué de nombreuses controverses dans un pays profondément attaché eux valeurs d'indépendance nationale et d'autosuffisance. L'opposition ne manque jamais une occasion d'accuser le gouvernement de M. Rao

d'evoir « vendu » l'Inde eux « intérêts des multinationales » étrangères et d'avoir succombé enx «diktats» de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international.

Au sein du parti au pouvoir, le Congrès, certains ministres et des membres influents de la formation du premier ministre ont souvent du mal à cacher leur irritation : un tel bouleversement de l'économie suppose à terme une politique d'austérité, de nombreux licenciements et des restructurations qui ne seront pas très populaires chez les fonctionnaires et plus largement parmi tous ceux qui ont profité depuis des décennies des nombreuses subventions accordées par l'Etat.

Mais le gouvernement de M. Rao, continue à bénéficier d'un consens reletif : même le BJP, le puissan parti d'opposition des ultra-nationalistes hindous, hésite à dénoncer le «pragmatisme» du ministre des finances. M. Singh admet pourtant qu'il faudra attendre au moins trois ans evant que les résultats de la nouvelle politique se fassent sentir.

BRUNO PHILIP

INDICATEURS

CEE • Chômage : stabilité en décembre. - En décembre, selon l'Office statistique des Communeutés européennes, Eurostat, le chomage est resté stable. En données corrigées et standardisées, le taux de chomage par rapport à la population active e'établissait à 9,2 %. D'aprèe les critères du BIT (Bureau international du travail), on comptait 13 millions de chômeurs mais 15,7 millions de peron comptait 13 millions de chômeurs mais 15,7 millions de personnes étaient inscrites dans les bureaux de placement des douze Etats membres. En un en, le chômage a augmenté de 880 Opersonnes (+ 7,3 %), dont 770 000 en Grande-Bretagne (+ 36 %). Trois pays ont enregistré une baisse : les Pays Bas (- 7 %), la partie occidentale de l'Allemagne (- 10 %) et le Portugal (- 14 %). Par paye, le clessement eet le suivant : Irlande, 16,7 %; Espagne, 16,2 %; Italie, 10,7 %; Grande-Bretagne, 10,3 %; France, 10,1 %; Danemark, 8,9 %; Belgique, 8,6 %; Allemagne (partie occidentale), 4,3 %; Portugal, 3,7 %; et Luxembourg, 2,0 %. Les données pour Grace et les Pays-Ras na sont pas disponibles.

la Grèce et les Pays-Bas ne sont pas disponibles.

 Conjoncture : chute du bénéfice des principales firmes.
 Les principales firmes japonaises cotées en 8ourse devreient accuser une baisse moyenne da 12,7 % de leurs bénéfices avant impôts lors de l'ennée budgéteire s'echevent le 31 mars. Cette estimation, donnée par le quotidien économique Nihon Keizai Shimbun, est plus mauvaise que celle de novembre 1991, qui tablait sur une chute de 6,4 %. L'enquête montre que 829 firmes dens le secteur manufacturier, y compris l'automobile et l'électronique, devraient erregistrer une baisse de 21.1 % de leurs bénéfices nun consolidés avant impôts.

Précision. - Dans l'article «New-Hampshire: récessinn au quotidien » (le Monde du 18 février), il convenait de lire dans le dernier paragraphe : « ... le major

Glane Every, à la tête d'une Salvation Army qui porte secours à quel-que cinq mille personnes sur les soixante-quinze mille que compte l'agglomération.

Feu vert à l'implantation de Fiat en Algérie

Les responsables du groupe auto-mobile italien Fiat et ceux de la société algérienne SAADA devaient signer, lundi 2 mars à Turin, l'accord définitif pour la construction d'une usine de montage de voitures à Tia-ret, dans l'ouest de l'Algérie. La pro-duction annuelle de l'usine, qui emploiera 1 200 personnes, devrait atteindre d'ici trois ans 40 000 véhicules (il s'agira de la remplacante de la Fiat Uno) et 100 000 à terme. De 40 %, cinq ans après le démarrage de l'usine, le taux d'intégration atteindra 70 % au bout de dix ans, selon les promoteurs du projet.

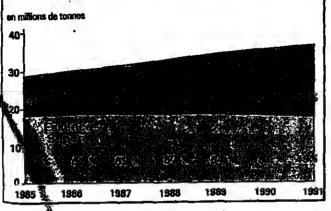
La signature du contrat ne constitue pas une véritable surprise. Dès 1987, un protocole d'accord evait été conclu entre Fiat et l'ancienne entreprise de production de véhicules par-ticuliers (DVP), aujourd'hui rempla-cée par la SAADA. Il prévoyait une participation de Fiat à hauteur de 36 %, puis à terme de 49 % au sein italienne Fatia créée à l'occasion.

La Russie et la CEI bientôt considérées comme des débiteurs à risques

Les créances sur la Russie et les autres pays de la CEI détenues par les banques françaises devraient être considérées bientôt par le ministère des finances comme étant «à risques». Les établissements bancaires seront ainsi incités à provisionner ces crédits et pourront déduire jusqu'à 60 % de ces sommes de leurs bénéfices imposables. Cette mesure devrait concerner environ 11 milliards de francs de créances non garanties par l'Etat. Le coût pour le budget pourrait osciller entre I et 2,5 milliards de francs, selon que les banques provisionneront entre 25 % et 60 % de leurs créances russes. Pour les derniers crédits (3,7 milliards de francs) consentis à la Russie au début de février, ils sont garantis à 95 % par la Compagnie française d'assurance pour le commerce exté-rieur (COFACE).

□ Hausse de plus de 200 % des tarifs du métro à Moscou. — Les tarifs du métro moscovite ont augmenté, dimanche 1" mars, de plus de 200 %, dimanche 1" mars, de plus de 200 %, passant de 15 kopecks à 50 kopecks, et les voyageurs devront désormais utiliser un jeton pour entrer, au lieu de glisser de la monnaie dans des appareils destinés à cet effet. Des files d'artente très importantes s'étaient déjà formées dimanche matin dans les stations de métro de Moscou, car les guichets de vente de ietons étaient insuffisants. Le prix du etons étaient insuffisants. Le prix du transport en métro à Moscou est resté très longtemps immuable, à 5 kopècks, depuis sa construction dans les années 30. Il était passé à 15 kopecks en avril 1991. — (AFP.)

Le gasoil détrône le super



L'angouement des automobilistes français pour les moteurs diesel ne se dément pas. En 1991, pour la première fois, les ventes de gasoil (18,7 millions de tonnes) ont dépassé celles d'assence et de super (17,8 millions). Phénomène sans équivalent en Europe, le succès du gasoil dans l'Hexagone tient en grande partie à des considérations fiscales. En moyenne, le litre de gasoil coûte 1,50 franc moins cher qu'un litre de super.

L'entretien moindre des Diesel par rapport eux moteurs qui consommant du super, pour des performances techniques identiques, explique aussi l'envolée de la consommation de gasoil (+7,3 % par rapport à 1990).

Dans

Le Monde

du lundi 9 daté 10 mars 1992

UN SUPPLÉMENT SPÉCIAL

IMMOBILIER SANS FRONTIERES

PRIX, CHOIX, DÉLAIS! avant de commander votre PEUGEOT

Plus vite, moins cher!

• 8. rue du 4 septembre 75002 PARIS \$42.61.15.68 • 179, bd. Haussmann 75008 PARIS \$42.89.55.91 • 29, bd des Batignolles 75008 PARIS 242.93.59.52 • 4, rue de Châteaudun 75009 PARIS 242.85.54.34

SOCIAL

MANUELISE DES franceion contraction of the con

deade a consission of contrages de radius 013571558 1200pte SES STRUCTURES : 10 mg War BUT KIETA

le coaffit des dockers a dela couté

M millions de francs

: : fine ha not a series . Tec 11 FREE GREE ----1 4 THE . The Galace une estimans de francs THE WINDER CE. (m _ _ _

4.

y^.

ganace ce 3 SIX DOTES 206 antique. - : - : es-Sa: n?income describe Fort Was a series. n dens de The party of the p post = pic-

The was recomments as 461 12 de la comitación de comitación the state of the state statea grève Acatem des The state of the s Etat & in e arrest car

Jacques RIBOUD ES MAASTRIC IS UN NOUVEAU SYST

76 beges Fru 50 F Dans les internet et et d'als sees Et at Centre Jouffroy Pour la Roganne Me Pater

88 bis, rue Journey 75 017 Paris

Tel.: 46 22 10 50

ECONOMIE

SOCIAL

est présenté

MFERT 12: F1 2+5-12: 11 1403-1

tands. (2 1812) 1 7 7 14 They conserved and fonds

satisfication and the second

entation at the state

m en 1982 seratori Tranida Hillianas arata

Sal is rest with the language

determents in the control of

gass mad to the of the

de Phia recent to a 1 3 mg

S Ribert FEET Not the B

, takt latter over the first

997. County in the Towns

ands conserved a defendant

Feu vert

a l'implantation

e Fiat en Algérie

s francoustiya ta ah qarada

40 Hairat Figt 1 1 1 1 2 2 2 2

Te aligna genne N. J. J. Jenach

the distribute of the same financial and the

plus the transfer at the first

the vinging we is the many the terms to

all to your winds a series of

, with the street of the street

a a feat through the state

par Mout 2 1 2mg 1 mg reterme da 1 11

agentary of action of the

Limite filt it im ertein.

He production of the control of the

circle in the first and a second

agida da la laboratorio de la como de la com

la Rassus et la Co

bientet consider-

une des débiteurs i color

e rwe was a Methodologia क्षाक्रमा हिर्देश हो। 🔻 🕻

SAME ALLEG THAT AND THE TOTAL OF THE STORY

Survey Constitution of the

as high crubs of a reservoir rature.

Moreover, the trade of the contract of

the of the street and a first or

99 Tr 782

get assertation of the second

Car de ca

Remarks to the second s

same de por el de-un same à North

16 M. W. S.

301 100 100 100 100 100 a de la Arena de Calabria de Cal

the lateral description

ತ ಕರ್ಮನವನ್ನು

ರ ಸಂಗೀತ ಕಾರ್ಬ್ಯಕ್ಕ

Lancement d'un audit interne et d'une charte de la négociation

CFTC propose un « contrat de paix sociale »

Un peu plus d'un en après son eccession au secrétariat génèrel de la Confédération françoise des travailleurs chrétiens (CFTC), M. Alain Deleu est décidé à précieer le « stratégie de réalieme syndicel » de eon organisation. Cella-ci vient d'adopter une cherte de la nègocietion et s'epprête è modifier ses structures eu terme d'un audit interne.

« l'es salariés ont du syndicalisme une image plutôt négative et très indistincte. Aussi la CFTC doit-elle duvantage affirmer sa personnalité, » Elu secrétaire géné-ral au congrès de Lille, en navem-bre 1990, M. Alain Deleu ne cache pas son objectif immédiat ; porter l'audience de la CFTC (qui revendique 265 000 adhérents) à 10 % des voix aux élections prud'hamales de décembre 1992, contre 8,3 % lors de celles de 1987. Cet impératif, estime toutefois M. Deleu, ne dait pas conduire son organisation à se distinguer sculement des autres centrales mais, plutôt, à mettre en exergue ses principes traditionnels. A commencer par la négo-ciatian, qui, assure-t-il, «fait portie de nos chromosomes ».

La charte de la négociation que vient d'adopter la confédération

> Selon le secrétariat d'Etat à la mer

Le conflit des dockers a déjà coûté 470 millions de francs

Les 32 jours de grèves des dockers, organisées depuis le début d'octobre par la fédération CGT des ports et docks, ont eu des conséquences significatives sur le trafic des ports français et un impact économique sur les agents du transport maritime. D'après une étude publice vendredi 28 février par le secrétariat d'Etat à la mer, les pertes pour l'économie nationale s'élevaient, selon une estimatioo basse, à 470 millions de francs fio février 1992 depuis le début du mouvement. Ce bilan provisolre ne tient pas compte de la 19 grève nationale des dockers organisée ce

week-end. Le trafic perdu par les six ports autonomes français (Dunkerque, Le Havre, Roueo, Nantes-Saint-Nazaire, Bordeaux, Marseille-Fos) s'élève à cuviron 800 000 toooes de vracs solides, et 1,2 million de tonnes de marchaodises diverses, soit une valeur ajoutée portuaire en moins de 185 millions de francs. Pour l'ensemble des ports français, la perte de valeur ajoutée portuaire est évaluée à 230 mil-lions de francs.

L'effet de ces mouvements est aussi sensible sur les clients, les armateurs et les chargeurs. Le coût d'immobilisation des navires rete-nus dans les ports durant la grève est évalué à 190 millions de francs à la fin février. S'y ajoutent des effets induits pour les transporteurs terrestres. Le secrétariat d'État à la mer évalue à 50 millions de francs le manque à gagner dans ce



88 bis, rue Jouffroy · 75 017 Paris Tél.: 46 22 10 50

Pour la Réflexion Monètaire

chrétienne apparait eamme une tentative de promouvoir un code moral de bonne conduite en même temps qu'un effort d'harmonisation à destination des mili-tants CFTC, dant les pratiques, sur le terrain, sont parfois contra-dictoires. « Natre ambition est de déposser les moyens primités de l'uction syndicale que sont l'af-fontement et le coère sont l'affrontement et la grève pour donner la première place à la négociation et mettre en œuvre des mayens pacifiques de règlement des litiges sociaux », écrit le secrétaire général dans le préambule de la charte. La CFTC equisidere que l'on * ne pent se satisfaire du cli-mat de inéfiance et de iension, des risques de conflit qui caracterisent trop souvent les relations sociales

« Valeurs morales »

Elaborc à partir d'une série d'aceords jugés exemplaires, ce

document pose un certain nombre de principes, parmi lesquels la nécessité de « ne pas laisser le negociateur ni prisonnier d'un mandat tatalement rigide, ni livré à lui même pour la décision ». La CFTC exclut également « le demarquage systématique à l'égard de telle au telle arganisa-tian » ou la facilité qui consiste à « se contenter de laisser finalement à d'autres le soin de signer ». Dc mêmc, « les analyses techniques» ne doivent pas précèder « les enjeux humains ou sociaux des négociations v. Ces idées-forces, adoptées à l'unanimité du conseil confédéral, visent à affirmer les « valeurs inorales » de la CFTC et à promouvair un « contrat de paix sociale » précisant que tout litige sera arbitré par une instance paritaire de médiation.

Parallèlement, la centrale s'est résoluc à passer ses structures au

crible d'un audit. « Natre arganisution, qui n'a pas évolvé depuis vingt-cinq ans, ne correspond plus à la réalité », admet M. Deleu, qui constate que les fédératians parviennent mal à prendre en

compte l'existence des grands graupes industriels, que trop d'instances n'atteignent pas la taille critique indispensable à leur bonne marche et que le système de répartition des cotisations ressemble à un authentique laby-Un cabinet privé a été chargé

de eaneevair la méthade de tra-vail qui présidera à cette enquête assurée – en raison du caût de l'opération - par des auditeurs bénévoles proposés par la confédération. Les solutions à mettre en œuvre seront néanmoins suggé-rées dès l'automne par les consul-tants extérieurs. Celles-ci viseront probablement à réaliser des regraupements entre différentes organisations et seront mises en discussion au sein de la confédération, qui se prononcera lors de son prochain congrès, en novembre 1993. « Les décisions qui seront prises feront sans doute grincer quelques dents. Mais ce débat est indispensable », insiste

JEAN-MICHEL NORMAND

O Peugeot-Sochaux : trois jours de chômage technique en mars. - Lors de la réunion du comité d'établisscment, vendredi 28 février, la direction de l'usine Peugeot de Sochaux (Doubs) a annoncé que 12 000 salariés, sur 23 000, seront mis en chômage technique les 6, 13 et 27 mars. La même disposition pourrait être prise en avril, pour trois ou quatre jours, en raison d'un gonflement excessif des stocks. Trois jaurs de chômage technique étaient déjà intervenus en janvier et eo fevrier.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



INTERTECHNIQUE, CONSEIL DU 25 FÉVRIER 1992

RÉSULTATS DE L'EXERCICE 1991

Le Conseil d'administration d'Intertechnique, réuni le 25 février 1992, a pris connaissance des résultats consolidés, provisoires et non audités, de l'exercice 1991; le périmètre de consolidation est demeuré identique à celui de l'exercice précédent

-	-	
ea millions de F	1991	1990
Cammandes reques	1 302	1 685,9
Chiffre d'affaires	1 484 pille 1 243	1 490,6 1 427,9
Commandes en portefer Etudes autofinancées	147	116.9
Résultat net des opérati	ians 87	I t00,2
Résultat net hors opérà	tions – 37	- 4,2 96
Résultat net total	50	90

La part des minaritaires dans le résultat net est de 1.9 millian, contre 2.5 millians. Un écart d'acquisition de 6.5 millians sera, suivant la pratique constante chez tuterrechnique, amorti en totalité dans l'exercice par imputation sur le résultat net total. La baisse mantant des eammandes reçues traduit le retaurnement de la conjancture qui a frappé, en 1991. l'ensemble de l'industrie aéronautique, tant en Europe qu'aux Etats-Unis.

La diminution du résultat net des opérations, de 13 millions, est due à l'accroissement, 26 %, du montant des études autofinancées; cet accroissement représente une charge après impôt de 20 millions dont il faut déduire l'accroissement de 7 millions du crédit d'impôt

Le résultat net bars apératians est le coût, frais de l'exercice et provisions, de la réorganisation décidée à la fin de 1991, en vue, d'une part, de réduire la structure pour la rendre cohérente avec les prévisions de volume d'activité et, d'autre part, d'accroître la productivité de l'explaitatian afin d'absorber l'accroissement nécessaire des études autofinancées. Cette réorganisation, d'une plus grande ampleur que celle d'abord envisagée, représente, pour le groupe, une réduction de 234 emplois.

Le président Jacques Maillet a fait part au Conseil de son inten-tion de présenter sa démission à la séance du Conseil qui suivra l'assemblée générale ordinaire au mois de juin.

Le président pensait proposer au Conseil, comme son successeur, M. Daniel Blandé, vice-président-directeur général, qui a rendn d'immenses services à la société depuis son entrée en 1970. Celui-ci, dans le souci des intérêts supérieurs de la société, a décliné

Celui-ci, dans le souci des intérêts supérieurs de la société, a décliné cette proposition car, compte tenu de son âge, il apparaîtrait comme un président de transition.

En accord avec ses partenaires du pacte d'actionnaires, le président proposera done comme son successeur M. Edmand Marchegay, actuellement administrateur, directeur général chargé de la branche aéronautique. Ayant accompli toute sa carrière professiannelle dans le groupe Intertechnique, il y a successivement fait ses preuves comme directeur de la division instrument, directeur général de la filiale IN2, président-directeur général d'ECE. A la demande du président et de M. Marchegay, M. Blonde a accepté de continuer à exercer dans la société ses fanctions actuelles.

Le comte de Ribes a, au nom du Conseil, rendu hommage à l'actian du président fondateur de la société et lui a demandé d'accepter, lorsque ses fonctions prendront fin, de remplir en qualité d'administrateur une missian spéciale d'assistance an président; M. Edmond Marchegay s'est associé à cette demande.

Le président Jacques Maillet a accepté une telle missian. Il s'est Le president sacques retainet à accepte une tene mission. U s'est félicité des excellientes relations entre les partenaires du pacte d'ac-tionnaires ; il y voit l'assurance qu'intertechnique, sous la condune d'Emond Marchegay, développera les qualités qui ont fait son succès et l'ont rendue digne d'être un pôle de regroupement dans l'industrie aérospatiale. COMMUNICATION

Pour la première fois depuis 1986

La Sofirad renoue avec les bénéfices

Pour le première fois depuis 1986 et la privatisation totale d'Europe 1, le holding Sofired dègagera en 1991 un bénéfice sur un chiffre d'affaires consolidé de 1 milliard de francs.

La discrète société, qui exerca longtemps la tutelle de l'Etat sur les radios périphériques Europe I et Radio Monte-Carlo, a gardé 83 % de cette derniére et, à travers le pôle RMC-TMC et Radio Nostalgie, réalise toujours la moitié de son activité en France. Mais la vocation de la Sofirad a clairement été réorientée vers l'extérieur. Publique par son capital, commerciale par sa logique, souple dans ses alliances, la Sofirad est, pour son patron - depuis un an - M. Gérard Ganser, «un opérateur priviligié » à un moment où «à l'Est et au Sud, du fait de la libéralisation politique, il y a une libèralisation des médias » qui entraîne une « demande formidable d'aide et d'assistonce technique » à laquelle intérêt et

APPEL

D'OFFRES

INTERNATIONAL

devoir imposent à la France de «Le modèle du monopole public

est en train de craquer, mais ces pays ne sont pas forcément murs pour des médias 100 % commerciaux. Le modèle des prochaines années, c'est l'économie mixte, avec des dosages variables public-privé, et publicité-im-pératifs culturels.» M. Ganser cite en exemple de ces partenariats souples dont la Sofirad a l'expérience le développement de Radid Nastalgie en Russie. Fournisseur de programmes à Radio Moscou international depuis 1990, Nostalgie est depuis janvier diffusée en FM sur la capitale de Russie et songe à dévelipper un réseau dans les autres grandes villes de la CEI, à Kiev, Minsk of Saint-Pétersbourg. La Sofirad la soutient en étant présente dans la sodété de diffusion (avec la Radiotélèvis on de Russie) et dans la régic publicaire. Et sa régie internationale, IMI, exerce aussi ce rôle pour Europa Plus, une autre radia moscovite aust la Sofirad detient 8 %. développement de Radio Nastalgie Plus, une autre radia moscovite la Sofirad detient 8 %.

Autre motif de satisfaction : Car

Horizons. Ce dérivé africain de cains et français pour monter le pre-mier réseau de chaînes payantes du continent. Une station ouverte à Dakar fonetianne bien, et celles de Tunis et Libreville sont en prépara-

Côté radio, Africa nº 1 (Gabon), Medi 1 (Maroc) et la Somera (émetteurs à Chypre) ont bénéficié ensem-ble de 35 millions de francs d'aides et tnuchent 38 millians d'auditeurs au tatal (16 pour la première, 11 pour chacune des deux autres), étant ainsi les radios phares de leurs sec-teurs, Afrique francophone, Maghreb ou Proche-Orient. De même, la radio biculturelle lancée à Lisbonne rem-plit, pour M. Ganser, des abjectifs culturels à un coût raisonnable et sans engager directement la «souve-raineté» française. Les orientations du Conseil de l'action audiovisuelle extérieur de la France semblent toutefois plutôt privilégier la radio internationale publique RFI dans cette expansion de radios FM à l'étranger.

HIPPODROME ARGENTIN

Appel d'offres international nº 01/92 lancé par le gouvernement de la République Argentine en vue de la concession de l'exploitation de l'Hippodrome Argentin pour une durée de vingt-cing (25) ans.

Décret nº 292/92

OUVERTURE DES PLIS CONTENANT DES OFFRES:

Le 28 avril 1992. 10 heures. Adresse: Defensa 120, piso 1º Salon de las Banderas **Buenos Aires (Argentina)**

PRIX DU CAHIER DES CHARGES : Dix mille dollars des États-Unis (10 000 USD)

VENTE DU CAHIER DES CHARGES: Defensa 120, piso 1°, oficina 1088 (depto. compras), Buenos Aires, de 10 à 12 et de 14 à 16 heures

CONSULTATIONS DES CAHIERS, DES CHARGES : Defensa 120, piso 1º, oficina 1055, Buenos Aires (Argentina) de 11 à 17 heures. Pour une meilleure information téléphoner au numéro suivant (54-1) 334-4461.



GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE



DECOUVREZ LE PACIFIQUE

Vols A/R + hébergement, base 2 personnes + assurance, assistance.

9 jours/7 nuits HAWAI - Oahu 15 jours/12 nuits AUSTRALiE - Sydney + Brisbane NOUVELLE-ZELANDE - Auckland + Wellington 15 jours/12 nuits

Et aussi :

■ Fidji ● Papouasie/Nouvelle-Guinée ● Nouvelle-Calédonie ● Vanuatu
 Polynésie Française.



8 300 F*

18 300 F*

17 960 F* ₹

The second secon March 19 - 19 rite, moins cher!

VIE DES ENTREPRISES

Les surprises d'une loi boursière

Le holding ING occupe une place de premier plan dans l'économie néerlandaise

AMSTERDAM

de notre correspondant

Uo vent de transparence souffle sur l'économie des Pays-Bas. Depuis le 1º février, une loi oblige l'actionnaire d'une société néerlandaise cotée en Bourse à se faire connaître dés que sa participation dépasse certains seuits (5 %, 10 %, 25 %, 50 % et 66,5 %). Destiné à protéger les socié-tés contre un noyautage discret préa-lable au lancement d'une offre publique d'achat (OPA), le texte a mis fin à l'anonymat de l'actionnariat qui était jusqu'ici la règle, à de rares exceptions près, et révèle aux professionnels des opérations et placements financiers qu'ils ignoraient jusqu'ici.

C'est ainsi que la compagnie d'as-surances Stad Rotterdam vient de décoovrir que ses concurrentes AMEV et Nationale Nederlanden ssédaient respectivement 19.67 % t 19,93 % de ses titres. Que le hol-ding bancaire ABN AMRO, numéro 1 du marché nécriandais, compte ses deux principaux concurrents parmi ses actionnaires: la Rabobank en possède 5,64 % et le holding Interna-tional Nederlanden Groep (ING), 16,57 %. Trois autres assureurs, Aegon (12,85 %), AMEV (6 %) et Della Lloyde (6 %) ont aussi un pied dans cette banque qui, comme par hasard, n'a pas encore de partenaire attitre sur le marché de l'assurance. Mais la principale surprise réside dans le nombre et l'importance des

participations détenues par le holding ING. A l'évidence, le rapprochement, l'an dernier, de la troisième banque et du premier assureur des Pays-Bas n'a pas seulement donné naissance à un mastodonte des services financiers mais aussi à une véritable toile d'araignée. Outre ses intérêts dans Stad Rotterdam et dans ABN AMRO, ING détieot, entre autres, 21,92 % d'Uoilever, 10,63 % de DAF, 6,55 % des brasseries Groisch, 6,49 % du chimiste Alczo, 5,34 % du numéro un du bâtiment et des tra-vaux public HBG et 5,31 % de l'assureur Aegon. Ce dernier détient à son tour 5,78 % d'Unilever et 5,31 % d'Akzo, renforçant iodirectement la d'ING.

CHRISTIAN CHARTIER

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

SOCIAL

G GAN: l'accord «Partenaires» est signé par tous les syndicats. – L'ac-cord du groupe d'assurances GAN sur le droit syndical, intitulé «Partenaires», a été signé par tous les syn-dicats, a indiqué la direction le 28 février. Malgré le désaveo de la fédération FO des assurances (le Monde du 25 février), FO reste officiellement signataire, et le document a finalement été paraphé par le délé-gué syndical central, M. Patrice Tzvetan. Ce dernier a dénoncé le «comportement stalinien» de sa fédération.

RÉSULTATS

o Gaz de France; près de 1 milliafd de francs de bénéfice en 1991. — Après un exercice 1990 proche de l'équilibre, Gaz de France a nettement amélioré ses comptes en 1991 avec un bénéfice proche du milliard de francs (987 millions) et une capacité d'autofinancement de 6.1 milliard cilé d'autofinancement de 6,1 mil-liards pour un chiffre d'affaires de 49 milliards. GOF, qui, pour la deuxième aonée consécutive, a augmenté sa part dans le bilan énergétique trançais, n'auta guere moutre ses sources d'approvisionnement. en 1991. La Russie demeure le premier fournisseur (31 %), talonné par l'Al-gérie (29 %). Suivent la Norvège (18 %) et les Pays-Bas (13 %). Le gisement de Lacq n'a représenté que 9 % des approvisionnements de l'en-treprise publique.

CRISES

Boeing prévoit 8 200 suppressions d'emplois en 1992. — Le constructeur

sociaux le 9 mars 1992.

aémnantique américain Boeing a ansonce 8 200 suppressions d'em-ploissen 1992, en raison de la baisse nmandes d'avions civils et de la reduction du programme B-2, le boghardier nucléaire. Ces réductions d'effectifs, qui touchent ses activités éricaines, représentent 5,1 % des 186 500 personnes qu'emploie actuel-finent Boeing, dont 104 000 dans Etat de Washington. Elles s'effectue-toot par des départs volontaires et les départs à la retraite ainsi que par des licenciements. Ces mesures, a souligné Boeing, ont été rendues nécessaires par les changements internécessaires par les changements intervenus sur le marché des avions commenciaux, par l'anoulation d'un programme de missiles, ainsi que par la réduction des commandes de B-2 de l'administration. La crise à laquelle est confront le transport aérien a conduit Boeng à réviser en baisse le rythme de capstruction de ses B-737 pour le raméper de 21 à 14 exemplaires par nois.

 Fleury-Michos reprend Olida. –
 Le holding financier Olipar a vendu
 la société Olida le 26 février au groupe alimentaire Fleury-Michon pour un montant qui o'a pas été précisé. Cette décision stratégique permet à Fleury-Michon de renforcer ses positions sur les marchés de la charcuterie libre-service et des salaisons sèches, devenant ainsi le leader fracçais de la charcuterie préembal-lée. Ce ractat ne devrait pas être suivi d'un plan de restructuration sociale galgré les 400 millions de francs de pertes d'Olida sur les deux demicis exercices. Depuis dix ans, le

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

La Compagnie Financière Edmond de Rothschild

Banque

SAINT-HONORÉ BIO-ALIMENTAIRE

SAINT-HONORÉ SERVICES et SAINT-HONORÉ MATIGNON PLACEMENTS

Aux termes d'un contrat de fusinn approuvé par leur Conseil d'Administration respectif, la Sicav SAINT.
HONORÉ BIO-ALIMENTAIRE absorbers les Sicav SAINT-HONORÉ SERVICES et SAINT-HONORÉ
MATIGNON PLACEMENTS, normalement le 26 mars 1992.

Ce contrat de fusion sur lequel les autorités de tutelle ont donné leur accord le 23 janvier 1992 a été
déposé au Greffe do Tribunal de Commerce de PARIS le 7 février 1992 et l'avis relatif à ce dépôt publié au
B.A.L.O. du 6 février 1992.

Dans le cadre de cette fusion-absorption, les actions SAINT-HONORÉ SERVICES et SAINT-HONORÉ
MATIGNON PLACEMENTS seront échangées sans frais, contre des actions SAINT-HONORÉ BIO-ALIMENTAIRE, sur la base de la parité qui sera définie le 26 mars 1992, les rompus pouvant être soit
remboursés, soit complétés par un versement effectué en espèces permettant l'attribution d'une action
SAINT-HONORÉ BIO-ALIMENTAIRE supplémentaire sans frais.

Il est souligné, par ailleurs, que les rachats et les sonscriptions d'actions SAINT-HONORÉ SERVICES et

Il est souligné, par ailleurs, que les rachats et les sonscriptions d'actions SAINT-HONORÉ SERVICES et SAINT-HONORÉ MATIGNON PLACEMENTS seront intercompus à compter du 9 mars 1992 à 12 heures. Cette fusinn-absorption et ses modalités doivent, au préalable, être approuvées par une Assemblée Sénérale Extraordinaire de châcune des trois Sicav concernées. Ces Assemblées seront convoquées aux sièges sociaux le 9 mars 1992.

Au cas où le quorum ne pourrait être réuni ce jour-là, ces Assemblées seront convoquées à nouvean le 25 mars 1992.

Il est précisé qu'à la date du 26 mars 1992, les Sicav SAINT-HONORÉ SERVICES et SAINT-HONORÉ MATIGNON PLACEMENTS se trouveront dissoutes par anticipation.

Le portefeuille est constitué de façon à s'intéresser aux sociétés spécialisées dans les industries de l'agriculture, industrie alimentaire intermédiaire et produits finis, boissons, distribution alimentaire, restauration) et de la santé (hiotechnologie, pharmacie, génie génétique, diagnostic médical, gestion d'hôpitaux et de centres de soins), pour 50 % mioimum de sea actifs.

Le portefeuille sera toujours investi à 50 % au minimum en valeurs françaises.

SAINT-HONORÉ BIO-ALIMENTAIRE a été créée en juin 1985. Elle est présidée

par M. Francis GAUTIER, Vice-Président de B.S.N. La performance de la Sicav depuis la création a été exemplaire puisqu'elle se classe quatrième sur cinquante-six Sicav internationales du classement MICROPAL depuis le 1st janvier 1986 jusqu'à aujourd'hui.

Le rapprochement des trois desvise encore à renforcer le pôle de compétences de Alimentation/Santé » (« compresi distribution alimentation/Santé » (« compresi distribution alimentation/Santé » (« compresi distribution alimentation/Santé » (« compresi destribution alimentation/Santé » (« compresi destribution alimentation/Santé » (« compresi destribution alimentation/Santé » (» compresi destribution alimentation » (» compresi destribution » (» compresi destribution

Alimentation/Santé » (y compris distribution alimentaire ou pharmaceutique) au sein de l'équipe de gestion institutionnelle des Sicav et de l'équipe de Capital Développement.

47, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 PARIS - Téléphone : 40-17-25-25 Contacts : François des Robert, Humbert Garreau de Labarre

Rappel de l'orientation des placements de SAINT-HONORÉ BIO-ALIMENTAIRE :

groupe Fleury-Michon se recentre pour atteindre une taille suffisante et assurer une rentabilité oécessaire à son développement. En 1991, le résultat courant avant impôt a atteint 11 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de francs, en hausse de 26 %. Alors qu'en 1980 l'abattage représentait 70 % de l'activité du groupe, elle se décompose aujourd'hui en trois métiers de base : la charcuterie préemballée (50 % du chiffre d'affaires), les plats cuisines frais (22 %) et les salaisons sèches (22 %). Le groupe alimeotaire peut désormais faire face à Herta (groupe Nestlé), son principal coocurrent

PARTICIPATION

a BHV : Preventas actionasire à 24.7 %. - La firme suédoise d'investissement Proventus a porté à 24,7 % sa participation dans le BHV (groupe des Galeries Lafayette), dont elle cootrôle 22,8 % des droits de vote. A la fin juin, cette participation était de 20,6 %. Reprenant mot à avait publié alors (le Monde du 20 juin 1991), le groupe précise « qu'il agit seul, qu'il n'a pas l'intention de prendre le contrôle du BHV, mais qu'il se réserve le droit de modifier sa stratègie si les conditions du marché changeaient, qu'il pourrait acquérir d'autres actions du BHV et demander à être représenté au conseil d'administration ». A la fin de 1990, le Trésor l'a autorisé à porter sa participation jusqu'à 33 %.

MARCHÉS FINANCIERS

108 30 114 40

Grand Livre du Mois ..

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principeux postes aujets à variation

fist timena de traces)
. 20 (6	veier 1992
otal actif	605 718
ont	
	161 245
isponibilités à vun à l'étranger	101 423
08	51 662
vances au Fonds de stabilisation des	
ranges	15 638
r et aures aciës de réserve à rece-	
oir du Fonds européen de coopéra-	1
on monétains	55 557
oncours au Trésor public	
itres d'East (hons et obligations)	43 850
utres êtres des marchés monétaire	1
obligateire	551.
ffets privés	65 206
ffets en cours de recouvrement	38 884
otal passif	605 718
ent	
liets en circulation	249 895
omptes courants des établissements	-40 000
	36 619
streines à la constitution de néserves	
omote courant du Trisse nublic	23 002

15 990 Reprises de liquidités. Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes - Contrepartie des allocations de droits de tirace soá-8 001 Ecus à Gyrer au Fonds européen de 52 010 coopération monétaire.

Réserve de réévaluation des avoirs publics en or ... TAUX DES OPÉRATIONS

x des pensions de 5 à 10 jours 10.50 % Taux des avances ser titres.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

ENSTITUT HATTOHAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCO

41 -4	• •	
	21-2-82	28-2-92
Volume franç, à rove parietés	119	111,7
Valuera industrielles	169,6	111
Yalean Mangires	104,5	105
Pitroine-Energie	101	101.4
Chinis	120,2	121
Bectricks, dectroines	104.3	188,1
Sitiones of restirious	113.5	115,5
ind, do cogners, per sint,	107,4	118,1
Agrophysicals	114,5	111,2
Distribution	110	113,4
Standard Land and Lives Annual	189.5	112
Appendices	1127	173.1
Skeel	35.4	95.8
Immobilier et fencier	96,8	96,5
hereotispensent et portuleulle	113,1	114,9
Base 100 : 31 décem	bre 1991	
Yaloors Sping, il revons firm	100,5	100,5
Empressis d'Esst	100.2	190,6
Empresa parentis et melantés	100,8	101
Secieta		

Rese 100 en 1949 anç, à rov. variable 4213 4285,3 Base 100 en 1972 Valeura tranç. à rev. vadable ______ \$67,5 Valeura termotions ______ 560 Base 100 : 31 décembre 1980

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE Base 100 : 31 décembre 1981

	14-2-92	21-2-62
المناب المناب المناب المناب المناب	518.5	\$26,6
Indice place	444	448.4
Construction	477.1	451.6
When & Equiperant	275	278.5
Blent de conson, durables	FEE	145,9
Siens de cocacus, non durables	748,5	760,9
Elens de coesons, alice	\$12,5	\$17,2
Series	\$18,4	522,8
Societis financières	509,8	122A
Sociétés de la zone franc exploi-	413.7	418,8
tant principalement à l'étrager	127.7	223

TOKYO, 2 mars Raffermissement

La Bourse de Tokyo e clôturá en sactions calmee. Au tarme de la elence, l'indice Nikkei e progressé de 149,01 pointe, coit 0,70 %, à 21 487,82 paints. Le valume des gontié, pessant de 180 millione vendredi è 200 milliona.

Des apérations d'erbitrege prorammées et des echets de particu ecutenu la cote, qui e également bénéficié des aspnirs d'une réduction du taux d'ascompte. Selon un anelysia, «les investisseurs sont soulagée de voir que le soutien du marché est solide, mais ce ne sont que les particuliars et les courtiers qui font bouger les choses ».

VALEURS	Cours du 28 Me.	Cours du 2 mars
Akei Bridgestons Cocon Feij Bark Honde Metors Messeshis Becric Missusishi Heavy Sony Caru. Toyas Mators	551 1 100 1 350 2 110 1 450 1 370 627 4 680 1 480	674 1 090 1 350 2 180 1 470 1 380 525 4 070 1 440

PARIS

Second marché (addaction)										
VALEURS	URS Cours Dernier préc. Cours VALEUR		VALEURS	Cours préc.	Dernier					
Alcani Cibles Arrault Associes B.A.C. Boue Vernes Boiron [Ly] Boisen [Lyori] C.A.L.de-Fr, [C.C.L] Caberion C.A.L.de-Fr, [C.C.L] C.E.G.E.P. C.F.P.13 C.N.L.M. Conforme Crasts Dauphin Darrast Dennichy Worms Ce. Dennichy Worms Ce.	988		LP.B.M. Locaritic Locaritic Mater Convin. Molex Publ. Filipsechi. Rezal Roose Alp. Scu (Ly) Select Invest (Ly) Serion. S.M.T. Goopli. Sopra TF1 Thermador H. (Ly) Unilog. Viel et Co.	68 60 208 78 10 113 90 192 370 535 330 89 315 130 321 30 380 350 30 225						
Dollars Belland	220 127 200		Y. St-Laurent Groupe.	839 .						

LA BOURSE SUR MINITEL

MATIF Nombre de contrats estimés: 114 795 **ECHÉANCES** COURS Juin 92 Sept. 92 109,54 109,70 Options sur notionne

OPTIONS DE VENTE **OPTIONS D'ACHAT** PRIX D'EXERCICE Mars 92 Juin 92 Mars 92 Juin 92 1,05

CAC 40 A TERME

Volume: 19 062

Précédent 1 987	2 003,50 2 033
	e tarres
CHANGES	BOURSES
Dollar: 5,58 F 1	PARIS (INSEE, base 100 : 31-12-5 27 fev. 28 fe
Lundi 2 mars, le dollar restait forme sur les marchés des	Valeurs françaises 113,10 113,1 Valeurs étrangères 105,20 104,5
changes, au lendemain de la réu- ninn des « sherpas » du G7	(SBF, base 100 : 31-12-81) Indice général CAC 528.70 526.5
durant laquelle aucun accord sur les taux de change n'a été conclu. A Paris, le billet vert a ouvert à	(SBF, base 1 000 : 31-12-87) Indice CAC 40 1985,10 1983,3
5,58 francs contre 5,5738 francs	NEW-YORK (Indice Dow Jones)

dredi 27 février. ... 3 269,40 3 267,67 LONDRES (Indice « Financial Times ») 27 fev. 28 fev. FRANCFORT 27 fev. 2 mars 28 65v. 2 562,00 2 562,10 1 986,70 1 983,00 127,20 139,20 88,55 Dollar (cn DM) __ 1,6360 1,6429 27 fev. 2 mars Dollar (cu yens)., 129,33 129,53 FRANCFORT 27 fev. 1 749,90 1 745,13

TOKYO 28 fev. 2 mars

MARCHE MONÉTAIRE Paris (2 mars) _____ 9 t3/16-15/16%

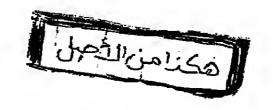
Nikkei Dow Janes 21 339 21 488 Indice général ____ 1 554 1 561 New-York (27 Terries).... _4 L/8% MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES COURS TERME TROIS MOIS es (100) .

5,5770 4,3050 6,9517 3,3964 3,7429 4,5286 9,7720 5,3935 5,6630 4,3639 6,9600 3,4943 3,7692 4,5137 9,7767 5,3708 5,6575 4,3567 6,9485 3,3984 3,7623 4,5063 9,7631 5,3604 5,5795 4,3095 6,9578 3,4090 3,7472 4,5325 9,7792 5,3986 Franc suisse
Lire italience (1000)
Livre sterling
Peseta (100)

TAUX D'	INTÉR	ÊT DE	S EUI	ROMO	NNAI	ES	
	UN MOIS TROIS MOIS						
1	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert	
\$ E-U Yen (100) Ecn Destrickensitk Franc swisse Live itslieune (1000) Live sterling Peseta (100) FRANC FRANÇAIS	4 1/8 5 7/16 9 7/8 9 9/16 7 11/16 12 10 7/16 12 1/8 9 15/16	4 1/4 5 9/16 10 9 11/16 7 13/16 12 1/4 10 9/16 12 3/8 10 1/16	4 1/8 5 1/16 9 15/16 9 9/16 7 11/16 11 3/4 16 1/4 12 1/8 9 15/16	4 1/4 5 3/16 10 1/16 9 11/16 7 13/16 12 10 3/8 12 3/8 10 1/16	4 1/4 4 7/8 9 15/16 9 1/2 7 9/16 11 3/4 10 1/8 12 1/8 9 13/16	4 3/8 5 10 1/16 9 5/8 7 11/16 12 10 1/4 12 3/8 9 15/16	

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée pas la Salle des marchés de la BNP.





BOURSE

O' .42 400 Appendix E M State Strong 12 Jacks & W Pos -Alling Park Char to Lawrence Person T-EB

Chigations

25:: 7 to 16 to

17

1 T

Carrier Com

- TE :000

3.5:50

St. 15. 8

D# 3 4 4 7

S.

FARE water Co. AR THERE

Actions received front the Co. water hipps the Spectrum transporters

Cote des Changes COURS

• Le Monde • Mardi 3 mars 1992 23

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 28 I	EÉVDIED				
Compas- serios VALEURS Comes Premior Demier %				- Icana	Cours relevés à 18 h 01
4300 CN 5 28/	LEURS Cours Premier Densier % Comp précial cours cours + sais	glement men		Premier Dernler 1 220 Gén. Mo	LEURS Cours Premier Dennier % cours
1480	Section Sect	Colombias	1	146	Proposition Proposition
	DP2512	St. Rossignol 842 849 842 Signs 500 490 500	SICAV (sè	439 50 440 1 67 Zambia C	
VALEDDO . VALEDDO .	emier ours VALEURS Cours Demier préc. cours	VALEURS Cours Dernier préc. Cours	VALEURS Emission Rachat	VALEURS Emission Rechet Frais inel net	VALEURS Emission Rachat Frais incl. net
Obligations CLM 1235 122 125 125 125 125 125 125 125 125 12	Declare 100 100	Etrangères	Actilion	Francic Fierre	Proficies 567 67 973 53 Chartz 137 90 134 54
Emp Etat 9,8%77 124 75 6 75 Emp Etat 9,8%78 101 00 5 122 Emp Etat 13,4%83 106 66 2 52 Emp Etat 13,4%83 106 66 2 52 Emp Etat 11% 85 195 10 14 76 Emp Etat 11% 85 104 60 9 89 OAT 10% 67000 108 50 7 66 OAT 9,9% 12/1997 105 50 2 08 OAT 9,8% 17/1996 103 40 0 77 Emp Etat 11,2% 85 106 45 2 61 Emp Etat 12% 85 106 Em	Partieuro Luest	A.E.G	Artipia	Fructidor	Remark
Bianzy Ouest		Hors-cote	Energie	Nord Sud Dévelop	Transplot
Carbone Lorraine	FINANCIÈRE	Bque Hydro Energie. 315 Calciphos	Epergue Associet 28532 34 25308 72 Epergue Capital	Oblicio-Régions 1072 88 1057 02 Oblituur 2805 87 2736 55 Oblig. tres caté 176 38 172 79	Trisonice
Cantescaire Berray 389 397 Optory 240 241	Renseignements : 46-62-72-67	Copures	Epargue industris	Coline 1369 04 1345 58 1365 04 1345 58 12573 98 12573 98 12573 98 1043 14 1017 70 10	UAP Act, Select
Cote des Changes	Marché libre de l'or	Europ Actorn	Epergee Cuerry	Parities Capitalisation. 1485 46 1463 51 Parities Opportunites 135 64 130 40 Parities Patrimoine 603 95 579 33	UAP Ales
MARCHE OFFICIEL COURS préc. COURS 28/2 COURS achat vente Esage-Unia (1 usd) 5 557 5 573 5 850 5 850	MONNAIES COURS COURS Préc. 28/2	Guy Degrenne	Euß Cash cap	Patrimoine Retraite	UAP Premiere Cat
Columbia Columbia	Or fin (kilo an barre) 8 1600 63400 Or fin (en lingort) 82900 63400 Napoléon (20f) 358 356 Pièce Fr (70 f) 450 358 Pièce Suisse (20 f) 360 358 Pièce Lutine (20 f) 358 356 Souverain 454 456 Pièce 10 dollars 2085 1102 50 Pièce 5 dollars 690 2320 Pièce 10 florins 373 381	Paracap. Percier	Eurodyn 1245 28 1214 89 Euro Can 6445 14 6197 25 Europe Nouvella 542 542 55 Franca-gen 10158 14 8767 44 Franca Garante 277 85 277 31 Franca Index Sicav 117 04 113 81 Franca Obligations 491 49 486 61 Francic 481 37 467 35	Pacement J	Unifrance
4	•	4	17	1	

E-RIL

Cours Demier

កា**ងខ្លួន d**u 28 termer 1995 ការារៈ 144 (

HEANCES IN 60 198,44

ERME

LEURS

International



Le Secrétariat Général du PARLEMENT EUROPEEN à LUXEMBOURG

organise un concours général pour le recrutement de

Principales conditions d'admission:

Differmation universitaire adéquate (en langues, sciences politiques, droit, économie, etc_) sanctionnée par un diplôme ou expérience professionnelle dans le domaine de la traduction d'au moins cinq ans garantissant le même niveau. Une expérience professionnelle d'une durée d'au moins un an sera un atout pour

les candidats.

Des parfaite maîtrise de la langue française et connaissance approfondie de l'ailemand ou de l'anglais ou de l'espagnol et d'une autre langue officielle de la Communauté européenne. Connaissance souhaitable d'une quatrième et d'une cinquième langue officielle de la Communauté européenne.

Detre ressortissant d'un des Etats thembres de la Communauté européenne;

Age: 40 ans maximum lêtre né après le 6 avril 1951) Des dérogations pouvant aller

Jusqu'à 6 ans, sont accordées sous certaines conditions.

Lieu d'affectation: LUXEMBOUR6

LE PARLEMENT EUROPEEN MET EN DEUVRE UNE POLITIQUE DANS LE BUT DE CARANTIR L'ECALITE DES CHANCES ENTRE FÉMMES ET HOMMES DANS TOUS LES EMPLOIS.

Date limite de dépôt des candidatures: 6 avril 1992

Le numéro du Journal Officiel cantenant le formulaire obligatoire de candidature ainsi que toutes les informations utiles, peut être demandé, uniquement sur carte postale, avant le 28 mars 1992 en rappelant la référence PE/159/LA:

- au Bureau d'Information de Parlement européen 288, boulevard Saint-Germain -**75341 PARIS CEDEX 07**

- ou au Service du Recrutenient du Parlement européen L - 2929 LUXEMBOURG Les candidat(e)s sont priés d'écrire leurs noms et adresse en lettres capitales.

Votre mission :

nous aider à atteindre notre objectif : améliorer le développement humain.

SPECIALISTE EN POLITIQUE ET EN STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT

développement hannain fatt partie du Programme des Nations Units pour le Développement (PNUD), qui documentaire, à la préparation de la rédaction du Rapport moddal sur le développement humain et sur présentations de ce Rapport sux diverses assemblées professionnelles, universitaires et politiques. Il prendra part egalement à l'identification de politiques pragmatiques et faciles à mettre en œuvre pour le assure, grâce à son réseau développement humain, et à l'identification d'approches novatrices de plus de 100 hureaux dans en termie de coopération technique. Il collaborera étrottement pour le monde entier, la pianification, la gestion des fonds et la coordination de l'ensemble du système de coopération technique des cela funt avec les services intègrés au PNUD et aux Nations Unies qui sec les institutions et experts extérieurs. candidats devront possèder une solide expérience dans le comaine de la recherche et de la planification du développement. Nations Unies. Le Bureau du les devront être titulaires d'un diplôme de deuxième ou troisième Repport mondial sur le cycle universitaire, de préférence en économie et/ou d'un diplôme éveloppement humain est charge, chaque année, de pluridisciplinaire en développement. Ils devront justifier de préparer le Rapport qui analyse les concepts de

compétences sérieuses dans le domaine de la recherche aur le développement et de 8 à 10 ans d'expérience professionnelle. La maîtrise de l'anglais et d'une autre langue des Nations Unics Veuillez adresser votre CV, sous référence 662. (VA/2082/92) à MEDIA PA - 50/54, rue de SIDy - 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT

cedex, qui transmettra. Les dossiers de candidature devront nous parvenir avant le 16 mars 1992. Les candidatures féminines sont les bienvenues.

Seuls les candidats dont le CV correspond au profil du poste

14 200 RESCURCE MAXIMISATION SOUTHERN

développement axés sur les populations, et qui propose des atrafégics nationales et internationales en faveur du

Programme des Nations Unies pour le Développement

Our based dient is a major manufacturer of communication and specialist networking systems, marketing products through distributors as well as direct to end users. Worldwide success has resulted from the development of innovative products and an insistence upon total quality. In order to give a more aggressive edge to the sales performance the company now wish to appoint a

SALES DIRECTOR - EUROPE

to coordinate sales strategy within the European marketplace. Taking full responsibility for revenue generation and management of the country sales managers (presently 4) the successful candidate will require the proactivity, flair and credibility to lead a well motivated team.

Likely to be educated to University Degree level with significant sales and management experience, you will also need to be fluent in English and one other non-native language

Exposure to US organisations and culture will be of advantage as would experience of pan European management.

This is an opportunity to join an organisation which rewards flair and initiative and hence the salary package will present no obstruction for such an individual.

If you feel you have what it takes to develop European sales for a major international organisation please send a CV or telephone to:

(Ref: DH249)

Resource Maximisation

The second secon

It Mondt IMMOBILIER

appartements ventes

7° arrdt AV. E.-DESCHANEL 6/Champ de Mars, 206 m² 4- ét. Park. Av. Suffren

16° arrdt M- JASMIN, tmm, 1830 6/2/37, 92 at + sers, 2 45 ac. 2 800 000 F. 47-83-82-74

45-67-88-88

appartements.

achats Rech. URGENT 100 4 120 m² Paris préf. 5°, 6°, 7°, 14°, 15°, 16°, 12°, 9°, PAR COMPTANT. 48-73-48-07.

> locations meublees demandes

Paris RÉSIDENCE CITY

Undent rich, pour dispensi étragers d'importants prouper engle-si acons LUXUEUX APPARTEMENTS MÉUBLES DURÉE 1 A 2 AMS. LOYERS GARANTS. TEL : (1) 45,27-12-19

Stérage.

Le tournoi de Linares

Regroupement avant les ajournées

Après un début tonitruant où i marquait trois points en trois par-ties (le Monde du 28 février), Youssoupov a été stoppé dans la quatrième ronde du tournoi de Linares par l'Espagnol Illescas, quatre-vingt-dix-neuvième joueur mondial! Dans la même ronde, Kasperov ne parvenait pas à battre Anand. C'était leur troisième rencontre et le jeune prodige indien mêne contre le champion du monde par 2,5 à 0,5.

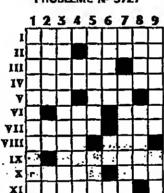
La cinquième ronde, samedi 29 fevrier, voyait, entre eutres, s'opposer Karpov et Short qui s'affronteront à partir du 10 avril, à Linares toujours, en demi-finales du championnat du monde de 1993. Karpov a gagné. Guelfand ajournait dans une position inférieure devant Kasparov et Beliavsky, très en forme, battait Timman.

Dimanebe, dans la sixième ronde, les deux eutres demi-finalistes du championnat du monde se rencontraient : Timman se réveillait et battait Youssoupov, Kasparov annulait contre Speelman et Karpov ajournait devant Illescas, de même que Beliavsky face à Ivantchouk. Lundi, reprise des ajournées.

Classement après six roades 1-3. Beliavsky, Kasparov, Guelfand 3,5 1-3. Benavsky, Ausparov, Gueriana 3,3 et une ajournée chacun; 4. Ynussoupov 3,5; 5. Karpov 3 et une ajournée; 6-7. Timman, Salov 3; 8. litescas 2,5 et deux ajournée; 9. ivantehouk 2,5 et une ajournée; 10. Short 2,5; 11-13. Anand, Barcev, Speciman 2; 14. Ljubojevio 1,5 et une ajournée; ti reste sept rondes,

MOTS CROISES

PROBLÈME Nº 5727



HORIZONTALEMENT

L Plua elle est lourda et plus elle soulage. - II. N'a jameis eu sucune notion de la cherge qu'on lui confie. Peut très bien nous damer le pion. – Ili. Des coureurs doivent parfois lutter contre elle. Participe. – IV. Des viaées pour mieux régner. - V. Dont on n'a paa pu ignorer le côté brillant. Peut trouver un gite dans le noix. - VI. Issue d'un travail pénible. Première partie d'une « trinité » médicele. -VII. Travaille à toutes pompes. Est l'objet d'une certaine cuiture avant d'entrer dana le métier. -Vill. Grogne. Ne quitte jamais son Intérieur. - IX. Peuvent être tranchés en coupant la poire en deux. - X. Qui peut âtre réchsuffé ou refroid. Animal. - XI. Se fait sortir

à grands coups de pompe. VERTICALEMENT

1. Favorise la liberté du « commerce >. - 2. Grand Turc. Adverbe. Quartier de Venise. - 3. Leur position est provisoire et pas du tout assise. - 4. Symbole. Sa première version est latine. - 5. La demière comme la première peuvent « gegner». Nombre étranger. - Bonne des « tapes». Traduit un réel manque d'intérêt. - 7. Après un Louis. Est appelé à sonder eutre chose que les cœurs. - B. Equilibre les masses ou déaéquilibre les carps. Faire éventuellement jouer con chien à le feveur d'une détente. ~ 9. S'avère utile devant l'inutifité. Manche avec revers.

Solution du problème nº 6726 Horizontalement

1. Avenant, Editeur, - II. Vérifiez I Eructe. - III. Ite. Fenêtre. -IV. Ciste. Tuer. File. - V. Ut. Accès. Idés. - VI. Lee. Ts. Mère. An. - VII. Statueire, Mue. -VIII. Entêtés. Tesson. - IX. Erine. Semés. - X. Ra (ou Rā). Roanne. Ere. - XL Sérénité. Inné. -XII. Réa. Ereinter. - XIII. Minutes. Anna. Fa. - XIV. Qui i Etrange. -XV. Images. Tétée. De.

1. Aviculteurs. Moi. - 2. Vérité. Aérium. - 3. Eres. Este, Renia. -4. Ni. Te. Terreeu. - 5. Affecta-tion. Thé. - 6. Nie. Caténeire. -7. Tente. Usent. Se. - 8. Zeus. Née. TT. - 9. Té. Mitre. Rare. -10, Derrière. Sénat. - 11. Ire. Oresse, Inné. – 12. Tu. Fée, Sarinage. – 13, Ecole, Moment. – 14, Ut. Aune. Nef. – 15, Rancune.

GUY BROUTY

CARNET DU Monde

Laura BRUNON

à Paris, le 22 février 1992.

che Caroline et Jean REYNAUD,

Gabrielle

le 1= février 1992, à Paris, chez Marie et Philippe VOIGT.

<u>Décès</u>

Macle, Kim, Margot, Theo Abramo Alain et Evelyne Artman,

Herman ARTMAN,

de sept camps de concentration.

Les obsèques ant eu lieu, selon son désir, au cimetière de Nabat-Itsrak (Israel), le 27 l'évrier.

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements à tous ceux qui lui nat témoigné leur attachement.

ont la douleur d'annoncer la mort, à l'âge de trente-cinq uns, de

François BADOT,

rue des Chardonnerets, 21200 Bezunc.

M. Paul DARQUÉ,

quatre-vingt-quatre ans.

Ses absèques ont eu lieu le 26 février.

, rue du Cap-Tmverse,

M. Maurice LORRAIN, inspecteur principal pédagogique honoraire de la jeunesse et des sports, chevalier de la Légion d'honne commandeur dans l'ordre

survenu à Toul, le 20 février 1992, dans sa quatre-vingt-troisième année,

24 février dans l'intimité familiale, au village de Pierre-la-Treiehe (Meurthe-

D Mort de l'actrice Marie Déa. -L'aetrice Marie Déa, soixantedouze ans, qui avait connu la célé-brité en 1942 dans le film de Mar-cel Carné, les Visiteurs du soir, est décédée dimanche le mars à Paris. Marie Déa, de son vrai nom Odette Deupès, avait commence une carrière théâtrale evant de débuter à l'écran en 1939 dens Pièges, du einéeste eméricain Robert Siodmak, alors installé en France. Si son rôle de référence demeure son apparition suprès d'Arletty dens le film de Carné, elle a également travaillé avec Maurice Cloche, Marcel L'Herbier, Christian-Jaque, Jean Cocteau (Orphée), Claude Autent-Lara (la Jument verte) et Henri Decoin, jusqu'eu Glaive et la Balance. d'André Cayatte, en 1962, l'un des derniers films d'une carrière qui compte une vingtaine de titres.



samedi, de 14 h à 19 h. Entrée libre. ESPACE CARPEAUX, 15, bd Aristide-Briand, 92400 COURBEVOIE Rens.: 46-67-71-23.

1/

Naissances

et Yres-Marie LABÉ, ureux d'annoncer la naissance

Barthélémy,

- M- Georges REYNAUD

le 20 octobre 1991, à Sydney.

Simonne Artman et André Abramo-

Sa famille à l'étranger, ont le regret et la douleur d'annoncer le décès, survenu le 24 février 1992, de

combattant du ghetta de Varsovie, survivant

Sa famille et ses amis

survenue à Paris, le lundi 24 février

- M= Paul Darqué et sa fille Pierrette, M. Gilbert Ponsie

ont la douleur de faire part du décès de

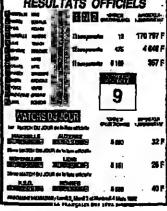
survenu le 23 février 1992, à l'age de

47220 Astalfort.

~ M= Gisèle Lorrain, Ses enfants, petits-enfants, neveux et nièces. nnt la grande tristesse de faire part du

Les abséques ant eu lieu le lundi





- M= Joseph Handelsh M= Witold Gorska, leurs enfants et petits colunts

M. Joseph HANDELSMAN. Centrale promotion 47 B.
officier de l'ordre national du Mérite croix polonaise de la Valeur militaine

ont la douleur de faire part du décès de

Et toute la famille

survenu le 28 février 1992, dans sa

La cérémanie religieuse sera célébrée le mardi 3 mars, à 8 h 30, en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, 88, rue de l'Assomption, Paris-16. L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille au cimetière des Champeaux à Mantmarency (Val-d'Dise), à 10 h 45.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Le président et les personnels de l'université de Picardie Jules-Verne ont la tristesse de faire part du décht de

M. Guy VILLE, professeur de chimie.

Remerciements - Annette Budinter

PREVISIONS POUR LE 3 &

CHETE

ZONE VALUE OF THE PARTY OF THE

TANK TOPPERSON OF A STATE OF THE PARTY.

Signature of the second second

MA SICAS FOUR LE 4 MARK 18

THERATURES maxima - minter

FRANCE

В

C

MOTRE SUPPLEMENT

1 ener 1 392 1 6 besens

- 1 - W

AND PERSONNE IN CONTROL OF THE PERSONNE IN CONTR

STILLING ME

US WORLD IN

1.7 = 5

£ .4 21

和 Mande SCIENCES

ETRANGER

1.00

et ses enfants, Robert et Elisabeth Badinter et leurs enfants, très touchés par les nombreux témni-gnages de sympathic et d'amitié qui leur sont parvenus lors du décès de

Claude BADINTER, fant part de leurs remerciements émus.

- Devant tant d'amitiés pour M. Paul SERAMY, tant de souvenirs exprimés, vos fleurs,

vos messages, vos prières; à vous qui l'avez accompagné une dernière fois par votre présence et votre pensée,

Son épouse, Sa fille. Son petit-fils,

Ses proches, ses amis, Le canseil municipal de Fantaine-Le conseil général de Scine-et-Marne. Ses cottègues du Sénat, Et tous les organismes qu'il présidait, remercient de la part que vous avez

Anniversaires

- Il y a sept ans, the stepsie to a see Charles,

tu nous quittais, dans ta belle jeunesse. Ta présence nous accompagne aujourd'hui. La véritable mort, c'est l'oubli.

Families Weben, Dardel et Quetel.

- Il y a cinq ans disparaissait

Emile S. COHEN. Son souvenir nous accompagne. - A tous coux qui ont connu et aimé

Sacha SCHNEIDER. une pensée est demandée en ce vingtcinquième anniversaire de sa mort.

CARNET DU MONDE Renseignements: 40-65-29-94 Tarif : la ligne H.T.

Communicat, diverses 100 F Thèses étudiants 55 F

£.

SAMEDI 28 FEVRIER 1992 19H55 6258337 27

Monde

America HANDERSMAN

And The Control of th

4415

Professional Application and the state of

term of the

医医乳腺体系统

Africana filosoficios Africana filosoficios Africana filosoficios

C

A Bather

Section Section 19

Harris Name 1981 and a

CARNET DU VENDE

44.

_ -- / -----

Server of the

are the set

Superior Contraction

2 44 "

Burner Carl

W . 520 30

35 1.2

7----

Anniversares

M. Gar Vista

Class BADING p.

M. Paul St Santy

But a second

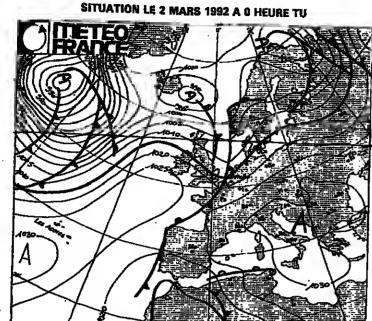
Remerciaments

MÉTÉOROLOGIE

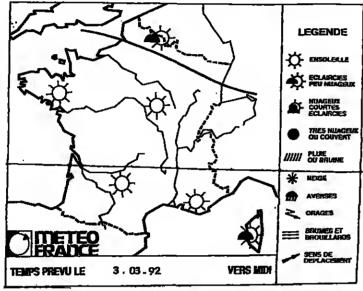
RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMANN



PRÉVISIONS POUR LE 3 MARS 1992

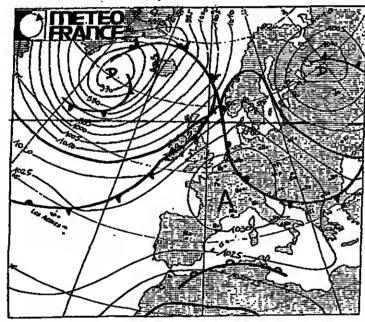


Merdi : du eoleil et encora du soleit. - Una fois dissipéa lee brouillards et les brumes du petit matin, le soleil s'imposera sur la France. L'ardeur de ses rayons sera légèrement limitée près des frontières du nord-est par des passages de nuages élevés. Quelques nuagas ramonterom également da la Méditerranée et affecteront les régions les plus méridionales, notemment le

Les tempéretures minimales serom en balsse. Dans l'intérieur des terres, alles seront comprisee entre - 2 at 2 degrés. Sur les côtes et l'extrême eud, elles s'étageront entre 2 et 5 degrés, voire 8 degrés près da la

Lea tampératures maximales varieront entre 10 at 16 degrés sur la mol-tié nord, entre 13 et 18 degrés sur la

PRÉVISIONS POUR LE 4 MARS 1992 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURE Valeurs ex le 1-3-1992 à 18 heures	rêmes relevées entre			et		obs:	
FRANCE	TOULOUSE	- 16	9 (u	XEMBOURC.	. 14	4 D

AJACCI BARRI BORDE BOREGI BREST. CAEN — CREREG CLEREGO DUON — GRENON LILLE — LIMOS — LIMOS — MARSEI	FRAN O TZ AUX SS WIRG WI-FER BLE LLE	16 18 17 11 15 10 17 16 18 15 14 16	3886 24 1 5 6 0 4 6 6 7 7	TOURS POINTE A ALGER AMSTER ATHÈNE BANGKO BARCEL BELGRA BERLIN BRUXEL COPENEL DAKAR DAKAR DIFERBA	PITRE_ TRANGE S S ONE DE LES AGUE_	16 30 18 16 16 16 16 15 11 32 18	8 22 R 13 6 5 23 10 6 5 3 16 13		MABRAKI MEXICO MILAN MONTRÉA MOSCOU NAIROBI NEW-DEL NEW-YOR OSLO PALVA-DE RIO-DE-JAN ROMR	ECH	12 17 24 18 12 5 26 29 13 - 16 6 28 15	9 12 10 - 3 - 23 - 1 14 14 - 7 - 10 1 22 2	
NANTES NICE PARIS-N PAU PERPIGE RENOTES ST-ETIES	IONTS VAN VAN VAN	14 16 17 16 13	6 D 8 D 9 C 2 D 3 C	GENEVE HONGKO ESTANBU JÉRUSAI LE CAIR LISBONN LONDRE LOS ANG	ING IL IE IE	20 7 8 17 16 10 21	18 2 0 8 11	N D C P C	STOCEHOUS SYDNEY TOKYD TUNIS VARSOVII VENISE VIENNE		7 26 19 17 14 13 15	3 18 9 11 -2 3 1	C N D B D

averse prime concert qeans, unagent plans TU = temps universel, c'eat-à-dire pour la France : heure légele moins 2 heures en été ; heure légale moine 1 heura en hiver. (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde SCIENCES ET MÉDECINE

N va finir par regrettar lee « Ooseiers de l'écren ». Où sont donc passés, sur Antenne 2, lee débats toniques,

lee empoignedes à étincellee qui nous tenaiem éveillés sans efforts

jusqu'aux heures avancées? On ne se prétend pas, ici, dans le escret des chaînes. On ignore les craintes ou les arrière-pensésa des apothicairee télévieuela publics qui noue ont edminietré cette leçon d'Indochine en deux partiea séparées per une rangée de barbelée.

Tout de même, quelle curieuse, quelle frileuse conception de l'équilibre, qui consiste à aligner à le suite daux diecoure entego-

Bernerd Pivot avait donc réuni autour de lui une brochette d'encians combattante, autour du cinéaste Pierre Schoendoerffer et de l'inusable générel Bigeard. Phu en 1954. Et, près de quarante ans plua terd, visiblement, ils s'y trouvaient encore, perdant et reprenam des collines joliment

comme toute réunion du même ordre. Perechuté dens cette

s'efforçant d'éviter l'enlisement

Aprèa un no men'e lend de pub, suivait donc, hardiment pro- et les souvenirs incommunicables grammé à 23 h 45, un document historique consacré eux racines Toue se trouveient à Oien Bien de l'ineurrection indochinoiee. Dans un français dont la perfection serrait parfois le cœur, C'était au tour dee ennemie d'hier, dee anciens du Vietminh, de raconter prénommées Eliene, Cominique l'entrée en rébellion contre la ou Anne-Merie. La diecueelon puiseence coloniale. Quelquee était complice et ésotérique, vieux messieurs, plusieurs vielles demee, de «l'organisetion de masse» et du « salut de la parie» cuvette eudiovisuelle, suent sous plein la bouche, évoquaient les son barda, le veillant deuxième enfante tombés evec un territle

ristes plutôt que d'organiser leur classe Pivot galopait d'une colline sourire. Les deux camps étalent confrontation l'En première partie, à l'autre, de Dominique à Béatrice, aussi dignes l'un que l'autre, vainsourire. Les deux camps étalent queura et vaincue, dens leur foi intacte en la justesse de la cause. de leurs souffrances.

> On avait eimplement envie de demander eux uns, avec le recul, ce qu'ils pensaient de la nation, du régime qui les evait fourvoyés dane cette tragédie sans issue. Aux eutres ei, eu vu de ce qui suivit, ils reprendraient les armes si c'était à refaire. On eureit eu envie, surtout, de les placer face à face, Bigeerd et lee vieilles dames du Vietminh. Etait-ce trop demander à la télévision?

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimenche-lundi. Signification des s > signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■ Ne pas manquer ; » im Chef-d'œuvre ou classique. he-lundi. Signification des symboles

Cuvette audiovisuelle

Lundi 2 mars

TF 1 20.50 Magazine : Perdu de vue. Présenté par Jacquea Pradel. Disparitions et retrouvailles. 22.40 Megazine : Santé à le Une. Des trous de mémoire à la maladie d'Alzhei 0.05 Journel et Météo.

20.50 Veriétés : Veriétés : Gainebourg et son Gainsborough, Avec Jene Birkin, Sylvia Vanen, des sketches de Coluche, Alein Souchon, Michel Blanc, Françoise Hardy, Isabella Adjani, Jacques Durronc, Pérula Ciark, des chensons de Dalida, Lio, Catharina Oeneuve, Jacques Villeret, Charlotte Geine-

22,20 ➤ Téléfilm : Les 40 Jours de Musa-Dagh.

FR 3

20.45 Cinéma : Le Mirecle des loupe.
Film français d'André Hunabella (1961). 22.30 Journal et Météo.

22.50 Magazine: Océeniques,
Desa Kala Patra, Sebatu, village balinais, de
Jacques Brunet et Jean-Louis Berdot,
Danses et musique authentiques de Bali.
23.45 Magazine: Alice,
Présenté par Tiziana Cramerossi, Barcelone,
Lugano, Berlin, Belgrede, Bruxelles, Milen,
Toulouse.

0.35 Musique : Mélomenuit.

CANAL PLUS

20,35 Cinéme : Quand Harry rencontre Selly. Film américain de Rob Reiner (1989). Avec Billy Crystal, Meg Ryan, Carria Fisher.

22.05 Flach d'informations.

22.15 Le Journal du cinéma.

22.20 Cinéme :

Le Rendez-vous des quais,
Film français de Paul Carpita (1953-1955).

23.30 Cinéma :

Slogan, ■ Film français de Pierre Grimblet (1969). Avec Serga Gainabourg, Jans Birkin, Andréa Parisy.

1.00 Cinéma : Le Feu de l'eu-delà. 🗆 Film eméricain de Tobe Hooper (1890).

LA 5

20,50 Téléfilm : Un choix difficile pour le sergent Wilson. Un policier aguerni face eux problèmes par-sonnels de ses officiers.

22.35 Magezine : Débats. Papa fait de la politique. Des filles et fils de politiciens sur le plateau.

23.40 Série : Lou Grant.

23.45 Spéciel Gainebourg 1.05 Journal de le nuit.

M 6

20.40 Cinéma : Double détente. × Film américain de Weltar Hill (1988). Avec Arnold Schwarzenegger, James Belushi, Pater Boyla,

22.30 Série : Les Têtes brûlées. 0.00 Megazine: Culture rock.

Présenté par Roxane. 0.30 Six minutes d'informations. LA SEPT

22.20 Court métrage : Camille ou la Comédie catastrophique. De Claude Miller.

23.00 Magazine : Cinéma de poche. D'Héiène Mochin.

FRANCE-CULTURE

20.30 L'Histoire en direct.
Dien-Blen-Phu: 7 mai 1954.
21.30 Dramatique. Ainsi vous voulez écouter une pièce rediophonique, de Jean Demelier.

0.50 Musique : Coda, Le rock tchèque (1).

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné les 18 at 19 décembre 1991 salle Pleyel) : Le Coq d'or, de Rimski-Korsakov; Le Maure de Pierre le Grand, de Louria ; Offenorium, da Goubaidoulina; Roméo at Juliette, de Tchaîkovski, par l'Orchestre de Paris, dir. David Zinman; sol. : Gidon Kremer, violon.

tette pour piano, violon, alto, violoncelle et contrebassa en la majeur D 867, de Schu-bert; Fantaisie op. 116, de Brahms; Quar-tettsatz en ul mineur O 703, de Schubert.

0.30 Dépêche-notes. 0.35 L'Heure bleue. Per Henri Reneud.

Mardi 3 mars

23.30 Cinéma : Lisa.
Film américain de Gary Sherman (1989).

Avec Cheryl Ladd, Steci Keanen,
D.-W. Moffen (v.o.). 20.50 Cinéma : Twist Again é Moscou. Film français de Jean-Marie Poiré (1986). Avec Philippa Noiret, Christian Clavier, Mar-1.05 Cinéma : L'Atlentide.

22,40 Magazine : Ciel, mon merdi l 0.30 Journal et Météo.

TF 1

tin Lamotte.

20 50 Cinéme : Ali Beba et les quarante voleurs.
Film françaie da Jacques Becker (1854).
Avec Famandel, Samia Gemal, Dieter Borsche.

22.25 Divertissement : Rire A2. Les gaietés de la francophor 23.15 1. 2. 3. Théâtre.

23.20 Magazine : La 25- Heure.

Portrait d'un homme du pouvoir, de Zlatina Rousseva et Christo Iliev; La Roufinka Bal-lad, de Malina Detcheva; La Révolution du sourire, de Zlatina Rousseva et Christo Iliev. Emission spéciale sur la Bulgarie. 1.15 Journal et Météo.

FR 3

20.45 ▶ Téléfilme : C'est mon histoire. Un enfant tant désiré, téléfilm de Pierre Joassin, avec Nadine Spinoza, Hervé Lau-

21.35 Journal et Météo. 21.55 Concert:

Hommege à Jean-Pierre Rempal. Œuvres de Claude Bolling, Bach, Vivaldi, Talemann, Mozart, Paganini, Rossini, Bee-23.20 Megazine: Ticket bleu (rediff.).

23.50 Court métrage : Regards sur court. 0.25 Musique : Mélomenuit.
Trio pour piano, violon el violoncelle op.
100, 2• mouvament, da Schubert ; Invitée :
Noella Pontoia.

CANAL PLUS

et le secret de Nirnh.

Film d'animation américain de Don Bluth (1982). 20.35 Cinéme : Brisby

21.50 Flash d'informetions. 22.00 Cméma :

La Discrète. ■■ Film français de Christian Vincent (1990). Avec Fabrice Luchini, Judith Henry, Maurica Garrel.

Film franco-italien d'Edgar G. Ulmer (1961). Avac Haya Herareet, Jeen-Louis Trinti-gnant, Georges Rivière.

LA 5

20.50 Cinéme : Les Goonies.
Film américain de Richard Donner (1985).
Avec Sean Astin, Josh Brolin, Jeff Cohen. 22.50 Magazine : Cinê Cinq. Présenté par Michel Cardoze.

23.05 Cinéme : Le Jeu de le mort.
Film chinois (Hongkong) de Robert Clouss
(1977). Avec Bruce Lee. 0.30 Journal de le nuit.

M 6

20.30 Surprise-partie. 20,40 Téléfilm : Chips, chien de combat. D'Ed Kaplan, avec Brandon Douglas, Ned

Vaughn. Un berger allemand pendant la dauxième guerre mondiale 22.15 Téléfilm : Pour la vie d'un enfant. De John Herzfeld, avec Jukas Haas, Judith

Light. La rejet d'un gamin atteint du sida. 23.50 Documentaire : 60 minutes. Lucien... Gainsbourg, da François-Hubert Rodier et Véronique Jacquinet. 0.45 Six minutes d'informations.

LA SEPT

20.00 Documentaire : Olivier Debré peint le rideau de la Comédie-Française. Da Michel Dieuzaide.

22.35 Documentaire: Musique en temps réei. D'Olivier Mille.

Williem Forsythe eu travail. D'André S. Laberthe.

21.00 Ocumentaire : Veriétés. D'Alain Guesnier et Valérie Duval

23.05 Documentaire :

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Archipel science.

20.00 Documentaire : Le Salon littéraire de l'Europe. Dostoie/ski. 21.00 Cinèma :

Boudu sauvé des eeux. === Film français de Jean Renoir (1932).

22.40 La Radio dans les yeux. L'actualité des ana plastiques. Rencontre avec Paul Auster (L'An de la faim).

0.05 Du jour eu lendemain. Avec notre colla-borateur Patrick Roegiers (L'Œil multiple).

23.10 Ainsi la nuit... Par Denise Bahous. Ouln-

après la fin des utopies. Débai animé/par Michel Bydlowski, evec Luc Ferry, André Comie-Sponvilla.

22,40 Les Nuits megnétiques. Voix des daux rives, Djura at Sapho.

0.05 Ou jour eu lendemein.

Avec Claude Maunier (Ring noir). 0.50 Musique : Coda.

21.30 Morale et politique

Le rock schèque (2). FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné la 27 août 1891 lors du Festivel d'Helsinki): Morceaux de fantaisie pour piano op. 3, Sonate pour piano nº 2 an ai bémol mineur op. 3B, de Rachmaninov; Les Tableaux d'une exposition pour piano, de Moussorgski, par Juhani Lagerspetz,

21.50 Concert Idonné le 22 janvier lors du MIDEM): Suite an si mineur pour flûts et cordes de Bach : Concerto pour flûte, vioion et cordes en ré mineur RV 514 (2º at 3- mouvements), de Vivaldi; Sonate pour trompette et cordas (finale), da Telemann; Concerno pour flûte, harpe et orcheetre (andanie), de Mozan ; Sonata concertante pour flûte at guitara (2º at 3º mouvements), de Paganini; Quetuor pour flûte, clarinette, cor at basson (thème at variations), de Roseini : La Flûre anchantéa, arrangement pour deux flûtea, de Mozan : Sérénade pour flûts, violon at alto en ré mejeur (finala), de Reathoven: Symphonie concertante pour Rota, hauthois, cor et basson (finale), de Mozart, par l'Orchestre de chambre Franz Liszt, dir. Janoa Rolla; sol.: Clauda Bolling Trio, Syrinx, flûta de pan, Salvstore Accardo, violon, Maurica André, trompena, Meriella Nordmen, herpa, Alexandra Lagoya, guitare, Philippe Pierlot, flûta, Paul Meyer, clarinene, Ab Koster, cor, Gilbert Audin, basson, Alain Marion, flüte, Patrice Fontanarosa, violon, Bruno Pasquier, alto, Ravi Shankar, sitar, Plerre Pierlot, hautbois, Jean-Pierra Rampal, flûte. En simultané avec

23.10 Ainsi ie nuit... Œuvres da Schuben, Brahms.

0.30 Dépêche-notes. 0.35 L'Heure bleue. Par Philippe Carles.

ALBANIE

Deux morts et une vingtaine de blessés lors de nouvelles émeutes

et un officier de police ont été tués, samedi 29 février, à Pecinje, près d'Elbasan (centre de l'Albanie), au cours de nouvelles émeutes qui gnt également fait une vingtaine de bles-sés, dont quinze dans les range des forces de l'ordre. Les scènes de pillages et d'artaques de magasins et d'entrepots, qui avaient commencé la veille, se sont poursuivies, provo-quant au total pour 3 millions de leks de dégâts (plus de 3 millions de francs), e précisé Radio Tirana.

Le bilan des émeutes des cinq derniers jours en Albanie se monte à eu moine cinq morts et cent vingt blessés. A Pogradec (100 km eu sudest de Tirana), où quinze policiers evaient été blessés vendredi alors que la foule attoquait des magasins et une usine de textile, la population observe une grève générale et seule la fabrique de pain est encore en

activité. A Durres, une ville por-fuaire à 40 km à l'ouest de Tirana, des milliers d'Albanais étaient rassemblés samedi pour tenter un nouvel exode en force vers l'Italie. Le port est toujours gardé par l'armée efin. d'empêcher les candidats à l'émigration sauvage, venus de tout le pays, de prendre d'assaut des bateaux. En milieu de journée, la police, qui contrôle les entrées de la ville, n'était pas parvenue à disper-ser la fonde massée aux abords du

Face à une situation explosive, que les forces de l'ordre semblent que les forces de l'ordre semblent avoir de plus en plus de mal à contrôler, le chef du Parti démocra-tique et leader de l'opposition, le cardiologue Sali Berisha, n accusé, à la télévision, le gouvernement alba-nais d'evoir provoqué les troubles des derniers jours « pour empêcher le déroulement des élections dans des

à jarre à un scenario bien prepare de la part des dirigeants au pouvoir qui pratiquent la politique de la terre brûlée et provoquent des tensions pour rendre plus difficile la stabilisa-tion du pays et le rétablissement de l'ordre après la victoire de l'opposi-tion », e déclaré le responsable du Parti démocratique pour Tirana, M. Ylli Vejsiu. Le président du Parti socialiste (ex-communiste), l'ancien premier ministre Fatos Nano, e réfuté ces accusations soulignant dans une interview à la télévision que les troubles s'étaient produits dans des villes tenues oussi bien par le Perti démocratique, comme Lushnja (60 km eu sud de Tirana), que par les socialistes, comme Pogradec (100 km au sud-est de Tirane). Les prochaines élections législatives doivent se tenir le

22 mars. - (AFP, Reuter.)

Mille six cents avions de l'en-

cienne armée soviétique sont à

vendre, sans taxe à l'exportation.

En Russie, la « grande braderie »,

des ermes prend de l'empleur (le

Per un décret du président

Boris Eltsine, les forces aériennes

déployées sur la territoire de la

fédération russe ont été eutori-

sées à vendre à l'étranger, sans

impôts, les avions - d'un type non précisé - qu'elles ont décidé

de ne plus utiliser, e rapporté,

samedi 29 février, l'agence Inter-

fax. Cependant, ces ventes ne

doivent pas nuire eu eniveau

Monde du 11 février).

conditions normales ». « Nous avons

à faire à un scénario bien préparé de

ALGÉRIE

Les familles de détenus ont obtenu le droit de visite

Les familles des militants islamistes létenus dans le centre de sûreté de Ouargia, à 800 kilométres eu sud d'Alger, ont obtenu l'autorisation, depuis samedi 29 février, de rendre visite à leurs proches, a annouce dimanche la radio nationale. De son côté, la Ligue algérienne des droits de l'homme (LADEH) a été, elle aussi, eutorisée à visiter les quatre centres de détention mis en place depuis l'instauration de l'état de siège, le Instauration de l'etat de siege, le 9 février. Selon les premiers témoignages, les familles sont mai accueilies et les visites mai organisées. « Nous subissons des souffrances sans limites », e déclaré une personne venue de Bordi Bou Arreridi, à 600 kilomètres de Ouargla, qui dit avoir attendu sur le sable, sans boire ni manger, de 7 heures du matin à 16 heures, sans parvenir à voir son fils. Le nombre des détenus serait de 5 000, selon les autorités, de 30 000, selon le Front islamique du salut (FIS). – (AFP. Reuter.)

russes, précise le décret du pré-

sident russe, signé à une date

L'armée de l'air est autorisée à

rechercher les acheteurs étrangers

intéressés par ces mille six cents

avions et à mener des pourper-

lers. Mais le ministère russe des

relations économiques extérieures

Les aommes obtenuas sont

destinées à la construction de

logements, eux salaires et au

efinancement de programmes

prioritaires» des forces aériennes.

est chargé des livraisons.

A Jérusalem-Est

Vingt-trois morts lors de l'effondrement d'un café

L'effondrement, samedi 29 février, du toit d'un casé palestinien de Jérusalem-Est e fait 23 morts et 22 bles-sés, selon un bilan définitif fourni dinanche par la police israélienne. Opérant côte à côte pour la première fois depuis la guerre de juin 1967, Istaéliens et Palestiniens ont retiré des décombres du café Al Rawda les cosps de 23 personnes venues, samedi après-midi, consommer leur café ture et fumer le narquilé. Selon la police, le toit s'est affaissé sous le poids de la neige et en raison des infikrations d'eau. Ce sinistre est le plus grave causé par les intempéries en Israël et dans les territoires occu-

Les équipes de déblaiement ont travaillé sans relâche durant vingt heures, sous une pluie battante. Les opérations de sauvetage ont été compliquées par les risques d'effondrement, notamment du mur d'enceinte d'un cimetière surplombant le café. «C'est la première fois que je travaille

nous partageons la nourriure et que nous affrontons les mêmes risques», a déclaré eux journalistes un officier responsable de l'équipe de l'armée spécialisée dans ce genre d'opération. « Des dizaines de tonnes de pierres et de béton ont ensevell les consomma teurs. Dans ce type d'accident, le nombre de rescapés est peu élevé ». a-t-il ajouté.

L'OLP e déclaré, dimanche, à Tunis que la responsabilité du mou-vement extrémiste israélien Kach « n'est pas à exclure » dans cette affaire. Dans un communiqué de son comité exécutif, la centrale palestinienne fait un «lien entre l'accident de Jérusalem-Est, la multiplication des actes terroristes menés par des forces spéciales israéliennes contre les palestiniens des teritoires occupés, et l'attaque contre un campement militaire» qui evait fait trois morts parmi les soldats isréaliens. — (AFP, Reuter.)

MM. Kouchner et Brauman jugent différemment les rapports entre politique et action humanitaire

M. Bernard Kouchner a déclaré, ' euccesseur de M. Kouchner à la présidence de Médecins sans frondimenche le mars, eu «Grand débat» de Radio-Shalom, qu' « il tières après M. Claude Malburet, faut bousculer les frontières qui expliquait, le même jour, que s'il y limitent les partis politiques» et a « des zones de chevauchement » qu'« un reclassement des forces polientre la politique et l'action humaliques sur des valeurs forcément nitaire, ce sont, néanmoins, des morales se produira». Jugeant que « terrains différents ». Selon « la gauche ne pourra pas se redres-M. Breuman, «il faul avoir une ser telle qu'elle est aujourd'hui » et conception restrictive et limitative qu'il y seudra « un prosond boulede l'action humanitaire si l'on veut versement de sa réflexion», le lui donner sa substance ». secrétaire d'Etat à l'action humanitaire e affirmé : « Je connais des hommes politiques de droite qui sont très à gauche, et inversement, » « J'ai honte d'être médecin» « Nous allons aujourd'hui, e-t-il dit, vers la constitution d'une majorité A Antenne 2, M. Brauman socialo-centriste. » Reppelent qu'il s'est exprimé, een tent que evait laneé l'essocietion Société médecina, sur l'effaire de la civile, M. Kouchner a assuré: « Un transfusion sanguine, pour se jour, M. Brice Lalonde et Généradéclarer « abasourdi, bouletion Ecologie rencontreront Société versé, indigné»: «Dès-1983, civile, et nous créerons ensemble le a-t-il dit, on evait les moyens mouvement « Humani-Terre », c'estde chauffer le seng. (...) On à-dire les hommes et la Terre. »

savait et on n'e rien feit. (...) M. Kouehner estime que «si Perlant de cele, j'ei honte M. Jean-Claude Gaudin arrive en d'être médecin. tête des élections régionales dans la M. Brauman e ejouté : «Je région Provence-Alpes-Côte d'Azur la gauche devra, sans aucun doute, constate un effaiblissement. appeler à voter en sa faveur pour voire un enéantissement de faire barrage au Front national ». la notion de rasponsabilité individuelle. Cela me rappelle Le secrétaire d'Etat a décleré que le pro cès d'Eichmann à Jéru-« les électeurs du Front national selem. Il signifiait : « Moi. sont des viedlards peureux qui n'ont j'evais des ordres, je n'étais qu'un rouage.» (...) Il n'y e pas compris leur époque », meie, a-t-il ajouté, « peut-être ne parlonspas de « rouages ». Il y e des

nous pas assez à ces Français». hommes à des postes de A «L'heure de vérité» eur décision, rétribués pour pren-Antenne 2, M. Rony Braumen, dre des responsabilités.»

BOURSE DE PARIS Matinée du 2 mars

Prises de bénéfice

La Bourse de Peris était en légère baisse lundi matin avec peu d'échanges. Après une ouverture sur un repli de 0,43 %, l'indice CAC 40 accentuait ses pertes et cédait 0,64 % une heure plus tard. A noter, du côté des valeurs, les replis de Matra, Essilor international, Thomson-CSF et les hausses de Métrologie et Finextel,



Des milliers de tissus nouveaux à admirer, palper, comparer, ou choisir en toute liberté. Ils sont si nombreux. ▶Des prix bas, ils vous restituent votre insouciance, vous retrouvez enfin le plaisir d'acheter.

Une Mode cosmopolite, gaie, vivante, créative, parfois exotique Des tissus "en vrac" depuis 30 F le mètre.

GRANDE-BRETAGNE: revendigiant les attentats de Londres

L'IRA veut intensifier ses attaques pendant la canapagne électorale

SOMMAIRE

CULTURE

ÉCÔNOMIE

L'Armée républicaine irlandais d'a L'Armée republicant.
revendiqué, dimanche la mars, les trois attentats on tentatives d'attent à la bombe commis, vendredi 28, samedi 29 février et dimmiche i mars à Londres. L'IRA a aussi menace d'intensifier ses attaques d'ici les élections générales, qui doivent evoir lieu avant l'été. « Comme il se prépare des élections, nos volontaires continueront à imposer l'inscription à l'ordre du jour de l'occupation d'une partie de notre pays», a affirmé l'IRA

□ IRLANDE : arrestation des dans l'effaire Eksund. - Deux irlandais arrêtés il y e cinq ans à bord de l'Eksund, un cargo transportant des armes libyennes desti-nées à l'Armée républicaine trlandaise (IRA), et libérés eprès cinq ans d'emprisonnement en France, James Doherty et James Coll, ont été arrêtés samedi 29 février à leur arrivée à Dublin. La police compte les interroger sur d'eutres cargaisons d'ermes en provenance de Libye et destinées à l'IRA qui euraient été, selon elle, livrées evant le saicie de l'Eksund en

Un entretien avec Richard Rorty .. 27

L'allocution de M. Françoie Mitter-

rand au colloque du Palais de Chail-

Israel - désignadon de M. Arena

comme a numéro deux a du Likoud 5

Premier pas vers la libéralisation du

oyaume sacudien......5

L'ONU au chevet du Cambodge..... 6

ESPACE EUROPÉEN

Raufter Meestricht: France, un enjeu de politique intérieure; Allemagne, des regrets pour le deutechemark; Grende-Bretegne, d'abord les élections; la situation dans les neuf sutres pays de le CEE. Tribune européenne: «Pour une Ostpolitik communautaire», par Joachim Bitterlich 10 à 12

La préparation des élections régio-nales : les Verts veulent faire « bar-rege eu national-égoïsme » ; per-sonnaitée en campagne, Antoine

Weechter commis-voyegeur da l'écologie; bilans et perspectives, le « montée en puissance économi-que » des collectivités locales 8-9

S'estiment menacé depuis l'affaire

de la tour BP, M. Christian Pelierin

a demandé à bénéficier d'une pro-

Automobilisme : le Grend Prix

DÉBATS

ÉTRANGER

POLITIQUE

SOCIÉTÉ

d'Afrique du Sud..

dans un communiqué publié dimanche à Dublin.

LTRA a revendiqué l'attentat à la bombe commis vendredi 28 février à la gare de London Bridge (28 biessés), ainsi que explosion (un blessé léger), samedi 29 février au soir, d'une bombe n'es d'un bâtiment des ser-vices du procureur de la Couronne, vices disprodureur de la Coaronne, au centre de Londres. Une troisième bombe de l'IRA e été désamorée, dimanche mars, dans une gare desservant le stade de de Tottenham (nord de Londres), quelques lieures avant un match de corbeil « Cos attentats mouveut notre quelques neures avant un match de football. e Ces attentats prouvent notre détermination à porter au centre des tannique sa guerre en Irlande», e déclare l'IRA. Elle affirme que son objectif n'est pas de tuer des civils, mais de perturber les activités de la capitale pour porter e la réalité de la guerre irlandaise» sur le sol anglais.

Les fansses alertes se sont multi-pliées au cours du week-end, sans tou-tefois after la panique. Des rues du centre-ville ont été fermées et évacuées. Mais la police britannique a déclaré que les alertes - des appels téléphoniques anonymes, - ont été trop tardives et imprécises pour per-mettre des évacuations en bon ordre. - (AFP, Reuter, AP.)

Photo : la dynamique de Munkacs e et de Tebard......1

Théâtre : C'était bien, de Jemes

La CFTC propose un « contrat de paix eociale » 21

L'ÉCONOMIE

Services

Marchés financiers 22-23

Météorologie 25

La télématique du Monde :

3615 LEMONDE

3615 LM

Le numéro du « Monde »

daté 1"-2 mars 1992

a été tiré à 506 193 exemplaires.

Loto, Loto aportif.....

Mots croisés

Radio-Télévision

Echecs

locumentaire de Bombay.. 18

Le FMI pousse l'Italie à la rigueur-

RUSSIE

A vendre : mille six cents avions

de l'ex-armée soviétique

non précisée.

Dans le rapport consacre à l'Italie et qui sera publié en avril, le Fonds monétaire international (FMI) encourage les pouvoirs publics ita-liens à la rigueur budgétaire et salariale. Dans un rapport préliminaire approuvé il y a un mois et publié par le Corriere della Sera, le FMI pousse le gouvernement itelien à accélérer la privatisation des sociétés publiques, notamment pour dégager 15 000 à 20 000 millierds de lires de recettes supplémentaires (environ 90 milliarde de francs). Ainsi pourrait être respecté le défi-cit budgétaire de 128 000 milliards de lires (580 millierds de franes environ) fixé pour 1992.

Ce niveau de déficit, approuvé en décembre par le Parlement, avait déjà nécessité le vote de nouveaux impôts, de coupes dans les dépenses et de cessions de biens publics. Sans correction, estime le FMI dans son rapport préliminaire, « une divergence croissante entre l'economie italienne et celle des pays plus forts de la Chil, ainsi qu'une détérioration générale des performances economiques » risquerait de se pro-duire. Le FMI incite d'eutre part le gouvernement italien à donner l'exemple de la rigueur salariale, en limitant les hausses des prix de détail à environ 5 %.

EN BREF

d'ÉTHIOPIE: messe de requiem à la mémoire de Hailé Sclassié. – Une messe de requiem a été célé-brée, samedi 29 février, en l'église Sainte-Merie d'Addis-Abeba, à le mémoire de l'aneien empereur Haïlé Selassié, renversé par la san-glante révolution marxiste de 1974. Les restes du Roi des rois, mort en 1975 à l'âge de quatre-vingt-trois ans, avaient été exhumés il y a deux semaines. - (Reuter.)

Ulsite du prince Charles à Paris. - Le prince Charles d'Angleterre était attendu, lundi 2 mars, à Paris pour une visite privée de deux ours, organisée par l'association France-Grande-Bretagne, au cours de laquelle il devait evoir une rencontre « informelle » evec M. Francois Mitterrand.

Déclarations de revenus : jusqu'au mardi 3 mars à minuit

Les contribuables ont jusqu'au mardi 3 mars à minuit pour expédier leur formulaires de déclarations de revenus de l'année 1991, Le cachet de La Poste fera foi, La date limita nyait été fixée, la semaine dernière, au lundi 2 mars minuit.

> Le Monde **SCIENCES**

 Arrestation d'un des chefs du PC clandestin Philippin. - L'ermée philippine e annoncé, lundi 2 mars, l'arrestation d'un des principaux chefs du PC philippin (CPP). M. Ricardo Reyes, secrétaire géné-ral présumé du CPP, dont la tête était mise à prix 38 500 dollars, a été capturé dimanche dans la banlieue de Manille. Selon l'armée, M. Reyes était le « numéro trois » du parti et était chargé des opérations du CPP nvec le président du parti, M. José Maria Sison, établi eux Peys-Bns, et le « numéro deux », M. Benito Tiamzon, qui avait échappé à une arrestation l'an dernier. – (AFP.)

☐ Le Conseil de l'audiovisuel extérieur de la France (CAEF) définit ses priorités. - Le Conseil de l'eudiovisuel extérieur de la France (CAEF), piloté par M= Catherine Tasca, ministre délégué à la francophonie, a entériné mercredi 26 février ses priorités ponr 1992 : 1,5 millierd de francs de crédits 050 milliers par le sélucion de la France de crédits (950 millions pour la télévision et 560 millions pour la radio) seront orientés en priorité vers l'Europe de l'Est, l'Afrique (avec notamment l'extension de la chaîne TV5), le pourtonr méditerranéen et in péninsule indochiooise. Radio France internationale (RFI) sera diffusée en moduletion de fréquence dans certaines capitales du Sud et mettra en place avec Radio France un programme FM original à Berlin. Outre la diffusion, seront développées des actions de formation, d'assistance technique et

□ M. Le Pen à Toulon. - Après l'iolerdiction par le préfet du Var du « défilé patriotique » projeté par le Front national, samedi

d'eide à la production.

29 février à Toulon, c'est sur l'une des places de le ville que M. Jean-Marie Le Pen e tenu un meeting devant un millier de sympathisants. A l'autre extrémité de la ville, plusieurs associations avaient organisé une contre-manifestation. Le chef de file de l'extrême droite, évoquant longuement ses mésaventures corses (le Monde deté 1 ~- 2 mars), s'en est pris eu gouvernement qui, « en favorisant le déta-chement de la Corse du reste de la France, commet un crime contre la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat». Se défendant d'autre part de toute haine à l'égard des immigrés, M. Le Pen e affirmé : « Nous leur offrons un système social qui leur permet de gagner dix à cin-quante fois plus ici sans rien faire que chez eux en travaillant.»

D Nomination d'un conseiller technique à l'Elysée. - M. Thierry Bert, secrétaire général adjoint du Comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne, e été nommé conseiller (echnique à la présidence de la République, en remplacement de M™ Caroline de Margerie, nomméc, le 21 février, maître des requêtes au Conseil d'État.

Ne le 11 janvier 1952 ancien élève de l'heole normale supérieure et de l'heole nationale d'administration, inspecteur des finances, M. Thierry Bert a été, de 1986 à 1987, conseiller pour les ques-tions financières au secrétarial général du Comité internaissériel pour les ques-tions de propolitation des pour les questions de ecopération économique curo-péenne, puis conseiller technique au cabi-net de M. Edouard Balladur, ministre de l'économie et des finances, de 1987 à 1988. Il était depuis 1989 secrétaire général adjoint du comité interministériel pour les questions de coopération écono-

•

ET MÉDECINE

المجاانمانده

Le « Napoléon » du show-biz

ACTUALITÉ

Branch Co.

PDG de Polligram. es: Fiseur Francais eam sizianini esgrands patrons

.

142.3

7.7

Sec.

Region of Con-

du sacue international 12. A 5 5084 🙀 2 27 - 21 21 de ben **元·广山、广东山市企场群场的**

State in English at Rose Hast of Faman and the contract of the granted months in time them see · Musique et da - - - in the material 2-14-42-Morpholic, in PiDG K. Fresion, patron state and \$2 mills describer to part up homens 22egare et aux beur contage discret a ristes (Carton Some maren Levy patren de Pe The second second

le se l'anni dans le cenacle - Freme Pierre Leser Page 1 5 1 moreover many Plant Same-Francisco. divect Barope I. . Lag Lon charge de ment of the Lang & South the ici qualites Berry . Fra . Tieres Sameous 🐠 Bref. - . est le m Electric Rode 1 ST THE THE PARTY - MARKET L'I Aumaia

व्यक्तिक विकास Annick Cuje 12 3 Suite page

er dell sait den

Jour Rien ne va pius pour le p

à des pertes san n'acceptent plus Control place of the second of

Divor place of Comments of the Comments stage negotier to the days in comments and negotier to the manager to the manager to a subject to the manager to a subject to the manager to a subject to the manager to th alougher of the second of the goulet ge 15 banner Ker Fe satisfa politica de la managra de la sama Comment of the second of the s Comment action to a service and the comment action in a cesse to so degrader an engineer in the comment action in the comment action and the comment action action and the comment action acti

and consumption 5:23 e. 15 instruct f Months of Floride et dans l'Union duer les martes. Le preetige de l'instruction des la les martes. Le preetige de l'instruction de la company de l'instruction de l'instruction de l'instruction de la company de l'instruction de la company de l'instruction de la company de l'instruction de l'instruction de la company de la company de l'instruction de la company collaise dei 322.715 Et 3 332.715 jes i bas petolières communies veux de l'infantier de l'assure de l'années de Mariene Dietrich, e stiller de l'années de Mariene Dietrich, e stiller de l'années de Mariene Dietrich, e stiller de l'années assurées affin e allier de 102 vezaux membres afia : benter la surface financière Peu à p

MODE D'EMPLOI



Les maisons malades de la sécheresse

Des murs et des planchers qui se fissurent, des terrains qui s'affaissent : après deux années de sécheresse exceptionnelle les pavillans et autres demeures souffrent. Que peut-on y faire? Des travaux... souvent à ses propres frais. Et aussi : Humeur, par Josée Doyère. La cote des mots. Bloc-notes. Lois et

ACTUALITÉ

pages 29 à 31

L'économie rapproche les deux Corées Malgré les blocages politiques, l'intégratinn économique entre Séoul et Pyongyang

Le Monde

OSSIER

Le transport aérien

L'économie « yougoslave »

Divisions et complémentarité des Républiques de l'ex-Fédération.

PERSPECTIVES

aux Etats-Unis American, United et Delta, les trois plus grandes compagnies sont les mieux armées pour tirer parti de la débacle de leurs concurrents nuive-

Marché aux fleurs:

Pays-Bas et Maroc Sept fleurs coupées sur dix vendues dans le monde viennent des Pays-Bas, qui dominent totalement le secteur, Mais ce succès attire la concurrence de nouveaux venus comme le Maroc.

OPINIONS

pages 36 et 37

Pour un contre-Maastricht Après avoir démontré les failles de la future union monétaire européenne, décidée à Maastricht, dans ses précédentes chimniques, Paul Fabra suggère un plan alternatif, fundé sur l'actuel Système monétaire européen et sur

l'écu. Et aussi : Le dési technologique des années 90 : « Rameuer les Etats à des logiques politiques » par Ugur Muldur et « Les réseaux de l'innovation » par Philippe Mustar. Livres. Revues.



CONJONCTURE

Indicateur : la production industrielle. Région : le Proche-Orient. Pays : le Liban. Secteur : le commerce.

Le « Napoléon » du show-biz

Alain Lévy, PDG de Polygram, est le seul Français admis parmi les grands patrons du disque international

ÉTAIT à Manhattan, un soir glacé du mnis de janvier. Et devant le Waldarf-Astaria, les limnusines se relayaient, déchargeant un show-biz en noir et blanc visiblement pressé. La cérémonie mythique du Rock and Roll Hall of Fame, destinée à honorer les plus grands noms du rock, allait commencer

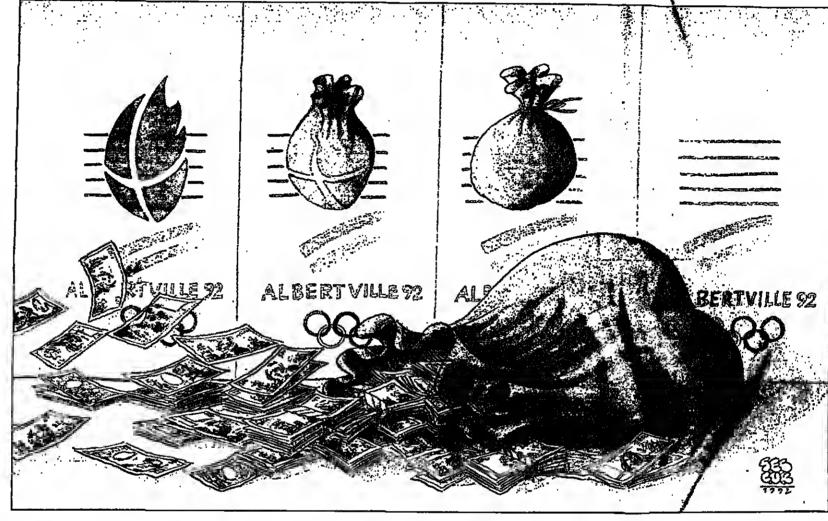
Il y avait là toute la fine fleur de l'industrie américaine de la musique et du disque : Michael Schulhof, le président de Sony Software, Bob Morgado, le PDG des disques Warner, Tom Freston, patron de MTV, la chaîne musicale aux 52 millions de télespectateurs. Et puis un homme aux lunettes fines, au gros cigare et aux boucles blanches, un personnage discret que venaient saluer les artistes (Carlos Santana, Johnny Cash, Suzanne Vega...) et collèguesprésidents: Alain Lévy, patron de Poly-gram, né à Metz il y a quarante-cinq ans. Le seul Français admis dans le cénacle des PDG de multinationales du disque.

"Un grand", affirme Pterre Lescure directeur de Canal Plus. « Un visionnaire », renchérit Patrice Blanc-Francard, directeur de la programmation d'Europe 1. « Un parrain», déclare Bruno Lion, chargé du rock auprès du ministre Jack Lang : « Snus un premier abord parfois glacial ou rude, dit-il, l'hamme réunit tautes les qualités qui n'existent chez ses confreres français que de inanière dispersée. » Bref. « c'est le meilleur», résume le parolier Etienne Roda-Gil, « pas parce que c'est un super-manager, mnis parce que c'est un être humnin qui respecte les artistes, et qu'il suit devenir important dans la vie des gens».

> Annick Cojean Lire la suite page 33

Le bilan des Jeux olympiques d'hiver

Tous perdants, tous contents



chacun affiche sa satisfaction. La réussite en sponsors commerciaux, ils restent très discrets termes d'image est indéniable. Reste à prouver sur la question de leurs frais et comptent sur des que l'après-spectacle ne tournera pas à la débâcle retombées indirectes auprès du public, effets diffifinancière. Seule certitude : les 200 millions de ciles à chiffrer par nature. francs de déficit annoncés seront largement dépassés. A charge pour l'État et le département

Les Jeux olympiques d'Albertville sont finis, de la Savoie d'éponger les pertes. Quant aux

Lire page 31 l'article de Claude Francillon

Jours sinistres au Lloyd's

Rien ne va plus pour le plus grand marché du monde d'assurance-réassurance confronté à des pertes sans précédent. Les membres ou names, l'âme du système, n'acceptent plus les règles du jeu et sont aujourd'hui en rébellion ouverte

E « snobisme des snobismes » pour la haute société britannique a longtemps consisté à devenir membre du Lloyd's : c'est-à-dire à pouvoir placer sa fortune dans les contrats d'assurance négociés sur ce marché unique en snn genre. Mais les traditions se perdent. Numbreux sont aujourd'hui les membres qui se passeraient vuluntiers de ce privilège. Le système du Lloyd's qui repose sur leur confiance tutale et aveugle est en train de s'écrouler.

Comment a-t-on pu en arriver là? La situation n'a cessé de se dégrader au cours des années 1980. La concurrence de grandes compagnies internationales, et de bourses d'assurance construites sur le principe du Lloyd's, à New-Ynrk, en Floride et dans l'Illinnis, a fait chuter les marges. Le prestige de l'institution séculaire qui assure et a assuré les platesformes pétrolières comme les yeux de Liz Taylor et les jambes de Marlene Dietrich, n'y a rien fait. Il a fallu assouplir les règles d'entrée et attirer de unuveaux membres afin d'augmenter la surface financière. Peu à peu, les la marée noire de l'Exxon Valdez, la condam-

«souscripteurs», gestinnnaires des syndicats d'assurance, ont pris le pouvoir. Ils ont parfois bâti des fortunes à l'image de William Brown, l'un des plus importants d'entre eux, dant le salaire annuel a atteint jusqu'à 80 millinns de francs. Poussés par l'attrait de commissinns faciles, les sonscripteurs spécialisés se sant engagés dans des dumaines qu'ils maitrisaient moins bien, sans se soucier des consequences. « On peut même parfais parler currément d'amateurisme », confie un spécialiste français de la réassurance.

CATASTROPHES . Trut cela a quand même bien functionné jusqu'à l'avalanche de catastropbes entre 1987 et 1991. Une série noire défiant tuutes les lois statistiques. Quatre années terribles qui vont effacer la totalité des bénéfices réalisés en vingt ans. En tout, quinze sinistres majeurs de plus de 10 milliards de francs avec, entre autres, l'incendie de la plateforme pétrolière Piper Alpha, l'nuragan Hugo,

natinn de tnute l'industrie américaine de l'amiante et le tremblement de terre de San-Francisco. Du coup, le Llnyd's a annoncé en juin dernier ses premières pertes depuis vingt et un ans. Elles dépassent les 5 milliards de francs. Du côté des recettes, ce n'est pas très réjnuissant non plus : elles ont diminué à 59

milliards de francs contre 61,5 milliards. Encore faut-il savoir que les comptes sont publiés avec trois ans de retard, en raison du délai de traitement des sinistres, et qu'ils correspondent à l'exercice 1988. Le pire est à venir. Pour Sir David Coleridge lui-même, le président de l'institutinn, les pertes seront encore plus élevées pour 1989 et 1990. Elles pourraient atteindre d'après les estimations du cabinet de consultants Chatset et pour 1989, 13,5 milliards de francs. Soit les pertes les plus importantes depuis trois cents ans!

Lire la suite page 30



than allowed the trick

 $(\mathcal{A}^{(k)}(x)) = (1-\epsilon_k) + \epsilon_k$

terrible in Street

di risi

s morts

ment d'un café

Les maisons malades de la sécheresse

Depuis deux ans, dans des zones de terrain argileux, notamment en région parisienne et dans le Nord, on voit des fondations se rétracter.

Pour traiter ces « désordres », des travaux importants sont inévitables

et sa pelouse se transformer en paillasson est une chose. Entendre sa maison craquer, voir les lézardes s'élargir sur murs et sois, les portes et fenêtres bloquer... en est une autre. rement plus désagréable.

C'est pourtant ce qui arrive à nombre de propriétaires dont les maisons sont les victimes attendues de la sécheresse! Géologues, spécialistes du bâtiment, assurances... tout le monde a été surpris par l'ampleur d'un phé-

nomène qu'il est pourtant très difficile de quantifier, les chiffres cités allant de plusieurs centaines à plusieurs milliers (ordre de grandeur plus probable).

Quelques signes étaient pourtant déjà apparus lors de la grande sécheresse du printemps et de l'été 1976 mais, paradnxalement, leur ampleur était infiniment moindre que les dégâts constatés depuis trois ans. Car non seulement la France a vécu deux années consécutives de sécheresse en 1989 et en 1990, mais, en plus, les températures enregistrées ont été supérieures aux moyennes saisonnières habituelles.

Résultat de ces conditions dimatiques exceptionnelles : les ter-rains sur lesquels s'appuient les fondations des bâtiments se rétractent sous l'effet de l'assèchement e bougent de façon inégale. Non seulement des fissures apparaissent dans les constructions mais de véritables dénivelés peuvent se produire.

UN FIL . Mauricette Ruet, viceprésidente de l'Association des propriétaires d'immeubles sinistrés par la sécheses (APISS), qui assure compter 300 adhérents dans l'Essonne, a ainsi vu une partie de sa maison, en pierre de taille, s'abaisser de 11 centimètres, i sa teneur en eau baisse de 5 %. entraînant un basculement vers l'avant! Elle une fissure qui mesurait 2 millimètres de large quinze jours après ». Bien sur il vi a une gradation dans les dégâts causés, et tous ne sont pas aussi graves. Mais des maisons anciennes comme des neuves sont touchées, et les perturbations ont été constatées dans plusieurs régions : il que la végétation peut être un facteur aggravant : y a entre 25 et 28 associations de défense recen-

LA COTE DES MOTS

Leasing

issu de to lease, «fouer, donner en location», leasing devrait se traduire tout bonnement par «location»; mais ce

terme, employé «sec», ne refléterait pas la notion précise de la technique de crédit exprimée par l'anglicisme. Concernant notamment des matériels industriels ou d'équipement importants et cofficux, le

leasing fait souvent intervenir une entre-

prise spécialisée qui sert d'intermédiaire

entre le vendeur-prêteur et l'empruntenr-utilisateur. Directement ou en recourant

vendeur-prèteur propose à l'emprunteur la location d'un bien d'équipement, on d'un matériel industriel, assortie d'une

promesse unilatérale de vente, qui peut

être dénouée par le transfert de la pro-

Lorsqu'il n'y a pas d'intermédiaire, on a parfois préféré employer location-

vente autre équivalent de bon aloi. On a suggéré crédit à bail ou le nom composé

suggete train a bair on le nom compose crédit-bail (de la même façon que timbre poste = «timbre [pour la] poste», par exemple). Ce unt composé, ratifié nfficiellement, s'est bien implanté dans le

langage courant. Curieusement, le pluriel

adopté - entériné par les dictionnaires -

est crédits-bails... alors que le pluriel de bail n'est autre que baux! Plusieurs notions ont dû influencer les usagers de la

langue : d'abord le fait que le mot soit

peu usité an pluriel, ensuite la règle géné-

rale d'accord des mots en -ail, ceux d'en-

tre eux qui font leur pluriel en -aux étant

des exceptions (bail, corail, fermail, soupi-

sion-bail (pluriel: cessions-bails), où, dès

le départ, la propriété du bien est transfé-

rée au prêteur par l'emprunteur, lequel

rachète progressivement ce bien suivant

une formule de location assortie d'une

promesse unilatérale de vente. Fort beu-

reusement, là aussi, le terme français a

supplante l'anglais (lease-back) d'autant

plus facilement qu'il n'était pas plus long.

naux » bénéficient done d'un large... cré-

dit chez les usagers du français.

Les deux noms composés « bexago-

Jean-Pierre Colignon

Ne pas confondre crédit-bail avec ces-

priété à l'emprunteur.

aux bons offices d'un intermédiaire.

■ OIR ses arbres jaunir, ses fleurs se faner sées en France. Tous les bâtiments ne sont pas concernés. Les plus légers sont les plus touchés. Aussi les cas recensés concernent surtout, des maisons individuelles en rez-de-chaussée ou d'un étage, au maximum. Et mnins les fondatinns sont profundes, plus les perturbations risquent d'être fortes. Mais surtout on constate que les «désordres» (terme choisi des spécialistes) frap-pent surtout des constructions bâties sur des terrains argileux, très sensibles aux échanges d'eau.

EN PERIODE DE

CONSTRUCTEUR

CONSEILLE L'ARROSAGE

intensif

DE L'HABITATION

SECHERESSE, LE

chênes, saules) ou arbustes (thuyas, troènes), très gourmands en eau. Confrontés à ce type de situation, les propriétaires sont parfinis contraints de se lancer dans des travaux extrêmement lourds pour étayer, soutenir et consolider leur maison (installatinn de micro-pieux, appmfondissement des fondations...). En effet, le simple bouchage des fissures

apparentes ne règle rien si la maison est fragili sée. Cela promet un dialogue délicat entre les habitants et les assurances, qui pré-

ferent évidemment le deuxième type de solution au premier, tellement plus onéreux!

Les problèmes sont d'autant plus importants que les experts délégués, dans un premier temps, n'étaient pas formés à ce type de problème puisque celui-ci est nouveau! C'est un véritable traumatisme pour les habitants : certains parce qu'ils sont obligés de quitter leur maison, d'antres parce qu'ils vnient des biens de famille endommagés, d'autres enfin parce qu'ils avaient investi toutes leurs économies dans un pavillon qui se dégrade...

Si la construction est située dans une zone nu l'état de catastrophe naturelle a été reconnu (ce qui suppose un arrêté ministériel publié au Journal officiel), les choses sont moins difficiles pour les assurés, à condition que la déclaration soit faite dix jours après la publication. Mais même dans ce cas de figure, des litiges vont vraisemblablement se régler devant les tribunaux. Pour le consommateur, cepen-

dant, le pire, c'est quand l'état de Une revue spécialisée estimait récemment catastrophe naturelle n'est pas reconnu et que le bâtiment a plus de dix ans d'âge. Les dépenses, qu'une couche de marnes vertes de 2 mètres dans ce cas, seront considérables. De leur côté. pour être certains que des dégâts ne sont pas indûment imputés à la sécheresse, les assureurs raconte l'histoire d'une autre victime qui s'est

« baissée pour ramasser un fil par terre. C'était

7 000 et 10 000, assure Mauricette Ruet) sont

des traveurs midument imputes à la secheresse, les assureurs
ont demandé au Centre d'étude du bâtiment et signalés en région parisienne (Essonne, Seine-etles aidant dans leur diagnostic, ce qui devrait Marne, sud des Hauts-de-Seine, Yvelines) où aider aussi à clarifier les choses... Mais peut-être une étude nationale sur le phénomène serait-elle utile. Par exemple pour éviter que l'on continue été frappé (la Grande-Bretagne aussi). D'autant à construire sans tenir compte des leçons du ciel!

Françoise Vaysse

BLOC-NOTES D'une semaine...

GENERAL MOTORS A ENREGISTRÉ UNE LUNDI 2 MARS. Bruxelles : conseil des PERTE RECORD POUR 1991, soit, ministres des affaires étrangères de la selon les chiffres publiés le 24 février, 4.45 milliards de dollars (25 milliards de francs) contre un déficit de 1,99 milliard de dollars pour 1990. Le chiffre d'affaires mundial a été de 123,1 milliards de dollars en 1991 contre 124,7 milliards en 1990.

d'épaisseur peut se tasser de 4 à 5 centimètres si

l'on trouve ce genre de terrains, mais le Nord,

habitué à de forts taux d'humidité, a également

c'est le cas pour certains arbres (peupliers,

LE CHOMAGE EN FRANCE A AUGMENTÉ DE 1 % EN JANVIER. Selnn les statistiques du ministère du travail publiées le 25 février, nn compte 2 860 000 demandeurs d'emplois, soit un taux inchangé de 9,8 % (le Monde du 26 février). L'OPA DE NESTLÉ SUR PERRIER n'a pas été

validée le 25 février par le parquet, qui a donné raison, contrairement au tribunal de Nîmes le 18 février, au groupe Agnelli (Exor, Saint-Louis) et à la Société générale. Le jugement rendu le 26 février par la cour d'appel de Paris a obligé Exor et ses alliés à déposer une OPA sur Perrier (le Monde du

27 et du 28 février). LA DETTE DE L'ALGÉRIE SERA ALLÉGÉE. Le Crédit lyonnais, tête de file des banques françaises et étrangères créancières, a annoncé le 26 février qu'un accord de « reprofilage » de la dette algérienne va être conclu. Il permettra, grâce au report du paiement de 8,4 milliards de francs, d'alléger la dette totale estimée à 50,4 milliards de francs en 1992 (le Monde dn

28 février). L'INDUSTRIE EN FRANCE SETA AUTOrisé. Martine Aubry, ministre du travail, a annoncé le 26 février que la France va dénoncer la conventinn de l'OlT et préparer un projet de loi (le Monde du 28 février).

LE SMIC A ÉTÉ RELEVE DE 2 %, a-t-il été

annoncé le 27 février. A partir du le mars, le SMIC sera à 5 630 franca bruts par mois (33,31 francs en taux horaire contre 32,66) (le Monde du 28 février).

28 TEVTIET).

LA FINLANDE VA DEMANDER SON ADHÉSION A LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE, a annoncé le 27 février Esko Aho, le premier ministre finlandais (le Monde du 29 février),

Communauté européenne, au terme duquel les Douze doivent adopter une position commune sur les questions agricoles par rapport au GATT. Londres : réuninn du Groupe des Verts

au Parlement européen. Débats sur les accords de Maastricht, les négociations du GATT, la réforme de la politique agricole (PAC) (jusqu'au 6 mars).

MARDI 3 MARS. Paris: ouverture de la

snuscriptinn pour l'augmentation de capital de la Cinq (jusqu'au 24 mars). Etats-Unis: publication de l'indice composite américain de janvier. Paris : signature au Crédit lyonnais

d'un prêt à l'Algérie de 1,45 milliard de dollars. Italie : ouverture officielle de la cam-

pagne électurale italienne. Suisse : 62^s Salun international de l'autamobile à Genève (jusqu'au 15 mars). Copenhague : les ministres des affaires étrangères des neuf Etats riverains de la Baltique et le ministre des affaires étrangères de la Nnrvège et se retrouveront pour la Conférence de la Baltique. Thème: constitution d'un Conseil de coopération économique, commerciale et culturelle.

VENDREDI 6 MARS. Nimes (Gard) : jugement du tribunal de Nîmes sar le gel des titres Perrier détenus par Exor et la Société générale.

Etats-Unis: publication des statistiques du chômage américain de février. DIMANCHE 8 MARS. Paris : Pierre Bérégovoy est l'invité de «7/7» sur TF 1.

Paris: délégation du Keidaren, le CNPF japonais, pour une visite offi-cielle de trois jours, composée, entre autres personnalités, de M. Hiraiwa. président de Keidanren, M. Toyoda. président de Toyota et M. Morita, président de Sony (jusqu'au 10 mars). Londres : visite officielle du ministre chinois des affaires étrangères Qian Qichen en Grande-Bretagne, puis en Allemagne et dans certains pays de la

CEE (jusqu'au 14 mars). LUNDI 9 MARS. France: ouverture de la campagne électorale officielle pour les régionales et le premier tour des cantonales.

HUMEUR • Par Josée Doyère

Le fax me rend furax

ES vendeurs - pardon I - les Lingénieurs technico-commarciaux du fax nous avaiant dit: « Vous varrez, catta machine vous simplifiera la vie, et bientôt vous ne pourrez plus vous en passer... Elle remplace la téléphona et ast moins coûteuse que lui, elle vous évite de prendre des notes, l'écouteur coincé antre l'épaule et le menton... Grace à alle, votre courrier sera allégé, cer vos interlocuteurs préféreront ce systèma plus rapide, plus sûr. Et c'est bon aussi pour l'écologie, en économisant du papier, si grand dévorateur de forêts.» Tout pour plaire, quoi l Das économies, du travail en moins (ne serait-ce que l'ouverture du courrier, mangeusa d'haures secrétariales), moins de perturbations qu'avec la téléphona, qui sonne trujours au mauvais moment, et en plus la bonne conscience d'une contribution, si minima soit-ella, au sauvetaga da la planète bleue.

Ouiche III Le damné papier si fin, si soupla et si brillant sur lequel il ast si peu commoda d'écrire s'enroule interminablement à la sortie da l'engin, qui connaît un incontestable succèa. Et chaqua fax alimenta ainsi une corbeilla qua per-sonna n'arrive jamals à vider, d'innombrables rouleaux à trier, à mettre en ordre, à « trombo-

ner . agrafer, épingler, distribuar aux différents daatinataires. Les expéditeurs de ces pages connaissent bien le pro-blàme, qu'ils vivent eux-mêmes au quotidien. Alore, pour être bien sûrs que leur divine prose n'est pas perdua, ils l'anvoient à plusieurs personnea différentes (au caa où la principal destinataire serait absent) et en deux axamplaires. Mais cala ne parvient pes totalement à calmer leur anxiété. Pour être bien sûrs qua vous recevrez le précieux papier, ils vous télépho-nent, deux fois, une première fois pour vous dire qu'ils vont vnus anvnyar un fax, la seconda pour vous demandar si vous l'avez reçu... Ce n'est pas encore plainement rassu-

Au cas où - nn ne aait jamais - une malignité imprévue de la technique vous aurait privé de cette littérature essentiella, ils vous postent l'original et la pile das anvalappes chaqua jour déversée dans votre corbeille carrivée » ne cesse de croître.

Le rêva est Inin. Par un effet pervers de notre civilisation, le génial outil, loin da vous simplifier la vie, vous la complique, en ajoutent una pollution papetière aupplémentaire à votre univers fou de papier. Je craque l

LOIS ET DÉCRETS

Marque de fabrique

m Dans le cadre de la réforme du droit des marques, un nouvel arrêté définit les principales démarches à effectuer auprès de l'Institut national de la propriété industrielle (INPI, 26, rue de Saint-Pétersbourg 75008 Paris, tél.: 42-94-52-52). Il s'agit des demandes d'enregistrement ou d'inscription, des déclarations et oppositions prévues par la loi. Les imprimés correspondant à chacune de ces formalités peuvent être obtenus gratuitement. Il est possible d'interroger les banques de données de cet organisme par Minitel pour obtenir des précisions sur les dépôts des marques et des brevets : 3615 ou 3616-INPI (0,98 F la minute), 3617-Infobrevet (2.19 F la minute) et lcimarques : 36-29-36-30 (numéro direct, 9.06 F la minute), qui répertorie 900 000 marques déposées en France. Arrêté du 31 janvier 1992, J.O. du

21 février 1992, p. 2701. Code

de déontologie des vétérinaires

Douze millions de familles possèdent un animal domestique et doivent recourir aux services d'un vétérinaire. Pour la première fois, le code de déontologie de cette profession est légitimé par un décret pris en Conseil d'État. Ce décret responsabilise les vétérinaires, il rappelle les règles morales qu'ils doivent respecter, réglemente les prescriptions et ordon-nances établies par leurs soins, précise les rapports entre les vétérinaires et les propriétaires des animaux s et interdit tous les actes de nature à déconsidérer cette profes-

- Les vétérinaires ne peuvent usurper des titres ou se parer de titres fallacieux; les seules indications qu'ils peuvent mentionner sont leurs qualifications professionnelles obtenues par concours, examens ou nominations officielles, et les titres et functions établis par le Conseil supéneur de l'ordre des vétérinaires.

- Ils ne dnivent pas exercer une autre activité de nature à enfreindre les règles de déontologie : les activités commerciales et le courtage en matière de commerce d'animaux sont interdits.

- La publicité et les actes de concurrence déloyale à l'égard de leurs confrères sont illicites. Les vétérinaires qui publient des articles sont tenus à ne pas mentionner le lieu de leur activité professionnelle. L'utilisation de tous les moyens de communication doit avoir un caractère éduca-

A l'occasion de leur embauche, les vétérinaires salariés doivent transmettre la copie de leur contrat de tra-vail au Conseil régional de l'ordre des vétérinaires ; ce contrat prévoit une clause garantissant le respect du code

Sion_ 1992, J. O. da 22 février 1992, p. 2771 à 2775. Ordre national des vétérinaires : 34, rue Bréguet 75011 Paris, tél. : 47-00-12-27.

de déontologie et l'indépendance

dans les actes relevant de leur profes-

Droit fixe sur les actes des huissiers de justice

■ Le délai de versement au Trésor du droit fixe sur les actes des huissiers est prolongé : le versement doit intervenir les vingt premiers jours du quatrième mois qui suit l'acte. Cette disposition s'applique aux actes effectués à compter du 15 janvier 1992. Le montant de ce droit est de 50 F.

Décret nº 92-149 du 17 février
1992. J. O. dn 19 février 1992,



RENSEIGNEMENTS ET INSCRI-TIONS SCIENCES COM' BP 67 44003 Naptes cedex 01 Tel. (16) 40 90 99 iii)

En trois ans les écharg ont ere mu : p. és per s la Chine vo sine profits

THE PERSON OF THE PERSON general in it 37 14 STATE OF THE PROPERTY OF THE PERSON OF THE P

SERVED PORT TO LEGE PROFES SAS SALAIRES . PET LEE COM. the property of the cardinal cat THE PROPERTY AND LOCAL PROPERTY AND ADDRESS OF THE PERSONS ASSESSMENT The second second The same of the same of the same www. a - to the to the test tarier in ihre obje die 医乳蛋白蛋白 计图片 计图片编译器 建二甲醇 Burgara a graduation Representation of the ferrometer and the property of the first property of the manner in the second section THE CONTRACTOR STATES

nas er er milital ar ich Le grand

programme of the contract of t

2011. 2 1 11: ... \$22 53 (940)

from the or commences one great

de l'Asie du

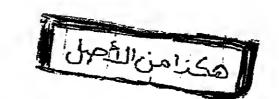
Thirties 27 work special ndustrial made

27 Let 100 cong ou Romer Element et de la Russia : Period Latronné per le Programe too Nations units to e dire copernent que s En Seus a semana damère. es teux Corees a Chine, le James Micros et in Russe.



Le complete de talta de la 10 (00) keemelies cares et d'un en. couvrent Cont de 30 7 3:ds de dollers. deposent de quatre borts, détai de ant et deux gares est le he supposed the services of the services. Pement de Asie du Nord-Est Pone mario à du Corranent sur le Met de Lance Tokyo, Péter Sépari ou Khabedescription of the point de design des vastes ressources de Come de la c E Chile Co in the contract of Cessble la Mongo et etacra les

Lance I V a deux are par les Chinos et les Sovrétiques, le pro-let est indres séctissant pour caux les Januage de la financer de les fusses pour rantable ser le Transsibérien et auxar des



L'économie rapproche les deux Corées

En trois ans, les échanges commerciaux entre Séoul et Pyongyang ont été multipliés par sept et les groupes sud-coréens commencent à faire fabriquer au nord du 38e parallèle. La Chine voisine profite aussi de ce nouveau dynamisme

de notre envoyé spécial

Figure 1 and 1 and

Private and Cauchy of Control of the Control of the

THE REPORT OF THE PARTY OF THE

STANDER OF STANDARD S

15 CC 47 VO. 5 2 - 1 (15 7)

Francisco de la companya del companya del companya de la companya

THE THIRD BEST TO SEE

138 Die des Indivinses Ing.

se pour payers, et l'appending

Le third est in again.

um en alcutant . e .: .e.

ametico accon a 1919 e

ni az Cumari az inu ing kali ura karak bua az h

send of terms out to the colours.

Carlo Carlo San Carlo

Droit fix.

sur les notes

des hulswere

de justice

\$1. \$1. \$1. \$1. \$1. \$1. \$1. \$1. \$1.

PECOLE

COAIMENICATION

CRETS

Fus beams 100 mg says as a says a says as a sa

A «diplomatie» économique précède souvent la politique, C'est le cas en Asie du Nord-Est : l'accord de réconciliation intervenu le 13 décembre entre les deux Corées a ouvert la voie à une ère de coexistence dans la péninsule qui se fait sentir sur l'ensemble de la région. Le projet de développement de la région de l'estuaire de la rivière Tumen, à la frontière de la Corée du Nord, de le Chine et de la Russie (voir encadré) témoigne de la cristallisation dans la région d'une intense activité économique. Le jour nu les obstacles politiques auront été levés, les complémentarités économiques régionales pourront se développer

BAS SALAIRES • Première complémentarité en filigrane : les deux Corées. En théorie, l'équatinn est simple : la hausse des coûts salariaux contraint les industriels sud-coréens à délocaliser les productions à fort contenu de main-d'œuvre. Or, ils dispusent, de l'autre côté du 38° parallèle, d'une main-d'œuvre parlant la même langue et peu chère. La République populaire démocrati-que de Corée (RPDC) est pour sa part au bord de la banqueroute : eux carences du système se sont ajoutées les «traîtrises» de ses partenaires,

chinois et surtout soviétique. L'ancienne Uninn soviétique a reconnu la Corée du Sud en 1990. En deux ans, les échanges ont quadruplé (plus de 1 milliard de dollars). La Chine, «fidèle » à Pynng-

SÉOUL yang sur le plan politique, e elle a jouets et d'ustensiles de cuisine, spécial sussi rapidement pris le chemin de celui-ci e ouvert le voie. Daewon Sénul: les échanges unt atteint 5 milliards de dollars en 1991, près de

dix fois plus qu'avec le Nord. Les exigences de Pékin et de Moscou de régler leurs commerces avec le RPDC en devises ont en outre porté un coup très dur au régime de Pyongyang et se sont traduites par un raientissement des livraisons (notamment de pétrole) qui e eu des conséquences négatives sur l'ensemble de l'économie nord-

La RPDC a un besoin impérieux d'aide étrangère et d'investissements. Mais ses dirigeants sont aussi pris dans les contradictions de leur système : s'ouvrir, c'est exposer la population d'un pays ermite, nbiet d'un endoctrinement intense, à la « pernicieuse » influence de l'étranger. Pyongyang cherche par conséquent à canaliser les investissements vers des « zones éconnmiques spéciales», enclaves protégées d'un cordon sanitaire.

ÉCHANGES • La RPDC développe en outre ses relations commerciales evec le Sud. Les échanges, débutés en 1988, ont été multipliés par sept pour s'élever en 1991 à 200 millions de dollers (soit 5 % dn cnmmerce extérieur de la RPDC). Ils devraient doubler en 1992.

Les industriels snd-coréens poussent à la rone et se succèdent à Pyongyang. Si Séoul a suspenda un projet pilote d'investissement, de 10 à 20 millions de dollars, de Daewoo à Nampo, port de la côte ouest de la RPDC, destiné à des usines de compte en nutre ntiliser le maind'œuvre du Nord sur des chantiers de construction en Libye, en Iran, au Soudan et en Tanzanie.

Samsung a ouvert un bureau à Pyongyang en vue de la construction d'usines de chaussures et de produits électroniques; Lucky Goldstar caresse des projets de pétrochimie et Kolon de fibres synthétiques tandis que Sangyong négocie un contrat de traitement des produits de la mer. Hyundai et Dailim sont, par ailleurs, en pourparlers pour la construction de routes et la modernisation d'ins-

tallations portuaires. D'autres projets concernent l'exploitation en commun des ressources naturelles en Sibérie et des explorations pétrolières conjnintes en mer Jaune. A court d'énergie, la RPDC e demandé à Lucky Goldstar, qui gère la plus importante raffinerie da Sud, Honam Oil, de lui fournir pour 200 millions de dollars de pétrole brut.

Cent vingt entreprises dn Sud veulent établir des contacts evec la

RPDC. Une ruée qui risque de se traduire par des déconvenues : le deux pays - au plus tard en 1993, carence en infrastructures de la avance-t-on de source diplnmatique RPDC, la problématique qualifica-tion d'une main-d'œuvre (dont on ne peut certes donter qu'elle soit disciplinée) et le manque de devises font

peser de sérieuses bypothèques sur les projets de coopération. Shin Shik-shin, avocat international, origineire du Nord, se prépare néanmoins à ouvrir dès que possible un burean de conseil à Pyongyang: «La loi de 1984 sur les investissements étrangers en Corée du Nord est plus souple que celle de la Chine, nous dit-il. Les Coréens des deux côtés s'apercevront rapidement qu'ils ont besoin de règles du jeu». Les autorités de Séoni sont plus sceptiques: Lee Dong-bok, conseiller spécial du président Rnb Taewoo, fait notamment veloir les limites que le régime de Pyongyang doit s'imposer en matière d'ouver-

CHINE . Autre facette d'une coopération régionale : les échanges sinosud-coréens qui n'attendent que le faibles (122 millions de dollers).

ture pour ne pas se déstabiliser.

Jeune se dessinent aussi des complémentarités : d'un côté les matières premières et une main-l'œuvre peu coûteuse; de l'autre une rechnologie que les Chinois jugent plus sdaptée que celle des Jeponais ou des Occidentaux. Du côté chinois la région du golfe de Bo-Hai est une région fortement industrialisée (2,2 % de la production lourde et 23 % de l'industria lévèra) qui rondrait livaliser. dustrie légère) qui voudrait ivaliser avec la Chine du Sud et atther des investissements étrangers. Les Coréens y sont très actifs. En deem-bre a été mise en service une faison maritime bebdnmadnire ente le port sud-coréen d'Inchon et Tianin, porte maritime de Pékin, où me vingtaine de sociétés sud-coréents du secteur électronique ont ouvet des représentations. En l'absence d'un accord de garantie des investissements, les implantations coréennes en Chine (dues à des PME) restent

Grand projet en ettente : une usine d'assemblage automobile du groupe

Les Coreens disposent d'un avantage en Chine : une importante diaspora coréenne (deux millions). Une partie (environ 30 000) travaillent déjà clandestinement en Corée du Snd. La plupart arrivent par Inchon comme vendeurs ambulants de potions médicinales chinoises qu'ils vendent sur les marchés autour du palais Toksu à Séonl. Pour l'instaut, les autorités ferment

Les pions se mettent en place dans une région dont le potentiel économique est énorme. Les contraintes d'une situation politique qui a commencé à évoluer mais reste marquée par les stigmates de la guerre froide entrave son essor. Lorsque le processus de normalisation des relations entre la Chine et la Corée du Sud, le Japon (et les Etats-Unis) et la Corée du Nord sera enclenché, l'évolution pourrait être

Philippe Pons

Le grand projet de l'Asie du Nord-Est

de notre envoyé spécial

Un complexe industriel rivalisant avec Hongkong ou Rotter-dam aux confins de la Chine, de la Corée du Nord et de la Russie : Japon, la Mongolie et la Russie. « Pour des considérations politi-

investissements en Sibérie, le Corée du Nord pour s'ouvrir au monde extérieur ou la Chine pour promouvoir le développement d'une région retardataire ont des interêts évidents dans ce projet. Pour la Corée du Sud ou le tel est le projet, patronné par le Programme des Nations unies pour le développement, qui a M. Yoo Jang-hee, vice-président réuni à Séoul, la semaine dernière, de l'Institut coréen pour la politiles deux Corées, la Chine, le que économique internationale.



Le complexe du delta de la rivière Tumen, couvrent 10 000 kilomètres carrés et d'un coût de 30 milliarde de dollars, disposant de quatre ports, deux eéroports et deux gares, est le plus ambitieux projet de développement de l'Asie du Nord-Est. Porte maritime du continent sur le mer du Japon, è équidistance de Tokyo, Pékin, Séoul nu Khabarovsk, il pourrait être le point de drainage des vastea ressources naturelles d'une région (la Sibérie, la Chine du Nord-Est et, plus inaccessible, la Mongolie) encore largement isolée.

Lancé il y e deux ans par les Chinois et les Soviétiques, la projet est moins séduisant pour ceux qui seront appelés è le financer : les Japonais et les Coréena du Sud. ¿Les Russes pour rentabiliser le Transsibérien et attirer des

ques, nous ne pouvions nous désolidariser du projet patronné par les Nations unies, mais nous restons très prudents.»

Le projet de Turnen présente deux aspects négatifs : d'abord, la rivière qui devrait être la grande voie de communication n'est pas assez profonde. En outre, le complexe portuaire serait une sorte de cethédrale dens le désert. Contrairement è la zone d'économie spéciele de Shenzhen en Chine du Sud, il ne disposerait pas de ce formidable atout qu'est la proximité de Hongkong. Première condition à la réalisation du projet : de titanesques travaux d'infrastructure qui devraient être financés par la Banque mondiele ou la Banque asiatique de développement.

OUVREZ LA PORTE SUR LA CULTURE ET LA TRADITION



Lorsque vous empruntez Iran Air pour vous rendre de Paris à Téhéran ou à Genève, vous jouissez de cette hospitalité unique qui caractérise cette compagnie en expansion.

Les horaires et le service à bord seront toujours du même niveau, quelle que soit votre destination, l'Europe, le Moyen-Orient ou l'Extrême-Orient Puisque aujourd'hui nous fêtons notre trentième anniversaire, c'est l'occasion ou jamais de Découvrir notre Culture et de Partager notre Tradition.



Pour plus amples Informations, merci de contacter votre agence de voyages ou Iran Air à Paris, 42-25-99-06.

ABU DHABI, BAHRAIN, BANDAR ÁBBAS, BELITNG, BOMBAY, DAMASCUS, DOHA, DUBAL, FRANKFURT, GENEVA, ISFAHAN, ISTANBUL, KARACHI, KUALA LUMPUR, KUWAIT, LARNACA, LONDON, MASHAD, PARIS, ROME, SHARJAH, SHIRAZ, TEHRAN, TOKYO, VIENNA.

L'hypermarché des risques

Passer une journée au Lloyd's de Londres, le plus grand marché d'assurance au monde, c'est assister, dans un décor et un cérémonial quasi immuables, à un déploiement de professionnalisme, toutefois teinté de nostalgie et d'inquiétude

correspondence

ANS l'Adam Rnnm, la saile de réunion du conseil de directinn du Llnyd's, le projecteur de diapositives est dissimule derrière une aquarelle marine, l'écran mnbile est cacbé sous un parquet en chêne du dixbuitième siècle. Cette pièce lambrissée se trouve pourtant au dauzième étage d'un mnnument à la modernité métallique, chef-d'œuvre de Richard Rogers, l'un des architectes du Centre Pompidnu. Car le Linyd's, numéro un mondial de l'assurance, ne se résume pas à un curriculum vitne trois fnis centenaire. Sa structure, c'est vrai, est d'un autre âge : le capital est constitué par la mise des 22 400 names (noms), investisseurs responsables sur la totalité de leurs biens, qui appartiennent à 280 «syndicats» ou groupes d'assurances (lire encadré). Les usages établis par le cabaretier gallnis Edward Lloyd sont mujours vénérés : ici, on assure tout et n'imparte quai, des jambes de Sylvie Guillem au palais d'uo dégustateur de wbisky eo passant par la possibilité de découvrir le mnnstre du Loch Ness. L'innovation, comme le marché très exposé des LMX (London Market Excess of Loss) qui protège des catastrophes, ne remet pas en cause un système établi depuis des

Pourtant, le savoir-faire de cette institution fermée et exclusive dépasse de loin sa capacité de souscription, de l'ardre de 10,1

de francs). Cnamppnlite et si anglaise, sa maîtrise de l'assurance maritime (40 % du marché mandial) et de la réassurance, les deux specialités maison, sa formidable contribution à la balance des paiements invisibles du Rnyaume-Um, les 80 000 persoones employées directement et indirectement, restent des atnuts de poids Aujnurd'hui, si le décor subsiste, on ne jnue plus tout à fait la même pièce. La devise du Lloyd's prnclamant Fidentia (confiance) est-elle encore de

TRADITION • 9 beures. Un buis-

sier entredingote rouge et baut-deforme gris accueille le visiteur qu'introduisent ensuite des valets en jaquette bieue et cravate noire. Des employés à l'allure extraterrestre sont toujours appelés waiters (garcons de café). Lenr première tache de la matinée consiste à déposer dans chacun des boxes en teck clair une copie du Lloyd's List, le plus ancien des quotidiens britanniques, établi en 1734. Avec britanniques, établi en 1734. Avec une plume de cygoe, David Bnuliog, commissaux écritures depuis
vingt ansi inscrit à l'encre onire
indélébile dans le loss book (registre des perté) un naufrage commuoiqué paul'agent de Sbibusbi
(Japon) à shoei numéro 7 Caboteur parimiéen tangue dangereusement - fuite à l'avant - 2
miles ou nordest du phare d'UdoSaki - Abanapané... » Sì, depuis
1981, les manyaises nouvelles ne
sont plus annoncées par deux tin-

celles-ci sont tnuinurs affichées

sur les télex du casualty board. La Corporation of Lloyd's cultive un souci maniaque du détail. Chaque département a sa enuleur : jeune (maritime), bleu (aviatinn), rose (nnn marin et transports rontiers). Les nbligations collectives priment manifestement les commodités et les fantaisies personnelles. Le téléphone portatif est interdit. L'anglais est sussuré plutôt que parié. La courtoisie épicée d'esprit (wit) est de rigueur. Sur le «pnnt» de 'énorme salle des transactions, recouvert de marbre, l'étiquette est intraitable : costume sombre et cravate classique pour les messieurs, tailleur ponr les dames, peu numbreuses dans ce bastinn masculin.

11 beures. Comme dans un ballet, on vnit se faufiler les courtiers (brokers), reconnaissables à leur serviette de cuir fatigué renfermant les «risques» de leurs elients qu'ils sont veous placer auprès des assureurs. D'habitude, les grandes lignes de la pulice d'assurance (conditions, tarification) sont déterminées derrière les portes capitannées des grosses firmes de courtage implantées à un jet de pierre du One Lime

Pour placer à 100 % ses contrats, cet intermédiaire, rompu toutes les finesses du métier, fonce à travers le véritable casino à primes qu'est le Lloyd's. Ses mouvements restent élégants, car ici on ne court pas, nn n'avale pas les marches d'escalier, on ne joue

milliards de livres (100 milliards Lutine, la mascotte du Llnyd's, pas des enudes devant les boxes des souscripteurs.

> PEDIGREE . Midi. «Adrian, je te propose un entrepôt en Italie doté d'un tout nouvenu système d'alarme, cu t'intéresse? » Installé au deuxième étage, Adrian Sbarpe, deputy underwriter du syndicat 225, est un spécialiste de l'assurance de l'immobilier. L'œil jauge instantanément si l'interlocuteur a quelque arrière-pensée. «OK. Tom. je te prends 10 % du risques, répond-il en paraphant un papier tiré d'un cartnn en éventail, convert des cachets des antres syndicats signataires. Le tout a duré moins de trente secondes. « Ces procédures informelles évitent la paperasse et font gagner pas mal de temps, mais il faut toujours savoir à qui l'on o à faire. » L'importance des relations personnelles entre gens qui partagent les mêmes valeurs, le même pedigree Oxford-Cambridge, ajoute à la mystique du Nom : «// faut taujaurs se souvenir qu'on joue avec l'argent des autres et pas seulement avec le sien », souligne le gestionnaire de ce syndicat de 200 membres.

> 13 beures. « Même si l'an assiste des centaines de fois à ce specincle, un ne peut pas être blasés, confie un courtier en surveillaot le gigantesque mouvement des escaliers mécaniques. Alars que la City tourne vingtquatre heures sur vingt-quatre, le marché est immuablement divisé en deux tranches boraires : de midi à treize heures, et de qua-torze beures à seize heures. Les

deux moments butnirs du gin tonic et du tea time... La présence physique en un même lieu de tous les intervenants réduit les coûts et permet la ennelusinn rapide des

contrats.

15 heures. L'abjectif d'un photographe du Times est braque sur le président David Coleridge qui mnrmure : « Ces derniers jours, on étoit un peu misérable... » Patron de Sturge Holdings, l'un des plus grands groupes de syndicats de la place, il exerçait le vrai pouvnir en tnute discrétion. et le voità projeté sur le devant de la scène, au pire moment. Sorti d'Etnn, marié à une riche héritière, collectinnnant les aquarelles du dix-septiéme siècle, « Dear David » espérait pantnufler à ce poste honnrifique car nnn rémunéré (Storge lui verse 800 000 livres par an d'émoluments). « Quelle histoire / », répète-t-il, quand nn évnque la crise qui menace l'existence même du Lloyd's, mais il n'en démord pas : « Les membres daivent honarer leurs engagements et payer leurs dettes, c'est une question d'hon-

FROIDEUR . 16 beures, Mary Archer - épouse du romancier de politique-fictinn Jeffrey Archer première semme à avoir été désignée au Conseil, s'occupe du comité d'aide aux Names ruioés par les pertes spectaculaires de nombreux syndicats. Tâche délicate: « Nous ne poussons personne à lo banqueroute. Nous discutans nvec les membres en difficulté de leurs possibilités sinancières pour

rééchelanner les remboursements. Ils gardent toujours un tait », observe-t-elle avec ce brin de froideur qui sied aux femmes d'affaires britanniques. « Cnmme beaucoup de femmes membres du Lloyd's, je me suis intéressée à ce pincement car mon époux y nvait souscrit. Je disposais d'un petit capital que je voulais placer de manière active... »

Pnur devenir membre du Linyd's, il faut des économies liquides d'au moins 250 000 livres (2,5 millinns de francs). Une fais accepté, le Nom doit déposer 30 % de cette somme auprès d'un agent agréé comme garantie. En moyenne, il participe à une quinzaine de groupes sous-

tem pêse.

707-26

See see.

্ৰাপেনাৰ গ্ৰহ

17/17

or a series

C. S. S. S. L. S. S.

7-44-50

. sen fepe THE PERSON

CONTRACTOR CHES List company

March Bar-

A IN AN ASSESSE

WILL OF TRANSP

· ""在位置,通过发生的。

..... INC. 38%

i i ipius de The at i enso-

Marment et de

The de 150 mil-

the et ieurs

benege ger mambres du

The remonnels.

man and Comp.

and the Les

Fafin le

o-

Band to the least the leas

bers Lu COIO

general dans

dis faces

poster and the second s

Calculation and an experience

Les perione de la company de l

the military of the part of the same

the same attraction Poursait

Manufaction of process

h milioni de del are Mais ses

de letto point in the point de Jen of morages of his or organism to have

de come de construction de

milioni de lona presidente de la contra del contra de la contra del l

-: les deux

THE COMME PROME

on manage

The NO.

de designs

The Jahren

main if seem

embre du

Protocole COJO et

CONTROL SALES

COS Quarte

de pener

ביותר ביותרים

18 heures. Les écrans des barnes d'appel surnammées « champignons magiques », se sont éteints. L'bypermarché des risques est désert. Le Lloyd's va-t-il mettre au rancard les vieilles dentelles de l'auto-réglementation? Devenir Lloyd's Limited, une compagnie cotée en bourse, avec des membres actionnaires, comme tout un chacun? Au Corney et Barrow, un bar à vins fréquenté par les gentlemen du Llnyd's, nn rencantre deux catégories de professimmels, le verre de vin blanc haut perché. Ceux qui désendent le stotu quo. et ceux qui pensent qu'il faut agiter la réalité avant de se resservir. Ces derniers sont évidemment minoritaires. Mais en fait, ne sont-ils pas le renfort complice

Marc Roche

Objectivement, c'est fou!

sont plus annoncées par deux tin-

tements de la célèbre clocbe

Avec KA et le service KA en plus, ce serait fou de ne pas en profiter



Avec KA et le service KA, profitez an maximum de l'opération de reprise la plus folle jamais imaginée dans l'univers de la micro informatique!

Qui?

Vous êtes une entreprise nu un particulier, vous avez un micro ordinateur acheté avant le 30 juin 91 : PC compatible MS-DOS, un terminal ou un micro ordinateur Apple qui ne correspond plus à vos besoins... A vous d'en profiter!

Combien?

De 2,000^F à 14,000^F jusqu'au 27 mars 1992! C'est le prix incroyable auquel nous reprenons votre ancien matériel pour l'achat du Macintosh de votre choix à l'exception des PowerBook 140 et 170.

Le montant de la reprise s'entend H.T. ou TTC selon que vous êtes, ou non, assujetti à la T.V.A.

Vite! Pour être sûr d'être servi patmi les premiers, pour en savoir plus sur la valeur de reprise de votre ancien matériel, sur le service KA et sur les possibilités de transférer en dauceur vas données sur votre prochain Macintosh... n'attendez-pas : appelez dès maintenant an 47.23.72.00.



L'INFORMATIQUE DOUCE KA l'informatique objective

KA l'informatique douce : Apple Center 14, rue Magellan 75008 PARIS Tel : 47 23 72 00 Fax : 47 20 34 39 Apple, Macintoth sont des marques déposées d'Apple Computer Inc. MS -DOS ex une marque déposée de Microsoft Corp.

Jours sinistres au Lloyd's Suite de la page 27 par les 2 000 membres qui y ont laissé leur chemise et ont parté

Le Linyd's a beau insister sur sa solvabilité intacte, bâtie sur les 180 milliards de francs de patrimnine des 22 400 membres, il est condamné à se transfirmer pour éviter la débandade. Un plan de réforme a été présenté en janvier dernier. Le principe de « responsabilité illimitée» pourrait être assoupli grace à la créatinn d'un fands commun permettant de « mutualiser » les pertes. L'accueil a été glacial.

RÉVOLTE • Depuis, la situation n'a cessé de se dégrader. Tous les trnis jnurs, de nnuvelles aceusations de mauvaise gestinn ou, plus grave, de malversation, funt la «une» de la presse britannique. Des documents décrivant la apnurriture structurelle s du Lloyd's sont parvenus il y a deux semaines à des députés de l'appositinn travailliste. Ils ont demandé l'nuverture d'une enquête et nnt rencontré deux fois Sir Coleridge. Les critiques pleuvent sur une institutinn qualifiée de scandaleuse

> Un système unique

Le Lloyd's est un marché d'assurance-réassurance pour risquee exceptionnele, qui fonetinnne à partir des apports de riches particuliers, les enames » ou membres. Ils snuscrivant des parte dane des syndicats d'assurence, il y en a 280, gérés par lee snuecriptaurs ou aunderwriters . Ces professionnels. emplayés par le Unyd's, prennent des engagemente face à des courtiers, cbrokers, venus chercher au Lloyd's une garentie sur tout ou partie d'un contrat d'assu-

Quand thut va bien, las membres recaivent un pourcentage des profits, souvent non négligeeble. Mais quand les chases thument mal, ils sant tenus de cauvar, sans limites, les pertes sur leur fortuna personnelle.

l'affaire devant les tribunaux. Le Linyd's ne enmpte plus que 22 400 membres. Ils étaient 32 000 en 1988 et 51 260 en 1962... La capacité de snuseriptinn, la farce vive, a diminué pour passer sous les 100 milliards de francs contre | 10 milliards l'année

Plus grave pour l'avenir de l'institution, des membres ne veulent plus assumer les pertes. Ils ont intenté ces derniers jours une action eu justice pour empêcher le Lloyd's de prélever sur leur fintune personnelle les sammes nécessaires pour couvrir les pertes de leurs syndicats. Sans liquidités, le Lloyd's risque de s'effandrer. Précédent fâcheux, un millier de names ont remparté mardi 11 février une victnire bistarique sur leur syndicat. Ils nnt nbtenu pour la première fnis des dédnmmagements, de plus d'un milliard de francs, du syndicat Outhwaite, qui avait perdu des sommes énormes sur des contrats aux Etats-Unis pour la réassurance de l'industrie de l'amiante.

Mais les membres nnt la mémnire courte et sélective. Ils nublient les périodes fastes où les rendements sur les souscriptions dépassaient allègrement les 10 %. Pendant langtemps, l'engagement illimité est resté purement théorique et les « nams » ant été les grands bénéficiaires du système. Comme leur fortune constitue surtout une garantie de solvabilité, elle demeure pour l'essentiel disponible et peut « travailler » uoe seconde fois. Un engagement d'un millinn de franes dans un syndicat pouvait simultanément être placé

Pas étnonaot ainrs que la liste des names ressemble au gotha de la société britannique avec des proches de la famille myale, des grands noms des affaires - Robert Maxwell en était, - des ministres et près d'une cioquantaine de députes conservateurs. Mais le flegme de l'aristocratie a fait place à la révolte.

Selon certains names, le marché ne serait pas organisé de façon équitable. Les «habitués» qui travailleot au siège ultra-moderne et ostentatoire du Lloyd's se regrouperaient au sein de syndicats assurant les meilleurs risques. En revanche, les non-initiés seraient relégués dans des syndicats de piètre qualité avec toutes les chances d'assumer des pertes.

ENQUETE • Sir Cnleridge a cu beau démentir en bloc ces accusatinns, il ne peut plus faire face seul. Le gnuvernement britannique, soucieux d'éviter une nnuvelle faillite retentissante à la City, qui dépasserait en ampleur celles de la BCCI nu du groupe Maxwell, cherche une solution. Le prix de l'aide pourrait bieu être la fin du sacro-saint principe de la responsabilité illimitée des membres, le fondement de l'institution.

Pour tenter encore une fnis de limiter la casse, Sir Cnleridge a décidé le 21 février de confier à un persnnnage incontestable, Sir David Walter, le président de la SIB (la COB britannique), une enquête sur les pertes subies en 1988 et 1989. C'est peut-être déjà

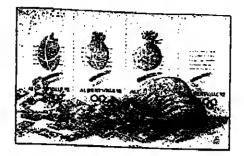
Eric Leser

Le, la ou les Lloyd's?

Pour la marché, paa de doute : en français, le masculin singulier doit être utilisé. Le Lloyd's. «Pourquoi? Je n'en sais rien, mais c'est comme ça depuis longtemps. La tradition ... », déclare un porte-parole. Il s'egit d'abard de ne pas confondre avec la Lloyds, une des quatre banques commerciales fondées en 1767 par un

autre Gallois, Sampson Lloyd. Quant au pluriel, il est jugé commun : «Le Lloyd's est une entité, un marché où l'on vend des assurances, comme ailleurs an propose des fruits et légumes. C'est donc un organisma uniqua, géré par un conseil de marchands, mais où chacun a son mot a dire », d'où le singulier, explique dans un français impeccable Nicolas Devenport, directeur du courtier Willie Corron, qui vient d'ouvrir un bureau à Paris.

ACTUALITÉ



J.O.: tous perdants, tous contents

La fête est finie à Albertville, et le soulagement l'emporte.

Certes les Jeux olympiques d'hiver se solderont, pour presque tous les participants publics ou privés, par des pertes. Mais sur un plan strictement commercial et d'image, le pari semble réussi

A Savoic aura dans quelques semaines gommé de son paysage les installations provisoires mises en place pour les Jeux olympiques. Les organisateurs pouvaient affieber un large sourire tif ou non. lorsque la fête s'est achevée dans le stade - lui aussi provisoire d'Albertville, le 23 février. Le ebronomètre des compétitions et des cérémonies ne s'était arrêté à aucun moment. L'aventure olympique n'avait affronté ni tempête. ni catastrophe. Tout le monde pouvait respirer, les «patrons» du Comité d'organisation (COJO), comme les responsables des services de l'Etat, les assureurs comme les PDG des chaînes de télévision. Sur le terrain sportif et sur le plan de l'organisation, la France et la Savoie venaient de remporter une superbe victoire.

SPECTACLE • Il reste maintenant au COJO à démontrer que le spectacle proposé à Albertville fut une réussite financière et commerciale. Bref, que les seize journées olympiques, qui couterent 4 milliards de francs, selon le budget officiel trois fois plus si l'on prend en compte les investissements réalisés par l'Etat - n'ont pas été ruineuses pour ses partenaires privés et publics, L'espoir de Michel Barnier et de Jean-Claude Killy. coprésidents, d'équilibrer leur budget s'esi envolé. « Les Jeux paieront les Jeux », proclamaient, il y a trois ans encore, les deux hommes, fascinés par les Jeux d'été de Los Angeles, Ceux-là rapporterent, en effet, dix fois plus de bénéfices que prévu sans qu'un cent d'argent public n'ait été investi. Albertville ne snivra pas cet exemple, ni ceux de Sarajevo (1984) et de Calgary (1988), villes organisatrices de Jeux olympiques d'hiver qui soldèrent des comptes, pour la première sois, équilibrés. L'ardoise des J. O. de 1992

pourrait être lourde. Michel Barnier et Jean-Claude Killy avancent le chiffre de 200 millions de francs de pertes. Probablement davantage, estiment certains experts qui additionnent les surcoûts liés aux équipements sportifs (plus de 250 millions de francs), et l'envolée du prix de l'hébergement et de la restauration (plus de 150 millions de francs) pour les deux mille deux cents athlètes et leurs accompagnateurs, mais aussi pour les quatre-vingt-dix membres du Comité international olympique (CIO), leurs invités personnels, ainsi que les dirigeants des Comites nationaux olympiques (CNO), tous luxueusement accueillis. Les dépenses d'organisation, mal évaluées ont aussi dérapé. Enfin le Comité n'a pas protégé, par des couvertures à lerme, la totalité de ses recettes payées en dollars. Soixante-dix millions de dollars restent ainsi à la merci de pertes de changes.

AVANCES • « Personne aujourd'hui n'est capable de mesurer l'ampleur du déficit, mais il sera élevé », note un membre du COJO. Qui paiera? Le protocole d'accord passé entre le COJO et l'Etat prévoit que ce dernier assurera la moitié ou les trois quarts du déficit, selon son importance, le reste étant à la charge du département de la Savoie. De plus, les 193 millions de francs d'avances remboursables versées au COJO pourraient ne pas retourner dans les caisses du Trésor, comme celles fournies par les collectivités locales savoyardes, d'un montant

identique. Les partenaires commerciaux dn COJO - les chaînes de télévision et les entreprises, - qui ont fourni 60,4 % de ses recettes, vont elles aussi devoir établir le bilan de leur coûteuse opération. La chaîne américaine de télévision CBS a dépensé au total près de 330 milions de dollars (soit 1,96 milliard de francs). Elle affiche sa satisfaction. Pourtant elle enregistrera un déficit proche de 20 millions de dollars. Mais ses taux d'audience aux heures de grande écoute ont souvent approché les 19 points. Un record pour des Jeux olympiques d'hiver organisés hors des Etats-Unis et dont

ALBERTVILLE la retransmission était pénalisée par le décalage boraire. En France, Antenne 2, FR 3 et TF I ont, elles aussi, battu des records d'assiduité devant les écrans et elles se félicitent de leur succès d'audience... sans qu'on puisse savoir si le résultat financier global sera posi-

> Quant aux entreprises qui ont soutenu le projet olympique savoyard, elles exprimaient, des la fête sportive terminée, une satisfaction béate. Pour les douze membres du Club Coubertin, qui ont payé entre 50 et 200 millions de francs le droit d'utiliser - en France seulement - les anneaux olympiques et la flamme des Jeux d'Albertville (1), les J. O. représentaient une formidable machine à communiquer. Ils l'ont largement utilisée en doublant souvent leur mise par des campagnes publicitaires. « Les Jeux étaient une occasion extraordinaire pour montrer notre savoir-faire précisément au moment de l'emergence de nouvelles technologies v, expliquent les dirigeants de Thomson.

Les J. O. auront ainsi permis d'accompagner la montée en puissance, sur le marché français, de « Toutes les « médailles » acquises

l'écran large, mais aussi d'accèlèrer à Albertville par notre société sont a ainsi été valorisé », soutigne la mise au point de la télévision autant de bons points d'appui pour M. Patrick Salabert, directeur du haute définition.

PROBLÈME . Thomson s'est cependant beurté à un problème majeur. Son coûteux contrat de partenariat avec le COJO ne lui permettait de communiquer, sur le thème olympique, qu'en France. Mais la société n'y réalise que 7 % de ses ventes mondiales. Pour exploiter pleinement son image olympique, Thomson loua donc un immeuble de cent dix appartements dans la station des Arcs, qu'elle équipa de murs d'images individuels. Huit cents des principaux clients étrangers furent ainsi reçus pendant les deux semaines olympiques. « Cette méthode nous a permis d'optimiser notre investissement au niveau international», souligne le directeur de la communication du groupe. Mais à quel cout? Mystère.

Pour France-Télécom qui, en dehors de sa participation au Club Coubertin, a investi en Savoie 600 millions de francs en tant qu'opérateur des J. O., l'enjeu international était lui aussi capital.

gagner des marches etrangers. note l'un de ses dirigeants. Comme les autres partenaires de la Savoie olympique, France-Télé-com a multiplié les invitations sur les sites sportifs et dans ses installations techniques: trois mille personnes en tout, principalement des patrons de l'industrie, des élus locaux et de gros clients étrangers.

Le plus petit des partenaires

du Club Coubertin, le groupe agroalimentaire SODIAAL (marques Yoplait et Candia), heureux d'avoir ainsi pu jouer dans la cour des grands, se rengorge d'avoir rempli, pendant ses trois années de collaboration avec le COJO, « dovantage le rôle d'un coproducteur de l'évênement olympique que celui d'un sponsor traditionnel r. De fait sa participation de 50 millions de francs au Club Coubertin a servi à inviter en Savoie 1 992 jeunes venus de tous les pays du monde (coût : 5 millions), et à réaliser vingt mille mailettes pédagogiques sur le thème des Jeux olympiques qui furent distribuées dans les écoles primaires (coût :

programme olympique de Yoplait, soulagé. Car il revient de loin ; l'engagement financier de sa société « n'a pas été toujours bien compris par les 33 000 producteurs de lait qui, au meme moment, voyaient le prix du litte qui leur était payé baisser, retonnait-il. Mais lorsqu'on leur d'annoncé qu'ils seraient les produceurs offi-ciels du lait des J. O. d'herer, tout est rentré dans l'ordre. »

RELANCE • Les Jeux olympiques, à défaut d'être rentables, on donc, semble-t-il, bien rempli leu mission commerciale, en transformant parfois la Savoie en une artièrepariois la savoie en une arrere-cour très boutiquière. Ils devraent avoir également un rôle bénéfique pour la relance des sports d'hiter, après Irois saisons peu ou pas enneigées, accompagnées naturelle ment d'un regul de la fréque ment d'un recul de la fréquentat tion. La vallée de la Tarentaise (Savoie) sort renforcée par son expérience olympique. Mais prestations en nature ; le Crédit lyonnétait-elle pas déjà le site alpin le plus connu grace à la qualité de Thomson, 60 millions, France-Télécom son manteau neigeux? Les autres 80 millions, le groupe SODIAAL (Can-10 millions). « Notre droit d'entrée sites, tenus à l'écart des Jeux dia-Yoplait) 50 millions.

savoyards ne connaîtront probablement pas les mêmes retombées L'image de haute compétition des J.O. ne correspond plus à la démarche des villages d'altitude, qui s'efforcent, depuis deux ans, de promouvoir une montagne aux activités plus diversifiées et plus « douces » que celles affichées par les affrontements olympiques.

" Si les conditions économiques et climatiques sont favorables, les sports d'hiver ont toutes leurs chances. Ils vont retrouver un statut crédible et solide, notamment auprès des banquiers », pronostique toutefois M. Jean-Jacques Bompard, secrétaire général du groupe Rossignol, numero un mondial du ski. Beaucoup de « si » pour un « effet olympique» déjà vendu à l'opinion, mais encore incertain...

Claude Francillon

(II IBM-France a payé 200 millions, sous la forme, essentiellement, de

– AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SODEXHO

MESSAGE DU PRÉSIDENT À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES DU 25 FÉVRIER 1992

"Chere Madame, cher Monsieur, cher actionnaire,

Dans une conjoncture mondiale maussade, la croissance a été excellente. Notre chiffre d'affaires a en effet communie augmentation de 21% et le résultat net part du groupe, une progression de 26% qui se décomposent en 18 % dûs à la croissance interne, 6 % dûs à la croissance externe et 2 % dûs à la variation des taux de change. Cette performance a été obtenue grâce aux efforts de tous et résulte de la croissance de toutes les activités dans presque tous les pays où nous sommes implantés.

Pour l'exercice en cours, nos perspectives de résultats sont bonnes; nous sommes positionnes sur des marchés porteurs mais nous sommes aussi touchés par la conjoncture.

La reprise tardant à venir, on assiste en général dans les entreprises que nous servons, à un lent effiniement de l'activité, à une réduction des cadences de production, à une mise au chomage technique et à une réduction des effectifs. L'aggravation du chomage entraine une diminution des repas servis, une pene de productivité et une érosion de notre marge. De même, la réforme hospitalière en France a mis en difficulté un certain nombre de cliniques privées qui sont nos clients. Par contre, les déficits budgétaires de l'État et des collectivités territoriales les amenent à réaliser des économies et donc à faire progressivement appel à nos services. Les marches sont plus difficiles et nous obligent à redoubler nos efforts; nous ne sommes qu'à mi-exercice mais, à ce jour, nous esperons atteindre nos objectifs de resultats qui sont très ambineux (une croissance du résultat net part du groupe de l'ordre de 25 %, à taux de change constants).

Quel est notre avenir à plus long terme? En 1966, Sodexhoademarreson premier restaurant d'entreprise à Marseille. Depuis, nous avons élargi pos clienteles, nos services el nos implantations geographiques.

En 1991, nous avons entrepris avec nos 100 principaux dirigeants une réflexion sur notre avenir qui nous a permis d'établir les orientations générales du Groupe.

Nos finalités restent inchangées. Notre entreprise est la communauté de ses clients, de ses utilisateurs, de son personnel et de ses actionnaires et notre raison d'être est de satisfaire leurs attentes. Pour atteindre ces finalités, nous avons choisi la croissance de nos résultats et de notre chiffre d'affaires.

Les valeurs que nous partageons avec les 39 000 collaborateurs de notre Groupe se résument en trois mots-

esprit de service • esprit d'équipe • esprit de progrès.

Notre stratégie de croissance est simple, Elle consiste à combiner ;

• le développement de nos clientèles, dans les pays ou nous sommes, compte-tenu de l'age des marchés l'élargissement de notre gamme de services • la conquete de marches dans de nouvelles zones gaugnaphiques, dans les métiers qui sont les notres.

Notre potentiel de croissance dans nos activités actuelles est considérable, Pour transformer ce potentiel en croissance réelle nous avons plusieurs atouts :

 notre internationalisation o nos ressources financières o la visibilité de nos résultats. Le principal frein à notre développement est l'insuffisance de nos ressources humaines.

Malgré la qualité de nos équipes en place, nous sommes, par rapport à nos ambitions, en déficit chronique de femmes et d'hommes formes et compétents. La réussite passée et présente de SODEXHOs explique par le fait que de nombreux collaborateurs ont pris

des responsabilités dans le cadre de filiales autonomes. Nous sommes convaincus qu'il nous faudra générer de plus emplus d'entrepreneurs pour assurer, à l'avenir.

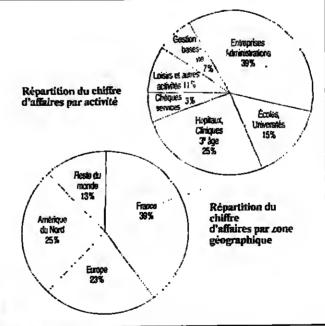
notre croissance. Aussi, nous prévoyons de faire des investissements sans précédent en ressources

Depuis plus d'un an, nous travaillons à la mise en place d'un programme internationalité perfectionnement au management des 200 hommes-cles du Groupe; nous démarrons le premier stage en avril; ce sera une ctape et un test en vue de la création, chez SODEXHO, d'un Institut de Management. Nous préroyous également des investissements incorporels dans la mise en playé d'une véritable politique

de qualité totale; notre objectif est qu'a trois ans toutes les unités du Groupe (agrivités, zones, filiales, services fonctionnels) aient un plan d'action qualité. Dans les activités chiques de services et loisirs, la mise en place est terminée. Dans l'activité restauration et services aux collectivités la définanche est déjà très avancée en France et au Brésil. Les Plans d'Actions Qualité démarrent en Italie, en Espagne, aux États-Unis et au

Développement des ferrunes et des hommes de l'entreprise, promotion de la qualité totale, marketing et innovation, réactivité de l'organisation, maîtrise de la communication sont les axes qualitatifs de progrès que nous nous sommes fixes pour assurer la progression de nos resultats et de notre chilfre d'affaires. En conclusion, je remercie tous nos clients et tous nos actionnaires pour la confiance qu'ils nous tempignent ainsi que les 39000 collaborateurs du groupe qui, chaque jour, par leur dévouement et leur efficacité, assurent le succès de SODEXHO dans le monde." Pierre BELLON

Principaux chiffres consolidés* Variation par 1990/91 (en millions de francs) rapport à 1989/90 +21% Chiffre d'affaires +44% 351 Résultat avant impôts - 15 % Impots +70% Résultat consolidé +26% Résultat net part du Groupe 369 + 33 % Capacité d'autofinancement exercice clos au 31 août 1991 Chiffre d'affaires Résultat net part du groupe (en millions de francs) 1988/89 7 1988/89 129 1989/90 1989/90 1990/91 Dividende Le dividende paraction a été fixé à 14,30 F(21,45 Favoir fiscal compris) et sera mis en paiement à compter du 3 mars 1992. Le montant distribués diève à 71,8 millions de francs et représente 38% du resultar net consolide part du groupe. Sodexbo assure la restauration et les services de : 1654 entreprises et administrations 775 écoles et universités 795 hopitaux, cliniques, résidences du 3º age



Le rapport annuel peut être obtenu sur simple demande en écrivant à SODEXHO: B.P. 67 - 78185 Saint-Quentin-en-Yvelines Cedex.
L'information financière sur le groupe Soderho est à votre disposition sur le minitel en composant le 36-16 CLIFF.

293 autres exploitations.









Le. la cu les Lloyd's?

grandese:

tr. 7

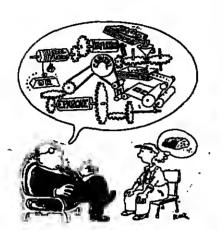
ala di Santania di Santani

PART ARE SHOULD BE

.loyd's

Marc Prove

ninania Mila



Un peys divisé ou plusieurs pays plus intimement liés qu'on ne le croit ? Les pièces de ce qui n'est plus la Yougoslavie mais qui demeure une « Slavie du Sud » cherchent une façon de survivre économiquement malgré la guerre. Les Républiques, qu'elles le veuillent ou non, doivent gérer un héritage commun. En quarante ens de « socialisme eutogestionnaire », elles ont chacune développé à la fois une autonomie et une spécialisetion, sans parler d'une robuste économie souterraine. Côté autonoinie, elles ont cherché à avoir jeur propre potentiel énergétique, agricole et d'industrie lourde, et à servir leur propre marché. Côté spécialisation, l'« aménagement du territoire » à la yougoslave a poussé à disséminer les usines sous-traitantes à travers tout le pays. Si bien ue, pour produire, l'industrie du meuble slovène a besoin du bois de Bosnie, l'industrie automobile serbe, des pièces fabriquáes en Croatie et en

Slovénie

entre autres l

Les témoignages abondent :

le commerce interrépublicain,

guerre, se poursuit (seuf pour

l'instant les échanges directs

bien que compliqué par le

entre la Serbie et la Croatie). Les hommes d'affaires slovènes, croates et sèrbes se rencontrent en Bosnie-Herzégovine, en Hongrie ou en Autriche. Lès échanges se font soit en devises, soit en diners dans la « petite Yougoslevie » soit sur la base du troc. La production industrielle et les exportations vers les pays tiers - hotamment d'Europe de l'Est - ont fortement diminué mais ne se sont pas effondrées. Reste que le division crée des problèmes épineux. Par exemple, comment partager le remboursement de la « dette fédérale » de 3 milliards de dollars? Comment exploiter les investissements faits en commun (comme le centrale nucléaire slovéno-croate de Krsko, dont la Slovénie prétend faire payer les kilowetts à son voisin en devises)? Quand Serbes et Croates, ennemis sur le champ de bataille, négocient la réouverture de l'oléoduc Adrie qui alimente la Serbie en pétrole via la Croatie, ne

Dossier établi par Nicole Jestin-Fleury

commun?

subsiste et subsistera

un espace économique

peut-on y voir la preuve qu'il

L'économie « yougoslave »

Serbie

Population (1991): 9,8 millions Part dans la production yougoslave Exportations en mílions de dollars (1991) : 4 504.

L'économie serbe s'est développée des le Moyen Age sur une tradition minière. Dis-posant de plus de 60 % des richesses minérales de la Fédération - dont, au Kosovo, 50 % des ressources en lignite, - elle a développé, comme la plupart des autres Républiques, les complexes industriels à faible productivité souvent surdimension-

Avec la province de Volvodine, véritagrenier de la Yougoslavie, la Serbie firite près de 80 % des terres agricoles. Elle est ainsi devenne le premier fnurnisseur rougoslave « de produits agricoles de

C'est encore en Voïvodine qu'est concentrée la capacité de raffinage de la Serbie, alimentée dans le passé à 90 % par le pipe-line de l'Adriatique à travers la Croatie (fermé en octobre dernier). La Serbie doit s'alimenter aujourd'bui par des tankers ou des trains venant de Rosmanie, ou encore par des caminns-citernes lui amenant des produits pétroliers de la raffi-

nerie de Skopje, en Macédoine.

La Serbie dégage un excédent de production électrique de 20 %, ce qui lui permet, d'être le principal régulateur dans l'approvisionnement des Républiques voisines et inême d'exporter vers les pays limi-

(Roumanie ou Italie).
échanges avec les pays de l'Est, qui Ment mais représentaient encore à peutont le tiers des échanges extérieurs devraient se réactiver. On le voit travers les accords de troc. Le plus tant a été signé entre la Serbie et la dans le cadre d'un accord de coopééconomique pour 1992. Il porte sur des diversi mutuels d'une valeur de plus de 3, milliards de francs : la Russie livremit à la Serbie des matières premières et consommation, de la viande, du sucre, des céréales et des produits sidérurgiques.

Croatie

Population: 4,7 millions d'habi-Part dans la production yougoslave (1989) : 25 %. Exportations en millions de dollars (neuf premiers mois de 1991):

Cette République est la plus touchée par la guerre, qui se déroule sur son territoire et qui compromet l'une de ses prin-cipales ressources, le tourisme.

La Croatie a connu en quarante ans la plus forte croissance de la Fédération. Elle représentait le quart de la production industrielle (textile, construction navale, chimie, mécanique) ynugoslave, mais importait ses matières premières.

Les relations directes étant interrompues avec la Serbie, elle duit s'approvisinnner autrement (souvent via la Bosnie) en cuivre et zinc, et en produits agricoles pour l'agro-alimentaire et le textile. La Croatie possédait avant la guerre 23 % des terres agricoles yougoslaves, et les très bons rendements atteints par son agriculture lui permettaient d'exporter des excédents de blé et de mais vers les Républiques arides du Sud. L'occupation de la Slavonie, où dnivent être déplnyés les «casques bleus» de l'ONU, pose évidemment la question de l'appropriation des récoltes.

Sa capacité électrique s'est construite partir de ses ressources oaturelles en pétrole (le quart de la capacité) et en bydraulique (55 %), la centrale nucléaire de Krsko en représentant près de 9 %. La Croatie ne couvre que 70 % de ses besoins électriques, le complément venant de Bosnie, de Serbie et d'Italie.

Possédant une possibilité de raffinage plus de quatre fois supérieure à sa demande en produits pétroliers, elle alimente d'autres Républiques, comme le

La Croatie a créé le 1ª janvier dernier sa propre mnnnaie, le dinar croate, dont le cours afficieux est de 65 pour mais qui encore solidement gagée sur des réserves en devises.

Slovénie

Population: t,97 million d'habi-Part de la production yougoslave (1989) : 21 % Exportations en millions de dollars (1991):4810

La Sinvénie, après sa courte guerre avec Belgrade, s'est dotée fin 1991 de sa monnaie, le tolar, qui s'échange actuellement à 50 pour t deutschemark. Manquant de surfaces agricoles et de richesses minières, la Slovénie a fondé son essor économique sur une solide tradition industrielle et une position géographique privilégiée, à la charnière entre la Ynuslavie et l'Europe.

République industrielle transformatrice, elle achetait - et achète toujours les produits de base chez les autres membres de la Fédération, les transformait puis réexpédiait une partie des produits finis vers les autres Républiques, où leur compétitivité était assurée. Les faibles droits de douane imposés depuis quelques mais par les autres Républiques n'ont que peu altéré ces échanges

La Sinvénie convre 90 % de sa consommation énergétique. Une raffinerie reliée an pipeline de l'Amitié permet de couvrir l'essentiel des besoins en produits pétroliers; un accord de troc signé avec la Russie garantit les livraisons de brut et de gaz naturel contre des produits finis industriels ou textiles.

Macédoine

Population: 2 millions d'habitants. Part dans la production yougoslave (1989) : 5,5 %. Exportations en millions de dollars (1991): 1 095.

■ La Macédoine, contrairement aux Inpper une agriculture variée, malgré des problémes d'approvisionnement en eau. Exportateur de fruits et légumes vers la ration. teur yougoslave de tabac et de riz, sa production de ble et de mais n'est cependant pas suffisante pour convrir ses besoins. Disposant de tignite et de ressources hydrauliques, la Macédoine réussit à couvrir 80 % de ses besoins en électricité, le complément étant importé de Serbie.

Monténégro

destruction de l'environnement,

mainmise sur les matières pre-mières. Des solutions émergent

qui font appel à la solidarité, à la

Population: 616 000 habitants. Part de la production yougoslave (1989): 1,9 %. Exportations en millions de dellars (1991): 518.

■ Le Monténégro a été équipé, grâce au Fands de développement yaugoslave, d'unités de production et de transformation de minerais et métaux, pas toujours rentables. Il exporte vers les Républiques du nord et les pays occidentaux de la bauxite et de l'aluminium et importe ses biens d'équipement et les produits agricnies de base. Maigré ses ressources en charbon, sa capacité électrique ne couvre que 60 % de ses besoins, le complément

Bosnie-Herzégovine

Population: 4,4 millions d'habitants. Part de la production yougoslave (1989): 12 %. Exportations en millions de dollars (1991): 2 t87.

75.7

Mar de la

. NO.

_^:1.2世前

1 11 20

--- St

100 1 37 EDE

The second second

a me tradition

222 30 ALL

ALCOHOLOGICAT

and the second

Million 15th Ver

ومهيوا الهارات الأراث

ESS (CS

beigns for others dans has dane

demention pour lovery du monde .

7-211-1200

4

3. ...

71213

. + F.

■ Située au cœur de l'espace économique ynugoslave, la Bosnie-Herzégovine jone un rôle de trait d'union commercial entre les Républiques, belligérantes nu non. Avec une seule ouverture sur l'Adriatique, à Ploce, elle a créé, à partir de ses ressnurces en énergie et en matiéres minérales (85 % des réserves yougoslaves de minerai de fer, 40 % de celles de bauille et de lignite), une importante industrie de transformation. Le financement des lourds investissements nécessaires était facilité par l'existence du fonds fédéral de développement.

Située dans une réginn montagneus elle est la réserve de bois de l'industrie slovène. Ne possédant qu'une étroite zone fertile à sa frontière avec la Croatie, elle duit importer des produits agricoles de base de Serbie.

L'AUTARCIE, HÉRITAGE DE L'HISTOIRE

C'est en 1950 qu'un système socialiste décentralisé fondé sur l'autogestion a remplacé la planification centrale mise en place en Ynugoslavie comme dans les autres pays de l'Est au leudemain de la guerre.

Cette décentralisation, privant les organes fédéraux de leur pouvoir de contrôle, a stimulé les tendances autarciques. Chaque République a voulu avoir «sa» raffinerie de pétrole, «sa» centrale électrique, «son» aciérie. Mais l'industrialisation à outrance s'est faite avec les resautres Républiques « pauvres », a su déve- · sources collectives, les matières premières venant du Sud et les activités de sous-traitance étant disséminées à travers la Fédé-

constructeur automobile Zastava, installé en Serbie, utilise 13 000 articles provenant de 240 producteurs répartis à travers tout le territoire. Iskra, situé en Slovénie, fabrique des alternateurs et des dynamos, alors que tout l'habillage plastique du véhicule provient de Yougoplastika en Croatie. De tels exemples de complémentarité abon-

L'éparpillement des sous-traitants a été encouragé par la politique fédérale de développement du Sud. En 1965 était créé un Fonds fédéral pour le développement accéléré des Républiques insuffisamment développées et de la province du Kosovo, alimenté par la Slovénie, la Croatie, et la Serbie (hors Kosovo). Les entreprises de ces Républiques « riches » étaient soumises à un emprunt abligatoire. Son montant était ensuite attribué par le gouvernement fédéral - sous forme de prêts à long terme et à faible taux d'intérêt - à des industriels situés dans les régions « insuffisamment

développées». L'efficacité de ces quasi-dons, orientés en vers des industries de base, exigeantes en capital mais peu créatrices d'emploi et peu rentables, a été très controversée. N'ayant aucune influence sur les chnix fédéraux, l'industriel du Nord pouvait décider d'aider directement un partenaire implanté dans les Républiques sous-développées, susceptible de lui fournir matières premiéres nu demi-produits. Cet argent était

décompté de la quote-part due par la République du Nord au fonds fédéral.

La dissémination des sous-traitants n'a pas empêché le cloisonnement du marché pour les produits finis : en 1987, plus de 76 % des produits fabriqués en Serbie étaient vendus sur place, les chiffres étant de 70 % pour la Bosnie et la Croatie, 63 % pour la Slovénie et 60 % pour le Monténégro. le plus «ouvert» sur les autres Répu-

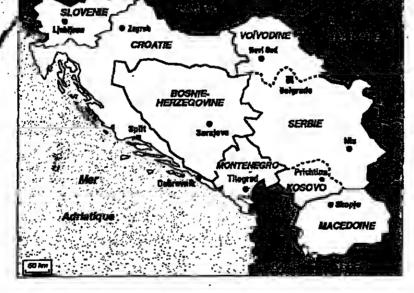
Dans les échanges interrépublicains. seules la Slovénie et, plus modestement, la Croatie étaient excédentaires, car elles bénéficiaient de la valorisation très basse des matières premières en provenance du Sud qu'elles transformaient et réexportaient. En revanche, la Bosnie-Herz vine, le Monténégro et la Serbie étaient ment déficitaires.

BIBLIOGRAPHIE

■ Yougoslavie 1990-1991: la Communauté dans l'épreuve, par Tatjana Globokar, le Courrier des pays de l'Est, nº 349,

 Yougoslavie : la Fédération menacée, par Luc Lévy, Problèmes politiques et sociaux, nº 645, décembre 1990. L'Industrie automobile yougaslave, par

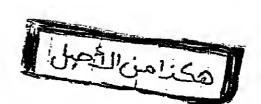
Cedomir Nestorovic, le Courrier des pays de l'Esi, nº 345, décembre 1989. ■ Economic Effects of Political Division, Review of Economic Affairs, 2-4 novembre 1991.

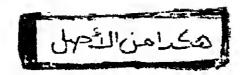




mais, peu à peu, la nécessité mars 1992 d'une maîtrise des productions semble mieux acceptée. - 16 pages -VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

nouvelles propositions ont pro-voqué des réactions vinlentes,





PERSPECTIVES

L'ECONOMIE

PORTRAIT

-Herzégovine

datore - o Los

de la production sometidate

official and on the control of the Collars

As all assumed to the second of the second o

The state of the s

TE TO SET TOWN TO SET T

sames and the second

Service of the servic

appearer the given the street

AGE DE L'HISTOIRE

in fishing land of the first control of the first c

ನ್ನು ಚಕ್ಕಾಗಿಲ್ಲ. ಶಿವರಕ್ಕಾಗು ತರ್ಗಿಕ್ಕಾಗಿ ಕ್ಷಮಿ

STORES OF STATE OF THE STATE OF

इसके के बहु चल स्वयं स्थाप । 👢 👢 🔻 rer e de pedición de la como esta de la como e

medition with the control

وبال الرحاناتين مكاليك والأنافية

agricultural de la companya de la co

4 g () () () ()

ರ⊿ ೧೯೯೪

والمحارب المحارب للطفة : - - - - - er fall environ

2007 - 100 - 10 2007 - 100 - 100

BLIOGRAPHIE

A. I. dus

da ya chon ijey

L'AUTARCIE,

ALC: MALE SECTION

Le «Napoléon» du show-biz

Suite de la page 27

Diable! Pareille unanimité, si peu fréquente dans le milieu du spectacle, serait presque suspecte la puissance de l'homme n'interdirait-elle pas l'aveu de la moindre rancœur? - si les témoignages d'anciens collaborateurs ou camarades d'école, de managers d'artistes, y compris de ceux l'ayant quitté ae donnaient le même écho. Pas une anaecdote qui entacherait le portrait. Alain Lévy, que les moins enthousiastes décrivent comme « froid » mais plus souvent «timide», «ambitieux», mais pour ajouter aussitôt que « ce n'est pas un défaut », « politique » mais « rebelle à toute compromission », pecberait surtout par « pudeur ».
« J'avoue mal le connaître »,

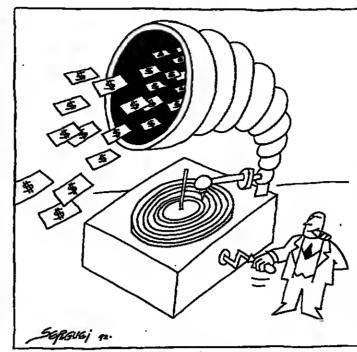
concède pourtant Jack Lang, qui ouhlie l'avoir collé à un examen de droit constitutionnel à la fac de Nancy... il y a vingt-deux ans. Mais, au cabiaet du ministre, on mesure l'ascendaat du patron de la troisième maison de disques mondiale (33 % du marché français du disque, 23 % du marché européen, 17,5 % du marché mondial) sur toute la profession. Lévy? Mais c'est, nous dit-on, le premier défeaseur de la loi Lang de 1985 sur la copie privée! Et l'ua de ceux qui ont soutenu sans relache l'idée d'une télévision musicale! On a d'ailleurs récemment pensé à lui pour une décora-

tion. La reconnaissance de ses pairs, Alain Lévy y tient sans doute davantage qu'au ruhan rouge. M. le patron de Polygram a'aime guère les mondanités et la soirée au Waldorf fut donc assez trompeuse. M. le PDG qui déteste s'habiller « en pingouin » ne s'amusait-il pas? « Non, pas telle-

pape. « C'est de la poudre, du sable, de l'éphémère. Et cette foule me donne parjois une impression de grande solitude. » Blasé? Non: authentique, dit un proche. Le temps et les circonstances ne l'ont apparemment pas change. Fils unique d'un ancien bâtonnier du barreau de Metz, le jeune Alain Lévy avait vu l'autorité parentale limiter son choix : il serait ingénieur ou médecin. Ohéissant, le garçon remballa son rêve de faire l'ENA et prépara studieusement les concours aux écoles d'ingéaieur : l'Ecole des mines. Saint-Etieaae, puis Nancy. « C'était un copain discret et non conformiste, se souvient Jacques Petit, aujourd'hui PDG d'Acteurop, une société lyonnaise de chasseurs de têtes. La réserve de mirabelle de ses porents était le lieu de ralliement lors de nos révisions!»

CONVERSION . Mai 68 lui fait découvrir la rebellion et les folles équipées vers Paris. Mais Le défi américain de Jean-Jacques Servan-Schreiber lui offre un autre rêve et une bourse Fulhright met à sa portée l'Amérique. Le 10 août 1970, il déharque à Philadelphie pour étudier deux ans à la prestigieuse université de Wharton. Il en sort dans la botte, converti à l'Amérique : « Le système français me semblait étriqué, dominé par Polytechnique et l'ENA. Rester aux Etats-Unis revenait à prolonger l'aventure et mon éducation. »

Et c'est ainsi qu'il entre à CBS, ignare en pop music au point de confondre, dans son entretien d'emhauche, le groupe Chicago avec la ville du même aom. Il y apprendra toutes les facettes du métier avant de se voir aommer président de la filiale française. Un poste où son énergie ment » dit-il, avec le sérieux d'un à « sortir l'industrie musicale fran-



çaise du Moyen Age », selon le mot d'un de ses confrères, attire sur lui l'attention.

« J'avais compris entre-temps

que le plus intéressant, dans une maison de disques, c'était l'artistique et le marketing. Je me suis surpris à adorer ce qui me paraissait au départ le plus étranger : les relations avec les artistes, ces gens hors du commun, doiés d'une senhaus risques et un environnement de fausses valeurs. Ils savent que je suis là, et que s'ils appellent pendant une réunion sur le budget, eh bien, le budget attendra!» Il s'était beaucoup occupé de Julio Iglesias, Chicago, Billy Joël; il lancera

vielle, Trust et Cahrel. Et aujourd'hui encore, alors que ses activités de PDG de Polygram l'éloignent du travail concret sur les alhums, il saute dans un avion pour écouter Stéphage Eischer à l'Olympia, en reprend un autre pour déjeuner avec Pavarotti, accepte l'invitation du groupe U2 pour diner à Dublin.

« Voilà le secret, s'exclame sibilité d'écorchés dans un métier à Etienne Roda Gil. Levy respecte profondément ce monde-là, renifle son besoin de dignité si souvent basouée. Un artiste respecté peut devenir meilleur. C'est en cela que Lêvy est aussi un accoucheur. » L'expression surprend ua concurrent. « Manager surdoué, d'accord! Jean-Jacques Goldman, Capde- Mais qu'on ne susse pas l'éloge de

ses talents artistiques! Lévy n'en a New-York, avec la responsabilité aucun, et le label qu'il a voulu personnellement lancer - "Vigat" - a plongé en beauté!».

Le Maestro ne tranchera évidemment pas. Oui, il aime les artistes, et entend bien que toutes les composantes de Polygram partagent cet intérêt, fondement de la culture d'entreprise. Non, il ne «signera» jamais lui-même des artistes, a Ce serali la pire des choses. Je m'enflamme pour des personnalités plus que pour des espoirs! Je ne saurais être un

UN TEMPS D'AVANCE Le «transfert» chez Polygran s'est fait en décembre 1984, Alain Lévy ayant compris - avec révotre oue les chances d'évolution l'un due les chances de evolution un n'étranger » au sein de CBS étacat limitées. Basée à Londres et po-priété à 80 % de la compagie n'écrlandaise Philips (les 20 % retants étant cotés à New-York Amsterdam), Polygram a ne faisa aucune restriction de passeport » Mais la filiale française, dont il devient président, perdait heau-coup d'argent. Sans attendre, Alain Lévy modernise et coor-donne les trois lahels du groupe, diversifie l'ensemble des activités seloa une approche glohale de Lévy, n'avail pas bonne presse. Le l'entertoinment qu'il développera plus tard à l'échelon mondial. La société renoue avec les hénéfices dès 1985 et sa part de marché passe en quatre ans de 20 % à 33 %, en faisant le leader français.

Le voilà donc nommé à Londres, au poste de vice-président de Polygram International, et il joue alors un rôle moteur dans le rachat des lahels Island (272 millions de dollars) et A&M (460 millions) qui amènent dans le giron de Polygram des artistes du poids de Sting ou de U2. 1990 le fixe à

de la filiale américaine, 1991 enfin le voit accéder à la direction suprême. Son expérience américaine rassure et son origine européenne donne à ses collaborateurs le sentiment d'avoir à la fois « une ontenne » à l'écoute des autres continents et donc « un temps d'avance», la part de l'Amérique sur le marché du disque allant en diminuant.

Un œil sur ses grands concurrents (Sony-CBS et Warner), un autre sur les paris techniques d'un groupe Philips mal en point mais avide de softwares, Lévy le voyageur, surnommé selon les lieux «Bionic» (vu son énergie) ou «le p'tit Napoléon » (allusion à sa petite taille et à sa rapidité de decision), amhitionne aujourd'hui de transformer Polygram en une vaste entreprise mondiale d'entertoinment. . C'est une vocation naturelle, explique-t-il. Les métiers du disque, du cinéma, de la télévision sont indissolublement mêlés et font appel aux artistes et à la créativité. Profitons de ces atouts, et gageons que d'ici à dix ans. l'audiovisuel (actuellement outour de (5 %) représentera pour nous àutant que la vente de disques!»

Le show-hiz, dans la famille père d'Alain a mis plus de dix ans pour pouvoir avouer que son fils unique avait choisi le disque au lieu de la banque ou de la finance. Pourtant, à la fin de sa vie, Me Lévy regardait parfois son fils avec un air songeur : « J'oi engendre un canard noir Le PDG de Polygram, qui rêve désormais d'entrer dans le club très fermé des patrons d'Hollywood, sait aujourd'hui qu'il s'agissait d'un compliment.

Annick Cojean



Nous exerçons nos activités dans trois domaines fondamentaux pour l'avenir du monde : la communication, l'énergie et les transports. Notre rang de premier industriel mondial des systèmes de communication et la qualité de nos înnovations contribuent à améliorer les relations

entre les hommes, sur les cinq continents. Dans le domaine de l'énergie, nous relevons des défis cussi complexes que variés. Pour nous, chacun d'eux est unique et nous répondons à chaque problème posé par une solution sur mesure. Dans les transports, nous jouons un rôle majeur dans le développement des systèmes de nouvelle génération. En faisant oinsi sans cesse progresser les technologies, nous ne nous contentons pas d'apporter à chacun de nos dients les solutions les mieux adaptées à ses besoins, nous voulons aussi faire avancer le monde.

A LC A T E L ALSTHOM

Alcosel Alsthorn 54, rue La Boétie 75003 Paris, Franco

SPECTIVES

LE TRANSPORT AÉRIEN AUX ÉTATS-UNIS

Les «majors» profitent de la crise

Deux années difficiles ont achevé des compagnies américaines déjà malmenées. American, United et Delta Airlines, qui se partagent plus de la moitié du marché intérieur et sont mieux armées, ont racheté leurs droits de trafic vers l'étranger et s'en servent pour se développer

DALLAS (Texas) de notre envoyée spéciale

ES compagnies aériennes américaines ont perdu 2 milliards de dollars ces douze derniers mois et la reprise sera très lente». président d'American Airlines, réputée la première mondiale. Aujourd'hui aux Etats-Unis, trois

Les premiers mondiaux

American et United sont les deux premières compagnies mondiales. Pour la troisième place, Delta rivalise avec Air France et British Air-

American Airlines compte 97 700 salariés et poesède 624 appareile. Son chiffre d'affairee s'eet élevé en 1991 à près de 13 milliards de dollars. Elle dessart 190 villes à travers le monde et a totalisé 82,2 milliarde da passagers payants par mile.

■ Unitad Airlines ast la deuxième par le chiffre d'affaires (11 662 millions; da dollars), mais attaint 82,3 milliards da passagers par mile. Avec ses 486 apparalls, ella dassart 175 villes dans la monde.

■ Delta Airlines, la troisième, a réalisé an 1991 un chiffre d'affaires de 10 milliards de dollars. Elle compta aujourd'hui 544 avions et dasaert 220 villes.

«majors» semblent en mesure de résister à la dépression : American, United et Delta Airlines, qui se partagent plus de la moitié du

Entamée en 1978, la dérèglementation - qui permet théoriquement à n'importe qui d'assurer des vols vers n'importe quelle destination aux Etats-Unis à n'importe quel prix - a fait et défait nombre de compagnies. Dix-huit, et d'importantes, ont disparu en une décennie. En 1990, à la suite de l'invasion du Koveit, le prix du kérosène a plus que doublé; ensuite la guerre avec l'Irak a porté un nouveau cosp au trafic aérien, les clients redoutant les attentats. En 1991, Eastern Airlines, Midway et Pan Am ont disparu. Trois auties, Continental, America West et IWA volent sous la protection du chapitre 11 de la loi sur les fallites qui les met à l'abri de

Ce qui déchaîne les foudres de leurs concurrents, et notam-ment de Bob Crandall : «Le gouvernement devient le sponsor des compagnies en faillite, s'insurge-t-il. La loi ne doit pas apporter une protection indéfinie à des firmes que n'assument pas leurs responsabilités », affirme-t-il, réclamant le regait des licences de ces compagniei, qui, selon lui, faus-sent la concurrence en pratiquant des prix bis et irréalistes sur les-quels les autres sont obligées de s'aligner. Il faudrait que le prix moyen des vols passagers augmentes pour que les compagnies puissent surgivre.»

AÉROPORTS-PIVOTS . En effet, cette concurrence sévère ne laisse que de faibles marges : « Entre aux Etats-Unis : Dallas, Chicago,



1986 et 1990, les compagnies ont dégagé une marge nette de 0,6 % contre 5 % en moyenne pour l'industrie», note Gerard J. Arpey, directeur financier d'American. Or des investissements considérables sont nécessaires pour moderniser leurs flottes, afin de mieux l'adapter aux lignes desservies et disposer d'appareils plus rapides, plus confortables et surtout moins gourmands en kérosène : « Durant les cinq prochaines années, les compagnies devront investir 40 milliards de dollars », pronostique Gerard J. Arpey.

Les compegnies aériennes américaines se sont aussi livrées à une guerre sans merci pour disposer du maximum de hubs, ces aéroports-pivots autour desquels elles peuvent faire rayonner leurs routes. American par exemple, n'en compte pas moins de sept

Nashville, Raleigh, San-Juan, San José et Miami, Enfin, dernier élément qui assure aux compagnies une meilleure rentabilité : elles ont opéré un remplissage optimal des avions dans les différentes classes (première, affaires et économique) en dosant les «surréser-

vations» pour compenser défec-

tions et annulations. Cela ne les a pas mises à l'abri des effets de la conjoncture. En 1990, elles ont vu fondre les bénéfices engrangés au cours des deux années fastes 1988 et 1989. L'an dernier, toutes trois ont enregistré des pertes records : 240 millions de dollars pour American, 324 millions pour Delta et 332 millions pour United.

Comme les autres, elles se voient contraintes de réduire leurs coûts et leurs investissements. Mais leur avance leur permet

renonvellement de leur flotte. Ainsi United, qui a annoncé récemment un plan d'économies de 6,7 milliards de dollars d'ici à 1995; ne prendra fivraison que de 156 appareils neufs au lien des 278 prévus. American va réduire de 8 milliards ses dépenses sur la même période, en reportant des commandes et en annulant des options pour 91 appareils, parallèlement à la suppression de 200 emplois.

DESTINATIONS • Mais les transporteurs vont pouvoir profiter de la reprise et ont déjà amorti la crise en élargissant leurs activités à l'étranger. En effet, le trafic international, après avoir reculé de 1,5 % seulement en 1991, contre 2,6 % pour les tignes intérieures, devrait aussi repartir plus vite cette année, à un rythme supérieur à 6 %, selon l'Association du transport aérien, qui regroupe 20 compagnies aériennes américaines. Les « majors » vont donc accélérer un développement déjà entamé eu cours de la deuxième moitié des années 80 evec le rachat de droits de trafic aux «consœurs» endettées comme Pan Am et TWA.

United entend réaliser 50 % de son activité à l'étranger dans cinq ans, contre 31 % aujourd'hui - dont une bonne partie de lignes rentables rachetées à Pan Am au fil des ans. D'abord vers le Pacifique et l'Asie, en 1986, ce qui lui a procuré une enviable plaque tournante à Tokyo. Puis son installation à Londres-Heathrow, en 1991, lui a permis de quintupler son trafic vers l'Europe. Enfin le 15 janvier, elle a commence à exploiter les routes vers l'Améri-

American dessert déià plus de 70 villes hors des Etats-Unis. Dès 1982, la faillite de Braniff lui vaut sa première route transatlantique. En 1989, elle rachète le réseau d'Eastern sur l'Amérique latine. Aujourd'hui, elle continue son développement vers l'Europe : elle ouvrira le 23 mars une liaison sans escale Miami-Paris et une autre Chicago-Berlin en juin. Et Bob Crandall s'emporte contre le gouvernement britannique qui empêche sa compagnie de voler entre Chicago et Birmingham ainsi qu'entre Nashville et Londres-Stansted. Mais le numéro un mondial n'a toujours pas trouvé de débouché sur le Pacifique.

OLIGOPOLES . Delta, enfin, digère doucement le rachat des restes de Pan Am (45 appareils et 7 700 salariés). Cette coûteuse acquisition devrait lui valoir un nouvel exercice déficitaire en 1991-1992, malgré une hausse de 23 % de son chiffre d'affaires sur le dernier trimestre 1991 grâce aux routes transatiatiques de Pan Am. Comme American, elle met l'accent sur l'Europe : après avoir doublé le nombre de ses vols en un an, elle prévoit de l'augmenter encore de 40 %, pour arriver au chiffre de 256 par semaine fin mars. En revanche, son grand projet de hub à Taipeh a été retardé de 1992 à 1993.

«Mais grace à cela, les trois majors font le gros dos dans l'attente des jours meilleurs, qui risquent d'arriver trop tard pour d'autres, TWA par exemple. La déréglementation pourrait bien aboutir à créer les oligopoles qu'elle voulait éviter...



21. 22. 10. 22. 🗷 Mark the second of the second min fact of the de 79.00 and the second N= And Me AR PE *** MERCHANICAL CONTRACTOR AND AND ASSESSMENT Honorad Da in and the second - . . - (\$4.5° \$6.

Nouveau venu parmi k ae aassibilités, i

e: de d.versifier

THE GRANE CON COM

Tett tell

200 Commence of the same of the same 75. IV: 4. 1200 WERE TO COME TO STATE A STATE American descriptions NNA - CALLERY CHOCKET THE REAL PROPERTY OF THE PARTY OF TH BRANCH CONTRACTOR SERVICE ER DEN 強いということがは、 ATTENDED TO THE PARTY OF THE PA a-2-% --to Marie and the module case ment a function of the pathogonal definition of the state and Apprile 1 Marie Californies PR 77.5% mane the confidence of the

the same Notes SETU MANY TO A PROMISEten e promotimini im produktine lån. Beet American September 1988 benevit the stainer and and a comment of the forest. patient in the control of the men to any out the first rentimes drop fine Cerrie unplique & fa den e Maria and an de la qualde. de main - diversifica. bor - a ffer an en deinberte des me barrens and arcens de le comme de par form more or Royal Air

ARE IL TO GRAFIE Billion of plan is the complete come que for amont dans l'eco-Den de mais Residence of the Communication and congress . France in Commercial General and an artist of the court of Rider Resistant Saistan duci tare not recilesen de la celle toprotect the sachant

AVIS PIN

Mar

A DOC

COST uju sh mreft

leur

**

siles

its no

le (mario d'Artin mistration de comples de Exercice 1991 qui Ceresultation of retrait par rape the age of the street greger to a combana accional Selle società de capital de ele ebaimen an a debouche de onsome and a pale a pa Malgre can factorine extremely benefice constant déprésaine de l'acte femile de

licalit me is the market and op TIPBA S ASSESS OF MOUNTAIN Table See the second property of the second (47.5 kip from the total appears Anna HPE to Cospose done in the property of the section of the s the Assertance Commercial solt (ombiet the exercise of the art on le dividence average et lemaintien d'ur dividence ter the sale to the sale of the sa

buddeself children with Asserting A

عثالانمانات

MARCHÉ AUX FLEURS

Allons voir si la rose marocaine...

Nouveau venu parmi les exportateurs, le Maroc a beaucoup de possibilités, à condition d'améliorer la qualité et de diversifier ses productions et ses marchés

MARRAKECH de notre envoyé spécial

OMME les gourmeis coooaisseot les raisins de Corinthe, le saumon d'Alaska ou le poulet de Loué, la rose du Maroc a, depuis peu de temps, conquis auprès des amoureux des fleurs ses titres de noblesse, son «label», disent négociants, grossistes, producteurs et experts en floriculture. Avec ses variétés aux appellations joliment évocatrices, depuis la Coco jusqu'à la Cardinale, en passant par la Champagne, la Baronnesse ou la Golden spéciale et beaucoup d'autres... D'ailleurs, les «obtenteurs»

- c'est-à-dire les inveoteurs de modèles toujours nouveaux à force de recherches sur l'hybridation et de manipulations génétiques, presque tous étrangers, veillent jalousement, avocats à l'appui, à ce que la propriété des marques dépo-sées ne soit pas galvaudée et pillée par des faussaires, des marchands d'illusion ou des spécialistes divers en contrefacon. Fleurs, chemiserie, montres : même défense...

Le Maroc est un nouveau venu sur le marché ioternational des fleurs coupées. « En 1985, nous n'avions que 15 hectores plantés en roses sous serre; aujourd'hui 205 », explique Abdellatif Moumile, président de l'Association des producteurs et exportateurs marocains de fleurs (Ampexfleurs). Depuis lors, les exportations marocaines oot connu un véritable coup de fouet, passant de 23 millions de dirhams en 1986 à 110 millions en 1990 (un dirham vaut 63,75 centimes français). Ce bond-s'explique à la fois par l'amélioration de la qualité des produits; par leur diversificatioo - à côté de la culture des roses, les producteurs se lanceot dans l'œillet ou le glaïeul - et par l'augmentation des capacités de fret aérien proposées par Royal Air Maroc, qui dispose d'un quasi-monopole de fait.

FAIBLES QUOTAS . Cependant, à côté des agrumes ou des phosphates, les fleurs ne comptent encore que faiblement dans l'écopays, et. dans les oégociations entre Rabat et la Communauté européenne ou la France, la rose passe après les chemises, les clémentioes ou les poissons. Les fleuristes en ont gros sur le cœur et plaident ponr que leur saisoo (entre novembre et avril) soit réellement complémentaire de celle des producteurs européens, sachant

évidemment qu'ils entrent eo des marchés. Les trois ceot cinconcurrence à cette époque avec les «pays chauds» de la CEE, c'est-à-dire l'Italie, les Canaries, la Côte d'Azur.

« Nous ne pouvons produire que six mois, le reste du temps il fait vraiment trop choud, explique Jean Daney, secrétaire général d'Ampexsleurs. La réglementation douanière que nous impose l'Europe est trop sévère. Notre quoto onnuel exonère de taxes pour lo France n'est que de 500 tonnes. Pour la CEE, il est de 300 tonnes, taxées « fovorablement » o 12,5 % au lieu des 17 % pour les quantités « hors quota ». Les contingents sont insuffisants et épuisés des jonvier. »

> Les 350 millions de consommateurs européens ne sont qu'à trois heures d'avion de Casablanca.

Les Marocains se montrent d'autant plus amers qu'Israël, l'un des priocipaux producteurs mondiaux, bénéficie, sur le marché de la CEE, d'un quota de 17000 tonnes, tandis que plusieurs pays comme le Keoya, le Zimbabwe, la Colombie (où la culture florale est eocouragée comme une sorte d'antidote à l'économie de la drogue) sont totalement exonérès des droits de douane. - -L'aveoir floral ne paraît tou-

tefois pas sombre à Agadir ou à Marrakecb. Le marché mondial s'accroît au rythme de 5 % par an, et les producteurs marocains comptent s'y tailler une part, puisqu'ils se sont fixé pour objectif de multiplier par trois leurs expéditioos totales pour la saisoo 1992-1993. A conditioo de faire un effort constaot sur la qualité de leurs produits, de diversifier leurs variétés, de prospecter les marchés allemand et scandinave très demandeurs, à condition aussi que les « obtenteurs » du Var, d'Antibes ou d'Angers acceptent (la page des cooteotieux juridiques tournée) de livrer à leurs clients du Maghreh leurs meilleures sélections. Les producteurs marocains disposeot de oombreux avaotages, en premier lieu le faihle coût de la main-d'œuvre et la proximité géographique

quante millions de consommateurs européens ne sont en effet qu'à trois heures d'avion de Casablanca. La Saint-Valentin, la Toussaint ou la Féte des mères en France, les « sêtes de la semme et des secrétaires » inventées par les Italiens, provoquent des fringales de fleurs sur un laps de temps très court dont le Maroc devrait tirer profit, à condition de bénéficier d'une baisse des tarifs de fret aérien.

une faihlesse : les quatre cinquiémes des exportations de fleurs marocaines se dirigent vers la Communauté européenne (1 480 tonnes sur un total de 1 662) et prés des deux tiers (1080 tonnes) vers la France, Mais le Maroc est absent du marché américaio, prometteur, surtout pour les roses et les œillets : aux Etats-Unis, les importations de fleurs coupées fraiches se sont élevées à plus de 320 millions de dollars l'an dernier, dont 200 millions

en provenance de Colombie et

64 millions des Pays-Bas.

Cet atout peut se révéler aussi

COMPLEXES • Faudra-t-il, pour que le Maroc preooe pied parmi les « grands », qu'il passe des accords commerciaux, financiers, techniques, voire promotionnels (Salons, publicité, expositions) avec le « géant » du secteur, à la fois producteur, importateur et redistributeur dans le monde entier, les Pays-Bas? Et en conséquence qu'il relâche, voire qu'il coupe le cordon ombilical qui relie encore l'ensemble des circuits marocains à la Fraoce? Là est la question essentielle, à la fois économique et politique.

Le ministre du commerce extérieur marocain, M. Hassan Aboo Youh, l'a parfaitement compris et l'exprime avec finesse : «Il fout que lo floriculture marocaine perde ses complexes et que les professionnels roisonnent plus en termes communautoires et européens que purement bilotéroux. Décidons une véritable politique de marketing vers toute l'Europe et trouvons des accords avec les lobbies européens de l'horticulture. Tout le monde soit bien où ils se trouvent et qui ils sont... "

Aujourd'hui, le Maroc vend deux roses sur trois à la France, mais ce maigre bouquet représente à peine 2 % à 3 % de la valeur des fleurs que l'ancienne puissance coloniale achéte à l'étranger...

François Grosrichard

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

INSTITUT DE PARTICIPATION DU BOIS ET DU MEUBLE Société Anonyme au capital de 160 352 000 F.

Le Conseil d'Administration de l'I.P.B.M., dans sa séance du 18 février 1992, a arrêté les comptes de l'exercice 1991 qui se clôturent par un bénéfice net de 2,15 MF. Ce résultat est en retrait par rapport à celui de l'exercice précédent (10,1 MF) mais a pu

être atteint en dépit d'un environnement particulierement déprime. En effet, les principaux secteurs d'activités de la filière-bois dans laquelle l'I.P.B.M. est la seule société de capital développement spécialisé, sont orientés peu favorablement : le bâtiment (gros débouché des scieries et des menuiseries industrielles), le meuble qui pâtit plus spécialement en tant que bien durable de la faiblesse générale de la

consommation et la pâte à papier, qui est au plus bas de son cycle. Malgré ces facteurs adverses, les plus-values de cessions ont pu atteindre 3,5 MF, le bénéfice courant a progressé de 700 000 francs et les provisions pour sinistres ou dépréciation du portefeuille de participations ont été inférieures à cettes de l'an dernier. En fait, le recul du bénéfice net s'explique donc essentiellement par un niveau significatif, mais moins important que les années precédentes, des plus-values de cessions.

L'LPB.M. a engage un montant de 24,7 MF dans 23 entreprises et a retrouvé 12,2 MF dans ses désinvestissements. Il n'a donc que peu entamé les nouveaux fonds propres (47,5 MF) que lui ont apporté ses actionnaires en 1990. Ainsi, l'I.P.B.M. dispose d'une trésorerie supérieure à 60 MF qui lui permettra de main-

tenir un niveau d'engagements importants pour les deux ou trois prochaines années. Une Assemblée Générale est convoquée le 7 avril prochain aux fins d'approuver les comptes de l'exercice et de maintenir une distribution de 1 F par action, en régression sur le dividende précédent (3 F).

Le maintien d'un dividende témoigne de la confiance de l'I.P.B.M. dans son avenir, fonde sur une ressource française en bois en pleine croissance, qui devrait favoriser progressivement une grande industrie du bois.

La floraison néerlandaise est menacée

Soixante-dix pour cent des fleurs coupées vendues dans le monde viennent des Pays-Bas. Mais ce succès même attire les étrangers et aiguise la concurrence

AMSTERDAM de notre correspondant

'INCESSANTE noria de camions fait penser à un entrepôt routier, le carrousel des wagonnets chargés à ras-bord de claies regorgeant de roses, d'œillets ou de chrysanthèmes à une gare de triage, et l'ambiance affai-rée des salles de cotation, où d'énormes écrans électroniques aimantent les regards, à un palais hoursier. C'est parce qu'elle est multiple que la criée aux fleurs (VBA) d'Aalsmeer, aux portes d'Armsterdam, est singulière.

La superficie de ses installations (135 hectares dont 65 sont hâtis, soit l'équivalent de 60 terraius de football) fonde sa réputation de plus grand marché floral du monde. Les résultats le justifient : en 1991 «AA», comme on dit ici, a veudu quelque 4 milliards de fleurs, pour un chiffre d'affaires de 4,5 milliards de francs, en hausse de 12 %. Assurant à elle seule près de la moitié (44 %) des transactions conclues sur les huit criées florales du pays et exportant 80 % des produits négociés, la VBA forme le cœur de la «Floripole» néerlandaise : sept fleurs sur dix vendues dans le monde proviennent eu effet des Pays-Bas!

L'hégémonie de la floriculture hollandaise est totale, concernant autant la production (7300 hectares, 11 000 exploitations, 70 000 emplois directs et dérivés) que la commercialisation. La moitie des fleurs achetées actuellement

en France sont estampillées « Product of Holland », tont comme celles que l'on trouve dans les distributeurs automatiques des aéro-ports américains ou dans les éta-lages japonais. La clé du miracle se trouve en grande partie au VBA : trois cent cinquante grossites et exportateurs soot installés as sein même de la criée, où les opérations d'achat, de conditionnement de dédouanement et d'expéditions effectuent à la chaine. L'efficaité légendaire des transporteurs nu-tiers, le pragmatisme de la coma-gnie aérienne nationale KLM (du a ouvert sur place une agence d fret aérien) et la proximité de l'ac roport d'Amsterdam couronnent c

PLAQUE TOURNANTE . Mais la VBA, selon ses responsables, a d'autres atouts. Tous les lots de fleurs sont soumis à un contrôle de qualité impartial : le label «AA» rejaillit ainsi sur les horticulteurs habilités à approvisionner le marché. Et celui-ci offre une garantie de déhouchés et une célérité dument appréciées. C'est pourquoi les producteurs étrangers, australiens, kényao ou zimhahweens, se housculent pour l'alimenter. Une proportion croissante des fleurs adjugées à Aalsmeer est importée : on en attend 625 millions de juillet 1991 à juillet 1992, soit une hausse de 15 %. Même la Colombie, deuxième exportateur mondial de fleurs coupées, a découvert le rôle de plaque tournante joué par les Pays-Bas, qui proposent toute l'an-

savoir-faire logistique.

née durant un assortiment constant.

Tout serait done pour le mieux si la VBA... n'était une coopérative dont les 4900 horticulteurs néerlandais, copropriétaires, ont un sens assez aigu de la concurrence pour surveiller de près l'avancée des étrangers dans leur saint des saints. L'an dernier, ils se sont opposés à la direction de l'étahlissement, qui suggérait que certains fournisseurs actuels puissent devenir coopérateurs, bénéficiant eo conséquence du tarif réduit et de la garantie des débouchés afférant à ce statut. Même l'adhésion des horticulteurs de la Communauté européenne, rendue possible sinon inevitable, par l'Acte unique, l'est pas accueillie de gaieté de

Le marché, il est vrai, menace de se faner : les dirigeants de VBA out récemment mis en garde contrasa possible saturation. Certains observateurs estiment que 1992 pourrait être une anoée cruciale avec uoe hausse de la productioo comprise entre 5 % et 10 %, alors que l'on attend une progression de la consommation inférieure à 5 %. Cette perspective est d'antant moins rose que les horticulteurs nécriandais font de plus en plus souvent « face à eux-mêmes », comme l'on dit ici ; leurs méthodes de production et leur savoir-faire sont désormais copiés avec succès à l'étranger et se retourneut contre cux... telle uoe mauvaise épine.

Christian Chartier



14 - 17 MARS 1992

' 11 D C ' 11 107 *3e Marche International des Professionnels de l'Ammobilie*



4 jours pour rencontrer les décideurs qui font le marché de l'immobilier international.

Lieu exceptionnel de contacts et d'échanges, le MIPIM est pour vous l'occasion unique de rencontrer, pendant 4 jours, tout ce que le marché de l'immobilier international compte de décideurs de haut niveau.

Promoteurs, constructeurs, collectivités territoriales, conseils en immobilier d'entreprise. utilisateurs finaux, investisseurs et aménageurs, tous les intervenants du marché de l'immobilier international seront présents et disponibles pour initialiser des contacts ou développer vos affaires.

Le MIPIM, c'est pour vous un formidable lieu de travail, une véritable plate-forme d'échanges grâce aux nombreuses conférences, à un centre permanent de consultation juridique et à tous les événements qui y sont organisés.

> Votre présence s'avère donc plus que jamais indispensable. Contactez-nous des aujourd'hui!

RÉSERVÉ EXCLUSIVEMENT AUX PROFESSIONNELS

Contact: René PERES - MIDEM ORGANISATION - Tel: (33) (1) 45.05.14.03 - Fax: (33) (1) 47.55.91.22 - Telev: 650.547 MIDEM

rmées

i es sont à la commanda de la comman schlamet ED rina e i المراجعة المراجعة GOPOLES . era i racionisti es : 25- -- :

Appropriate terminates i toutas francis ir 👉 🥫 🚧

T & DAY 1.1 DO CADEAUX

surrout pas passar la xigner l'une des 12 3 Day 11 3 podes 200 000 suparbes en jeu chez voire noire ou agent Rena

modeles de la gamme Exemple pour un erect de 30.000 Esoi I de 2 647,25 F.Cool bio F Credit ou TEG de # 24 mois, soit 24 de 1 427,66 fs.Goûl tool F 13,6% stur 36 mois corces de 1.049,51E 3a 702,36 F ; 13,6% , soit 48 échéoriais de out total 39.06 44 F e d'occeptation du la DIAC - SA ou copi

ere 8 702 002 221.

ਗਰ ਹੈ। ਜੀਵਾ ਹਵਾ ਹੈ: firm ne 25f mars 21 mars - m a Marin Indian per fortur (• . . white TWA has been

disternantation in Lie 🖸 State a wister was the sign Martine Larrier

GNER

an grand jeu nationa te Bioriche chez Renoul

FG to 10.7% suc 12 mos Nt menimum de 20%

Ramener les Etats à des logiques politiques

✓ES dépenses intérieures de recherche et développement (R&D) des Etats-Unis, du Japon et de la Communauté européenne ont doublé entre 1980 et 1988, passant de 135 à 268 milliards de dollars, en parité de pouvoir d'achat. Au rythme actuel, alles devraient atteindre 800 milliards de dollars en l'en 2000. Mais tous ces pays développés auront-ils les moyens financiers de leurs ambitions technologiques?

Dans une économie de marché, quand une activité ne rapporte pas plus que ce qu'elle coûte à la société dans son ensemble, des blocages financiers ou politiques apparaissent inévitablement. Activité immatérielle, à long terme et à haut risque, l'investissement en recherche et développement, pour continuer à être financé dans lee conditions actuelles de marché, est condamné à un taux de retour élevé. Mais tout projet est loin d'avoir un rendement privé assez élevé pour couvrir les dépenses de l'investisseur et la contrepartie du risque qu'il assume.

Les entreprises de haute technologie doivent engager de plus en plus de fonds (les dépenses de R & D représentent entre 10 % et 20 % du chiffre d'affaires) pour mettre eu point et commercialiser - sur le marché mondial - le plus rapidement possible de nouveaux produits afin de pouvoir amortir repide-ment leurs investissements (deux à quetre ans maximum) et dégager un profit, dont un partie croissants sera réaffectée à la R & D nécessairs pour de nouvelles innovations. Les firmes qui ne peuvent pas suivre ce rythme infernal sont tôt ou tard condamnées à

Cette course à la compétitivité technologique accélère par aillaurs l'obsolescence des produits; des technologies et des connaissances scientifiques. Que vaut aujourd'hui le savoir-faire scientifique qui e servi à produire les mémoires informatiques introduites dans es années 70 au prix de 20 millions de dollarsifunité de production? Le taux de retour privé sur inventissement, qui était de 30 % à 50 % dans les aunées 60, est tombé à 10 % à - 20 % dans les années 80.

Des difficultés de financeme

Parallèlement, le coût du capital financier s'accroît chaque jour davantage dans l'ensemble des paya occidentaux. Le coût du capital de l'activité de 8 & D est soums à des tensions encore plus fortes. La nature immatérielle et les caractéristiques participares de l'activité de recherche rendent difficile son financement à travers l'intermétiques perceira dessiruel Par ment à travers l'intermédiation bancaire classique. Par méthodes de financement comme le capital-risque vers la finance traditionnelle et de la déréglementation-des circuits de financement privilégiés, les projets de R & D et d'innévelbér éprouvent des difficultés croissantes à trouver des capitaux à long terme et bon marché. En 1988, selon une étude de la Federal Reserve Bank of New-York, le coût du capital pour un projet nécessitant un délai de dix ans avant le début du remboursement de la dette dépassait 2016 pour les Etats-Unis et le Royaume-Uni et atteigneir 14,8 % en Allemagne, 8,7 % au Japon.

Ces deux tendances, jouant en sens contraire, peuvent entraîner une contraction des capitaux alloués au développement scientifique et technologique - ce qui reviendreit à couper une des branches sur lesquelles reposent nos espoirs de retrouver un niveau élevé de taux de croissance et de développement

rendement privé des investissements de R & D et le coût du capital va d'abord inciter les entreprises et les financiers à devanir plus sélectifs. Ce qui tendra à évincer les projets de R & D à long terme et/ou à finalité social

En mêma temps, les firmes vont recourir à trois stratégiee possiblee. Primo, elles seront tentées de a'entendre pour meintenir élevés les prix de vente de nouveaux produits et procédée. Ainsi, elles vont accroître le rendement privé de leurs investissements mais faire décroftre le rendement social des investissements technologiques. Secundo, on assistera à une augmentation encore plus spectaculaire des accords de coopération technologique pour faire baissar les coûts et les risques essumés par chacun. Tertio, les

économique et social. Le réduction de l'écart entre le entreprises se retourneront tout naturaliement vers feurs gouvernements pour réclamer davantage d'aides publiques et de subventions. Pour renverser le tendance, il faudrait que les Etats puissent les satisfaire sans recourir à l'endettement et sans créer de noules distorsions de concurrence.

Les bons critères de choix

Quel sara l'avenir des politiques publiques? A défaut d'une forte croissance régulière, toujours attendue, l'avenir proche est à une gestion plus efficace des ressources publiques consacrées à la recherche et à l'innovation : les pouvoirs publics vont devoir sélectionner et concentrer leurs interventions en fonction d'un objectif précis.

Les réseaux de l'innovation

par PHILIPPE MUSTAR (*) EUT-ON mesurer les rendements de le recherche? Malgré les efforts déployés depuis plus de trente ans pour répondre à cette interrogation, « le procès est encore devant le juge ». Cela conduit. à poser la question en d'autres termes.

L'enelyse économique développée dans les théories « modernes » de la croissence repose sur une conception linéeire des relations entre la science et l'économie. L'innovation y est conçue comme une course de relais où le chercheur passe le bâton témoin au eervice d'étude et de développernent, celui-ci à l'ingénieur de production, le production au département marketing, le marketing au service commerciel, qui peut elors entrer en contact avec le client, considéré lui comme passif. Dans ce modèle, la recherche scientifique est le principal moteur du progrès technique et ses résultats sont réduits à de l'information, assimilée à un bien public se diffusent à un coût rul ou très feible. A pertir de là, deux types d'approches sont utili-sées pour mesurer l'efficacité de la recherche.

La première consiste à répertorier un ensemble d'innovatione jugées importantes pour examiner ensuite chacune d'elles dans le détail afin de repérer si elles ont été ou non stimulées par une découverte scientifique. Ces études eboutissent à des conclusions diverses, parfois mêmee opposées. La meilleure est qu'il est difficile de définir précisément «le » découverte scientifique sur laquelle R & D et l'innovation ee font sur le long terme, ils sont peu prévisibles et «indirects»: les innovations repérées dans un secteur industriel proviennent eouvent de résultats-de recherches obtenus

dans d'autres secteurs. Dans la seconde approche, statisticiens et économètres cherchent à mesurer les liens entre les moyens consacréa à la recherche et les réaultats économiques des entreprises ou des pays. Mais la chemin entre la découverte et les résultats économiques est long et sinueux; et les données statistiques nécessaires à de tels calculs ne sont pas tou-jours flablea, ni disponibles.

Depuis une quinzeine d'ennées, le modèle linéaire de l'innovation e été sévèrement ettaqué per les historiens des techniques, les sociologues des sciences et les économistes de l'innovation. Ils

lui ont substitué un modèle relationnel où l'innovation est le résultat d'un ensemble d'intaractions entre des acteurs nombreux et hétérogènes ; les différents eervices des entreprises, les centres techniquee, les laboratoires académiques, les pouvoire publics, las financiers, les fournisseurs, les clients ou les utilisateurs... La notion de réseau est commode pour décrire la montée en puissance de ces nouvallee formes d'orgenisation qui font coopérer de manière flexible des acteurs diversi-

Dane ce nouveeu modèle, les connaissances sont tacites et de moins en moins réductibles à de l'information codifiée : elles ne sont pas instantanément disponibles pour les entreprises. Ces dernières, pour eccéder à l'information scientifique et la transformer en innovation, doivent consentir des investiesements importants an formation et en potentiels de recherche, Pour comprendre le processue d'innovation, il faut elors s'Intéresser eux cedrea organisationnels dans leaquels il se développe. Ce nouveau modèle permet d'expliquer pourquoi les pays européens, qui ont une recherche scientifique de grande qualité, réalisent de moins bonnes performancee sur les merchés de l'innovation

Il faut elors réexaminer la mesure de l'utilité ou de l'efficacité des ectivités de recherche scientifique. Le modèle productiviste e pour principale limite d'oublier les acteurs et leurs stratégies et de nier les cadres organisationnels. A s'y cantonner ment, on ne compren du processus de fabrication et de diffusion des connaissances et du savoir-faire.

Les pouvoirs publics en ont pris conscience. Ils. favorisent, à travars les programmes technolo-giques, l'émergence de réseeux de collaboration. Dans ce cadre, il semble moins utile de chercher à mesurer la rentabilité des ectivités de recherche que d'établir des méthodas mettant en évidence les multiples interactions et les conséguences qu'elles ont sur la production des connaissances, sur les transferts entre science et technologie et sur les epprentissages - technologiques, commerciaux ou organisationnals - qui naissent des nouvelles alliances entre recherche et industrie.

(°) Chercheur eu centre de sociologie de l'innovation à l'Ecole des mines de Paris.

Tout le problème est de savoir alors sur quels critères et logiques s'opérera cette décision. Sélectionnera-t-on en fonction des performences finan-cières, industrielles ou socio-politiques des projets? La première de ces stratégies, se focalisant sur le randement immédiat des programmes, aboutira à éliminer encora davantage les projets qui ne sont pas rentables à court terme. Le seconde consiste à choisir des industries dites « stratégiques ». Concentrer tous les efforts sur un petit nombre de secteurs sélection nés par les automés publiques risque d'être fatal à l'économie dans son ensemble, en cas d'erreur.

Reste la troisième possibilité : réserver les fonds publics aux projets à finelité sociale et politique, pour orienter la R & D technologique vars la résolution des problèmes contemporains (l'environnement, la famine, le sous-développement, le santé, la qualité de la vie, etc.) et donner à l'idéal de le grande Europe unie ses fondements technologiques - comme les réseaux transnationaux ou la remise à niveau des infrastructures scientifiques et technologiques des régions détavorisées.

Coopération entre les pays

L'intervention financière de l'Etat dans le domaine de la R & D technologique ne se justifie que par la promotion d'une logique politique. Celle-ci s'oppose à l'accaparement privé des résultats de la science et de la technologie; elle privilégie l'allocation des capitaux publics à des activités profitables en termes de pro-grès social ou de bien-être collectif. Mais elle exige, pour réussir, deux conditions,

La coopération dans le financement et l'exécution des projets, entre les pays comme entre les firmes, pour des raisons d'interdépendance économique, mais aussi pour économiser les dépenses mondiales de R & D constitue le premier impératif. L'abandon des critères de compétitivité par les

Etats au profit de la logique politique dans l'allocation des capitaux publics à la R & D devient le second impératif. Dans nos sociétéa, les années 80 ont vu e'instaurer l'hégémorie de la logique financière au détriment des logiques industrielle et socio-politique (mals le Japon et l'Allemagne, deux pays ayant des structures économiques et sociales peu perméables à la domination de la logique financière à court terme, sont sortis renforcés de cette période).

Retrouver l'équilibre entre ces trois logiques suppose que chacun (pouvoirs publics, Industriels et financiers) se réapproprie sa propre logique de financement et cherche à accomplir la fonction qui tul pouvoirs publics ne devraient pas chercher à compen-ser le déficit de logique industrielle des firmes en fractant des fonds mais plutôt réaliser une meilleure entculation de leur politique de R.S. D. avec les autres politiques publiques (industrielle, financière, concurrentielle, environnementale, etc.).

Faute de quoi, la nouvelle forme de guerre économique et technologique pour le leadership mondial à laquelle se livrent les pays industrialisés, comme la plupart des guerres militaires, sera condamnée à a'echever tôt ou tard faute de moyens financiers et non pas faute de combattants.

(°) Economiste, euteur d'un rapport intitulé « Le financement de la R & D au croisement des logiques industrielle, financière et politique » (Fast Vionitor 1991).

LES NOUVEAUX PROGRAMMES

SERVICE LECTEURS

Daté 3 mars 1992

LES NOUVEAUX PROGRAMMES

Je désire recevoir une documentation sur les programmes suivants :

☐ L'ASTOR!A

☐ COURBEVOIE

Cocher la case des programmes désirés

Merci d'indiquer vos nom et adresse :

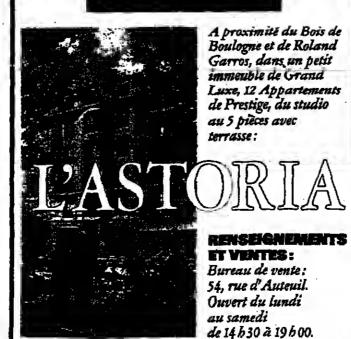
Et de renvoyer cette fiche

MARIE

LE MONDE PUBLICITÉ 15-17, rue du Col.-Pierre-Avia 75902 Pena Cedex 15

PARIS XVIe

AUTEUIL



Tél.: 42249348

92 - COURBEVOIE



COURBEVOIE

ACX PORTIS DE PARIS à 5 mn de la Défense. s'édifient sur des jardins intérieurs. • 3 petites résidences du studio au 5 pièces.

1 très jolie maison de 4 pièces sur jardin prive de 160 m2. Actuellement, profitez des conditions d'acquisition

les plus favorables. Nous concevons des espaces de vie.

BUREAU DE VENTE

Résidence COTÉ JARDIN: 53, Av. Marceau 92400 COURBEVOIE

Le Lundi de 11 b à 13 b et de 14 b à 19 b TEL: 47.68.95.00

Occuert tous les jours de 10 b à 12 b 30 et de 14 b à 19 b sauf Mardi et Mercredi

1;

بعثالانماناه

Politia

Dernère les succès M gintervention public Mais il est aujourd'hu

I COLBERTISME HEGH-TECH .

By a read a service a greene. : annect game =: -Entered to the state of 2-9-77 Leidend ER 1000 The second second at it to the tree tene den ut. errant datiga. at an originale 人 计自然控制数 . . 4.341 /4 the second

The state of the s of a complete season. Committee of the same 1. Sugar \$6 07-00aman in a miniment. Sergranden in alle Gemalende be-The come complete the prospect

200

120 K. K.

BOTTOM TO THE COMMON! manufactures of a contract sensisame notice of Alors cating To te Deputit in it a procède de l' אניונית של שמני בייי ייי שושו 200 lear la entreprenante et Beart of the mosts provides. mit i've i i ves de prendre per and the contract of the constant au der far die beites de Mante : TORSE OF POSTEROR SERVICE

A TRAVES

Entr Quality tenze suffisante, d Name of the second statements Entregerir jermile des resand ----- es et altere ica ples and circ planete.

Service Designer of Ob-Ed to the Ed Treesonie The second second second second The Cest The state of the state of The many that the state of the Batt Continuement. 12 crea-Barra de plate a eté de the state of trees années le ver e fer restment de in The corp reserves 1991. slove recommence a stagner chomafe : SieBierrer

den de sambre 1 andes annual Care Commerce Services Services and Statement the state of the state of the Self Course a series and partnersin many torne plage est tomme and the past feet the receipt of regels, les

Sel Merch

Separation of the service of the ser in populations of the product the afficient of the take thenters of Escape and to me if them the artist (2) comis que la regulation marriage the multiplier and the factors of th Peneur Life. blan une cariere e 2219 à cour de la totalis tionale des terres value alles des tals face of frame formation of den lequisient de

Amazonie Predati a rieme renode 1900 milliorus de 1914 de Acher elimant de 1976 de

where the oil more corrections Mis many the contract of the c that progressing the second many. sons dans les challes allers masses four des les chaines allere nombres aures des lieres, miles de milles wires arec les deskets existence As he will be seen les sinde l'érocations des compo-

alle de l'écosphère sont augous.

هكذامن التحهل

機・分割を対け、コミュス・スペート Elife

er was in the same of the same as of the same of the s

DE SOCIONE CONTRACTOR DE SOCIONE CONTRACTOR

a and regional de la viva de la compansión.

in the size of the

the Dalassia to the state of th

Dasse ... The fe course of the first

TPUTSITY

et à recer de la partir de la company de la

The second of th

iancière de l'Étunitan, la l'Imagi logualde de la lugar - Tualitan

Gue particul Control Control

cass tealitate and the first

Bunk with 13 county and some

35 pays form to entry theme

intercependants a tribin.

Francisco (63 (751 (751 5 - 175)

unideas de oumbre de serie

CONTRACTOR OF STREET

statement de arres er il.

Chief Co is Sign to Table 1

See noistre est

ing and forest the control of

signer of the sea think in the sea of

ಭಾಷವಾಗಗಳ ಕಾರಕ್ಕೆ ಕರ್ಮಕ್ಕೆ ಸಂಘ

/ಗರ್ಥಳ 30 ರೇಗಾರ್€ ರವಿ ಕ. ಜ. (p.

s Boule the constitution of the

at appearent tearn and a

Building and anywork with the control

grades in despite an incidence of the

state a util tott und um 7 - - 7

gazeta zun St. P 🕹 🗅 die 👝 in. -

sub-responsible for the figure of the second

factorization of the control of the

ong tip in grade i ali 122 min and a

A RECEIVED AND AND A CONTRACTOR

eu les l'époses d'époses d'outres à leu leure de l'époses de l'époses

ಜೀಸೆಪಟ್ ಡೌಫರ್ ಕಾಲ್ಯಂಗು ೧೯೧೬ಕ್ಕೂ

R & C au protected to a

financiare of 16 files in

and the last

Serie de gels dans tomme constitut 🌞

೯ ಭೀಕರಗಳು ಸರಕ್ಷವಾಗಿಗಳು

s do cetta cánco

ಾಗ್ರೆಗೆಗಳಿಗೆ ಕ

ion entre les pays

Politique industrielle: la recette française

Derrière les succès technologiques français, le même modèle d'intervention publique est à l'œuvre depuis un demi-siècle. Mais il est aujourd'hui menacé par la construction européenne

LE COLBERTISME « HIGH-TECH » d'Elie Cohen. Editions Hachette. collection « Pluriel enquête »,

Il y e deux décennies à peine, de longs mois, parfois des années, étaient nécessaires pour obtenir le téléphone. Qui s'en souvient? Peu d'eotre oous. Cer la France du téléphone rare est devenue, eo moins d'une génération, le pays du Minitel gratuit. Le nouveau livre d'Elie Coben nous dit comment. Et l'enquête est pleine d'enseignemeots. Cet étonnant rattrapage est en effet le produit d'une forme de mobilisation originale: le « graod projet ». Elle consiste « en un système recherche-production-commande publique dont lo cohèrence est assurée par un grand corps, l'odaptabilité par des organismes hybrides, mi-administrotion, mi-entreprise, et la continuité par une sèrie de mécanismes dérogatoires aux règles de l'administration et des finances publiques ». Tout l'intérêt de l'analyse proposée est de montrer comment, derriére le nucléaire, le Concorde, le TGV..., comme derrière la plupart des aventures technico-écocomiques de l'après-guerre, c'est ce seul et même modéle d'intervention publique qui est à l'œuvre,

Le «grand projet» procède de l'activité conjointe d'uoe administration devenue eotrepreoaote et de sociétés, plus ou moins privées, capables et soucieuses de prendre pied sur les marchés internationaux, dans des domaines de haute technologie et d'importance nationale. Il peut canduire à de farmi- La grille de lecture du «grand prodables réussites. Ce sera le cas « lorsque l'Etat lonce un programme d'éqaipement basé sur les technologies développées et que le marché internotional adopte les biens et services qui en sont issus ».

«ÉLÉPHANTS BLANCS» • La faiblesse principale du système résulte toutefois de la griserie qui peut résulter de ces bonnes fortunes : « Prise au piege de l'image que lui renvoient ses propres réoli-sotions, l'administration en vient à considérer que ce sont les techniques d'intervention plus que lear adaptotion au secteur d'activité ou à une conjoncture qui expliquent le succes. » L'échec guette alors, avec l'apparition de ce que les Anglo-Saxons appellent communément des « éléphaots blaocs », des produits techniquement élaborés mais sans marché permettant d'en rentabiliser la production.

Le cas Télécom, avec son lot

de réussites et soo compte de déboires, fournit sans doute l'exemple le plus riche et le plus achevé de ce jeu - il est devenu ici systémetique - du «grand projet ». La mécanique en est démontée, son ressort ceotral - la direction générale des télécommunications - est mis au jour, Hier réflexion : « Que l'Etot finance la partie du poussiéreux ministère des PTT, elle est eujourd'bui devenue France Télécom et vit séparée de sa sœur La Poste. Ses dirigeants, son corps d'ingénieurs ont porté oombre des «grands projets» les plus spectaculaires des deux dernières décennies, du plao de rattrapage téléphonique, bien sûr, aux satellites de télécommunications, eo passaot par le câble et, maioteoaot, la TVHD.

jet » jette sur l'évolution du secteur une lumiére originale. Avec une leçon claire : les équipements livrés, et qui peu à peu modifient profondément notre environnement quotidien, résultent moins d'un déterminisme technologique que d'uo activisme admioistratif qui, selon les circonstances, s'evère avoir été plus ou moins beureux dans ses choix.

LES CHOIX DE L'ÉTAT . Ne voir

dans le livre d'Elie Coben qu'une

monogrephie, subtile et exemplaire, sur le secteur des télécommunications serait une erreur. Le Colbertisme « high-tech » est d'abord un essai, mordant et critique, sur le politique industrielle. Une fois démontée en effet la logique du «grand projet», l'euteur n'e pas de mel à montrer qu'elle obéit plus à des aspiretions qu'à une stratégie proprement économique et, surtout, on voit eisément pourquoi son fonctioooement même est condamné par les progrès de la construction européenne (sur laquelle Elie Coben a, notons-le eu passage, des vues d'un pessimisme difficile è partager...). Les conclusions de sa postface méritent, pour le moins, recherche, équipe le territoire, opporte des copitoux oux entreprises qu'il contrôle est dans l'ordre des choses. Mais quand il injecte des milliords dons des batoilles perdues d'avonce au nom d'un illusoire potriotisme industriel, et ou mèpris des fonctions de sécurité et de justice, le risque est grand de voir un tel Etat délégitime, »

Anton Brender

CHRONIQUE • Par Paul Fabra

Pour un contre-Maastricht

péen (SME) à l'Europe, dont celle-ci eurait pu s'emparer pour en faira la pierre angulaira d'une union monétaira à la fois solide at souple, si elle ne s'était pes leissé prendre eu piège du «rapport Delora» (base de l'accord de Maestricht), c'ast l'écu qui existe déjà. L'écu « officiel » ne circule qu'entre les instituts d'émission feisant partie du SME. On n'en trouve la trece que dens leure bilene respectifs. Cette monnaie invisible au grand public a toutefois une qualité que peuvent lui envier toutes celles qui se produisent au grand jour. Il est la seule monnaie non manipulée du monde.

Selon la procédure en vigueur, la Banque de France, la Bundesbank, la Banque d'Angleterre et les autres banquee centralas des pays de la CEE mettent, chacune, à la disposition du SME 20 % de leurs réserves respectives en or et en dollars. Ces avoirs sont inscrits sur un compte commun dénommé Fonds européen de coopéretion monétaire (FECOM). En contrepartie, le FECOM (eimple teneur d'écritures) remet à chaque banque centrele des «reçus». Ces demiers sont libelléa en écus, l'unité de comptes. C'ast à l'aide de ces écue que les établissementa détenteurs règlent leurs soldes réciproques. Leur montant s'élève actuellement à 46,6 milliarda d'écus (1 écu = 6,95 francs) dont 24,6 millierds émis contre de l'or et 21.7 milliards contre des dollars. Cette notion de « reçu » renferme à elle seule et la fonction da régulation du crédit. La premièra le secret du SME – et de son auccès. On pourrait imaginer que les Douze ne se contentent pas qu'il sereit préférable de ne pas appeler « Ban-

d'émettre des écus pour un montant égal à la valeur de l'or et des devises qu'ils ont « déposés » euprès du FECOM, Ils pourraient en créer devantage s'ils succombaient à le tentation d'adopter pour le SME une pratique devenue universelle à travers l'accumulation, par les banques centrales. d'énormes créances sur le Trésor américain, comptabilisées comme réserves de change. La dette publique des Etats-Unis en est venue ainsi à faire office de monnaie internationale da règlement. Tout se passe comme si, mettons la Suède, pour solder son déficit vis-à-vis de l'Arabie saoudite, lui remettait en paiement des bons du Trésor

américalns. Pour introduire cette facilité, les Douze n'avaient qu'à adopter une mesure apparemment séduisante : autoriser chacune des banques centrales participantes à détenir indéfiniment des créances sur les autres. Le prétexte était tout trouvé : faire en sorte que chaque devise du SME eit vocation à devenir pour ses partenaires un instrument de réserve «à l'égal du dollar ». On s'étonne que la France ait continué à prôner cette idée après que le franc eut cessé de faire figure de monnaie faible. Sa mise en œuvre irait contre les intérêts des pays potentiellement créanciers.

Il est errivé souvent, jusqu'à une époque récente, qu'à l'intérieur du SME, la Bundesbank, épaulée éventuellement par la Banque des Pays-Bas, consenta de gros crédits à la Banque de France, à la Banque d'Italie (ou à telle autre banque centrale) pour empêcher que leurs monnaies respectives ne tombent au-dessous de leur « plencher ». Quelle qu'en soit la forme, l'opération reveneit toujours à ceci : la Bundesbank rachetait directement ou indirectement les monnaies faibles contre émission de marks. Création monétaire typiquement inflationniste. Cependant, le règle cardinele du SME est que les crédits consentis doivent être intégralement remboursés dans les six mois. Du point de vue de la stabilité des prix, il est de la plus haute importanca que ce remboursement eit lieu, et que le délai soit court. L'émission de monnaie intervenue précédemment est, par là même, vite résorbée.

Cet heureux résultat ne se sereit paa produit si, dane notre exemple, la Bundesbank avait été emenée à conserver dens eon bilan, pour une période indéfinia, des créances sur la Banque d'émission (ou le Trésor) italienne ou française. Si tel evait été le cas, le SME serait devenu... une «zone lira» et, par-dessus le marché, une «zone franc». Les créances officielles sur l'Italie et sur la France auraient joué, toutes proportions gardées, pour l'Europe communeutaire, le rôle d'ainstruments de réserve » que jouent, à l'échelle du monde, les créences sur le Trésor eméricein. Parler pour un oui ou pour un non, comme beaucoup le font, de «zone mark», c'est mélanger tout à des fins polémiques. Le SME ne mériterait cette appellation que si la devise allemende devait être régulièrament soutenue par

On comprend du même coup le fonction ques, l'impasse sur les réalités nationeles.

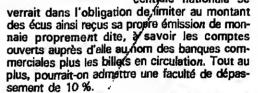
E cadeau royal du Système monétaire euro- stabilisatrice du SME. Aucun das pays participants ne peut attendre un avantage durable de laissar filar sa monnaia. Tous en sont vanua à gérar leurs affaires monétairas da tella sorte qu'ils n'ont plua besoin de concours aussi éphémères. Voilà pourquoi il était fondemental da refuser de créer erbitrairement des écus en contrepartie des créances sur les pays membres. Cala aurait conféré ipso facto à chacun d'eux un droit eu « découvert » permanem. Le SME serait devenu une source autonome d'inflation.

Ea ne s'eppuyant pas sur cette expérience pour bâtir l'union monétaire, les négociateurs de le monde attend depuis un bon siècle. Ouvrons le monde attend depuis un bon siècle. Ouvrons ici, pour la refermer auasitôt, une parenthèse à l'intention de ceux qui ee sont femilianisés evec l'histoire della pensée monétaira : il s'agissait de nan de moirs que de renverser le banking principle en feveur de la currency theory. En clair : de retirar eu aysème bancaira (banques commerciales plua la janque cantrale) un insupportable privilage et la time qui lui est ettachée.

Le contre plan Maestricht ici esquissé est bâti tout entier sur une séparation stricte entre la fonction d'émission de la monnaie stricto sensu, et la fonction da régulation du crédit. La premièra

que»; la seconde relèverait entièrament de la responsabilité de chaque benqua centrale nationale. Tout conflit de compétence serait a priori écarté. La référence à l'inseisissable principe de subsidiarité serait inutile.

C'est non plus 20 % mais 100 % de laurs réserves respactives d'or et de dollars que les instituts d'émission netionaux remettrajent à l'Institut monétaire européen (auquel ne succéderait jameis une Banque centrale européenna I). Comme c'est le cas aujourd'hui, la Banque de France, le Bundesbank, etc., recevraiant en contrepertie des écus. L'Innovation essentielle sereit une règla stricta d'émission:/cheque banque centrale nationale se



Tout se passerait comme si les opérations sur le marché monétaire (marché des créences où seuls les soldes sont réglés en monnaie), conduites exclusivement par les banques centrales nationales, consistaient à prêter, ou, temporairemant, à retirer la monnaie créée à l'étage supérieur par l'Institut monéteire européen. Ce serait une différence capitale avec le système de Maastricht. Celui-ci reproduit, en l'aggravant probablement, la confusion régnante entre le fonction monétaire et la fonction du crédit. En vertu de l'accord de Maastricht, l'émission de monnaie par la Banque centrale européenne se surimposerait aux émissions nationales:

TUR la base des avoirs actuels en or et an dollars, le quantité de monnaie en circulation ne serait pas diminuée par ce système. Un grand avantage serait de placer les gestionnaires de l'Institut monétaire européen devant leurs responsabilités. Una vague d'inflation via l'écu ne pourrait provenir que d'achats intempeatifs de dollars. Du même coup, l'union monétaire européenne disposerait d'un formidabla moyen de pression sur la politique budgétaire des Etats-Unis_Si, eu contreire, l'Institut monétaire européen se laissait convaincra de soutenir à fond le dollar, les pays membres en subiraient immédiatement les conséquences. Ils devraient, par des politiquee restrictivae, éponger l'excès de monnaie du au gonflement de la masse des écus.

L'« irréversibilité » des taux de changa gagnerait beaucoup en crédibilité grâce à l'axistence d'une règle unique d'émission monétaira fignorée per Maastricht). Elle serait d'autant plus facile à maintenir qu'une marge de jeu subsisterait, sous forme d'écarts (sans doute faibles) entre les taux d'intérêt nationaux et d'une marge de fluctuation tréduite par rapport aux 2,5 % actuels) antre les teux de change. Tent il est vrai que l'union monétaire européenne sera d'eutant plus solide qu'elle ne fere pas, pour des raisons idéologi-

A TRAVERS LES REVUES Entre deux maux

ANS croissaoce suffisante, nos sociétés sont gangrenées par le chômage. Mais cette même croissance gaspille des ressources irremplaçables et altère les équilibres vitaux de notre planète.

«A lo fin des onnées 80. constatent Sylvie Dumartin et Olivier Marchand, de la division Emploi de l'INSEE, l'économie française o retrouvé un rythme de croissance voisin de 4 % l'on. C'est la principale roison de lo reprise de l'emploi, même si celo n'explique pas tout. » Concrètement, la créatioo nette d'emplois a été de 700 000 pour les trois années 1988-1990 et le chômage a reculé. Mais, evec le fléchissement de le croissance qui e caractérisé 1991, l'emploi a recommencé à stagner et le chômage à progresser, comme dans la période sombre dumilieu des années 80. Car « l'évolution à court terme de lo situation de l'emploi en France est toujours liée à lo croissance de notre économie et donc à celle de nos principaux partenaires. » (1)

En même temps, notre plaoète est comme harassée par les prélèvements, les rejets, les déchets suscités par la croissance des populations et des produc-tions : « Depuis le début de ce siècle, écrit Jean-Paul Deléage en ouverture d'Ecologie politique, la revue qu'il vient de créer (2), ton-dis que la populotion humoine était multipliée par un socteur supérieur à trois, l'érosion anéontissait une surface égale à celle de la totalité des terres cultivables des Etats-Unis et tronsformait en désert l'équivalent de la surface de l'Amazonie. Pendant la même période, ce sont plas de 1000 milliards de tonnes de déchets plus ou moins toxiques qui ont été déversés dans les zones les plus productives de l'océan mondial (...). Nous installons des poisons dans les chaînes alimentoires pour des siècles, voire des millénoires ovec les déchets radioac-

L'eir, l'eau, les sols, les climats, le vivant : toutes ces composantes de l'écosphère sont aujournotre technosphere. Seloo Barry Commoner, s'est engagée, entre trice : [car] la noture est dévastée et lo société humaine souffre de lo dévastotion; mois oussi porce que notre système actuel de production, destructeur d'environnement, diminue les opportunités de croissonce économique, en particulier dans les pays développés » (2). Il propose donc de « faire lo paix ovec lo planéte», de mettre la technosphère en barmonie avec l'écosphère, d'engager une transformation massive des principaux systèmes industriels, agricoles, energétiques et de transport. Dans ces différents domaioes, il montre qu'existent « des substituts écologiqueinent sûrs pour des technologies de productions courantes houtement polluantes » et il présente les éléments d'une stretégie qui pourrait permettre d'engager cette coûteuse mais indispensable transition.

ÉNERGIES • Daos cette perspec-tive, deux auteurs Bernard Devin (ex-AFME) et Benjemin Dessus (PIRSEM/CNRS) examinent dans quelle mesure il est possible, et à quel coût, de mobiliser le « potentiel réellement occessible » des ressources éoergétiques renouvelables: sources bydrauliques, géothermiques, solaires, éoliennes et provenant de le biomasse; ils le foot en tenant compte du progrès techoologique, de la démographie et du coût relatif des énergies concurrentes. D'ores et déjà, les énergies renouvelables contribuent pour 17,6 % au bilan énergétique moodial: mais, d'une part, cette proportion differe profondément de pays à pays; d'eutre part, elle est très inférieure à ce qu'elle pourrait être. Selon les auteurs, si l'oo consacrait, a en moyenne mondiole, 30 % des réalisations énergétiques onnuelles aux energies renouvelables ". leur contribntion à la production mondiale d'énergie pourrait atteindre 30 % en 2020 (3).

Dans un tout autre domaine,

d'hui altérées et meoacées par l'agriculture, beaucoup peut être fait : comme le rappelle Barry Commoner, «la lutte biologique ces deux sphères, une sorte de Intégrée est une methode éprouvée guerre « mutuellement destruc- pour reduire nettement l'usage des pesticides; l'agriculture organique est une voie explorée avec succès pour éliminer des séries entières de produits chimiques agricoles. L'expérience dans ces deux domoines est suffisonte pour conduire le chongement de l'agriculture conventionnelle vers le fermage orgonique avec des rendements lègèrement réduits ou équivalents et des bénéfices économiques pour des agriculteurs » (2). Avec un pcu d'optimisme, on peut espérer qu'avec le « retour des paysans » (4) dans le tiers-monde certains savoirs paysans traditionnels et la diversité - la où elle n'a pas été détruite - des espèces végételes cultivées et des aoimaux d'élevage pourront se révéler porteurs d'evenir.

Entre les différents maux qui nèsent sur notre temps, nous n'avons ni à choisir le moindre ni à nous résigner eu pire : de nouvelles voies sont ouvertes.

Michel Beaud

(1) «Le marché du travail», numero d'Economie el sialistique, revue de l'INSEE, décembre 1991 (s'adresser aux Observatoires économiques de l'INSEE).

(2) Ecologie politique, nº 1, hiver 1991-1992 (Ecopresse, 62, boulevard de Sébastopol, 75003 Paris) -(3) Bernard Devin et Benjamin

Dessus, « Mobiliser les energies renouvelables», Revue de l'énergie, novembre-décembre 1991 (3, rue Soufflot, 75005 Paris).

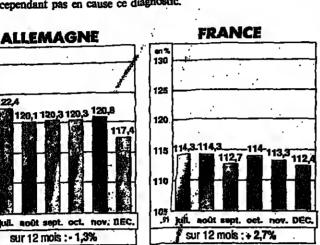
(4) Mais il est difficile d'apprécier dans quelle mesure est porteur d'avenir ce « relour des paysans », principalement lie à la crise et au désengagement de l'Etat : voir « Politiques agraires el dynanismes paysans : de nnuvelles orientations?». numero dirigé par Maxime Haubert de la Revue Liers-monde, octobre-décembre 1991 (58, boulevard Arago, 75013



MCOLAS GUILBERT

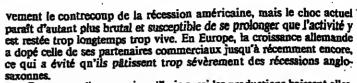
UCUN pays industrialisé n'a, ces derniers temps, été épargné par la A UCUN pays industrialisé n'a, ces derniers temps, dégradation du climat économique. Ainsi, après s'être redressées au printemps 1991 et stabilisées par la suite, les productions industrielles de ces pays se sont généralement repliées à la fin de l'année dernière. Ces résultats annuncent-ils une unuvelle détérinration de la conjoncture

Deux cas de figure se dessinent : aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, les chiffres récents sont d'autant plus troublants que l'on croyait ces pays sortis ou, tout au moins, sur le point de sortir de la récession qu'ils traversent depnis plus d'un an. La baisse de leur production ne remet cependant pas en cause ce diagnostic.

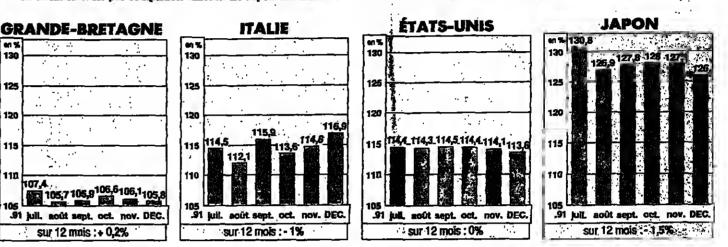


INDICATEUR • La production industrielle Rechute?

La reprise des demandes intérieures, bien que très lente, est inscrite dans les indicateurs. Et si les chefs d'entreprise font preuve d'un certain attentisme, somme toute compréhensible, leur moral devrait se ressaisir sans tarder des qu'ils auront l'assurance que ce mouvement persiste. La situation n'est pas comparable ailleurs. Le Japon encaisse tardi-



Cet atout a disparu aujourd'hui; aussi les productions baissent-elles en France notamment. La situation en Allemagne ne laissant entrevoir ancune amélioration des perspectives dans un court avenir, les pays européens pourraient en être durablement affectés. Les reprises américaines et britanniques suffiront-elles à éviter le pire?



Indices de la produçtion industrielle - énergie incluse, hnrs bâtiment et travaux publics - en dnnnées corrigées des variations saisonnières. Base 100 en 1985. Sources nationales.

RÉGION . Le Proche-Orient Après la guerre

A guerre du Golfe et la défatte irakienne ont ébranlé toutes les éconnmies du Proche-Orient en 1991. L'Irak est neutralisé politiquement et détruit éconnmiquement. Ecrasé par le poids de sa dette d'avant-guerre, il devrait mettre des années pour reconstruire son économie.

Le Knweît libéré fait/face à des oûts énnrmes: 1,5 milliard de dollars pour l'extraction du feu, 15 milliards pour la réhabilitation e l'industrie pétrolière, 20 milliards de finance et de l'opération « tempête du désert », et quelos 100

l'opération « tempête du désert », et quelque 100 milliards de dullars pour la reconstruction du le du pays. Il a dû puiser dans ses invest » évents extérieurs, revenus de 100 milliards à m du de 50 milliards de dollars. Par ailleurs, la «konciri-satinn» risque de perturber la production du pays, sachant qu'avant l'invasinn sur 2,18 mil-lions d'habitants, 26 % étaient knwegtiem jet 41,4 % arabes (dnnt 38 % de jordane-palesti-niens, devenus depuis indésirables).

Les antres pays du Golfe, l'Arabie sanndite, les Emirats arabes unis et le Qatar, entraînés par cette «tempête du désert», ont accusé un déficit des balances courantes, tnut en enregistrant en 1991 des recettes pétrolières non négligeables. (Arabie saoudite : 46,7 milliards de dullars, Emi-rats arabes unis : 15,4 milliards de dollars, Qatar: 2,9 milliards de dollars, seinn les estimations du Petroleum Intelligence Weeldy) als sont devenus définiteurs à l'égard du marché international des capitaux pour financer leur défense, la reconstructinn et l'aide aux pays affectés par la guerre.

Le Conseil de coopération du Golfe (CCG) a lancé fin avril le «programme d'aide au développement des pays arabes» doté de 10 milliards de dollars. Le Sultanat d'Oman, scul pays dn CCG à n'avoir pas trop souffert des conséquences de la guerre, a décrété 1991 « année de l'industrie » pour continuer à diversifier son économie, et prévoit un taux de croissance amquel de 6,3 % pour 1991-1995.

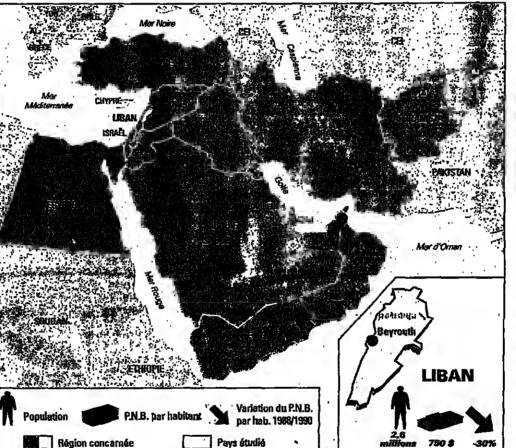
voit un taux de croissance affiniel de 0,5 % pour 1991-1995.

Les prises de position favorables à l'Irak de l'OLP et des gouvernements jordanien et yéménite ont été lourdes de conséquences pour leurs ressortissants travaillant dans les pays du Golfe. La Jordanie aurait besoin de 4,5 milliards de dollars pour faire face au retour des 250 100 travailleurs jordano-palestiniens, qui a privé la royaume des transferts de devises et gonflé le taux de chômage, estimé à 30 %.

chômage, estimé à 30 %.

Les pertes financières de Sanaz sont estimées à environ 1 milliard de dollars entre anut 1990 et décembre 1991 : le départ des 800 m Yéménites d'Arabie saoudite a privé le pays d'un trans-fert de devises représentant environ 20 % du PNB, de l'aide américaine (passée de 22 à 2,9 millions de dollars) et de l'aide saoudienne, estimée à 70 millions de dollars.

Même l'Egypte, qui a par ailleurs été récompensée de son attitude favorable aux alliés, d'nit trouver 5,25 milliards de dollars pour la réinsertion de 500 000 à 700 000 rapatriés. Ses finances



ont pourtant reçu une bouffée d'oxygène en 1991. Elle a vu sa dette – estimée, selnn eertaines sources, à 50 milliards de dollars – allégée environ de moitié.

La Turquie, qui poursuit sa politique de libéralisation et d'intégration à l'économie européenne, a anssi bénéficié de l'aide financière internationale, qui a compensé le déclin de ses revenus touristiques et commerciaux du fait de la guerre du Golfe.

L'Iran, modéré pendant la gnerre, a aussi entamé - plus timidement - nne politique de libéralisation et d'ouverture à l'Occident. Le programme de privatisation, lancé an début du plan 1989-1995, s'est accéléré en 1991, mais les besoins de reconstruction, les pénuries, l'inflation, le faible niveau d'investissements, le déficit de la balance courante, continuent à peser malgré des recettes pétrolières estimées à 15 milliards de dollars en 1991.

Quant aux conséquences de la guerre du Golfe sur l'économie israélienne, elles ont plutôt touché des individus que la collectivité. Aussi la croissance, qui avait repris en 1990 avec une augmentatina du PNB d'environ 4 % sera-t-elle de 6 % à 7 % pour l'ensemble de l'année 1991. Israël bénéficie d'une assistance américaine évaluée actuellement à 15 milliards de francs français par an dont 9 milliards à titre militaire, une aide sup-

plémentaire de 50 milliards de francs est eneore demandée aux Etats-Unis pour les einq ans à venir, sous firme de dons et de prêts à des conditions avantageuses pour compenser les effets de la guerre et faciliter l'intégration des immigrants

soviétiques. Le pays qui a su tirer de la crise du Golfe un maximum d'avantages - tant sur le plan économique que sur le plan politique - sans avoir subi de dommages, est la Syrie. Les effets conjugués de l'angmentation de la production pétrolière en 1991 (15,2 millions de tonnes en 1989, 20,4 millions de tonnes en 1990, 25,5 millions de tonnes en 1991), de son onverture économique et de l'aide financière qui récompense sa prise de position durant la guerre du Golfe ont allégé ses problèmes financiers. Le taux de croissance est passé de 1,5 % en 1989 à 5 % en 1991.

L'économie libanaise, elle, reste l'otage de l'évalutina politico-économique réginnale (voir ci-

1991, année de l'enclenchement du process des négociations israélo-arabes, aura-t-elle été le début d'une phase de transition vers une économie de développement au détriment d'une économie de guerre?

Katia Salamé

PAYS • Le Liban Convalescence

'ANNÉE 1991 a marqué au Liban le premier anniversaire de la cessation des combats. Après seize ans de confrontation militaire, son potentiel industriel est largement détruit, ses meilleures terres agricoles sont occupées et le tertiaire (commerce, services finansont occupees et le ternaire (commerce, services man-ciers) point fort traditionnel du pays, redémarre diffici-lement. Le premier semestre 1991 a toutefois marqué une amétioration sensible par rapport à l'année 1990. L'augmentation du PIB de 12 %, l'inflation ramenée de 30,4 % à 21,3 %, l'accroissement des exportations de 77,5 %, l'amélioration de la balance commerciale, toutes ces performances se sont traduites par le redressement de la livre libanaise.

L'économie n'est pas pour autant remise sur pied. Le Liban pourra-t-il concilier la recomposition de l'Etat et la relance d'une économie de marché à l'ombre de troupes étrangères? Comment fonctionneront les accords économiques syro-libanais? Comment financer la reconstruction, dont le coût est estimé à 4.4 milliards de dollars sur cinq ans

La survie de l'économie libanaise s'explique en grande partie par l'esprit d'entreprise de la population et sa capacité d'adaptation. Or cette richesse a été ébranlée par l'émigration. 800 millions de dollars seulement de capitaux privés sont retournés au Liban depuis l'arrêt des combats (sur 15 à 18 milliards d'avoirs libanais à l'étranger). L'épargne des ménages a fondu et la dépréciation de la livre libanaise (le Monde du 28 février) a fortement réduit le revenn réel des salariés, qui constituent la majeure partie de la popula-

L'économie libanaise est prise en otage : la question de l'eau, denrée aussi précieuse que le pétrole dans la région, n'a pas fini de poser des problèmes dans le Sud et le poids de «l'imperium» syrien freine le retour des capitaux et des investisseurs.



SECTEUR • Le commerce

recul de 2 %.

Dans l'alimentation générale, volume) des petites surfaces d'ali-mentation générale a baissé de 1,9 % et les commerces alimen-précédente) que les transforma-

dants), mais les «hyper» créés ex nihilo sont plus grands: 6 180 m²

en moyenne contre 5 950 en 1990. Dans le climat morose de l'an passé, la concurrence, toujours plus vive, notamment sur les prix, a accéléré les changements d'enseigne (58 en 1991) au profit des ténnrs : « Les enseignes régionales ou familiales laissent place aux grandes enseignes nationales.» Dans cette course à la «croissance externe», c'est Carrefinn qui s'est le plus étendu en 1991 : en mars,

le groupe a repris Montlaur, en dépôt de bilan, qui détenait 20 % du marché sur le littoral méditerranéen, mais il a rétrocédé la plupart des hypermarchés acquis à Docks de France et à Auchan. Trois mois plus tard, le groupe a racheté l' « enseigne natinnale » Euromarché

Côté supermarchés, si le nom-1989 continue : ces chaînes spéciarale, ces établissements sont plus petits que les autres supermarchés avec une surface movenne de 740

m² contre 1 040 m². Les étrangers tiennent une place majoritaire dans ces créations avec soixanteneuf magasins ouverts en 1991, les Français en ayant créé une tren-

Mais, au total, la baisse des créations d'entreprises s'est accélérée en 1991: - 11,2 % sur les onze premiers mnis de l'année après - 8,2 % en 1990 et - 6,7 % en 1989. La ehute est particulièrement marquée dans le commerce de détail (- 13,2 %).

Parallèlement, le numbre de défaillances a encore augmenté (+13,4 % après + 9,3 % en 1990), même s'il reste inférieur à la moyenne générale de l'économie (+ 17,2 %).

Françoisa Vaysse

E commerce a reflété – et subi – en 1991 la mollesse de la consommatinn en France et sonactivité a connu un conp de frein sensible. Néanmoins, le ebiffre d'affaires du commerce de détail (qui rassemble 80 % des entreprises du secteur) a continné de croftre (+ 1,5 %), selon la commission des comptes du commerce. mais deux fois moins vite qu'au cours des deux années précédentes; il a atteint 1 719 milliards de francs. L'alimentaire, avec + 2,7 %, s'est nettement micux comporté que le reste : en effet, hormis les pharmacies (qui ont fait + 4,4 % en volume, soit moitié moins qu'en 1990), le non-alimentaire a reculé de 0,3 %. L'habillement, la chaussure, le cuir et le textile, en particulier, ont régressé de

1,7 % en volume et l'équipement du foyer de 1,5 %.

Les contrastes du paysage se sont accentués, les hypermarchés (2 500 m² et plus) et les supermar-ehés (de 400 m² à 2 500 m²) augmentant leur avancée aux dépens du commerce plus traditionnel, grâce à une croissance soutenue : + 5,5 % pour les «hyper» et + 3,53 pour les «super» (contre + 6,3 % et + 4.1 % respectivement en 1990). Toutefnis, fait notable, les magasins dits «populaires» (correspondant à des chaînes comme Monoprix, Prisunic, etc.) ont renoué avec la croissance (+ 0,6 %) après plusieurs années négatives. Á l'inverse, le chiffre d'affaires (en volume) des petites surfaces d'ali-

Les graphiques et cartes de ce supplément sont réalisés par l'agence de presse Idé et le service infographique du Monde.

Mauvaises affaires

taires spécialisés, eux aussi, ont mal traversé la période, avec un (qui sont surtout le fait d'indépenmal traversé la période, avec un

en particulier, le nombre de grandes surfaces angmente toujours, quoique un peu plus lentement qu'en 1990, avec 42 unités supplémentaires (contre 50), ce qui porte le total à 900 magasins au le janvier 1992 avec une surface de vente totale de 4,9 millions de mètres carrés (+ 4,7 %). Le ralenet ses cinquante-trois «hyper».

bre d'nuvertures on d'agrandissements a fléchi, le développement rapide du « hard discount » depuis lisées dans les «prix cassés» ont représenté plus du tiers des créations de supermarchés l'an passé an lien du cinquième en 1990 et de... 7 % en 1989. En règle géné-

بمثالانمانده

franco-allemande à l'épreuve PE Francis

CIATION OF rund of a

-: "Idrats de

Tation to anties grande mes ses De to dui sont abu HE SHEET THE STREET un tes ter b aus queis doch ter to a more transcale de A MANTAGE morte tu ares dent de ! Ber auf 1170 17 sait du en eren intention de deserte CTOLD VIOLE IS THE INC AND maras torr en midrata mart mes sans mar er de in senette Res leger for Erats Unit, som Porgres on or in Ges Français. Cars a commercial 2 mars. of Met de deuten thems. Deut tenten regesties pour nuz de M Je CO VICE-PART O THE PROPERTY OF mand as the control of less trains nactes france . 25 art particle

:-: exprime low

tear en etait, a, na l'arbitrage distante en el chi Missish's neut-stre sou-its rand 's debat agricule. Im tand to debat agricule. Aus Copenhague due de Bonn As dans une batarile sons dif Sear re abange ses de perse ere au miret au nue L'affiche ittle en est une e-patration dats le debut nurapeon. A si y a pas pour a France d'autre voie que la Lanco a comande

Excepts tur es régacial

orfarde cont 's saliding de Para franco a germand dt. si

Celaire rand pas pour suspri streptise o'un symple! Dane le negociation en cours. L'objectif prioritaire de la France est de téussir la ruit-me ne la PAC. Autemoria: de parverur à une situation ou d'agissant des grandes contrets et en particuler des Ceredies. les endensen matière de reduction de le Production, so re de reduction des exportations sers fee paye bers, serrors compensée par plus de concurrer se a l'intérneur de la CEE plus trament, la France Suharte province faire power, plus se dans le masse ses averages de competition. C'est à dire exporter of the 1879 for suffree

ies l'Allemagna Meme sis ne si opposere per de france de la revolución de la revolución de la revolución de france de la revolución de la rev Proceder at a sustemment de force baistet des prix. Comments de force baistet des prix. Comments de force baistet des prix. Comments de force baistet des prix.

propose is commentation. It is a series being a series pour faire jour pleinement nos examinates completement nos examinations. The series being a terme, ne sorem per principal de series au series de series mx bakzau.".

Si accord : Doit & avoir & **Ural
leg Franceis à la mise en comme
de la stratégie agricole sive
défine Ura page 21 les esticis

de CATHERINE LECONT

et de PHILIPPE LEMAITH